

BULLETIN OFFICIEL

du
Département
de
l'Isère



BULLETIN OFFICIEL DU DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

TOME 1

SOMMAIRE

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Service gestion du personnel

Annulation et remplacement de l'arrêté n° 2018-4051 relatif aux attributions de la direction générale du Département

Arrêté n° 2018-4449 du 24/05/2018 6

Annulation et remplacement de l'arrêté n°2018-4046 relatif à l'organisation des services du Département

Arrêté n° 2018-4482 du 24/05/2018 7

Délégation de signature pour la direction territoriale de l'Isère rhodanienne

Arrêté n° 2018-4561 du 23/05/2018 13

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Service des assemblées

Délégation à Madame Annick Merle, Vice-présidente chargée de l'innovation, de la performance des politiques départementales et des questions européennes

Arrêté n°2018-4438 du 15 mai 2018 15

Délégation de signature temporaire à Monsieur Fabien Mulyk, Vice-président délégué à la filière bois, à l'aménagement des rivières et à l'environnement

Arrêté n°2018-4734 du 25 mai 2018 15

Politique : - Administration générale

Représentations du Département de l'Isère dans les commissions administratives et les organismes extérieurs

Extrait des décisions de la commission permanente du 25 mai 2018 , dossier N° 2018 C05 F 32 65
..... 16

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT

Arrêté modifiant l'arrêté n°2015-1543 du 30 juillet 2015 portant sur la composition de la Commission départementale d'aménagement foncier (CDAF) de l'Isère

Arrêté n° 2018-2478 du 4 avril 2018..... 16

DIRECTION DE L'AUTONOMIE

Service des établissements et services pour personnes âgées

Tarifs hébergement des résidences autonomes gérées par le CCAS de Grenoble

Arrêté n° 2018-2717 du 16 avril 2018..... 17

Tarifs hébergement du centre d'hébergement temporaire « Les 4 Saisons » à Roybon

Arrêté n° 2018-3451 du 10 avril 2018..... 19

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Narvik » situé à Grenoble

Arrêté n° 2018-3543 du 12 avril 2018..... 20

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Belle Vallée » situé à Frogès

Arrêté n° 2018-3607 du 16 avril 2018..... 22

Tarifs hébergement et dépendance du budget annexe E.H.P.A.D géré par le Centre hospitalier « Pierre Oudot » de Bourgoin-Jallieu

Arrêté n° 2018-3629 du 16 avril 2018..... 24

| | |
|--|----|
| Tarifs hébergement et dépendance de l'accueil de jour rattaché au centre hospitalier « Pierre Oudot » de Bourgoin-Jallieu Arrêté n° 2018-3630 du 16 avril 2018..... | 26 |
| Tarifs hébergement et dépendance du budget annexe Unité de Soins de Longue Durée géré par le Centre hospitalier « Pierre Oudot » de Bourgoin-Jallieu Arrêté n° 2018-3631 du 16 avril 2018..... | 27 |
| Tarifs hébergement de la résidence autonomie d'Aoste Résidence « Les Volubilis » Arrêté n° 2018-3676 du 17 avril 2018..... | 29 |
| Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD d'Aoste Résidence « Les Volubilis » Arrêté n° 2018-3677 du 17 avril 2018..... | 30 |
| Tarifs hébergement et dépendance du budget annexe EHPAD du Centre hospitalier de Tullins Arrêté n° 2018-3683 du 17 avril 2018..... | 32 |
| Désignation les membres experts pour une commission de sélection des dossiers d'appel à projets dans le cadre de la procédure d'autorisation des établissements et des services médico-sociaux sous compétence départementale Arrêté n° 2018-3762 du 19 avril 2018..... | 34 |
| Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD et de l'accueil de jour de Moirans Arrêté n° 2018-3802 du 18 avril 2018..... | 35 |
| Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « La Maison » à Voreppe Arrêté n° 2018-3804 du 10 mars 2018 | 38 |
| Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « L'Eglantine » situé à Fontaine Arrêté n° 2018-3805 du 19 avril 2018..... | 39 |
| Arrêté correctif de l'arrêté n° 2018-3104 relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2018 de l'E.H.P.A.D sanitaire hospitalier de La-Tour-du-Pin Arrêté n° 2018-3941 du 24 avril 2018..... | 42 |
| Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD d'Entre-Deux-Guiers Arrêté n° 2018-4112 du 4 mai 2018 | 43 |
| Désignation les membres permanents de la commission de sélection des appels à projets du Conseil Départemental de l'Isère, dans le cadre de la procédure d'autorisation des établissements et services médico-sociaux Arrêté n° 2018-4205 du 27 avril 2018..... | 44 |
| Tarifs hébergement de la résidence autonomie « La Berjallière » de Bourgoin-Jallieu Arrêté n° 2018-4327 du 2 mai 2018 | 46 |
| Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD et de l'accueil de jour du centre hospitalier « Lucien Hussel » de Vienne Arrêté n° 2018-4358 du 3 mai 2018 | 47 |
| Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Bois d'Artas » à Grenoble Arrêté n° 2018-4392 du 4 mai 2018 | 49 |
| Service des établissements et services pour personnes handicapées | |
| Tarifcation 2018 du foyer de vie et des foyers d'accueil médicalisé pour personnes handicapées gérés par le Centre hospitalier de Saint-Laurent-du-Pont (Budget P) Arrêté n° 2018-3541 du 17 avril 2018..... | 51 |
| Tarifcation 2018 du foyer d'accueil médicalisé « L'Envolée » à L'Isle-d'Abeau - Association Envol Isère Autisme Arrêté n° 2018-3645 du 17 avril 2018..... | 53 |
| Tarifcation 2018 du Centre Jean Jannin Les Abrets-en-Dauphiné Arrêté n° 2018-3772 du 19 avril 2018..... | 54 |
| Politique : - Personnes handicapées Programme : Hébergement personnes handicapées Opération : Etablissements personnes handicapées Convention à intervenir avec la Fondation santé des étudiants de France pour le foyer logement Prélude Extrait des décisions de la commission permanente du 25 mai 2018, dossier N° 2018 C05 A 06 16 | 55 |

Service Soutien a domicile des personnes Agées et handicapées

Autorisation d'un service d'aide et d'accompagnement à domicile

Arrêté n° 2018-4415 du 4 mai 2018..... 57

DIRECTION DE L'EDUCATION, DE LA JEUNESSE ET DU SPORT

Service jeunesse et sport

Calendrier prévisionnel complémentaire 2018 appel à projets avant autorisation d'un service de prévention spécialisée sur les territoires Porte des Alpes et Haut Rhône dauphinois

Arrêté n° 2018-5138 du 31/05/2018 59

DIRECTION DES SOLIDARITES

Politique : - Santé publique Santé publique

Programme : Lutte contre la désertification médicale

Opération : Aide à l'installation de médecins

Maisons de santé pluridisciplinaires (MSP) - Mise en place du dispositif

Extrait des décisions de la commission permanente du 25 mai 2018, dossier N° 2018 C05 A 04 11

..... 62

Service Insertion vers l'emploi

Politique : - Cohésion sociale

Programme : Revenu de Solidarité Active

Opération : Revenu de Solidarité Active

Objet : Règlement technique de l'allocation RSA en Isère - Actualisation intégrant de nouvelles dispositions législatives et réglementaires

Extrait des décisions de la commission permanente du 25 mai 2018, dossier N° 2018 C05 A 02 03

..... 75

**

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

SERVICE GESTION DU PERSONNEL

Annulation et remplacement de l'arrêté n° 2018-4051 relatif aux attributions de la direction générale du Département

Arrêté n° 2018-4449 du 24/05/2018

Date dépôt préfecture : 29/05/2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2018-4046 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n°2018-4051 relatif aux attributions de la direction générale des services du département,

Vu l'avis favorable du comité technique du 8 février 2018

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

Les dispositions de l'arrêté n° 2018-4051 visé ci-dessus sont abrogées.

Article 2 : Attributions de la direction générale

2-1 Directeur général :

Le Directeur général dirige l'administration départementale. Il en assure le pilotage et le contrôle. Il assure l'interface de l'administration départementale avec l'Exécutif et l'assemblée départementale.

2-2 Equipe de direction générale :

Pour l'exercice de ses missions, le Directeur général des services est assisté de :

- 4 directeurs généraux adjoints chargés respectivement de la famille, de l'attractivité du territoire, du cadre de vie et des ressources,
- un chargé de projets stratégiques et transversaux,
- un chargé de la coordination,
- un responsable de la coordination.

2-3 Service des assemblées :

- garantir le fonctionnement des assemblées (coordination administrative et juridique, planification, organisation des sessions) et la gestion des représentations du Président et de l'assemblée départementale au sein des commissions administratives et des organismes extérieurs,
- assurer la gestion administrative du mandat de conseiller départemental : indemnités, retraites, veille juridique sur le statut de l'élu,
- contribuer au projet de dématérialisation de la collectivité,
- gérer la formation des élus.

2-4 Mission « vie des élus » :

- organiser et garantir la conduite des élus et personnalités invitées par les chauffeurs et assurer la gestion du pool de chauffeurs,
- gérer l'ensemble des frais de déplacements des élus et les mandats spéciaux,
- assurer la gestion et le fonctionnement du restaurant des élus, ainsi que sa participation à l'organisation des manifestations initiées par le Conseil départemental,
- assurer la gestion des secrétariats des vice-président(e)s et vice-président(e)s délégué(e)s,
- assurer la gestion des enveloppes des groupes politiques et des moyens matériels des élus.

2-5 Chargé de mission :

- un chargé de mission « citoyenneté » est rattaché au directeur général adjoint chargé de la famille.

Article 3 :

Les attributions décrites dans l'article 2 prennent effet au 1^{er} mai 2018.

Article 4 :

Le Directeur général des services est chargé du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Annulation et remplacement de l'arrêté n°2018-4046 relatif à l'organisation des services du Département

Arrêté n° 2018-4482 du 24/05/2018

Date de dépôt en préfecture : 29/05/2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, relative à la fonction publique territoriale,

Vu l'arrêté 2018-4046 relatif à l'organisation des services du Département,

Vu l'avis du comité technique du 8 février 2018,

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :**Article 1 :**

Les dispositions de l'arrêté n° 2018-4046 visé ci-dessus sont abrogées.

Article 2 :

L'administration départementale est organisée sous l'autorité du Directeur général des services du Département.

Sont directement rattachés au Directeur général :

- le référent déontologue
- le service des assemblées
- la mission « vie des élus »
- la direction des relations extérieures composée des services suivants :
 - Communication
 - Protocole et évènementiel
- la direction de la performance et de la modernisation du service au public :
 - Mission numérique
 - Mission innovation
 - Service audit
 - Service accompagnement au pilotage des objectifs et des risques
 - Service observation documentation et évaluation
 - Service communication interne et innovation
- La Direction des ressources humaines :
 - Gestion du personnel
 - Recrutement, mobilité et compétences
 - Relations sociales, santé et prévention

- Cellule prospective et pilotage

Le Directeur général est assisté de directeurs généraux adjoints et de chargés de missions.

Article 3 :

L'administration départementale est composée des directions suivantes :

3.1 Directions « départementales » :

- Mobilités
- Aménagement
- Constructions publiques et environnement de travail
- Solidarités
- Autonomie
- Education, jeunesse et sport
- Développement
- Culture et patrimoine
- Finances
- Affaires juridiques, des achats, des marchés et contrats complexes
- Innovation numérique et systèmes d'information
- Aménagement numérique - très haut débit

3.2 Directions « territoriales » :

- Agglomération grenobloise
- Bièvre-Valloire
- Grésivaudan
- Haut-Rhône dauphinois
- Isère rhodanienne
- Matheysine
- Oisans
- Porte des Alpes
- Sud-Grésivaudan
- Trièves
- Vals du Dauphiné
- Vercors
- Voironnais-Chartreuse

Article 4 :

Sont rattachées au directeur général adjoint cadre de vie, les directions départementales composées de leurs équipes de direction :

4-1 Direction des mobilités :

- Etudes, stratégie et investissements
- Marketing
- Ouvrages d'art et risques naturels
- Aménagement de voirie
- Action territoriale
- PC Itinéraire
- Expertise transports

4-2 Direction de l'aménagement :

- Agriculture et forêt
- Eau et territoires
- Patrimoine naturel
- Mission développement durable
- Laboratoire vétérinaire

4-3 Direction des constructions publiques et environnement de travail :

- Biens départementaux
- Conduite de projets
- Environnement de travail
- Gestion du parc
- Programmation, conseils et maintenance

Article 5 :

Sont rattachées au directeur général adjoint famille, les directions territoriales composées de leurs équipes de direction :

5-1 Direction des solidarités :

- Insertion vers l'emploi
- Action sociale de polyvalence
- Logement
- Prévention – Santé publique
- Cellule administrative de proximité et fonctions supports

5-2 Direction de l'autonomie :

- Accueil et information
- Etablissements personnes âgées et personnes handicapées,
- Soutien à domicile personnes âgées et personnes handicapées,
- Prestations financières et aide sociale
- Coordination gestion de projets
- Contrôle et qualité
- Evaluation médico-sociale et suivi CDAPH

5-3 Direction de l'éducation, de la jeunesse et du sport :

- PMI et Parentalités
- Accueil en protection de l'enfance
- Moyens des collègues
- Jeunesse et sport
- Pack rentrée

Article 6 :

Sont rattachées au directeur général adjoint ressources, les directions territoriales composées de leurs équipes de direction :

6-1 Direction des finances :

- Pilotage et méthodes
- Stratégie financière et programmation

- Administratifs et financiers

6-2 Direction des affaires juridiques, achats et marchés :

- Marchés et contrats complexes
- Juridique et assurances
- Achats

6-3 Direction de l'innovation numérique et des systèmes d'information :

- Service assistance et équipements
- Infrastructures techniques et exploitation
- Innovation et applications opérationnelles
- Innovation et applications support
- Stratégie numérique

6-4 Service relations usagers :

- gestion du courrier et courriels,
- accueil téléphonique,
- accueil des visiteurs à l'Hôtel du Département,
- animation de la démarche d'accueil dans les différents sites départementaux.

Article 7 :

Sont rattachées au directeur général adjoint attractivité du territoire, les directions territoriales composées de leurs équipes de direction :

7-1 Direction de l'aménagement numérique – très haut débit :

- Cellule opérationnelle
- Cellule relations partenariales
- Cellule administrative et juridique

7-2 Direction du développement :

- Cellule collectivités locales et partenariat
- Cellule recherche de financements externes et européens

7-3 Direction de la culture et du patrimoine :

- Patrimoine culturel
- Archives départementales
- Médiathèque départementale
- Développement culturel et coopération
- Musée Dauphinois
- Musée de l'Ancien Evêché
- Musée Archéologique
- Musée de la Résistance et de la déportation
- Musée Hébert
- Musée de la Houille Blanche
- Musée Saint-Hugues
- Musée de Saint-Antoine l'Abbaye
- Musée Berlioz
- Domaine de Vizille

7-4 Direction de l'Agglomération grenobloise :

Services thématiques :

- Développement social
- Enfance Famille
- Aménagement
- Autonomie
- Education
- Cellule fonction supports de proximité
- Cellule action territoriale

Services locaux de solidarité :

- Echirolles
- Fontaine-Seyssinet
- Grenoble Nord
- Grenoble Sud
- Grenoble Est
- Grenoble Ouest
- Meylan
- Pont de Claix
- Saint Martin d'Hères
- Saint Martin le Vinoux
- Vizille

7-5 Direction de Bièvre-Valloire :

- Aménagement
- Education
- Aide sociale à l'enfance
- Protection maternelle et infantile
- Autonomie
- Développement social

7-6 Direction du Grésivaudan :

- Aménagement
- Education
- Enfance et famille
- Autonomie
- Développement social

7-7 Direction du Haut-Rhône dauphinois :

- Aménagement
- Education
- Enfance-famille
- Autonomie
- Développement social

7-8 Direction de l'Isère rhodanienne :

- Aménagement
- Education
- Enfance-famille
- Autonomie
- Développement social

7-9 Direction de la Matheysine :

- Aménagement
- Education et moyens généraux
- Autonomie
- Insertion et famille

7-10 Direction de l'Oisans :

- Aménagement
- Solidarité et éducation

7-11 Direction de la Porte des Alpes :

- Aménagement
- Education
- Aide sociale à l'enfance
- Autonomie
- Action médico-sociale Est
- Action médico-sociale Ouest

7-12 Direction du Sud Grésivaudan :

- Aménagement
- Education
- Autonomie
- Solidarité

7-13 Direction du Trièves :

- Aménagement
- Education
- Solidarité

7-14 Direction des Vals du Dauphiné :

- Aménagement
- Education
- Aide sociale à l'enfance
- Maintien autonomie
- Action médico-sociale

7-15 Direction du Vercors :

- Aménagement
- Education
- Solidarité

7-16 Direction de Voironnais-Chartreuse :

- Aménagement

- Education
- Aide sociale à l'enfance
- Protection maternelle et infantile
- Autonomie
- Développement social

Article 8 :

La présente organisation des services prend effet le **1^{er} mai 2018**.

Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Délégation de signature pour la direction territoriale de l'Isère rhodanienne

Arrêté n° 2018-4561 du 23/05/2018

Date de dépôt en préfecture : 23/05/2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2018-4046 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n° 2018-4065 relatif aux attributions de la direction territoriale de l'Isère rhodanienne,

Vu l'arrêté n° 2018-4097 portant délégation de signature pour la direction territoriale de l'Isère rhodanienne,

Considérant Monsieur Tanguy Jestin, chef du service aménagement par intérim à compter du 22 mai 2018,

Sur proposition du Directeur général des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à **Madame Corine Brun**, directrice du territoire de l'Isère rhodanienne, et à **Madame Françoise Magne**, directrice adjointe, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction territoriale à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe, adressées notamment aux élus,
- des arrêtés portant tarification,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de missions lorsque le moyen de transport est l'avion,
- des conventions avec incidence financière et de leurs avenants, à l'exception des marchés publics et des conventions relatives aux actions menées dans le cadre des Conférences Territoriales des Solidarités.

Article 2 :

Délégation est donnée à :

Monsieur Tanguy Jestin, chef du service aménagement par intérim et à

Poste vacant, adjoint au chef du service aménagement,

Monsieur Jean-Jacques Boulon, chef du service éducation,

Madame Nathalie Besset, chef du service enfance-famille et à

Madame Laurence Theuillon, adjointe au chef du service enfance-famille, et à

Madame Annie Barbier, chef du service autonomie et à

Madame Delphine Roux, adjointe au chef de service autonomie,

Madame Maud Makeieff, chef du service développement social et à

Mesdames Véronique Charleux-Manneveau et Ségolène Arnaud, adjointes au chef du service développement social,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions du territoire, y compris les sections au titre du traitement aux limites.

Sont exclus de leur domaine de compétence les actes visés à l'article 1 ci-dessus et les actes suivants :

- marchés (à l'exception des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- demandes et déclarations réglementaires liées à l'acte de construction,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine.

Article 3 :

Délégation est donnée à **Madame Florence Revol**, chargée de mission auprès du service développement social, pour signer tous les actes relevant des dispositifs liés à l'insertion des jeunes et des adultes, à l'accès au logement et aux actions sociales polyvalentes.

Article 4 :

Délégation est donnée à **Madame Elise Jacquin-Dantin**, conseillère technique auprès du service enfance-famille, pour signer tous les actes relevant des dispositifs liés à la prévention, l'aide sociale à l'enfance et à la protection maternelle et infantile.

Article 5 :

En cas d'absence simultanée de

Madame Corine Brun, directrice du territoire, et de

Madame Françoise Magne, directrice adjointe,

la délégation qui leur est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'un autre territoire.

Article 6 :

En cas d'absence d'un chef de service ou d'un adjoint au chef de service, la délégation qui leur est conférée par l'article 2 peut être assurée par l'un des chefs de service ou adjoints au chef de service de la direction territoriale de l'Isère rhodanienne.

En cas d'absence du chargé de mission « développement social », la délégation qui lui est conférée par l'article 3, peut être assurée par le chef de service développement social ou les adjointes au chef du service développement social.

En cas d'absence du conseiller technique « enfance-famille », la délégation qui lui est conférée par l'article 4, peut être assurée par le chef de service enfance-famille ou l'adjointe au chef du service enfance-famille.

Article 7 :

L'arrêté n° 2018-4097 est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 8 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

SERVICE DES ASSEMBLEES

Délégation à Madame Annick Merle, Vice-présidente chargée de l'innovation, de la performance des politiques départementales et des questions européennes

Arrêté n°2018-4438 du 15 mai 2018

Dépôt en Préfecture le 16 mai 2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.3221-1, L.3221-3, L.3221-7 et L.1411-1 et suivants ;

Vu l'élection du Président du Conseil départemental, lors de la séance de l'assemblée départementale du 2 avril 2015,

Vu l'arrêté n°2016-6044 désignant Madame Annick Merle, 3^{ème} Vice-présidente en charge de l'innovation, de la performance des politiques départementales et des questions européennes,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à Madame Annick Merle aux fins de mener les négociations relatives à la délégation de service public pour la restauration scolaire de la Cité internationale Europole et à signer tous les actes afférents. La présente délégation vaut jusqu'à la fin de la procédure d'attribution de la délégation de service public.

Article 2 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

**

Délégation de signature temporaire à Monsieur Fabien Mulyk, Vice-président délégué à la filière bois, à l'aménagement des rivières et à l'environnement

Arrêté n°2018-4734 du 25 mai 2018

Dépôt en Préfecture le 25 mai 2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.3221-1, L.3221-3 et L.3221-7,

Vu l'élection du Président du Conseil départemental, lors de la séance de l'assemblée départementale du 2 avril 2015,

Vu l'arrêté n°2015-2696 du 16 avril 2015 désignant Monsieur Fabien Mulyk, Vice-président délégué à la filière bois, à l'aménagement des rivières et à l'environnement,

Vu la délibération n°2018 C05 C15 42 relative à l'approbation du contrat de rivières Drac Isérois,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à Monsieur Fabien Mulyk, à l'effet de signer le contrat de rivières Drac Isérois, le 28 mai 2018.

Article 2 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

**

Politique : - Administration générale

Représentations du Département de l'Isère dans les commissions administratives et les organismes extérieurs

Extrait des décisions de la commission permanente du 25 mai 2018 , dossier N° 2018 C05 F 32 65

Dépôt en Préfecture le : 30 mai 2018

LA COMMISSION PERMANENTE,

Vu le rapport du Président N° 2018 C05 F 32 65,

Vu l'avis de la commission des finances, des ressources humaines et des moyens généraux,

Vu les articles L.3121-22 et L.3121-23 du code général des collectivités territoriales qui précisent que le Département doit désigner ses représentations dans les organismes extérieurs ;

Vu l'article R.421-14 du code de l'éducation qui prévoit deux représentants du Département au sein des conseils d'administration des collèges ;

Vu la décision du Conseil départemental du 30 avril 2015 procédant à la désignation des représentants du Département dans les organismes extérieurs ;

Vu la décision de la commission permanente du 29 avril 2016 désignant les représentants du Département dans les collèges ;

DECIDE

d'actualiser les représentants du Département en désignant les personnes suivantes en qualité de suppléants au sein des conseils d'administration des collèges publics listés ci-dessous :

| Commune | Nom du collège | Suppléant |
|----------------------|--------------------------|---------------------|
| Roussillon | Collège de L'Edit | Jean Jacques Boulon |
| Salaise-sur-Sanne | Collège Jean Ferrat | Françoise Magne |
| Pont-Evêque | Collège Georges Brassens | Jean Jacques Boulon |
| Seyssuel | Collège C. et G. Grange | Françoise Magne |
| Vienne | Collège François Ponsard | Corine Brun |
| Saint-Maurice-l'Exil | Collège Frédéric Mistral | Corine Brun |
| Vienne | Collège de L'Isle | Jean Jacques Boulon |

**

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT

Arrêté modifiant l'arrêté n°2015-1543 du 30 juillet 2015 portant sur la composition de la Commission départementale d'aménagement foncier (CDAF) de l'Isère

Arrêté n° 2018-2478 du 4 avril 2018

Dépôt en Préfecture le : 10 avril 2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu l'arrêté n°2015-1543 du 30 juillet 2015 portant sur la composition de la Commission départementale d'aménagement foncier (CDAF) de l'Isère ;

Vu le titre II du livre 1^{er} du code rural et notamment les articles L. 121-8, L. 121-9, R. 121-7, R. 121-8 et R. 121-9 ;

Vu le courrier de l'Association des Maires de l'Isère en date du 12 mars 2018 proposant le remplacement de Monsieur Benoît Laval ;

Arrête

Article 1 :

L'article 1 de l'arrêté n°2015-1543 du 30 juillet 2015 est modifié comme suit :

Le suppléant des représentants des maires de communes propriétaires de forêts soumises au régime forestier :

Madame Nicole Vérard est désignée, en remplacement de Monsieur Benoît Laval.

Article 2 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil départemental de l'Isère est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

DIRECTION DE L'AUTONOMIE

SERVICE DES ETABLISSEMENTS ET SERVICES POUR PERSONNES AGEES

Tarifs hébergement des résidences autonomies gérées par le CCAS de Grenoble

Arrêté n° 2018-2717 du 16 avril 2018

Dépôt en Préfecture le : 26 avril 2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération n° 2017 DOB A 05 01 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2017 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Conseil départemental, et la nécessité de couvrir le déséquilibre financier global des résidences autonomie du CCAS de Grenoble occasionné notamment par la fermeture de la résidence Notre-Dame pouvant remettre en cause la pérennité de l'offre ;

Sur proposition du Directeur général des services ;

Arrête

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2018, les dépenses et recettes des résidences autonomies gérées par le CCAS de Grenoble sont autorisées comme suit :

| Groupes fonctionnels | | Montant hébergement |
|----------------------|--|-----------------------|
| Dépenses | Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 456 896,93 € |
| | Groupe II Dépenses afférentes au personnel | 1 331 979,50 € |
| | Groupe III Dépenses afférentes à la structure | 777 443,80 € |
| | Reprise du résultat antérieur | |
| | Déficit | |
| | TOTAL DEPENSES | 2 566 320,23 € |
| Recettes | Groupe I Produits de la tarification | 2 412 660,30 € |
| | Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation | 147 259,93 € |
| | Groupe III Produits financiers et produits encaissables | 6 400,00 € |
| | Reprise de résultats antérieurs | |
| | Excédent | |
| | TOTAL RECETTES | 2 566 320,23 € |

Article 2 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables aux résidences autonomes gérées par le CCAS de Grenoble sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mai 2018** :

Tarif hébergement

Tarif moyen hébergement 27,23 €

Tarifs spécifiques :

| | |
|---|---------|
| Tarif hébergement Le Lac F1bis | 25,87 € |
| Tarif Hébergement Le Lac F1 | 25,13 € |
| Tarif hébergement Le Lac F2 | 28,45 € |
| Tarif hébergement Les Alpins | 27,77 € |
| Tarif hébergement Les Alpins F1bis | 29,99 € |
| Tarif hébergement Montesquieu | 26,95 € |
| Tarif hébergement Montesquieu F1 | 24,53 € |
| Tarif hébergement Montesquieu grand F1bis | 32,07 € |
| Tarif hébergement Montesquieu petit F2 | 31,52 € |
| Tarif hébergement Montesquieu grand F2 | 32,89 € |
| Tarif hébergement Montesquieu F2 occupé par 2 personnes | 37,31 € |
| Tarif hébergement Saint Laurent | 26,67 € |
| Tarif hébergement Saint Laurent grand F1bis | 27,74 € |

Article 3 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 4 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03).

Article 6 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarifs hébergement du centre d'hébergement temporaire « Les 4 Saisons » à Roybon

Arrêté n° 2018-3451 du 10 avril 2018

Dépôt en Préfecture le : 26 avril 2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération n° 2017 DOB A 05 01 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2017 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Conseil départemental et une baisse de la capacité installée engendrant une hausse des tarifs ;

Sur proposition du Directeur général des services ;

Arrête :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2018, les dépenses et recettes d'hébergement du centre d'hébergement temporaire « Les 4 Saisons » à Roybon sont autorisées comme suit :

| Groupes fonctionnels | | Montant |
|----------------------|---|---------------------|
| Dépenses | Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 62 874,08 € |
| | Groupe II Dépenses afférentes au personnel | 138 393,00 € |
| | Groupe III Dépenses afférentes à la structure | 27 591,00 € |
| | Reprise du résultat antérieur-Déficit | 12 040,94 € |
| | TOTAL DEPENSES | 240 899,02 € |
| | | |

| Groupes fonctionnels | | Montant |
|----------------------|--|---------------------|
| Recettes | Groupe I Produits de la tarification | 171 199,02 € |
| | Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation | 58 400,00 € |
| | Groupe III Produits financiers et produits encaissables | 11 300,00 € |
| | Reprise de résultats antérieurs-Excédent | 0,00 € |
| | TOTAL RECETTES | 240 899,02 € |

Article 2 :

Le tarif hébergement applicable au centre d'hébergement temporaire de Roybon est de **50,76 €** à compter du **1^{er} mai 2018**. Il ne comprend pas la restauration mais l'entretien des locaux individuels et collectifs, de même que l'entretien du linge plat et du linge personnel.

Article 3 :

Tous les résidants âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 4 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 7 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Narvik » situé à Grenoble

Arrêté n° 2018-3543 du 12 avril 2018

Dépôt en Préfecture le : 26 avril 2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2017 DOB A 05 01 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2017 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des

personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2017-10389 fixant la valeur du point Gir départemental 2017 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2018 ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département et en application de la convention tripartite signée entre l'Etat, le Département et l'établissement ;

Sur proposition du Directeur général des services ;

Arrête :

Article 1 :

Pour la section hébergement (EHPAD : places permanentes et temporaires), les dépenses et recettes sont autorisées comme suit, au titre de l'exercice budgétaire 2018 :

| Groupes fonctionnels | | Montants hébergement |
|----------------------|---|-----------------------|
| Dépenses | Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 472 464,56 € |
| | Groupe II Dépenses afférentes au personnel | 458 588,80 € |
| | Groupe III Dépenses afférentes à la structure | 152 444,00 € |
| | Reprise du résultat antérieur - Déficit | 12 300,00 € |
| | TOTAL DEPENSES | 1 095 797,36 € |
| Groupes fonctionnels | | Montant hébergement |
| Recettes | Groupe I Produits de la tarification | 1 002 537,00 € |
| | Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation | 88 744,36 € |
| | Groupe III Produits financiers et produits encaissables | 4 516,00 € |
| | Reprise de résultats antérieurs - Excédent | |
| | TOTAL RECETTES | 1 095 797,36 € |

Article 2 :

Pour la section dépendance (EHPAD : places permanentes), le montant du forfait dépendance est fixé comme indiqué ci-dessous, au titre de l'exercice budgétaire 2018 :

| Type de financement | Montants dépendance |
|---|---------------------|
| Forfait dépendance – places permanentes | 299 259,36 € |
| Financement complémentaire – places temporaires | 5 359,20 € |
| Reprise du résultat antérieur – déficit | - 24 000,00 € |
| Produits de la tarification dépendance | 328 618,56 € |

Article 3 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD « Narvik » situé à Grenoble sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mai 2018** :

Tarif hébergement

| | |
|---------------------------------------|---------|
| Tarif hébergement | 61,84 € |
| Tarif hébergement des moins de 60 ans | 83,04 € |

Tarifs dépendance :

| | |
|-----------------------------|---------|
| Tarif dépendance GIR 1 et 2 | 25,43 € |
| Tarif dépendance GIR 3 et 4 | 16,14 € |

Tarif prévention à la charge du résident :

Tarif dépendance GIR 5 et 6

6,85 €

Article 4 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 7 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 8 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Belle Vallée » situé à Froges*Arrêté n° 2018-3607 du 16 avril 2018**Dépôt en Préfecture le : 26 avril 2018*

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2017 DOB A 05 01 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2017 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2017-10389 fixant la valeur du point Gir départemental 2017 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2018 ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département et en application de la convention tripartite signée entre l'Etat, le Département et l'établissement, les nouveaux tarifs intègrent la diminution de la subvention de la communauté de communes ;

Sur proposition du Directeur général des services ;

Arrête :**Article 1 :**

Pour la section hébergement (EHPAD : places permanentes et temporaires), les dépenses et recettes sont autorisées comme suit, au titre de l'exercice budgétaire 2018 :

| Groupes fonctionnels | | Montants hébergement |
|----------------------|---|-----------------------|
| Dépenses | Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 358 397,00 € |
| | Groupe II Dépenses afférentes au personnel | 1 209 774,03 € |
| | Groupe III Dépenses afférentes à la structure | 226 657,00 € |
| | Reprise du résultat antérieur - Déficit | |
| | TOTAL DEPENSES | 1 794 828,03 € |
| Groupes fonctionnels | | Montant hébergement |
| Recettes | Groupe I Produits de la tarification | 1 723 528,03 € |
| | Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation | 71 200,00 € |
| | Groupe III Produits financiers et produits encaissables | 100,00 € |
| | Reprise de résultats antérieurs - Excédent | |
| | TOTAL RECETTES | 1 794 828,03 € |

Article 2 :

Pour la section dépendance (EHPAD : places permanentes), le montant du forfait dépendance est fixé comme indiqué ci-dessous, au titre de l'exercice budgétaire 2018 :

| Type de financement | Montants dépendance |
|---|---------------------|
| Forfait dépendance – places permanentes | 650 466,52 € |
| Financement complémentaire – places temporaires | |
| Reprise du résultat antérieur – déficit | |
| Produits de la tarification dépendance | 650 466,52 € |

Article 3 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD « Belle Vallée » situé à Froges sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mai 2018** :

Tarif hébergement

Tarif hébergement 60,74 €

Tarif hébergement des moins de 60 ans 83,38 €

Tarifs dépendance :

Tarif dépendance GIR 1 et 2 25,33 €

Tarif dépendance GIR 3 et 4 16,08 €

Tarif prévention à la charge du résident :

Tarif dépendance GIR 5 et 6 6,82 €

Article 4 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 7 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 8 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarifs hébergement et dépendance du budget annexe E.H.P.A.D géré par le Centre hospitalier « Pierre Oudot » de Bourgoin-Jallieu

Arrêté n° 2018-3629 du 16 avril 2018

Dépôt en Préfecture le : 26 avril 2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2017 DOB A 05 01 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2017 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2017-10389 fixant la valeur du point Gir départemental 2017 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2018 ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Sur proposition du Directeur général des services ;

Arrête :**Article 1 :**

Pour la section hébergement, les dépenses et recettes du budget annexe EHPAD du Centre hospitalier « Pierre Oudot » de Bourgoin-Jallieu sont autorisées comme suit, au titre de l'exercice budgétaire 2018 :

| Groupes fonctionnels | | Montant hébergement |
|----------------------|---|-----------------------|
| Dépenses | Titre I-Charges de personnel | 1 085 512,35 € |
| | Titre III- Charges à caractère hôtelier et général | 693 900,00 € |
| | Titre IV- Charges d'amortissements, de provisions, financières et exceptionnelles | 311 600,00 € |
| | TOTAL DEPENSES | 2 091 012,35 € |
| Groupes fonctionnels | | Montant hébergement |
| Recettes | Titre III- Produits afférents à l'hébergement | 2 057 907,25 € |
| | Titre IV- Autres produits | 33 105,10 € |
| | TOTAL RECETTES | 2 091 012,35 € |

Article 2 :

Pour la section dépendance, le montant du forfait dépendance est fixé comme indiqué ci-dessous, au titre de l'exercice budgétaire 2018 :

| | |
|--|--------------|
| Montant du forfait dépendance – places permanentes | 594 370,63 € |
| Montant du financement complémentaire – places temporaires | 96 052,86 € |
| Produits de la tarification dépendance | 690 423,49 € |

Article 3 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables au budget annexe EHPAD du hospitalier « Pierre Oudot » de Bourgoin-Jallieu sont fixés ainsi qu'il suit à compter du :

Centre
1^{er} mai 2018

Tarif hébergement :

| | |
|---------------------------------------|---------|
| Tarif hébergement | 58,82 € |
| Tarif hébergement des moins de 60 ans | 78,66 € |

Tarifs dépendance :

| | |
|-----------------------------|---------|
| Tarif dépendance GIR 1 et 2 | 22,11 € |
| Tarif dépendance GIR 3 et 4 | 14,03 € |

Tarif prévention à la charge du résident :

| | |
|-----------------------------|--------|
| Tarif dépendance GIR 5 et 6 | 5,95 € |
|-----------------------------|--------|

Article 4 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 7 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 8 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarifs hébergement et dépendance de l'accueil de jour rattaché au centre hospitalier « Pierre Oudot » de Bourgoin-Jallieu

Arrêté n° 2018-3630 du 16 avril 2018

Dépôt en Préfecture le : 26 avril 2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération n° 2017 DOB A 05 01 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2017 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Conseil départemental ;

Sur proposition du Directeur général des services ;

Arrête

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2018, les dépenses et recettes de l'accueil de jour rattaché au Centre hospitalier « Pierre Oudot » de Bourgoin-Jallieu sont autorisées comme suit :

| Groupes fonctionnels | | Montant hébergement | Montant dépendance |
|---|---|---------------------------------------|--------------------|
| Dépenses | Titre I- Charges de personnel | 19 355,94 € | 38 764,71 € |
| | Titre III Charges à caractère hôtelier et général | 40 900,00 € | 900,00 € |
| | Titre IV Charges d'amortissements, de provisions, financières et exceptionnelles | 13 900,00 € | 0,00 € |
| | TOTAL DEPENSES | 74 155,94 € | 39 664,71 € |
| | Recettes | Titre I- Produits afférents aux soins | |
| Titre II Produits afférents à la dépendance | | | 39 664,71 € |
| Titre III Produits afférents à l'hébergement | | 74 155,94 € | |
| Titre IV Autres Produits | | | |
| TOTAL RECETTES | | 74 155,94 € | 39 664,71 € |

Article 2 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'accueil de jour rattaché au centre hospitalier « Pierre Oudot » de Bourgoin-Jallieu sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mai 2018**:

Tarif hébergement :

Tarif hébergement 32,95 €

Tarifs dépendance :

Tarif dépendance GIR 1 et 2 26,49 €

Tarif dépendance GIR 3 et 4 16,81 €

Article 3 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 4 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03).

Article 6 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarifs hébergement et dépendance du budget annexe Unité de Soins de Longue Durée géré par le Centre hospitalier « Pierre Oudot » de Bourgoin-Jallieu

Arrêté n° 2018-3631 du 16 avril 2018

Dépôt en Préfecture le : 26 avril 2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération n° 2017 DOB A 05 01 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2017 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Sur proposition du Directeur général des services ;

Arrête**Article 1 :**

Pour l'exercice budgétaire 2018, les dépenses et recettes du budget annexe U.S.L.D. géré par le Centre hospitalier « Pierre Oudot » de Bourgoin-Jallieu sont autorisées comme suit :

| Groupes fonctionnels | | Montant hébergement | Montant dépendance |
|----------------------|---|---------------------|---------------------|
| Dépenses | Titre I Charges de personnel | 943 000 € | 518 500,00 € |
| | Titre III Charges à caractère hôtelier et général | 628 470 € | 96 213,50 € |
| | Titre IV Charges d'amortissements, de provisions, financières et exceptionnelles | 269 772 € | 5 228,00 € |
| | TOTAL DEPENSES | 1 841 242 € | 619 941,50 € |
| Recettes | Titre I Produits afférents aux soins | | |
| | Titre II Produits afférents à la dépendance | | 615 441,50 € |
| | Titre III Produits afférents à l'hébergement | 1 806 913 € | |
| | Titre IV Autres Produits | 34 329 € | 4 500 € |
| | TOTAL RECETTES | 1 841 242 € | 619 941,50 € |

Article 2 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables au budget U.S.L.D. géré par le hospitalier « Pierre Oudot » de Bourgoin-Jallieu sont fixés ainsi qu'il suit à compter du

Centre
1^{er} mai 2018 :

Tarif hébergement :

| | |
|---------------------------------------|---------|
| Tarif hébergement | 58,82 € |
| Tarif hébergement des moins de 60 ans | 79,11 € |

Tarifs dépendance :

| | |
|-----------------------------|---------|
| Tarif dépendance GIR 1 et 2 | 22,75 € |
| Tarif dépendance GIR 3 et 4 | 14,43 € |

Tarif prévention à la charge du résident :

| | |
|-----------------------------|--------|
| Tarif dépendance GIR 5 et 6 | 6,12 € |
|-----------------------------|--------|

Article 3 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 4 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03).

Article 7 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarifs hébergement de la résidence autonomie d'Aoste Résidence « Les Volubilis »

Arrêté n° 2018-3676 du 17 avril 2018

Dépôt en Préfecture le : 26 avril 2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération n° 2017 DOB A 05 01 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2017 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Conseil départemental prenant en compte le transfert de lits sur la partie médicalisée et les coûts réels constatés ;

Sur proposition du Directeur général des services ;

Arrête

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2018, les dépenses et recettes de la résidence autonomie d'Aoste sont autorisées comme suit :

| Groupes fonctionnels | | Montant Hébergement |
|----------------------|--|---------------------|
| Dépenses | Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 35 615,00 € |
| | Groupe II Dépenses afférentes au personnel | 44 730,00 € |
| | Groupe III Dépenses afférentes à la structure | 46 874,58 € |
| | Reprise du résultat antérieur - Déficit | 15 057,61 € |
| | TOTAL DEPENSES | 142 277,19 € |
| Recettes | Groupe I Produits de la tarification | 74 947,19 € |
| | Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation | 59 650,00 € |
| | Groupe III Produits financiers et produits encaissables | 7 680,00 € |
| | TOTAL RECETTES | 142 277,19 € |

Article 2 :

Les tarifs hébergement applicables à la résidence autonomie d'Aoste sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mai 2018** :

| | |
|-------------------|---------|
| Tarif hébergement | 30,34 € |
|-------------------|---------|

Tarifs spécifiques :

| | |
|--|---------|
| Tarif hébergement T1 bis | 30,34 € |
| Tarif hébergement T1 bis (2 personnes valides) | 33,36 € |

Article 3 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 4 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03).

Article 6 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD d'Aoste Résidence « Les Volubilis »**Arrêté n° 2018-3677 du 17 avril 2018**

Dépôt en Préfecture le : 26 avril 2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2017 DOB A 05 01 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2017 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2017-10389 fixant la valeur du point Gir départemental 2017 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2018 ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département prenant en compte l'installation des 10 places médicalisées supplémentaires et les coûts constatés à l'issue du fonctionnement de celles-ci ;

Sur proposition du Directeur général des services ;

Arrête

Article 1 :

Pour la section hébergement, les dépenses et recettes sont autorisées comme suit, au titre de l'exercice budgétaire 2018 :

| Groupes fonctionnels | | Montants hébergement |
|----------------------|---|-----------------------|
| Dépenses | Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 323 865,00 € |
| | Groupe II Dépenses afférentes au personnel | 615 071,50 € |
| | Groupe III Dépenses afférentes à la structure | 421 871,24 € |
| | Reprise du résultat antérieur - Déficit | 0,00 € |
| | TOTAL DEPENSES | 1 360 807,74€ |
| Groupes fonctionnels | | Montant hébergement |
| Recettes | Groupe I Produits de la tarification | 1 230 807,74 € |
| | Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation | 130 000,00 € |
| | Groupe III Produits financiers et produits encaissables | 0,00 € |
| | Reprise de résultats antérieurs - Excédent | 0,00 € |
| | TOTAL RECETTES | 1 360 807,74 € |

Article 2 :

Pour la section dépendance, le montant du forfait dépendance est fixé comme indiqué ci-dessous, au titre de l'exercice budgétaire 2018 :

| Type de financement | Montants dépendance |
|--|---------------------|
| Forfait dépendance – places permanentes | 338 408,15 € |
| Reprise du résultat antérieur – Déficit ou Reprise de résultats antérieurs-Excédent (au choix) | 25 849,82 € |
| Produits de la tarification dépendance | 364 257,74 € |

Article 3 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD d'Aoste sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mai 2018** :

Tarif hébergement

Tarif hébergement 59,97 €

Tarif hébergement des moins de 60 ans 77,33 €

Tarifs dépendance

Tarif dépendance GIR 1 et 2 20,82 €

Tarif dépendance GIR 3 et 4 13,21 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6 5,61 €

Article 4 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 5 :

Tous les résidants âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 6 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 7 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 8 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 9 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarifs hébergement et dépendance du budget annexe EHPAD du Centre hospitalier de Tullins

Arrêté n° 2018-3683 du 17 avril 2018

Dépôt en Préfecture le : 26 avril 2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2017 DOB A 05 01 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2017 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2017-10389 fixant la valeur du point Gir départemental 2017 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2018 ;

Considérant le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens en cours de signature entre l'Etat, le Département et l'établissement et permettant la pérennisation de postes occupés par des emplois aidés ;

Sur proposition du Directeur général des services ;

Arrête :

Article 1 :

Pour la section hébergement, les dépenses et recettes sont autorisées comme suit, au titre de l'exercice budgétaire 2018 :

| Groupes fonctionnels | | Montant hébergement |
|----------------------|--|-----------------------|
| Dépenses | Titre I - Charges de personnel | 940 262,44 € |
| | Titre III - Charges à caractère hôtelier et général | 518 385,63 € |
| | Titre IV - Charges d'amortissements, de provisions, financières et exceptionnelles | 330 821,32 € |
| | TOTAL DEPENSES | 1 789 469,39 € |
| Recettes | Titre III - Produits afférents à l'hébergement | 1 778 767,84 € |
| | Titre IV - Autres Produits | 10 701,55 € |
| | TOTAL RECETTES | 1 789 469,39 € |

Article 2 :

Pour la section dépendance, le montant du forfait dépendance est fixé comme indiqué ci-dessous, au titre de l'exercice budgétaire 2018 :

| Type de financement | Montants dépendance |
|---|---------------------|
| Forfait dépendance – places permanentes | 581 595,00 € |
| Financement complémentaire – places temporaires | 16 890,00 € |
| Produits de la tarification dépendance | 598 485,00 € |

Une majoration est accordée au titre de l'accueil de personnes handicapées de plus de 60 ans de : 58 292 €

Article 3 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD du centre hospitalier de Tullins sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mai 2018** :

Tarifs EHPAD

Tarif hébergement permanent et temporaire

| | |
|---------------------------------------|---------|
| Tarif hébergement + de 60 ans | 64,17 € |
| Tarif hébergement des moins de 60 ans | 86,17 € |

Tarifs dépendance – Hors unité personnes handicapées âgées

| | |
|-----------------------------|---------|
| Tarif dépendance GIR 1 et 2 | 23,56 € |
| Tarif dépendance GIR 3 et 4 | 14,95 € |

Tarif prévention à la charge du résident

| | |
|-----------------------------|--------|
| Tarif dépendance GIR 5 et 6 | 6,34 € |
|-----------------------------|--------|

Supplément tarifs dépendance – Unité personnes handicapées âgées

| | |
|-----------------------------|--------|
| Tarif dépendance GIR 1 et 2 | 7,83 € |
| Tarif dépendance GIR 3 et 4 | 4,97 € |

Tarifs Accueil de jour

Tarifs Accueil de jour hébergement permanent

| | |
|---------------------------------------|---------|
| Tarif hébergement + de 60 ans | 27,23 € |
| Tarif hébergement des moins de 60 ans | 48,80 € |

Tarifs Accueil de jour dépendance

| | |
|-----------------------------|---------|
| Tarif dépendance GIR 1 et 2 | 28,88 € |
|-----------------------------|---------|

Tarif dépendance GIR 3 et 4 18,33 €

Tarifs Accueil de jour prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6 7,77 €

Article 4 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 7 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 8 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Désignation les membres experts pour une commission de sélection des dossiers d'appel à projets dans le cadre de la procédure d'autorisation des établissements et des services médico-sociaux sous compétence départementale

Arrêté n° 2018-3762 du 19 avril 2018

Dépôt en Préfecture le : 15 mai 2018 Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III, titre I, première section du chapitre II définissant les établissements et services médico-sociaux, et chapitre III relatif aux droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

Vu la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires, notamment son article 131, modifiée par la loi n° 2011-940 du 11 août 2011 ;

Vu le décret n° 2006-672 du 8 juillet 2006 modifié relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu le décret n° 2010-870 du 26 juillet 2010 relatif à la procédure d'appel à projets et d'autorisation des établissements et services médico-sociaux ;

Vu le décret n° 2014-565 du 30 mai 2014 modifiant la procédure d'appel à projet et d'autorisation mentionnée à l'article L.313-1-1 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la circulaire DGCS/5B/2010/434 du 28 décembre 2010 fixant en ses annexes la composition de commissions de sélection d'appels à projets pour les autorisations, comprenant notamment des membres non permanents experts devant être désignés lors de chaque séance ;

Vu les candidatures reçues au titre des *personnalités qualifiées*, et au titre *d'usager spécialement concerné*, suite aux demandes formées par le Département de l'Isère ;

Vu les nominations de *personnels des services* compétents dans le cadre de l'appel à projets, au département de l'Isère ;

Sur proposition du Directeur général des services départementaux du Conseil départemental de l'Isère ;

ARRETE

Article 1 :

la commission de sélection des appels à projets placée auprès de la Présidente du Conseil départemental de l'Isère dans le cadre de la procédure d'autorisation des établissements et services médico-sociaux relevant de sa compétence, est composée de 7 membres non permanents *experts* à voix consultative pour la séance du 18 mai 2018.

Article 2 :

sont nommés en qualité de membres non permanents *experts* avec **voix consultative** :

Au titre des personnalités qualifiées

Madame Cécile **MARTIN**, responsable santé de la fédération ADMR de l'Isère ;

Madame Marylène **ARNAUD-LARNICOL**, responsable de la résidence autonomie et de l'EHPAD de Domène ;

Au titre des personnels des services de la collectivité en qualité d'experts

Madame Séverine **GRUFFAZ**, Directrice générale adjointe chargée de la famille ;

Madame France **LAMOTTE**, Directrice de l'Autonomie ;

Madame Jean-Noël **GACHET**, Directeur, direction territoriale de la Matheysine.

Au titre de la représentation des usagers spécialement concernés par l'appel à projets :

Madame Sylviane **DEZEMPTÉ-MUSI**, représentant d'utilisateur spécialement concerné ;

Article 3 :

le mandat des membres *experts* est valable pour la séance de la commission de sélection d'appels à projets du 18 mai 2018 relative à la création, en Isère, de deux résidences autonomie.

Article 4 :

dans les deux mois suivant sa notification pour les personnes auxquelles il est notifié, et sa publication pour les autres personnes, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le Président du Conseil départemental de l'Isère, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent.

Article 5 :

le Directeur général des services du Conseil départemental de l'Isère est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au bulletin officiel du département de l'Isère.

**

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD et de l'accueil de jour de Moirans

Arrêté n° 2018-3802 du 18 avril 2018

Dépôt en Préfecture le : 26 avril 2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération n° 2017 DOB A 05 01 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2017 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Conseil départemental ;

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2018, les dépenses et recettes de l'EHPAD et de l'accueil de jour de Moirans sont autorisées comme suit :

Pour l'EHPAD :

| Groupes fonctionnels | | Montant hébergement | Montant dépendance |
|----------------------|--|---------------------|-----------------------|
| Dépenses | Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 451 327,93 € | 768 267,13 € |
| | Groupe II Dépenses afférentes au personnel | 1 173 541,19 € | |
| | Groupe III Dépenses afférentes à la structure | 526 045,69 € | |
| | Reprise du résultat antérieur Déficit | 0 € | 0 € |
| | TOTAL DEPENSES | | 2 150 914,81 € |
| Groupes fonctionnels | | Montant hébergement | Montant dépendance |
| Recettes | Groupe I Produits de la tarification | 2 122 824,25 € | 768 269,80 € |
| | Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation | 28 087,29 € | |
| | Groupe III Produits financiers et produits encaissables | 0 € | |
| | Reprise de résultats antérieurs Excédent | 3,27 € | 2,67 € |
| | TOTAL RECETTES | | 2 150 914,81 € |

Pour l'accueil de jour :

| Groupes fonctionnels | | Montant hébergement | Montant dépendance |
|----------------------|---|---------------------|--------------------|
| Dépenses | Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 8 056,28 € | 25 012,23 € |
| | Groupe II Dépenses afférentes au personnel | 24 274,12 € | |
| | Groupe III Dépenses afférentes à la structure | 2 646,07 € | |
| | Reprise du résultat antérieur Déficit | 0 € | 0 € |
| | TOTAL DEPENSES | | 34 976,47 € |

| | | | |
|-----------------|--|--------------------|--------------------|
| Recettes | Groupe I Produits de la tarification | 34 975,73 € | 25 011,37 € |
| | Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation | | |
| | Groupe III Produits financiers et produits encaissables | | |
| | Reprise de résultats antérieurs Excédent | 0,74 € | 0,86 € |
| | TOTAL RECETTES | 34 976,47 € | 25 012,23 € |

Article 2 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD et à l'accueil de jour de Moirans sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mai 2018** :

Pour l'EHPAD :

Tarif hébergement en chambre seule

Tarif hébergement 61,78 €

Tarif hébergement des moins de 60 ans 79,37 €

Tarif hébergement en chambre double

Tarif hébergement 59,44 €

Tarif hébergement des moins de 60 ans 77,36 €

Tarifs dépendance

Tarif dépendance GIR 1 et 2 23,38 €

Tarif dépendance GIR 3 et 4 14,83 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6 6,29 €

Pour l'accueil de jour :

Tarif hébergement 25,35 €

Tarif hébergement des moins de 60 ans 44,56 €

Tarif dépendance GIR 1 et 2 24,33 €

Tarif dépendance GIR 3 et 4 15,44 €

Article 3 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 4 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 6 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 7 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « La Maison » à Voreppe

Arrêté n° 2018-3804 du 10 mars 2018

Dépôt en Préfecture le : 26 avril 2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-262 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération n° 2017 DOB A 05 01 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2017 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Conseil départemental ;

Sur proposition du Directeur général des services ;

Arrête :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2018, les dépenses et recettes de l'EHPAD « La Maison » à Voreppe sont autorisées comme suit :

| roupes fonctionnels | | Montant hébergement | Montant dépendance |
|----------------------|---|-----------------------|--------------------|
| Dépenses | Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 284 711,15 € | 557 865,83 € |
| | Groupe II Dépenses afférentes au personnel | 986 980,00 € | |
| | Groupe III Dépenses afférentes à la structure | 427 720,00 € | |
| | Reprise du résultat antérieur - déficit | 5 308,85 € | |
| | TOTAL DEPENSES | 1 704 720,00 € | |
| Groupes fonctionnels | | Montant hébergement | Montant dépendance |
| Recettes | Groupe I Produits de la tarification | 1 635 320,00 € | 592 283,54 € |
| | Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation | 69 400,00 € | |

| | | | |
|--|--|-----------------------|---------------------|
| | Groupe III Produits financiers et produits encaissables | 0,00 € | |
| | Reprise de résultats antérieurs Excédent | 0,00 € | |
| | TOTAL RECETTES | 1 704 720,00 € | 592 283,54 € |

Article 2 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD « La Maison » à Voreppe sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mai 2018** :

Tarif hébergement

Tarif hébergement 63,53 €

Tarif hébergement des moins de 60 ans 86,90 €

Tarifs dépendance

Tarif dépendance GIR 1 et 2 25,99 €

Tarif dépendance GIR 3 et 4 16,50 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6 7,00 €

Article 3 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 4 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 6 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 7 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « L'Eglantine » situé à Fontaine

Arrêté n° 2018-3805 du 19 avril 2018

Dépôt en Préfecture le : 26 avril 2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2017 DOB A 05 01 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2017 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2017-10389 fixant la valeur du point Gir départemental 2017 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2018 ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département, et en application de la convention tripartite signée entre l'Etat, le Département et l'établissement ;

Considérant que, concernant la TVA, les recettes d'hébergement et dépendance sont taxables en totalité à 5,5 % ;

Sur proposition du Directeur général des services ;

Arrête :

Article 1 :

Pour la section hébergement (EHPAD : places permanentes et temporaires), les dépenses et recettes sont autorisées comme suit (T.T.C.), au titre de l'exercice budgétaire 2018 :

| Groupes fonctionnels | | Montants hébergement |
|-----------------------------|---|-----------------------------|
| Dépenses | Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 689 293,80 € |
| | Groupe II Dépenses afférentes au personnel | 758 698,78 € |
| | Groupe III Dépenses afférentes à la structure | 652 430,38 € |
| | Reprise du résultat antérieur - Déficit | 0 € |
| | TOTAL DEPENSES | 2 100 422,96 € |
| Groupes fonctionnels | | Montant hébergement |
| Recettes | Groupe I Produits de la tarification | 2 048 833,55 € |
| | Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation | 8 466,29 € |
| | Groupe III Produits financiers et produits non encaissables | 29 408,12 € |
| | Reprise de résultats antérieurs - Excédent | 13 715,00 € |
| | TOTAL RECETTES | 2 100 422,96 € |

Article 2 :

Pour la section dépendance (EHPAD : places permanentes et temporaires), le montant du forfait dépendance est fixé comme indiqué ci-dessous (T.T.C.), au titre de l'exercice budgétaire 2018 :

| Type de financement | Montants dépendance |
|---|----------------------------|
| Forfait dépendance – places permanentes | 617 120,00 € |
| Financement complémentaire – accueil temporaire | 25 277,56 € |
| Reprise du résultat antérieur – déficit | 0 € |
| Produits de la tarification dépendance | 642 397,56 € |

Article 3 :

Pour l'accueil de jour « Villa Michel Ange », les dépenses et recettes (T.T.C.) au titre de l'exercice budgétaire 2018, sont établies à :

| Groupes fonctionnels | | Montant hébergement |
|----------------------|---|---------------------|
| Dépenses | Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 20 464,20 € |
| | Groupe II Dépenses afférentes au personnel | 28 127,63 € |
| | Groupe III Dépenses afférentes à la structure | 24 955,97 € |
| | Reprise du résultat antérieur - Déficit | 0 € |
| | TOTAL DEPENSES | 73 547,80 € |
| Groupes fonctionnels | | Montant hébergement |
| Recettes | Groupe I : Produits de la tarification | 73 547,80 € |
| | Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation | 0 € |
| | Groupe III : Produits financiers et produits encaissables | 0 € |
| | Reprise de résultats antérieurs - Excédent | 0 € |
| | TOTAL RECETTES | 73 547,80 € |

Article 4 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD « L'Eglantine » situé à Fontaine sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mai 2018** :

Tarif hébergement permanent

| | |
|---------------------------------------|-------------|
| Tarif hébergement + de 60 ans | 68,52 € TTC |
| Tarif hébergement des moins de 60 ans | 89,93 € TTC |

Tarifs dépendance hébergement

| | |
|-----------------------------|-------------|
| Tarif dépendance GIR 1 et 2 | 23,57 € TTC |
| Tarif dépendance GIR 3 et 4 | 14,96 € TTC |

Tarif prévention à la charge du résident

| | |
|-----------------------------|------------|
| Tarif dépendance GIR 5 et 6 | 6,34 € TTC |
|-----------------------------|------------|

Article 5 :

Les tarifs de l'accueil de jour « Villa Michel Ange », de l'EHPAD « L'Eglantine » situé à Fontaine sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mai 2018** :

Tarif accueil de jour

| | |
|---------------------------------------|-------------|
| Tarif hébergement | 33,66 € TTC |
| Tarif hébergement des moins de 60 ans | 53,07 € TTC |
| Tarif dépendance GIR 1 et 2 | 30,57 € TTC |
| Tarif dépendance GIR 3 et 4 | 19,40 € TTC |

Article 6 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 7 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 8 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 9 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 10 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Arrêté correctif de l'arrêté n° 2018-3104 relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2018 de l'E.H.P.A.D sanitaire hospitalier de La-Tour-du-Pin

Arrêté n° 2018-3941 du 24 avril 2018

Dépôt en Préfecture le : 15 mai 2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2017 DOB A 05 01 adoptée par l'assemblée départementale le 17 novembre 2017 et fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2017-10389 fixant la valeur du point Gir départemental 2017 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2018 ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Sur proposition du Directeur général des services ;

Arrête :**Article 1 :**

Dans l'arrêté n° 2018-3104 pris le 2 avril 2018 par le Président du Conseil départemental de l'Isère, il fallait lire un tarif dépendance pour les GIR 1 et 2 de 26,06 € et non de 20,06 €.

Article 2 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 3 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 4 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 5 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 6 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD d'Entre-Deux-Guiers

Arrêté n° 2018-4112 du 4 mai 2018

Dépôt en Préfecture le : 17 mai 2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2017 DOB A 05 01 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2017 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2017-10389 fixant la valeur du point Gir départemental 2017 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2018 ;

Considérant les propositions budgétaires présentées par l'établissement au Département et les négociations en cours pour la signature d'un CPOM ;

Sur proposition du Directeur général des services ;

Arrête :

Article 1 :

Les dépenses nettes 2018 de la section hébergement de l'EHPAD d'Entre-Deux-Guiers sont arrêtées à 1 822 453,50 €

Article 2 :

Le montant du forfait dépendance 2018 de l'EHPAD d'Entre-Deux-Guiers est arrêté à 604 128 €

Article 3 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD d'Entre-Deux-Guiers sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} juin 2018** :

Tarif hébergement permanent

Tarif hébergement des plus de 60 ans 63,31 €

Tarif hébergement des moins de 60 ans 86,43 €

Tarifs dépendance

Tarif dépendance GIR 1 et 2 24,84 €

Tarif dépendance GIR 3 et 4 15,77 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6 6,69 €

Article 4 :

Tous les résidants âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 7 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 8 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Désignation les membres permanents de la commission de sélection des appels à projets du Conseil Départemental de l'Isère, dans le cadre de la procédure d'autorisation des établissements et services médico-sociaux**Arrêté n° 2018-4205 du 27 avril 2018**

DEPOT EN PREFECTURE LE : 15 MAI 2018 **Vu** le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L312-1 définissant les établissements et services médico-sociaux, L313-1-1 relatif à la procédure d'appel à projets, L313-3 relatif aux autorités compétentes pour la délivrance des autorisations, R313-1 relatif à la commission d'information et de sélection d'appel à projet ;

Vu la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

Vu le décret n° 2017-882 du 9 mai 2017 portant diverses mesures relatives aux aides et concours financiers versés par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, au financement et aux procédures d'autorisation des services d'aide et d'accompagnement à domicile et au Conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie ;

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires, notamment son article 131, modifiée par la loi n° 2011-940 du 10 août 2011 ;

Vu la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

Vu le décret n° 2006-672 du 8 juillet 2006 modifié relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret n° 2010-870 du 26 juillet 2010 relatif à la procédure d'appel à projets et d'autorisation ;

Vu le décret n° 2014-565 du 30 mai 2014 modifiant la procédure d'appel à projets et d'autorisation mentionnée à l'article L 313-1-1 du Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la circulaire n° DGCS/5B/2010/434 du 28 décembre 2010 relative à la procédure d'appel à projets et d'autorisation des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

Vu l'arrêté n° 2017-5921 du 7 Juillet 2017 désignant les membres permanents de la commission de sélection des appels à projet du Conseil départemental de l'Isère dans le cadre de la procédure d'autorisation des établissements et services médico-sociaux ;

Vu l'arrêté n° 2017-9078 du 19 octobre 2017 portant composition du Conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie (CDCA) ;

ARRETE**Article 1 :**

les membres permanents à **voix délibérative** sont les suivants :

Le **Président du Conseil départemental** ou son représentant, Madame **Laura BONNEFOY**, titulaire, **Présidente** de la commission ;

Madame Magali GUILLOT, **titulaire** ;

Monsieur Pierre GIMEL, suppléant ;

Madame Claire DEBOST, **titulaire** ;

Madame Elisabeth CELARD, suppléante ;

Madame Anne GERIN, **titulaire** ;

Monsieur Christian COIGNE, suppléant ;

représentants des usagers

Sur proposition du Conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie de l'Isère :

un représentant des usagers et son suppléant - personnes âgées,

Monsieur Jean-Louis MOURETTE, Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) - **titulaire** ;

Madame Michèle CORBIN, Union nationale des syndicats autonome Isère - suppléante ;

un représentant des usagers et son suppléant - personnes handicapées,

Madame Françoise PARAMELLE, Association de Valorisation et Illustration du Patrimoine Régional (AVIPAR) - **titulaire** ;

Monsieur Bernard CROZAT, « Allo Maltraitance des personnes âgées et/ou des personnes handicapées en Isère » (ALMA 38) - suppléant.

un représentant d'associations d'association du secteur de la protection et de l'enfance et son suppléant,

Monsieur Jacques GUILLAUD, Président du réseau 38 Groupement d'associations participant au dispositif de protection de l'enfance en Isère - **titulaire** ;

Monsieur Alec BERNARD, Vice-président du Prado de Rhône-Alpes - suppléant.

un représentant d'associations de personnes ou familles en difficultés sociales et son suppléant,

Monsieur Gérard QUINQUINET, Président de l'association locale ADMR de Vinay, représentant les associations de personnes ou familles en difficultés sociales – **titulaire** ;

Madame Elizabeth ACHARD, représentante de l'Union Départementale de l'Association des Familles - suppléante.

Article 2 :

les membres permanents à **voix consultative** sont les suivants :

Au titre de la représentation des personnes morales gestionnaires :

Madame Bernadette BREYTON-CANET, Directrice du CCAS et de la résidence autonomie de Vinay - **titulaire** ;

Monsieur Jacques LARMET, Directeur général AFIPH - **titulaire** ;

Madame Annick PRIGENT, Directrice générale adjointe, Stratégie, Qualité AFIPH - suppléante.

Article 3 :

le mandat des membres de la commission a une durée de trois ans à compter de la publication du présent arrêté. Il est renouvelable.

Article 4 :

les membres de la commission ne peuvent prendre part aux délibérations lorsqu'ils ont un intérêt personnel à une affaire inscrite à l'ordre du jour. En ce cas, les membres titulaires sont remplacés par leur suppléant, sous réserve que celui-ci puisse lui-même prendre part aux délibérations.

Article 5 :

dans les deux mois suivant sa notification pour les personnes auxquelles il est notifié, et sa publication pour les autres personnes, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le Président du Conseil départemental de l'Isère, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent.

Article 6 :

le Directeur général des services départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié aux recueils des actes administratifs du département de l'Isère.

**

Tarifs hébergement de la résidence autonomie « La Berjallière » de Bourgoin-Jallieu

Arrêté n° 2018-4327 du 2 mai 2018

Dépôt en Préfecture le : 17 mai 2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération n° 2017 DOB A 05 01 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2017 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Conseil départemental ;

Considérant la participation communale ;

Sur proposition du Directeur général des services ;

Arrête :**Article 1 :**

Pour l'exercice budgétaire 2018, les dépenses et recettes de la résidence autonomie « La Berjallière » de Bourgoin-Jallieu sont autorisées comme suit :

| Groupes fonctionnels | | Montant hébergement |
|-----------------------------|--|----------------------------|
| Dépenses | Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 142 650 € |
| | Groupe II - Dépenses afférentes au personnel | 298 138 € |
| | Groupe III - Dépenses afférentes à la structure | 287 960 € |
| | Reprise du résultat antérieur - Déficit | - |
| | TOTAL DEPENSES | 728 748 € |

| Groupes fonctionnels | | Montant hébergement |
|----------------------|---|---------------------|
| Recettes | Groupe I - Produits de la tarification | 362 934 € |
| | Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation | 365 814 € |
| | Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables | 0,00 € |
| | Reprise de résultats antérieurs - Excédent | - |
| | TOTAL RECETTES | 728 748 € |

Article 2 :

Les tarifs hébergement applicables à la résidence autonomie « La Berjallière » de Bourgoin-Jallieu sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1er juin 2018** :

| | |
|------------------------------|---------|
| Tarif hébergement - F1 bis 1 | 24,08 € |
| Tarif hébergement - F1 bis 2 | 28,89 € |

Article 3 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 4 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 5 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 6 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD et de l'accueil de jour du centre hospitalier « Lucien Hussel » de Vienne

Arrêté n° 2018-4358 du 3 mai 2018

Dépôt en Préfecture le : 17 mai 2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2017 DOB A 05 01 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2017 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des

personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2017-10389 fixant la valeur du point Gir départemental 2017 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2018 ;

Considérant le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens en cours de signature entre l'Etat, le Département et l'établissement et permettant la pérennisation de postes occupés par des emplois aidés ;

Sur proposition du Directeur général des services ;

Arrête :

Article 1 :

Pour la section hébergement, les dépenses et recettes sont autorisées comme suit, au titre de l'exercice budgétaire 2018 :

| Groupes fonctionnels | | Montant hébergement |
|----------------------|--|-----------------------|
| Dépenses | Titre I - Charges de personnel | 617 240,00 € |
| | Titre III - Charges à caractère hôtelier et général | 2 223 737,95 € |
| | Titre IV - Charges d'amortissements, de provisions, financières et exceptionnelles | 1 142 100,00 € |
| | TOTAL DEPENSES | 3 983 077,95 € |
| Recettes | Titre III - Produits afférents à l'hébergement | 3 729 324,50 € |
| | Titre IV - Autres Produits | 253 753,45 € |
| | TOTAL RECETTES | 3 983 077,95 € |

Article 2 :

Pour la section dépendance, le montant du forfait dépendance est fixé comme indiqué ci-dessous, au titre de l'exercice budgétaire 2018 :

| Type de financement | Montants dépendance |
|---|-----------------------|
| Forfait dépendance – places permanentes | 1 342 788,21 € |
| Financement complémentaire – places temporaires | 15 098,00 € |
| Financement complémentaire accueil de jour | 28 899,74 € |
| Produits de la tarification dépendance | 1 386 785,94 € |

Article 3 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD du centre hospitalier « Lucien Hussenel » de Vienne sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} juin 2018** :

Tarifs EHPAD

Tarif hébergement permanent et temporaire

| | |
|---------------------------------------|---------|
| Tarif hébergement + de 60 ans | 60,05 € |
| Tarif hébergement des moins de 60 ans | 82,30 € |

Tarifs dépendance

| | |
|-----------------------------|---------|
| Tarif dépendance GIR 1 et 2 | 23,49 € |
| Tarif dépendance GIR 3 et 4 | 14,91 € |

Tarif prévention à la charge du résident

| | |
|-----------------------------|--------|
| Tarif dépendance GIR 5 et 6 | 6,32 € |
|-----------------------------|--------|

Tarifs Accueil de jour

Tarifs Accueil de jour hébergement permanent

| | |
|---------------------------------------|---------|
| Tarif hébergement + de 60 ans | 30,03 € |
| Tarif hébergement des moins de 60 ans | 41,15 € |

Tarifs Accueil de jour dépendance

| | |
|-----------------------------|---------|
| Tarif dépendance GIR 1 et 2 | 23,49 € |
| Tarif dépendance GIR 3 et 4 | 14,91 € |

Article 4 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 7 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 8 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Bois d'Artas » à Grenoble

Arrêté n° 2018-4392 du 4 mai 2018

Dépôt en Préfecture le : 17 mai 2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2017 DOB A 05 01 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2017 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2017-10389 fixant la valeur du point Gir départemental 2017 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2018 ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département et en application de la convention tripartite signée entre l'Etat, le Département et l'établissement ;

Sur proposition du Directeur général des services ;

Arrête :

Article 1 :

Pour la section hébergement (EHPAD), les dépenses et recettes sont autorisées comme suit, au titre de l'exercice budgétaire 2018 :

| Groupes fonctionnels | | Montants hébergement |
|----------------------|---|-----------------------|
| Dépenses | Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 540 000,00 € |
| | Groupe II Dépenses afférentes au personnel | 821 488,35 € |
| | Groupe III Dépenses afférentes à la structure | 837 099,32 € |
| | Reprise du résultat antérieur - Déficit | 0,00 € |
| | TOTAL DEPENSES | 2 198 587,67 € |
| Groupes fonctionnels | | Montant hébergement |
| Recettes | Groupe I Produits de la tarification | 2 178 587,67 € |
| | Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation | 0,00 € |
| | Groupe III Produits financiers et produits non encaissables | 20 000 ,00 € |
| | Reprise de résultats antérieurs - Excédent | 0,00 € |
| | TOTAL RECETTES | 2 198 587,67 € |

Article 2 :

Pour la section dépendance (EHPAD), le montant du forfait dépendance est fixé comme indiqué ci-dessous, au titre de l'exercice budgétaire 2018 :

| Type de financement | Montants dépendance |
|---|---------------------|
| Forfait dépendance – places permanentes | 531 064,99 € |
| Financement complémentaire – places temporaires | 72 193,10 € |
| Reprise du résultat antérieur – Excédent | 12 477,47 € |
| Produits de la tarification dépendance | 615 735,56 € |

Article 3 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD « Bois d'Artas » situé à Grenoble sont fixés ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} juin 2018 :

Tarif hébergement permanent

| | |
|---------------------------------------|---------|
| Tarif hébergement + de 60 ans | 75,53 € |
| Tarif hébergement des moins de 60 ans | 96,53 € |
| Tarif hébergement temporaire | 79,31 € |

Tarifs dépendance hébergement

| | |
|-----------------------------|---------|
| Tarif dépendance GIR 1 et 2 | 25,03 € |
| Tarif dépendance GIR 3 et 4 | 15,88 € |

Tarif prévention à la charge du résident

| | |
|-----------------------------|--------|
| Tarif dépendance GIR 5 et 6 | 6,74 € |
|-----------------------------|--------|

Article 4 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 7 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 8 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

**

SERVICE DES ETABLISSEMENTS ET SERVICES POUR PERSONNES HANDICAPEES

Tarification 2018 du foyer de vie et des foyers d'accueil médicalisé pour personnes handicapées gérés par le Centre hospitalier de Saint-Laurent-du-Pont (Budget P)

Arrêté n° 2018-3541 du 17 avril 2018

Dépôt en Préfecture le : 26 avril 2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale n° 2017 DOB A 05 01 du 17 novembre 2017 fixant les orientations de la tarification 2018 des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale n° 2017 BP 2018 F 34 05 du 14 décembre 2017 déterminant le budget primitif 2018 notamment pour le secteur « personnes handicapées » ;

Vu les propositions budgétaires présentées par le Centre hospitalier de Saint-Laurent-du-Pont ;

Sur proposition du Directeur général des services ;

ARRETE

Article 1 :

Les prix de journée du foyer de vie et de la partie hébergement des foyers d'accueil médicalisé (FAM) pour personnes adultes handicapées, gérés par le **Centre hospitalier de Saint-Laurent-du-Pont**, sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mai 2018**.

Pour l'exercice **2018**, les dépenses et recettes prévisionnelles sont autorisées comme suit :

FOYER DE VIE - FOYER D'ACCUEIL MEDICALISE - LA MAISONNETTE -

SAINT-JOSEPH-DE-RIVIERE

. Prix de journée foyer de vie et hébergement FAM **141,55 €**

Montant des charges et produits autorisés par groupes fonctionnels

| | | |
|----------|---|----------------|
| Charges | Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante | 634 236,00 € |
| | Groupe II : dépenses afférentes au personnel | 1 154 251,00 € |
| | Groupe III : dépenses afférentes à la structure | 270 055,00 € |
| | Total | 2 058 542,00 € |
| Produits | Groupe I : produits de la tarification et assimilés | 2 058 212,00 € |
| | Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation | 330,00 € |
| | Groupe III : produits financiers et produits non encaissables | 0,00 € |
| | Total | 2 058 542,00 € |

FOYER D'ACCUEIL MEDICALISE PAVILLON A - SAINT-LAURENT-DU-PONT

. Prix de journée hébergement FAM **108,45 €**

Montant des charges et produits autorisés par groupes fonctionnels

| | | |
|----------|---|----------------|
| Charges | Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante | 921 601,00 € |
| | Groupe II : dépenses afférentes au personnel | 1 012 466,00 € |
| | Groupe III : dépenses afférentes à la structure | 387 611,30 € |
| | Total | 2 321 678,30 € |
| Produits | Groupe I : produits de la tarification et assimilés | 2 321 678,30 € |
| | Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation | 0,00 € |
| | Groupe III : produits financiers et produits non encaissables | 0,00 € |
| | Total | 2 321 678,30 € |

FOYER D'ACCUEIL MEDICALISE LES ALPAGES - SAINT-LAURENT-DU-PONT

. Prix de journée hébergement FAM **123,78 €**

Montant des charges et produits autorisés par groupes fonctionnels

| | | |
|----------|---|----------------|
| Charges | Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante | 1 100 605,00 € |
| | Groupe II : dépenses afférentes au personnel | 1 277 251,00 € |
| | Groupe III : dépenses afférentes à la structure | 473 944,00 € |
| | Total | 2 851 800,00 € |
| Produits | Groupe I : produits de la tarification et assimilés | 2 851 800,00 € |
| | Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation | 0,00 € |
| | Groupe III : produits financiers et produits non encaissables | 0,00 € |
| | Total | 2 851 800,00 € |

Article 2 :

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal inter-régional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon (184, rue Duguesclin - 69433 Lyon cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 3 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département et notifié au Centre hospitalier.

Tarification 2018 du foyer d'accueil médicalisé « L'Envolée » à L'Isle-d'Abeau - Association Envol Isère Autisme

Arrêté n° 2018-3645 du 17 avril 2018

Dépôt en Préfecture le : 26 avril 2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale n° 2017 DOB A 05 01 du 17 novembre 2017 fixant les orientations de la tarification 2018 des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées et personnes adultes handicapées ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale n°2017 BP 2018 F 34 05 du 14 décembre 2017 déterminant le budget primitif 2018 notamment pour le secteur « personnes handicapées » ;

Vu les propositions budgétaires présentées pour le foyer d'accueil médicalisé « L'Envolée » ;

Sur proposition du Directeur général des services ;

ARRETE

Article 1 :

Le prix de journée hébergement du foyer d'accueil médicalisé « L'Envolée » de L'Isle-d'Abeau géré par l'association Envol Isère Autisme est fixé ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mai 2018**.

Prix de journée hébergement : **161,66 €**

Pour l'exercice budgétaire 2018, les dépenses et recettes prévisionnelles sont autorisées comme suit :

| | | |
|---|--|----------------|
| Charges | <i>Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante</i> | 312 852,01 € |
| | Groupe II : dépenses afférentes au personnel | 1 212 478,63 € |
| | Groupe III : dépenses afférentes à la structure | 389 552,85 € |
| | Total | 1 914 883,49 € |
| Produits | Groupe I : produits de la tarification et assimilés | 1 827 069,64 € |
| | Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation | 0,00 € |
| | <i>Groupe III : produits financiers et produits non encaissables</i> | 0,00 € |
| | Total | 1 827 069,64 € |
| Reprise de résultat 2016 | | 67 078,21 € |
| Reprise sur excédent affecté au financement de mesures d'exploitation | | 20 735,64 € |

Article 2 :

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal inter-régional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon (184, rue Duguesclin - 69433 Lyon cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 3 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département et notifié à Madame la Présidente de l'association.

Tarification 2018 du Centre Jean Jannin Les Abrets-en-Dauphiné

Arrêté n° 2018-3772 du 19 avril 2018

Dépôt en Préfecture le : 26 avril 2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale n° 2017 DOB A 05 01 du 17 novembre 2017 fixant les orientations de la tarification 2018 des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées et personnes adultes handicapées ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale n° 2017 BP 2018 F 34 05 du 14 décembre 2017 déterminant le budget primitif 2018 notamment pour le secteur « personnes handicapées » ;

Vu les propositions budgétaires présentées pour le Centre Jean Jannin ;

Sur proposition du Directeur général des services ;

ARRETE

Article 1 :

Les prix de journée indiqués ci-après sont applicables au titre de l'hébergement au foyer d'accueil médicalisé centre Jean Jannin à compter du **1^{er} mai 2018** :

Prix de journée hébergement : **124,00 €**

Accueil à la journée : **93,00 €**

Pour l'exercice budgétaire 2018, les dépenses et recettes prévisionnelles sont autorisées comme suit :

| | | |
|----------|---|----------------|
| Charges | Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante | 648 880,99 € |
| | Groupe II : dépenses afférentes au personnel | 2 181 676,16 € |
| | Groupe III : dépenses afférentes à la structure | 497 695,95 € |
| | Total | 3 328 253,10 € |
| Produits | Groupe I : produits de la tarification et assimilés | 2 835 273,93 € |
| | Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation | 492 979,17 € |
| | Groupe III : produits financiers et produits non encaissables | 0,00 € |
| | Total | 3 328 253,10 € |

Article 2 :

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal inter-régional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon (184, rue Duguesclin - 69433 Lyon cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 3 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département et notifié à l'établissement.

Politique : - Personnes handicapées

Programme : Hébergement personnes handicapées

Opération : Etablissements personnes handicapées

Convention à intervenir avec la Fondation santé des étudiants de France pour le foyer logement Prélude

*Extrait des décisions de la commission permanente du 25 mai 2018,
dossier N° 2018 C05 A 06 16*

Dépôt en Préfecture le : 30 mai 2018

LA COMMISSION PERMANENTE,

Vu le rapport du Président N° 2018 C05 A 06 16,

Vu l'avis de la commission de l'action sociale et des solidarités,

DECIDE

d'approuver la convention concernant le foyer logement Prélude, jointe en annexe et d'autoriser le Président à la signer.

CONVENTION RELATIVE AU FONCTIONNEMENT DU FOYER LOGEMENT PRELUDE GERE PAR LA FONDATION SANTE DES ETUDIANTS DE FRANCE

ENTRE

LE DEPARTEMENT DE L'ISERE, représenté par Monsieur Jean-Pierre Barbier, Président du Conseil départemental, autorisé à signer la présente convention par la décision de la commission permanente en date du 25 mai 2018

Ci-après dénommé « Le Département »,

ET

LA FONDATION SANTE DES ETUDIANTS DE FRANCE, dont le siège est situé 8 rue Emile Deutsch de la Meurthe à Paris, représenté par son Président, Monsieur Christian Forestier, autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil d'administration en date du 12 avril 2018

Ci-après dénommée « la Fondation »,

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

TITRE I - PERSONNES ACCUEILLIES

ARTICLE 1

Vu l'arrêté d'autorisation délivré par Monsieur le Président du Conseil départemental en date du 3 janvier 2017, la Fondation Santé des Etudiants de France est habilitée à recevoir au foyer logement Prélude à Saint-Martin d'Hères des bénéficiaires de l'aide sociale départementale.

Ce foyer logement de 20 places accueille des étudiants handicapés physiques dépendants, régulièrement inscrits en études supérieures et originaires de toute la France.

Toute modification de capacité intervenant pendant la période d'application de la présente convention, fera l'objet d'un nouvel arrêté qui servira alors de référence en matière d'aide sociale.

Le règlement départemental d'aide sociale s'applique à la présente convention.

ARTICLE 2

L'admission se fait à partir de 20 ans, selon la réglementation en vigueur après la décision de la Commission des droits de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH).

Pour les adultes de 18 à 20 ans, les situations sont examinées au cas par cas par la CDAPH.

Les places sont réservées en priorités aux ressortissants du département de l'Isère.

TITRE II - ENCADREMENT ET SOUTIEN MEDICO-SOCIAL

ARTICLE 3

La structure fonctionne sur le mode d'un foyer logement 11 mois sur 12 (fermeture d'une durée d'un mois). Elle s'adresse à des étudiants handicapés physiques dépendants, régulièrement inscrits à l'Université de Grenoble et désireux d'être logés en résidence universitaire adaptée.

ARTICLE 4

Les soins médicaux et paramédicaux sont assurés par les médecins et infirmiers libéraux locaux ou choisis par les résidents.

Le foyer n'assure pas aux résidents les soins infirmiers, kinésithérapies ou médicaux que nécessite leur état.

ARTICLE 5

En cas d'apparition de troubles non compatibles avec la vie du groupe, en cas de nécessité de soins trop importants ou de surveillance impossible à exercer, une réorientation pourra être envisagée, après la décision de la CDAPH, dans l'intérêt du résident. L'établissement prépare ce projet de réorientation avec la personne et son représentant légal.

Les modalités de réorientation d'un établissement vers un autre peuvent faire l'objet d'une convention entre l'établissement d'origine et l'établissement d'accueil notamment pour proposer des mises en situation avant présentation de la demande en CDAPH.

En application de l'article L.241-6 du code de l'action sociale et des familles, l'établissement est tenu de continuer à accueillir la personne tant que la décision de réorientation n'est pas mise en œuvre, sauf exceptions prévues au règlement départemental d'aide sociale.

ARTICLE 6

L'établissement garantit aux personnes accueillies l'exercice des droits et libertés individuels définis par la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale. En vertu des dispositions du code de l'action sociale et des familles, le livret d'accueil, le règlement de fonctionnement, ainsi qu'un contrat de séjour, sont remis à la personne accueillie.

TITRE III – INFORMATION DES USAGERS

ARTICLE 7

7-1 Identification des bâtiments

Le repérage des lieux assurant l'accueil ou l'hébergement des personnes handicapées est assuré en apposant un panneau à l'entrée du bâtiment principal avec la mention « Cofinancé par Isère Le Département » selon la charte graphique ci-après.

7-2 Identification sur les courriers et les factures

Les courriers sont édités sur des papiers à en-tête de la fondation. Ils comportent la mention « Cofinancé par Isère Le Département » selon la charte graphique ci-après.

Les factures ou décomptes adressés par la fondation aux bénéficiaires de l'aide sociale comportent la mention « Cofinancé par Isère Le Département » selon la charte graphique ci-après.

7-3 Identification sur les documents d'information et de communication

Les documents d'information et de communication externe initiés par la fondation tels que le livret d'accueil mentionnent les modalités de financement par le Département et sont soumis à sa validation. Ils devront comporter la mention « Cofinancé par Isère Le Département » selon la charte graphique ci-après.

7-4 Charte graphique

Le soutien financier du Département est indiqué de la manière suivante :

Cofinancé par :



TITRE IV - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 8

La comptabilité sera conforme aux dispositions réglementaires, notamment aux articles R. 314-1 à R. 314-196 du Code de l'action sociale et des familles.

ARTICLE 9

Le montant du prix de journée de l'établissement est fixé annuellement par arrêté du Président du Conseil départemental de l'Isère.

ARTICLE 10

Les modalités de participation des résidents à leurs frais d'hébergement, ainsi que les règles de versement de l'allocation compensatrice et de la prestation de compensation du handicap sont définies par le code de l'action sociale et des familles et par le règlement départemental d'aide sociale.

ARTICLE 11

La fondation s'engage à ce que l'établissement fournisse trimestriellement aux services du département, en double exemplaire :

un état de présence comportant la liste nominative de l'ensemble des résidents, avec les mouvements du trimestre et les nombres de journées correspondants (pour le service gestion financière et administrative),

un état d'activité détaillé mois par mois (pour le service établissements et services pour personnes handicapées).

ARTICLE 12

Le foyer doit ouvrir et tenir à jour un dossier au nom de chaque résident où sont consignées toutes les pièces médicales, sociales et administratives le concernant, ainsi qu'une fiche où est mentionnée la date d'entrée et de sortie.

L'établissement est responsable de la stricte confidentialité des données médicales individuelles selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13

La présente convention est applicable à compter de sa date de signature jusqu'au 31 décembre 2020.

Pendant sa durée d'application, elle peut être dénoncée par chacune des parties, après un préavis de trois mois, notifiée par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception.

En cas de litige, une conciliation sera préalablement recherchée auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Fait à Grenoble en 2 exemplaires, le

Le Président de la Fondation santé des
étudiants de France
Christian Forestier

Le Président du Conseil
départemental de l'Isère
Jean-Pierre Barbier

**

SERVICE SOUTIEN A DOMICILE DES PERSONNES AGEES ET HANDICAPEES

Autorisation d'un service d'aide et d'accompagnement à domicile

Arrêté n° 2018-4415 du 4 mai 2018

Dépôt en préfecture : 17 mai 2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment le titre 1er du livre III de la partie réglementaire,
Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, les articles L313-1 à L313-9 relatifs aux autorisations, les articles R313-1 à R313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles D313-11 à D313-14 relatifs aux contrôles et conformité des établissements et services;
Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,
Vu le décret n°2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile;
Vu le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale en faveur des personnes âgées adopté le 15 décembre 2016,
Vu la demande formulée le 13 novembre 2017 et le complément apporté par mail du 18 avril 2018 par Monsieur Patrick Jeanmaire,
Vu le dossier déclaré complet,
Vu les éléments d'appréciation recueillis au terme de l'instruction de la demande d'autorisation menée par la direction de l'autonomie,
Sur proposition du Directeur général des services

Arrête:

Article 1 :

L'autorisation visée à l'article L313-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée à la SARL Prestalliance, dénomination commerciale « Le Petit Jean », dont le siège social est situé 33 quai Jongkind à Grenoble (38000), pour intervenir auprès des personnes âgées et personnes en situation de handicap pour l'activité suivante soumise à autorisation :

- assistance dans les actes quotidiens de la vie aux personnes Agées ou personnes en situation de handicap ou personnes atteintes de pathologies chroniques incluant garde malade à l'exclusion du soin.

Article 2:

Le service « Le Petit Jean » pourra intervenir sur les communes suivantes:

- les communes de la métropole grenobloise qui constituent sa zone d'intervention.

Article 3:

Le service « Le Petit Jean » est spécifiquement autorisé à intervenir auprès des bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) mentionnée à l'article L232-1 du CASF et de la prestation de compensation du handicap (PCH) mentionnée à l'article L245-1 du même code comme en dispose l'article L313-1-2 du CASF.

Article 4:

La présente autorisation ne vaut pas habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale, mentionnée à l'article L313-6 alinéa 3 du CASF.

Article 5:

Conformément à l'article L. 313-1, cette autorisation est délivrée pour une durée de 15 ans à compter de sa notification.

Son renouvellement sera subordonné aux conditions définies par l'article L.313-5 du CASF.

Article 6:

La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée aux conclusions de la visite de conformité mentionnée à l'article L.313-6 du code de l'action sociale et des familles dont les conditions de mises en œuvre sont prévues par les articles D.313-11 à D.313-14 du même code.

Article 7:

Conformément à l'article L. 313-16 du code de l'action sociale et des familles, l'autorisation pourra être retirée, si le service ne répond pas aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement définies par décret n°2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile.

Article 8:

La présente autorisation d'activité du SAAD « Le Petit Jean». domicilié 33 quai Jongkind, 38000 Grenoble, sera enregistrée au fichier national des établissements et services sanitaires et sociaux (FINESS) selon les caractéristiques suivantes:

Identification de l'entité juridique:

- Adresse : 33 Quai Jongkind 38000 Grenoble
- Numéro de SIREN : 820 354 439
- Statut : Société à responsabilité limitée (SARL)

Identification du service:

Adresse : 33 quai Jongkind, 38000 Grenoble
Catégorie: 460 Service Prestataire d'Aide à Domicile
Agrégat de catégorie: 4605- Etablissements et services multi clientèles
Mode de tarification: 01 - service tarif libre
SIRET: 820354439 00011

Equipement :

- Discipline: 469-Aide à domicile
- Mode de fonctionnement : 16 - Prestation en milieu ordinaire
- Clientèle : 010 - Personnes handicapées (tous types de déficiences sans autre indication) et 700 Personnes âgées (sans autre indication)

Article 9:

Conformément à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles, tout changement important relatif à l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service autorisé par cet arrêté, devra être porté à la connaissance du Président du Département.

L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord du Président du Département.

Article 10:

Les recours contentieux contre le présent arrêté devront parvenir aux greffes du tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun - 38000 Grenoble) dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il aura été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 11 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère et notifié au Président de l'organisme gestionnaire, à Monsieur le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé et à Monsieur le Directeur départemental de la Direction Rhône-Alpes, Unité Territoriale de l'Isère.

**

DIRECTION DE L'EDUCATION, DE LA JEUNESSE ET DU SPORT

SERVICE JEUNESSE ET SPORT

Calendrier prévisionnel complémentaire 2018 appel à projets avant autorisation d'un service de prévention spécialisée sur les territoires Porte des Alpes et Haut Rhône dauphinois

Arrêté n° 2018-5138 du 31/05/2018

Dépôt en Préfecture le:12/06/2018

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

- Vu** la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
- Vu** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- Vu** la loi n° 2009-879 du 21 juillet portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires (HPST) ;
- Vu** le décret n° 2010-870 du 26 juillet 2010 relatif à la procédure d'appel à projet et d'autorisation mentionnée à l'article L. 313-1-1 du code de l'action sociale et des familles
- Vu** la délibération de l'Assemblée départementale en date du 12 décembre 2013 adoptant le Schéma départemental d'action sociale en faveur de l'enfance et de la famille 2014-2018 du département de l'Isère ;
- Vu** la délibération de l'Assemblée départementale en date du 15 décembre 2016 adoptant le rapport d'orientation relatif à la prévention spécialisée en Isère ;
- Sur** la proposition de la directrice générale adjointe, en charge de la famille, du Département de l'Isère ;

ARRÊTE:

Article 1 :

Dans le cadre de la procédure d'autorisation des services de prévention spécialisée, le calendrier prévisionnel complémentaire d'appel à projets pour l'année 2018 du Conseil départemental de l'Isère, est fixé conformément à l'annexe au présent arrêté.

Article 2:

Les informations relatives à l'appel à projets seront publiées au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère, ainsi que sur le site internet du Département de l'Isère : <https://www.isere.fr/> dans sa rubrique « marchés publics ».

Article 3:

Dans les deux mois suivant sa publication aux recueils des actes administratifs, le présent arrêté peut faire l'objet d'observations, émanant de personnes morales gestionnaires d'établissements et/ou de services médico-sociaux, ainsi que d'unions ou fédérations qui les représentent, auprès du Président du Conseil départemental de l'Isère.

Article 4:

Le directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture du département de l'Isère

**Annexe à l'arrêté de
Monsieur le Président du Conseil départemental de l'Isère n° 2018-5138**

| Nature du service social à créer Territoire et bénéficiaires | Etapas de la procédure d'appel à projets | Calendrier prévisionnel des opérations |
|--|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - Un service de prévention spécialisée intervenant sur les quartiers prioritaires des territoires Porte des Alpes et Haut Rhône dauphinois. | <ul style="list-style-type: none"> - Rédaction du cahier des charges - Publication du cahier des charges, de l'avis d'appel à projets et des critères de sélection des dossiers aux recueils des actes administratifs du Département de l'Isère et sur le site internet du Département - La publication vaut lancement de l'appel à projets. - Délai accordé aux candidats pour la constitution des dossiers, et l'accompagnement (interprétation du cahier des charges ; réponses aux questions sur plateforme de dématérialisation des marchés publics) - Date de dépôt des dossiers - Constitution de la commission de sélection - Instruction des dossiers reçus - Convocation des membres de la commission - Séance de la commission de sélection - Prise de l'arrêté d'autorisation | <p>Mai 2018</p> <p>Le 15 juin 2018</p> <p>Du 15 juin au 12 septembre 2018</p> <p>Entre le 15 août et le 12 septembre 2018</p> <p>septembre/octobre 2018</p> <p>Du 13 septembre jusqu'au 30 octobre 2018</p> <p>A partir du 30 octobre 2018</p> <p>Vers le 13 novembre 2018</p> <p>Décembre 2018</p> |

**

DIRECTION DES SOLIDARITES

Politique : - Santé publique Santé publique

Programme : Lutte contre la désertification médicale

Opération : Aide à l'installation de médecins

Maisons de santé pluridisciplinaires (MSP) - Mise en place du dispositif

Extrait des décisions de la commission permanente du 25 mai 2018, dossier N° 2018 C05 A 04 11

Dépôt en Préfecture le : 30 mai 2018

LA COMMISSION PERMANENTE,

Vu le rapport du Président N° 2018 C05 A 04 11,

Vu l'avis de la commission de l'action sociale et des solidarités,

DECIDE

- d'approuver les nouvelles modalités du soutien financier du Département à la construction des Maisons de Santé Pluridisciplinaire (MSP) qui adaptent les règles adoptées par la délibération n° 2013 DM1 A 04 03 du 20 juin 2013 relative aux maisons de santé pluridisciplinaires et de soutenir désormais les projets répondant aux finalités suivantes :

- **la création dans l'une des zones labellisées par le Département** figurant sur la carte en vigueur adoptée par la commission permanente afin :
 - ✓ de ne pas freiner la volonté affichée d'installation groupée des nouveaux médecins et d'attirer plus facilement les médecins qui souhaitent bénéficier d'un réseau de soins ;
 - ✓ de permettre une meilleure couverture médicale de l'ensemble du Département ;
 - ✓ d'implanter de nouveaux médecins en tenant compte de la patientèle disponible.
- **l'obtention du label ARS** délivré par l'espace de concertation départemental de la plate-forme d'appui aux professionnels de santé (PAPS), instance pilotée par la délégation départementale de l'ARS et dont le Département est membre permanent. Ce label impose par ailleurs l'accueil de stagiaires, ce que le Département promeut également en finançant la perte de patientèle d'un médecin généraliste suivant la formation de maître de stage des universités (voir ci-dessus).
- **la fixation d'une aide à l'investissement forfaitaire unique de 100 000 €, dans la limite de 80 % d'aides publiques, que le porteur soit public ou privé, ce dispositif étant désormais exclusivement financé** dans le cadre de l'autorisation de programme (AP 79) gérée par la Direction des solidarités, afin de protéger les dotations territoriales et de garantir une équité de traitement, quelle que soit l'implantation territoriale.

Les dossiers déjà programmés dans les dotations territoriales conserveront les taux et montants de subventions adoptés dans ce cadre et seront financés sur les enveloppes de dotation territoriale.

- de réviser le règlement départemental des aides aux communes en conséquence,

- d'autoriser le Président à signer toute nouvelle convention de financement des projets de construction soumis au Département dans ce cadre,

- d'approuver la convention de partenariat, ci-jointe, avec les Facultés de médecine de Grenoble, Lyon Est, Lyon Sud et l'Agence régionale de santé Auvergne Rhône-Alpes (ARS ARA) dans le cadre du dispositif de lutte contre les déserts médicaux et d'autoriser le Président à la signer.

LUTTE CONTRE LES DESERTS MEDICAUX EN ISERE

PARTENARIAT ENTRE

LE DEPARTEMENT DE L'ISERE

L'AGENCE REGIONALE DE SANTE AUVERGNE RHONE-ALPES

LA FACULTE DE MEDECINE DE GRENOBLE

LA FACULTE DE MEDECINE DE LYON EST

ET

LA FACULTE DE MEDECINE DE LYON SUD

ENTRE

LE DEPARTEMENT DE L'ISERE,
représenté par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre Barbier, dûment habilité
par la décision de la commission permanente en date du 25 mai 2018,

Ci-après dénommé « le Département »,

L'ETAT,
Ministère de la santé et des solidarités,
représenté par Monsieur Jean-Yves Grall, directeur général de l'Agence Régionale de
Santé Auvergne Rhône-Alpes,

Ci-après dénommé « l'ARS »

L'UNITE DE FORMATION ET DE RECHERCHE DE MEDECINE DE GRENOBLE,
représentée par Monsieur le Professeur Patrice Morand, Doyen de la Faculté de
médecine,

Ci-après dénommée « la Faculté de médecine de Grenoble»

L'UNITE DE FORMATION ET DE RECHERCHE DE MEDECINE DE LYON EST,
représentée par Monsieur le Professeur Gilles Rode, Doyen de la Faculté de
médecine,

Ci-après dénommée « la Faculté de médecine de Lyon Est»

ET,

L'UNITE DE FORMATION ET DE RECHERCHE DE MEDECINE DE LYON SUD,
représentée par Madame le Professeur Carolle Burillon, Doyenne de la Faculté de
médecine,

Ci-après dénommée « la Faculté de médecine de Lyon Sud»

PREAMBULE

La pénurie de médecins généralistes s'accroît en France. Depuis 2007, leur nombre a diminué de 8,4%. Au niveau national, deux plans de lutte contre les déserts médicaux ont été lancés et, malgré les moyens dégagés, ils ne suffisent pas à inverser la tendance. D'ici à 2025, la France aura perdu un quart de ses généralistes.

L'Isère n'est pas épargnée par cette tendance. En effet, si la densité médicale moyenne est de 10 médecins pour 10 000 habitants, cette moyenne départementale masque la réalité de certains de nos territoires pour lesquels il y a moins de 7 médecins pour 10 000 habitants, situation d'autant plus alarmante pour certaines zones quand on sait que sur ces mêmes territoires 1 médecin sur 2 a plus de 55 ans.

Lutter contre la désertification médicale en Isère est une priorité pour le Département de l'Isère afin de permettre à tous les Isérois, sur l'ensemble du territoire, d'avoir accès aux soins. Atteindre cet objectif, c'est développer une politique volontariste qui doit permettre la présence d'au moins 7 médecins pour 10 000 habitants.

C'est afin d'atteindre cet objectif que le Département a souhaité initier un partenariat fort avec l'ARS et les Facultés de Médecine de Grenoble, Lyon Est et Lyon Sud en inscrivant ce partenariat dans une logique de parcours, c'est-à-dire dès le début des études d'internat et en ayant des objectifs tant en termes de stages, de remplacements que d'installation.

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions du partenariat entre les parties relatif au soutien des études de troisième cycle et à la promotion de l'installation des médecins généralistes en Isère.

ARTICLE 2 - ENGAGEMENTS RECIPROQUES

❖ OBJECTIF 1 : REPERER LES ZONES PARTICULIEREMENT DEFICITAIRES

COMMENT ?

→ en réalisant annuellement une carte des zones sensibles dans lesquelles l'installation de médecins généralistes est prioritaire et pour lesquelles le département facilitera leur installation via l'octroi d'une bourse d'étude.

QUI ?

→ le Département en lien étroit avec les services de l'Agence régionale de santé.
(cf. annexes 1 et 2 : carte des zones éligibles et liste des communes prioritaires)

❖ OBJECTIF 2 : INCITER L'INSTALLATION DE MEDECINS GENERALISTES

COMMENT ?

→ en octroyant une indemnité d'étude et de projet professionnel pour les internes en médecine générale, dite bourse d'études dont le montant est à parité avec le salaire qui est versé lors de leurs études à savoir 17 000 € la première année, 19 000 € la deuxième année et 20 000 € la troisième année soit un total net cumulé sur les trois années d'internat de 56 000 €. Cette bourse d'étude n'est pas cumulable avec le contrat d'engagement de service public proposé par l'Agence Régionale de Santé dans le cadre du Pacte Territoire Santé.

En appliquant le principe de réciprocité, le candidat boursier s'engage :

- **à exercer pour une durée de deux ans minimum sur l'une des zones sensibles priorisées par le Département de l'Isère**
 - ✓ l'installation devra être effective dans les trois années suivant la validation du DES de Médecine Générale,
 - ✓ le choix du lieu d'installation pourra être décidé dès l'internat ou au terme des trois années d'exercice avant installation,
 - ✓ si le candidat souhaite effectuer des remplacements pendant les 2 années suivant sa réussite de l'internat, ceux-ci devront être nécessairement réalisés sur le territoire isérois.
- **à suivre la formation de maître de stage** afin d'accueillir de nouveaux internes et d'enrichir ainsi l'offre de stage sur l'Isère.

Afin de favoriser l'installation de nouveaux médecins et dès signature par l'ensemble des parties de la présente convention, le dispositif de la bourse d'études sur trois ans sera ouvert à l'ensemble des internes diplômés cette année ou en cours de cursus. Ils bénéficieront alors respectivement d'un complément de ressources.

QUI ?

→ Le Département s'engage :

- ✓ à verser l'indemnité d'étude et de projet professionnel à tout interne qui s'engage dans le dispositif par la signature d'une convention.
(cf. annexe 3 : convention d'engagement)
- ✓ à aider à l'acquisition de matériel lors de la première installation d'un médecin généraliste, bénéficiaire ou non de la bourse d'études, à hauteur maximale de 10 000 €.
(cf. annexe 4 : liste du matériel ouvrant droit à subvention)

→ Les facultés de médecine s'engagent à :

- ✓ assurer la promotion du dispositif,
- ✓ inciter l'inscription d'au moins 5 internes/an dans le dispositif.

❖ OBJECTIF 3 : DEVELOPPER L'OFFRE DE STAGES

Il est nécessaire de favoriser la réalisation des stages d'externat puis d'internat en Isère car c'est là un formidable moyen de faire découvrir nos territoires à des internes en médecine qui sont le plus souvent issus d'autres départements et ne connaissent pas la richesse de ce territoire.

Cet objectif s'inscrit dans le cadre de la réforme du troisième cycle des études médicales.

COMMENT ?

Pour développer l'offre de stage, le nombre de stage proposé en Isère sera doublé dans les 5 ans à venir et **une indemnité financière de 750 € sera créée pour les praticiens MSU (Maître de Stage des Universités) qui suivront la formation leur permettant de devenir MAITRE de STAGE, cette somme correspondant à l'indemnisation de 2 jours de perte de patientèle.**

QUI ?

→ **LES FACULTES DE MEDECINE** s'engagent :

- à développer le nombre de terrains de stage sur le département de l'Isère et plus particulièrement dans les zones labellisées comme prioritaires par le Département de l'Isère, à en favoriser la promotion et en faciliter l'accès pour les internes,
- à mettre à disposition des internes la liste des praticiens MSU ayant bénéficié durant leur formation de l'indemnité pour perte de clientèle versée par le Département,
- à proposer à l'ARS l'agrément de nouveaux praticiens MSU,
- à participer à la formation à la pédagogie des médecins des services de PMI du Département.

→ **L'ARS** s'engage à :

- financer le coût de la formation permettant aux médecins généralistes de devenir TUTEUR de STAGE afin que cette formation soit gratuite pour eux,
- faire connaître ce dispositif en se donnant comme objectif de former au moins 10 médecins/an dans les zones labellisées par le département de l'Isère,
- favoriser la formation des médecins obtenant un financement au titre des MSP afin que les projets financés deviennent des lieux de stage dès leur création,
- soutenir l'agrément des praticiens MSU, médecins généralistes installés et des services de PMI.

→ **LE DEPARTEMENT DE L'ISERE** créera l'indemnité financière de 750 €. Elle sera versée à chaque médecin ayant suivi la formation lui ayant permis de devenir maître de stage. Cette indemnité est conciliable avec celle permise dans le cadre du Développement Professionnel Continu.

ARTICLE 3 - INSTANCES DE SUIVI DU PARTENARIAT

Afin de procéder de façon périodique à l'évaluation de l'impact de la politique menée, les signataires s'accordent pour la mise en place de deux instances :

❖ UNE INSTANCE POLITIQUE

Une fois par an, elle réunit le Président du Département ou son représentant, les Doyens des Facultés de médecine ou leurs représentants, le Directeur général de l'Agence régionale de santé ou son représentant.

A visée décisionnelle, elle procède à l'évaluation annuelle du dispositif et valide l'actualisation des zones prioritaires et de la cartographie ; les indicateurs utilisés pour l'évaluation sont :

- Nombre de zones dites en « désert médical ».
- Nombre d'étudiants financés.
- Nombre d'étudiants effectivement installés.
- Nombre d'installations pérennisées.
- Nombre de patients suivis.

❖ UNE INSTANCE TECHNIQUE

Quatre fois par an, elle réunit la Direction des solidarités et le département de médecine générale des Facultés de médecine. Elle recense les candidats éligibles au dispositif, décide

de leurs modalités d'accompagnement, révise la cartographie et prépare l'instance décisionnelle.

ARTICLE 4 - DUREE

La présente convention est conclue pour une durée de quatre ans, de date à date à compter de sa date de signature.

ARTICLE 5 - MODIFICATIONS – RESILIATION

Toute modification de ladite convention devra faire l'objet d'une négociation entre les signataires et sera explicitée au moyen d'un avenant.

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements respectifs inscrits dans la convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Chacune des parties pourra résilier ladite convention de manière unilatérale pour motif d'intérêt général et/ou cas de force majeure.

ARTICLE 6 – CONTENTIEUX

Les parties s'engagent à résoudre à l'amiable tout litige qui pourrait porter sur l'interprétation ou les conditions d'exécution de cette convention. En tout état de cause, le tribunal administratif de Grenoble est seul compétent pour régler tout désaccord persistant.

Fait à Grenoble, en cinq exemplaires originaux, le

Le Directeur général de l'Agence régionale
de santé Auvergne Rhône-Alpes,

Le Président du Conseil départemental
de l'Isère,

Jean-Yves Grall

Jean-Pierre Barbier

Le Doyen de la Faculté
de médecine de Grenoble,

Le Doyen de la Faculté
de médecine de Lyon Est,

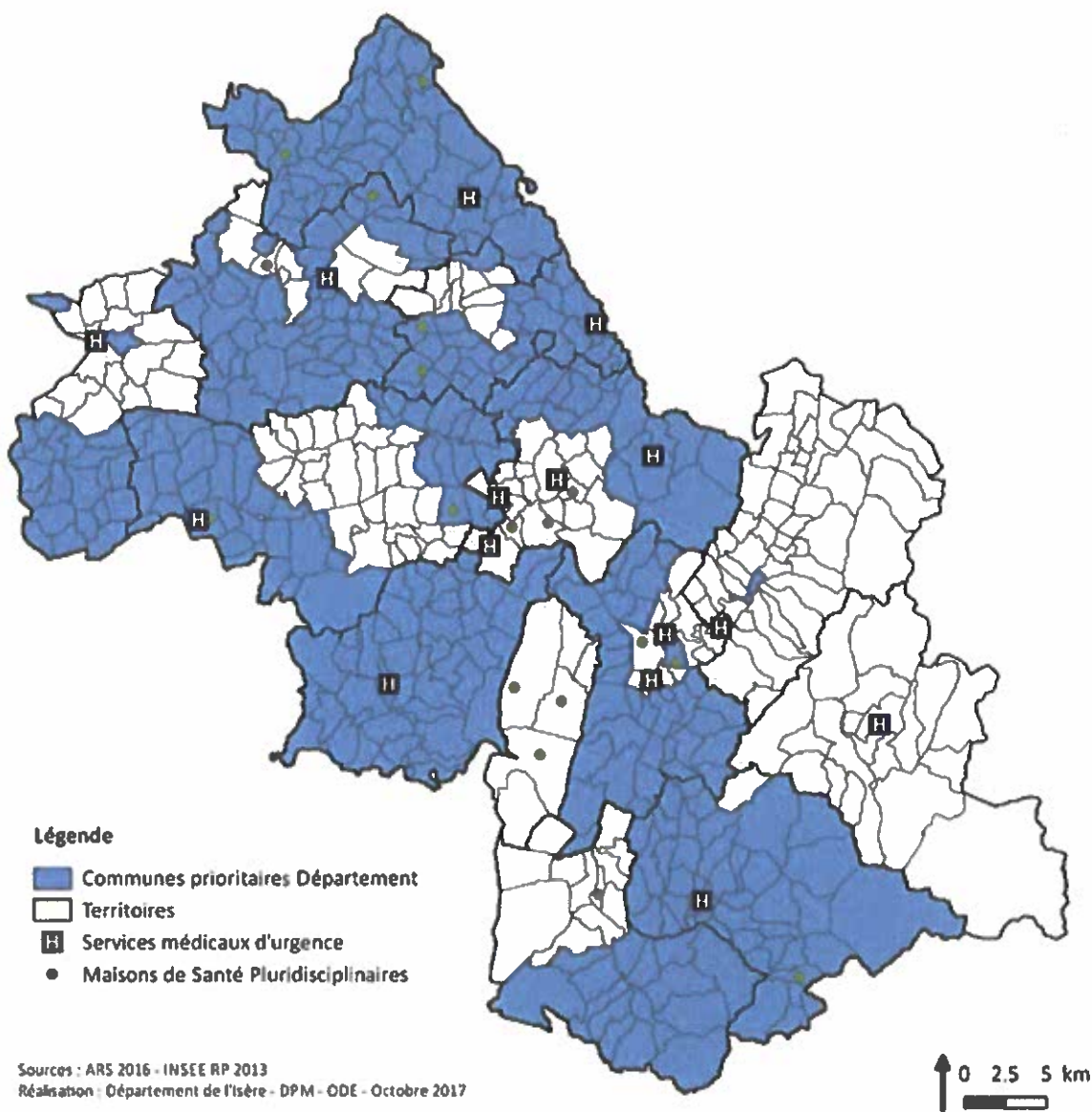
Patrice Morand

Gilles Rode

La Doyenne de la Faculté
de médecine de Lyon Sud,

Carole Burillon

Cartographie des communes prioritaires du Département



| | | |
|----------------------|-----------------------|--------------------------------|
| Agnin | Cheyssieu | L'Albenc |
| Ambel | Chèzeneuve | Lalley |
| Anjou | Chichilianne | Lavaldens |
| Annoisin-Chatelans | Chimilin | Lavars |
| Anthon | Cholonge | Le Bouchage |
| Aoste | Choranche | Le Grand-Lemps |
| Apprieu | Chozeau | Le Guâ |
| Arandon-Passins | Claix | Le Péage-de-Roussillon |
| Artas | Clelles | Le Percy |
| Assieu | Clonas-sur-Varèze | Le Périer |
| Auberives-en-Royans | Cognet | Le Pont-de-Beauvoisin |
| Auberives-sur-Varèze | Cognin-les-Gorges | Lentjol |
| Beaucroissant | Colombe | Les Abrets-en-Dauphiné |
| Beaufin | Corbelin | Les avenières-Veyrins-Thuellin |
| Beaufort | Cornillon-en-Trièves | Les Côtes-de-Corps |
| Beaulieu | Corps | Les Eparres |
| Beaurepaire | Cour-et-Buis | Les Roches-de-Condrieu |
| Beauvoir-de-Marc | Courtenay | Leyrieu |
| Beauvoir-en-Royans | Crachier | Lieudieu |
| Bellegarde-Poussieu | Cras | L'Isle-d'Abeau |
| Belmont | Crémieu | Malleval |
| Bessins | Creys-Mepieu | Marcieu |
| Bevenais | Culin | Marcilloles |
| Bilieu | Diémoz | Marcollin |
| Biol | Dizimieu | Marnans |
| Bizonnes | Doissin | Massieu |
| Blandin | Dolomieu | Maubec |
| Bonnefamille | Domarin | Mayres-Savel |
| Bouge-Chambalud | Eclose-Badinières | Mens |
| Bouvesse-Quirieu | Entraigues | Merlas |
| Brangues | Entre-Deux-Guiers | Meyrié |
| Bresson | Eydoche | Meyrieu-les-Etangs |
| Brié-et-Angonnes | Flachères | Meyssiez |
| Burcin | Fontaine | Miribel-Lanchâtre |
| Chabons | Fontanil-Cornillon | Miribel-les-Echelles |
| Chalon | Frontonas | Moissieu-sur-Dolon |
| Chamagnieu | Granieu | Monestier-d'Ambel |
| Champagnier | Grenay | Monestier-du-Percy |
| Champ-sur-Drac | Herbeys | Monsteroux-Milieu |
| Chanas | Heyrieux | Montagne |
| Chantelouve | Hières-sur-Amby | Montagnieu |
| Chantesse | Izeaux | Montalieu-Vercieu |
| Charancieu | Izeron | Montaud |
| Charantonnay | Janneyrias | Montcarra |
| Charavines | Jarcieu | Montchaboud |
| Charette | Jarrie | Monteynard |
| Charvieu-Chavagneux | La Balme-les-Grottes | Montfalcon |
| Chasselay | La Bâtie-Montgascon | Montferrat |
| Chasse-sur-Rhône | La Chapelle-de-Surieu | Montrevel |
| Chassignieu | La Motte-d'Aveillans | Mont-Saint-Martin |
| Chateaufvillain | La Motte-Saint-Martin | Montseveroux |
| Châtel-en-Trièves | La Mure | Moras |
| Chatelus | La Rivière | Morestel |
| Chatenay | La Salette-Fallavaux | Morette |

| | | |
|--------------------------|----------------------------|----------------------------------|
| Chatonnay | La Salle-en-Beaumont | Murinais |
| Chatte | La Sône | Nantes-en-Ratier |
| Chavanoz | La Valette | Nivolas-Vermelle |
| Chelieu | La Verpillière | Notre-Dame-de-Commiers |
| Chevrières | Laffrey | Notre-Dame-de-l'Osier |
| Notre-Dame-de-Mésage | Saint-Clair-du-Rhône | Sérézin-de-la-Tour |
| Notre-Dame-de-Vaulx | Saint-Clair-sur-Galaure | Sermérieu |
| Noyarey | Saint-Didier-de-Bizonnes | Serre-Nerpol |
| Optevoz | Sainte-Anne-sur-Gervonde | Seyssinet-Pariset |
| Oris-en-Rattier | Sainte-Blandine | Seyssins |
| Oyeu | Saint-Egrève | Siccieu-Saint-Julien-et-Carisieu |
| Oytier-Saint-Oblas | Sainte-Luce | Siévoz |
| Pact | Saint-Geoire-en-Valdaine | Soleymieu |
| Pajay | Saint-Georges-de-Commiers | Sonnay |
| Panissage | Saint-Georges-d'Espéranche | Sousville |
| Panossas | Saint-Gervais | Succieu |
| Parmilieu | Saint-Hilaire-de-Brens | Susville |
| Pellafol | Saint-Hilaire-du-Rosier | Têche |
| Pierre-Châtel | Saint-Honoré | Thodure |
| Pisieu | Saint-Jean-d'Avelanne | Tignieu-Jamezyieu |
| Poliénas | Saint-Jean-de-Bournay | Torchefelon |
| Pommier-de-Beaurepaire | Saint-Jean-de-Vaulx | Tramole |
| Ponsonnas | Saint-Jean-d'Hérans | Tréminis |
| Pont-de-Cheruy | Saint-Joseph-de-Rivière | Trept |
| Pont-de-Claix | Saint-Julien-de-L'Herms | Valbonnais |
| Pont-en-Royans | Saint-Just-Chaleyssin | Valencin |
| Pont-Evêque | Saint-Just-de-Claix | Valencogne |
| Porcieu-Amblagnieu | Saint-Lattier | Valjouffrey |
| Prébois | Saint-Laurent-du-Pont | Varacieux |
| Presles | Saint-Laurent-en-Beaumont | Varces-Allières-et-Risset |
| Pressins | Saint-Marcel-Bel-Accueil | Vasselin |
| Primarette | Saint-Marcellin | Vatilieu |
| Proveysieux | Saint-Martin-de-Clelles | Vaulnaveys-le-Bas |
| Prunières | Saint-Martin-de-Vaulserre | Vaulnaveys-le-Haut |
| Quaix-en-Chartreuse | Saint-Martin-d'Hères | Velanne |
| Quet-en-Beaumont | Saint-Martin-le-Vinoux | Vénérieu |
| Quincieu | Saint-Maurice-en-Trièves | Vernas |
| Renage | Saint-Maurice-l'Exil | Vernioz |
| Rencurel | Saint-Michel-en-Beaumont | Vertrieu |
| Revel-Tourdan | Saint-Ondras | Veurey-Voroize |
| Roche | Saint-Paul-de-Varces | Veysilieu |
| Romagnieu | Saint-Pierre-de-Chartreuse | Vézeronce-Curtin |
| Roussillon | Saint-Pierre-de-Chérennes | Vif |
| Rovon | Saint-Pierre-de-Méarotz | Vignieu |
| Royas | Saint-Pierre-de-Mésage | Villages-du-lac-de-Paladru |
| Roybon | Saint-Pierre-d'Entremont | Villard-Bonnot |
| Sablons | Saint-Prim | Villard-Saint-Christophe |
| Saint-Agnin-sur-Bion | Saint-Quentin-sur-Isère | Villemoirieu |
| Saint-Alban-de-Roche | Saint-Romain-de-Jalionas | Villeneuve-de-Marc |
| Saint-Alban-du-Rhône | Saint-Romain-de-Surieu | Ville-sous-Anjou |
| Saint-Albin-de-Vaulserre | Saint-Romans | Villette-d'Anthon |
| Saint-André-en-Royans | Saint-Sauveur | Vinay |

| | | |
|---------------------------------|----------------------------|-----------|
| Saint-André-le-Gaz | Saint-Sorlin-de-Morestel | Virieu |
| Saint-Antoine-l'Abbaye | Saint-Sulpice-des-Rivoires | Viriville |
| Saint-Appolinard | Saint-Théoffrey | Vizille |
| Saint-Arey | Saint-Vérand | Voissant |
| Saint-Barthélemy | Saint-Victor-de-Cessieu | |
| Saint-Barthélémy-de-Séchilienne | Saint-Victor-de-Morestel | |
| Saint-Baudille-de-la-Tour | Salagnon | |
| Saint-Baudille-et-Pipet | Salaise-sur-Sanne | |
| Saint-Bonnet-de-Chavagne | Sarcenas | |
| Saint-Bueil | Sassenage | |
| Saint-Chef | Savas-Mepin | |
| Saint-Christophe-sur-Guiers | Séchilienne | |

Annexe 3

Convention d'attribution d'une indemnité d'étude et de projet professionnel relative à l'installation d'un interne en médecine générale

Entre

Le Département de l'Isère, représenté par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre Barbier, dûment habilité par la décision de la commission permanente en date du _____,

Ci-après dénommé « le Département »,

D'une part,

Et

Nom, Prénom, adresse,

Interne en médecine générale, de la Faculté de médecine de XX, en Xème année de troisième cycle,

Ci-après dénommé « le bénéficiaire »

D'autre part,

Vu les articles L.1511-8 et D.1511-54 à 1511-56 du code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération de la commission permanente en date du 25 mai 2018, relative à la convention-cadre de coopération entre le Département de l'Isère, l'Agence régionale de santé Auvergne Rhône-Alpes et les Facultés de médecine de Grenoble, Lyon Sud et Lyon Est,

Vu l'adaptation de la cartographie du dispositif au nouveau découpage des cantons de l'Isère et aux données actualisées de l'Agence régionale de santé adoptée par la délibération de l'assemblée départementale en date du 16 décembre 2016,

Il a été convenu ce qui suit :

Tel que le permet le code général des collectivités territoriales, le Département souhaite mettre en place une indemnité d'étude et de projet professionnel, dite bourse d'étude, à destination des étudiants en troisième cycle de médecine générale, en contrepartie d'une installation en tant que médecin généraliste de premier recours sur une zone identifiée comme prioritaire.

Article 1 – Objet de la convention :

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles une bourse d'études est accordée à *Nom, Prénom* durant ses années d'internat.

Cette bourse d'études est subordonnée à un engagement d'installation dans une zone du département de l'Isère identifiée comme prioritaire (voir la carte et la liste des communes éligibles en annexe).

Cette bourse d'étude n'est pas cumulable avec le contrat d'engagement de service public proposé par l'Agence Régionale de Santé dans le cadre du Pacte Territoire Santé.

Article 2 - Engagements du bénéficiaire de l'aide :

Le bénéficiaire s'engage à :

- justifier chaque année de son inscription à la faculté de médecine de Grenoble, de Lyon Est ou Lyon Sud et à informer sans délai le Département de tout changement de situation notamment en cas d'abandon d'études, de changement de spécialité ou tout autre cas venant empêcher le respect de l'un au moins des engagements ;
- exercer son activité professionnelle sur l'une des communes identifiées comme prioritaire (liste jointe en annexe à la présente convention) pour une durée qui ne saurait être inférieure à deux ans et à informer le département de la commune choisie ;
- s'installer dans un délai maximal de trois ans à compter de la validation du Diplôme d'Etudes Spécialisées (DES) de Médecine Générale et justifier chaque année de sa situation (modalités d'exercice, adresse personnelle) ;
- s'il diffère son installation pour exercer la médecine sous forme de remplacements, effectuer ceux-ci uniquement en Isère sans qu'ils puissent excéder une durée de trois années après la validation du DES de Médecine Générale et justifier chaque année de sa situation ;
- suivre la formation de praticien maître de stage des universités afin d'accueillir de nouveaux internes, au plus tard dans les deux ans suivant l'installation.

Le bénéficiaire pourra obtenir la bourse s'il décide de rejoindre une maison de santé pluridisciplinaire labellisée par l'agence régionale de santé ou s'il fait le choix d'un mode d'exercice libéral.

Article 3 - Engagements du Département :

Le Département décide d'octroyer une indemnité d'étude et de projet professionnel, dite bourse d'études, identique à chaque année de revenus. Les revenus nets annuels des internes durant les trois années d'internat se répartissent comme suit : 17 000 € la première année, 19 000 € la deuxième année et 20 000 € la troisième année, soit un total net cumulé sur les trois années d'internat de 56 000 €.

En appliquant le principe de réciprocité, cette bourse d'études, permettant de financer jusqu'à trois années d'internat, sera subordonnée à l'installation pour une durée de deux ans, l'installation devant être effective dans les trois années suivant la validation du DES de Médecine Générale.

Article 4 – Modalités transitoires d'octroi de l'aide :

Afin de favoriser dès la rentrée 2018 l'installation de nouveaux médecins, le dispositif de la bourse d'études sur trois ans sera ouvert de manière transitoire aux internes de deuxième et troisième année. Ils bénéficieront alors respectivement d'un complément de ressources durant les deux premières années d'exercice pour les internes en troisième année et durant leur première année d'exercice pour les internes en deuxième année. Si le mode d'exercice choisi par l'interne est d'effectuer des remplacements, ceux-ci devront être réalisés sur le département de l'Isère sans qu'ils puissent excéder une durée de trois années après la validation du DES de Médecine Générale.

Article 5 - Modalités de versement de la bourse d'études :

La bourse est versée semestriellement (en juin et novembre) au bénéficiaire sur présentation d'un relevé d'identité bancaire ou postal d'un compte détenu sur le territoire métropolitain et

des justificatifs de poursuite d'études : certificat d'inscription en université et attestation de passage dans l'année supérieure.

La rémunération de ce complément d'activité est soumise aux règles fiscales de droit commun en vigueur à la date de signature de la présente convention.

Le versement de la bourse sera suspendu dans les cas suivants :

- interruption des études pour congé maternité, disponibilité,
- redoublement.

Il appartiendra au bénéficiaire d'informer sans délai le Département sous peine de se voir exiger les sommes trop perçues.

Article 6 - Contrôle :

Par application de l'article D.1511-56 du code général des collectivités territoriales, le Département contrôlera annuellement l'existence de l'ensemble des justificatifs prévus à l'article 2. En cas de non présentation des justificatifs ou de non-respect des engagements, si le bénéficiaire décide d'abandonner ses études, de changer de spécialisation au cours du troisième cycle ou d'abrèger la durée de son exercice prévue ci-dessus sans accord préalable du Département, le Département procédera à la mise en recouvrement de la totalité des sommes versées, soit 56 000 €. A compter de la date de notification du courrier de mise en demeure, le remboursement devra s'effectuer dans un délai maximum identique à celui durant lequel le bénéficiaire aura reçu l'aide.

Article 7 - Durée :

Compte-tenu de la durée du troisième cycle (trois ans), du délai possible avant installation (trois ans) et de la durée minimale d'engagement (deux ans), la présente convention a une validité de huit ans à compter de sa date de signature.

Article 8 - Modifications – Résiliation :

Toute modification de ladite convention devra faire l'objet d'une négociation entre les signataires et sera explicitée au moyen d'un avenant.

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements respectifs inscrits dans la convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Chacune des parties pourra résilier ladite convention de manière unilatérale pour motif d'intérêt général et/ou cas de force majeure.

Article 9 – Contentieux :

Les parties s'engagent à résoudre à l'amiable tout litige qui pourrait porter sur l'interprétation ou les conditions d'exécution de cette convention. En tout état de cause, le tribunal administratif de Grenoble est seul compétent pour régler tout désaccord persistant.

Fait à Grenoble, en deux exemplaires originaux, le

L'interne en médecine générale,

Le Président du Conseil départemental
de l'Isère,

XY

Jean-Pierre Barbier

Première installation d'un médecin généraliste

Liste des matériels médicaux et équipements éligibles pour l'obtention du soutien financier du Conseil départemental de l'Isère

| | |
|-------------------------------------|--|
| <p>Matériel médical</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Stéthoscope et brassard (adulte, enfant) • Tensiomètre • Otoscope • Miroir laryngé • Marteau reflexe • Oxymètre de pouls • Négatoscope • Débitmètre : Spiromètre, Peakflow, Piko-6 • Lecteur de Glycémie • Thermomètres (auriculaire, scan et rectal) • Optomètres (échelles d'acuité visuelle adulte et enfant) • Adultes : Pèse-personne, toise murale mètre-ruban • Bébés : Balance (homologuée), toise bébé |
| <p>Matériel d'équipement</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Bureau, Fauteuil, Chaises • Mobilier de rangement : étagères, tiroirs... • Réfrigérateur médical • Vitrine • Divan d'examen, marche pied, étrières, tabouret • Guéridon • Lampe d'examen • Poubelles et collecteurs DASRI • Ordinateur • Périphérique multifonction (imprimante/scanner/copieur) • Téléphone +/- fax • Lecteur de carte/ télétransmission • Disque dur/ clef USB • Modem internet • Logiciel médical |

SERVICE INSERTION VERS L'EMPLOI

Politique : - Cohésion sociale

Programme : Revenu de Solidarité Active

Opération : Revenu de Solidarité Active

Objet : Règlement technique de l'allocation RSA en Isère - Actualisation intégrant de nouvelles dispositions législatives et réglementaires

*Extrait des décisions de la commission permanente du 25 mai 2018,
dossier N° 2018 C05 A 02 03*

Dépôt en Préfecture le : 30 mai 2018

LA COMMISSION PERMANENTE,

Vu le rapport du Président N° 2018 C05 A 02 03,

Vu l'avis de la commission de l'action sociale et des solidarités,

DECIDE

d'approuver le règlement technique de l'allocation RSA joint en annexe intégrant de nouvelles dispositions législatives et réglementaires.

Abstentions : 23 (Groupe Rassemblement des citoyens-Solidarité & Ecologie ; Groupe Communistes et Gauche Unie-Solidaire ; Groupe Parti Socialiste et Apparentés)

Pour : le reste des Conseillers départementaux présents ou représentés

Règlement technique de l'allocation RSA en Isère

Adopté lors de la commission permanente du Conseil départemental de l'Isère du 25 mai 2018.

Introduction

En tant que chef de file des politiques d'insertion, le Département finance l'allocation du Revenu de Solidarité Activité (RSA).

Le règlement technique de l'allocation RSA reprend le cadre législatif et réglementaire national de l'allocation RSA et présente la déclinaison départementale qui en est faite. Il clarifie un certain nombre de dispositions qui nécessitent soit une appréciation du Président du Conseil départemental (ouverture de droits dérogatoires notamment) soit des précisions quant aux modalités d'application de ces dispositions dans notre département.

En matière d'allocation RSA, le Président du Conseil départemental est compétent pour :

- l'ouverture du droit
- la radiation du droit
- le renouvellement du droit à l'allocation
- la suspension de l'allocation
- la reprise du versement après suspension du paiement
- le paiement de l'allocation à un tiers
- le paiement d'avances sur droits supposés
- les dérogations
- les dispenses lorsqu'il s'agit de faire valoir ses droits aux créances ou pensions alimentaires
- l'évaluation des revenus des travailleurs non-salariés
- les recours administratifs et les remises de dettes.

La Caisse d'allocations familiales et la Mutualité sociale agricole ont, par conventions, délégation du Conseil départemental pour certaines de ces décisions.

Les positionnements du Département de l'Isère sont portés par la volonté :

- de garantir le juste droit à chacun,
- de garantir une gestion rigoureuse de l'allocation et de lutter contre la fraude,
- d'assurer une égalité de traitement des allocataires sur l'ensemble du territoire départemental.

Cinq ans après la validation du précédent règlement technique, ce nouveau règlement départemental intègre les dernières évolutions législatives et réglementaires, en particulier concernant :

- la fin du dispositif RSA activité et la mise en œuvre de la prime d'activité (janvier 2016),
- la réforme des minima sociaux (janvier 2017),
- la mise en œuvre du plan départemental de contrôle et de lutte contre la fraude RSA.

Il prend aussi en compte différents points de législation précisés, depuis 2012, par la jurisprudence RSA. Ce règlement se veut être un outil pour l'ensemble des professionnels intervenant dans le champ de l'action sociale et de l'insertion afin de permettre une meilleure compréhension du dispositif RSA par ces professionnels et pour les allocataires accompagnés.

Le service insertion vers l'emploi de la Direction des solidarités du Département reste à votre disposition pour toute question ou précision.

Sommaire

1 RSA : principes généraux et modalités d'attribution

- 1.1 [Les objectifs du RSA](#)
- 1.2 [Critères d'éligibilité](#)
- 1.3 [Conditions applicables aux ressortissants étrangers](#)
- 1.4 [L'instruction d'une demande RSA](#)
- 1.5 [Modalités concernant l'ouverture, la fin de droit et le versement du RSA](#)
- 1.6 [RSA, RSA majoré : définitions](#)
- 1.7 [Les principes de subsidiarité et de subrogation](#)
- 1.8 [Les droits associés au RSA](#)
- 1.9 [Les devoirs liés au RSA](#)

2 Comment évaluer le montant du RSA versé ?

- 2.1 [Les personnes composant le foyer RSA](#)
- 2.2 [Caractéristiques des différents revenus](#)
- 2.3 [Modalités de calcul d'un droit RSA](#)
- 2.4 [Les mesures de neutralisation et d'abattement des ressources](#)
- 2.5 [Le forfait logement](#)
- 2.6 [Les revenus particuliers \(rentes, loyers, capitaux\)](#)
- 2.7 [Les pensions alimentaires](#)
- 2.8 [Evaluation des éléments du train de vie](#)

3 Les statuts particuliers

- 3.1 [Les personnes en formation](#)
- 3.2 [Les travailleurs non-salariés relevant du régime social des indépendants ou du régime général](#)
- 3.3 [Les travailleurs non-salariés relevant du régime agricole](#)
- 3.4 [Les travailleurs saisonniers et intermittents](#)
- 3.5 [Les différents arrêts de travail](#)

4 La fin de droit au RSA

- 4.1 [La suspension](#)
- 4.2 [La radiation](#)

5 Indus RSA, contrôle et lutte contre la fraude, contentieux

- 5.1 [Les indus de RSA](#)
- 5.2 [La politique de contrôle du RSA](#)
- 5.3 [La lutte contre la fraude](#)
- 5.4 [Les recours](#)

[Annexes](#)

[Index](#)

Partie 1

RSA : principes généraux et modalités d'attribution

Assurer des moyens convenables d'existence pour lutter contre la pauvreté et favoriser l'insertion sociale et professionnelle.

Selon l'article L.262-1 du code de l'action sociale et des familles (CASF) : « *Le revenu de solidarité active a pour objet d'assurer à ses bénéficiaires des moyens convenables d'existence, de lutter contre la pauvreté et de favoriser l'insertion sociale et professionnelle.* »

Le revenu de solidarité active garantit à toute personne, qu'elle soit en capacité de travailler ou non, de disposer d'un revenu minimum.

Le RSA est indissociable dans son principe d'un droit à l'accompagnement pour tous les allocataires. Pour les personnes qui ne travaillent pas, l'accompagnement repose sur une logique de droits et de devoirs. Sauf exception, le droit au RSA est assorti du devoir de rechercher activement un emploi et d'entreprendre les actions nécessaires à une meilleure insertion sociale ou professionnelle.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, le RSA activité, versé précédemment aux allocataires du RSA dont les revenus d'activité ne permettaient d'atteindre le montant forfaitaire de revenu garanti, a été remplacé par le dispositif Prime d'Activité, géré par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) et la Mutualité Sociale Agricole (MSA) pour le compte de l'Etat.

Rappel du cadre législatif

Code de l'action sociale et des familles

Article L.115-1 : « *La lutte contre la pauvreté et les exclusions est un impératif national fondé sur le respect de l'égalité de dignité de tous les êtres humains et une priorité de l'ensemble des politiques publiques de la nation. Elle tend à garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance. L'Etat, les collectivités territoriales, les établissements publics dont les centres communaux et intercommunaux d'action sociale, les organismes de sécurité sociale ainsi que les institutions sociales et médico-sociales poursuivent une politique destinée à connaître, à prévenir et à supprimer toutes les situations pouvant engendrer la pauvreté et les exclusions. Ils prennent les dispositions nécessaires pour informer chacun de la nature et de l'étendue de ses droits et pour l'aider, éventuellement par un accompagnement personnalisé, à accomplir les démarches administratives ou sociales nécessaires à leur mise en œuvre dans les délais les plus rapides. Les entreprises, les organisations professionnelles ou interprofessionnelles, les organisations syndicales de salariés représentatives, les organismes de prévoyance, les groupements régis par le code de la mutualité, les associations qui œuvrent notamment dans le domaine de l'insertion et de la lutte contre les exclusions, les citoyens ainsi que l'ensemble des acteurs de l'économie solidaire et de l'économie sociale concourent à la réalisation de ces objectifs.* »

Article L.262-1 : « *Le revenu de solidarité active a pour objet d'assurer à ses bénéficiaires des moyens convenables d'existence de lutter contre la pauvreté et de favoriser l'insertion sociale et professionnelle.* »

Article L.262-27 : « *Le bénéficiaire du revenu de solidarité active a droit à un accompagnement social et professionnel adapté à ses besoins et organisé par un référent unique. Pour l'application de la présente section, les mêmes droits et devoirs s'appliquent au bénéficiaire et à son conjoint, concubin ou partenaire lié par un pacte civil de solidarité, qui signent chacun le projet ou l'un des contrats mentionnés aux [articles L.262-34 à L. 262-36](#). Le bénéficiaire, lorsqu'il n'est pas tenu aux obligations définies à l'article L. 262-28, peut solliciter chaque année un rendez-vous auprès des organismes mentionnés à [l'article L. 262-29](#) pour évoquer les conditions permettant l'amélioration de sa situation professionnelle.* »

Article L.262-28 : « *Le bénéficiaire du revenu de solidarité active est tenu, lorsqu'il est sans emploi ou ne tire de l'exercice d'une activité professionnelle que des revenus inférieurs à une limite fixée par décret, de rechercher un emploi, d'entreprendre les démarches nécessaires à la création de sa propre activité ou d'entreprendre les actions nécessaires à une meilleure insertion sociale ou professionnelle.*

Pour les bénéficiaires du revenu de solidarité active titulaires d'un des revenus de remplacement prévus à l'[article L. 5421-2 du code du travail](#), le respect des obligations mentionnées à l'article [L. 5421-3](#) du même code vaut respect des règles prévues par la présente section.

Les obligations auxquelles est tenu, au titre du présent article, le bénéficiaire ayant droit à la majoration mentionnée à l'[article L. 262-9](#) du présent code tiennent compte des sujétions particulières, notamment en matière de garde d'enfants, auxquelles celui-ci est astreint. »

Pour être éligibles au RSA, les demandeurs doivent remplir les quatre conditions suivantes : âge, nationalité, résidence et insertion.

Condition d'âge

Articles L.262-4, L.262-7-1 et L.262-8 du code de l'action sociale et des familles

Pour bénéficier du RSA, le demandeur doit :

- être âgé de plus de vingt-cinq ans;
- ou avoir moins de vingt-cinq ans et avoir au moins un enfant à charge, né ou à naître,
- ou avoir moins de vingt-cinq ans et remplir la condition d'activité préalable : avoir travaillé au moins 2 ans (soit 3214 heures) consécutifs ou non dans les 3 ans précédant la demande.

En cas de présence d'enfant ou de naissance attendue, le droit au RSA peut être ouvert dès le mois de demande de RSA, sans examen de la condition d'activité préalable, à condition de fournir un justificatif de déclaration de grossesse pour les femmes enceintes.

Les mineurs (situation d'isolement avec enfant à charge né ou à naître) peuvent déposer une demande de RSA à titre personnel, sous couvert de la contre-signature obligatoire des parents (sauf retrait d'autorité parentale) ou du représentant légal s'ils ont moins de 16 ans. S'ils ont 16 ans ou plus, la contre-signature des parents ou du représentant légal est recommandée.

Pour un couple, les conditions d'âge et d'activité préalable ne sont exigées que pour l'allocataire principal.

Si l'allocataire est âgé de plus de 25 ans et que son conjoint est âgé de moins de 25 ans, un RSA couple est versé.

Si les 2 conjoints sont âgés de moins de 25 ans et que l'un ouvre droit au RSA jeunes, un RSA couple est versé.

La condition d'activité préalable est étudiée pour les jeunes de 18 ans à 24 ans et 11 mois sans enfant à charge. Il n'est pas exigé que le jeune soit en activité sur le mois de la demande.

Le droit au RSA peut être ouvert au cours du mois des 25 ans de l'allocataire, et ce sans examen de la condition d'activité préalable.

Le RSA jeunes et la condition d'activité préalable depuis le 1^{er} septembre 2010

Articles L.262-7-1 et D.262-25-1 à 4 du code de l'action sociale et des familles

Les activités prises en compte pour la condition d'activité préalable :

- activités salariées, contrat d'apprentissage (hors temps passé en formation), contrat de professionnalisation, indemnités journalières de sécurité sociale versées pendant un contrat de travail
- activités non salariées : travailleur indépendant, vendeur à domicile indépendant, artiste – auteur, auto-entrepreneur, exploitant agricole.

Ne peuvent être considérées comme des périodes d'activités salariées, les activités exercées dans le cadre des différentes formes de volontariat (associatif, de cohésion sociale et de solidarité...), de service civil volontaire, de service civique ou de stages de formation professionnelle (rémunérés ou non), ainsi que les périodes de perception d'indemnités journalières de sécurité sociale non couvertes par un contrat de travail.

La période d'observation :

Elle débute à compter du mois précédant la demande de RSA.

Exemple : demande du 06/03/2017

Période d'observation de mars 2014 à février 2017 (soit 3 ans précédant la demande).

Les périodes de chômage indemnisé reportent la période d'observation d'autant de mois que ceux concernés par l'indemnisation, dans la limite de 6 mois (soit période d'observation maximale de 3 ans et 6 mois).

Conditions particulières pour les non-salariés :

Afin de considérer comme remplie la condition d'activité préalable, les travailleurs non-salariés doivent justifier d'une période d'immatriculation d'au moins deux ans à un registre professionnel et d'un niveau minimal de chiffre d'affaires sur 2 années égal à :

- 43 fois le montant forfaitaire du RSA de base en vigueur soit 23 455€ en septembre 2017 pour les non-salariés non agricoles (quel que soit le régime fiscal),
- 24 fois le montant forfaitaire du RSA de base en vigueur soit 13 091 € en septembre 2017 pour les non-salariés agricoles.

La condition d'activité préalable sera examinée une seule fois (à l'ouverture de droit) et en cas de nouvelle demande après radiation du dispositif RSA.

Les organismes payeurs examinent la condition préalable d'activité. Le Président du Département ne peut pas déroger à cette condition.

Condition de nationalité

Articles L.262-4 et L.262-6 du code de l'action sociale et des familles

Le demandeur doit :

- être de nationalité française
- ou être titulaire depuis au moins cinq ans d'un titre de séjour autorisant à travailler ou être titulaire d'un titre de séjour particulier ouvrant droit à cette allocation (réfugié, carte de résident...)
- ou justifier d'un droit au séjour et avoir résidé en France durant les trois mois précédant la demande, pour les ressortissants de l'espace économique européen et de la Suisse.

[Cf. Partie 1.3 « Conditions applicables aux ressortissants étrangers »](#)

Condition de résidence

Articles L.262-2, L.262-13 et R.262-5 du code de l'action sociale et des familles

Le droit RSA est attribué par le président du conseil départemental du département dans lequel le demandeur réside.

Une personne sans domicile fixe doit, pour demander le bénéfice du RSA, élire domicile auprès d'un organisme agréé à cette fin. Les CCAS sont, de droit, agréés pour cela.

Le demandeur doit résider en France de manière stable et effective :

Est considéré comme résidant sur le territoire français, le bénéficiaire qui y vit de façon permanente. Que le demandeur soit de nationalité française ou étrangère, il est réputé résider en permanence dès lors que sa durée de séjour hors frontière est inférieure à 3 mois au cours de l'année civile ou de date à date.

Si le total des absences est supérieur à trois mois, l'allocation RSA est versée uniquement pour les mois civils complets de présence sur le territoire (exception : séjours résultant de démarches prévues dans le cadre des démarches d'insertion et prévues dans le contrat d'engagement réciproque ou le projet personnalisé d'accès à l'emploi).

A noter que l'allocataire ou son conjoint soumis aux droits et devoirs ([Cf. Partie 1.9 « Les devoirs liés au RSA »](#)), ne peut pas s'absenter du territoire (département de résidence ou territoire français) au-delà d'une période convenue avec son référent d'accompagnement (5 semaines par an, en référence au droit à congés annuels des demandeurs d'emploi) considérant les démarches d'insertion sociale et/ou professionnelle engagées et obligatoires par ailleurs.

Condition d'insertion

Article L.262-4 du code de l'action sociale et des familles

Pour être éligible au RSA, le demandeur doit :

- **Ne pas être élève, étudiant ou stagiaire** (ces conditions ne sont opposables qu'à l'allocataire principal, elle ne sont pas opposables à son conjoint).

Les personnes isolées avec enfant(s) ou en état de grossesse relevant du RSA majoré ne sont pas soumises à cette condition.

[Cf. Partie 3.1 « Les personnes en formation »](#)

- **Ne pas être en congé parental** (avec contrat de travail en cours), en congé sabbatique, sans solde ou en disponibilité.

Cette condition est applicable à l'allocataire et à son conjoint. Si l'un des deux membres du couple est dans cette situation, il est exclu du calcul du droit, ses ressources seront néanmoins prises en compte. Aucune dérogation à cette règle n'est possible.

Les personnes isolées avec enfant(s) ou en état de grossesse relevant du RSA majoré ne sont pas soumises à cette condition.

[Cf. Partie 4.1 « La suspension »](#)

Critères d'exclusion pour l'ensemble du foyer

Sont totalement exclus du champ d'application du RSA :

- les travailleurs saisonniers ne remplissant pas les conditions,

[Cf. Partie 3.4 « Les travailleurs saisonniers et intermittents »](#)

- les bénéficiaires du revenu contractualisé d'autonomie (RCA).

Rappel du cadre législatif

Code de l'action sociale et des familles

Article L.262-2 : « Toute personne résidant en France de manière stable et effective, dont le foyer dispose de ressources inférieures à un montant forfaitaire, a droit au revenu de solidarité active dans les conditions définies au présent chapitre.(...) »

Article L.262-4 : « Le bénéfice du revenu de solidarité active est subordonné au respect, par le bénéficiaire, des conditions suivantes :

1° Etre âgé de plus de vingt-cinq ans ou assumer la charge d'un ou plusieurs enfants nés ou à naître ;

2° Etre français ou titulaire, depuis au moins cinq ans, d'un titre de séjour autorisant à travailler. Cette condition n'est pas applicable :

a) Aux réfugiés, aux bénéficiaires de la protection subsidiaire, aux apatrides et aux étrangers titulaires de la carte de résident ou d'un titre de séjour prévu par les traités et accords internationaux et conférant des droits équivalents ;

b) Aux personnes ayant droit à la majoration prévue à l'article L. 262-9, qui doivent remplir les conditions de régularité du séjour mentionnées à l'article L. 512-2 du code de la sécurité sociale ;

3° Ne pas être élève, étudiant ou stagiaire au sens de [l'article L. 124-1](#) du code de l'éducation. Cette condition n'est pas applicable aux personnes ayant droit à la majoration mentionnée à l'article L. 262-9 du présent code ;

4° Ne pas être en congé parental, sabbatique, sans solde ou en disponibilité. Cette condition n'est pas applicable aux personnes ayant droit à la majoration mentionnée à l'article L. 262-9. »

Article L.262-6 : « Par exception au 2° de l'article L. 262-4, le ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne, d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse doit remplir les conditions exigées pour bénéficier d'un droit de séjour et avoir résidé en France durant les trois mois précédant la demande.

Cependant, aucune condition de durée de résidence n'est opposable :

1° A la personne qui exerce une activité professionnelle déclarée conformément à la législation en vigueur ;

2° A la personne qui a exercé une telle activité en France et qui, soit est en incapacité temporaire de travailler pour raisons médicales, soit suit une formation professionnelle au sens des articles L. 6313-1 et L. 6314-1 du code du travail, soit est inscrite sur la liste visée à l'article L. 5411-1 du même code.

Le ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne, d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse, entré en France pour y chercher un emploi et qui s'y maintient à ce titre, n'a pas droit au revenu de solidarité active.

La condition de durée de résidence visée au premier alinéa n'est pas opposable aux ascendants, descendants ou conjoint d'une personne mentionnée aux 1° ou 2° . »

Article L.262-7-1 : « *Par dérogation au 1° de l'article L. 262-4, une personne âgée de dix-huit ans au moins et de vingt-cinq ans au plus bénéficie du revenu de solidarité active sous réserve d'avoir, dans des conditions fixées par décret, exercé une activité professionnelle pendant un nombre déterminé d'heures de travail au cours d'une période de référence précédant la date de la demande. »*

Article L.262-8 : « *Lorsque le demandeur est âgé de plus de vingt-cinq ans ou assume la charge d'un ou plusieurs enfants nés ou à naître et que sa situation exceptionnelle au regard de son insertion sociale et professionnelle le justifie, le président du conseil départemental peut déroger, par une décision individuelle, à l'application des conditions fixées dans la première phrase du 3° de l'article L. 262-4 . »*

Article L.262-13 : « *Le revenu de solidarité active est attribué par le président du conseil départemental du département dans lequel le demandeur réside ou a, dans les conditions prévues au chapitre IV du titre VI du présent livre, élu domicile (...) »*

Article R.262-5 : « *Pour l'application de l'article L. 262-2, est considérée comme résidant en France la personne qui y réside de façon permanente ou qui accomplit hors de France un ou plusieurs séjours dont la durée de date à date ou la durée totale par année civile n'excède pas trois mois. Les séjours hors de France qui résultent des contrats mentionnés aux articles L. 262-34 ou L. 262-35 ou du projet personnalisé d'accès à l'emploi mentionné à l'article L. 5411-6-1 du code du travail ne sont pas pris en compte dans le calcul de cette durée.*

En cas de séjour hors de France de plus de trois mois, l'allocation n'est versée que pour les seuls mois civils complets de présence sur le territoire. »

Article D.262-25-1 : « *Pour l'application de l'article L. 262-7-1, le bénéficiaire du revenu de solidarité active est ouvert aux demandeurs ayant exercé une activité professionnelle pendant un nombre d'heures de travail au moins égal au double du nombre d'heures annuelles mentionné au troisième alinéa de l'article L. 3121-41 du code du travail.*

Ces heures doivent avoir été effectuées au cours d'une période de référence de trois années précédant la date de la demande compte non tenu, le cas échéant, des périodes de perception de l'allocation d'assurance prévue à l'article L. 5422-1 du code du travail, de l'allocation mentionnée au 5° de l'article L. 1233-68 du même code et de l'allocation prévue à l'article 6 de l'ordonnance n° 2006-433 du 13 avril 2006 relative à l'expérimentation du contrat de transition professionnelle, prises dans la limite de six mois. Toutefois, les heures d'activité occasionnelle ou réduite ouvrant droit au bénéfice des allocations susmentionnées sont prises en considération pour le calcul du nombre minimal d'heures de travail fixé au premier alinéa. »

Article D.262-25-2 : « *Les travailleurs non-salariés des professions non agricoles sont réputés remplir la condition relative au nombre minimal d'heures de travail fixée au premier alinéa de l'article D. 262-25-1 s'ils justifient, au cours d'une période minimale de deux ans, à la fois :*

1° D'une immatriculation au registre du commerce et des sociétés, au répertoire des métiers ou au registre des entreprises ou, à défaut, s'agissant des professionnels libéraux et des entrepreneurs individuels ayant opté pour l'article L. 133-6-8 du code de la sécurité sociale, d'une activité déclarée auprès du centre de formalités des entreprises et, pour les artistes auteurs, d'une affiliation au régime général de sécurité sociale dans les conditions prévues aux articles L. 382-1 et R. 382-1 du code de la sécurité sociale ;

2° D'un niveau de chiffre d'affaires au moins égal à quarante-trois fois le montant forfaitaire mensuel du revenu de solidarité active pour une personne seule en vigueur au 1er janvier de l'année de réalisation du chiffre d'affaires considéré. »

Article D.262-25-3 : « *Les personnes relevant du régime mentionné à l'article L. 722-1 du code rural et de la pêche maritime sont réputées remplir la condition relative au nombre minimal d'heures de travail fixée au premier alinéa de l'article D. 262-25-1 si elles justifient, au cours d'une période minimale de deux ans, à la fois :*

1° D'une affiliation au régime mentionné à l'article L. 722-1 du code rural et de la pêche maritime ;

2° D'un niveau de chiffre d'affaires au moins égal à vingt-quatre fois le montant forfaitaire mensuel du revenu de solidarité active pour une personne seule en vigueur au 1er janvier de l'année de réalisation du chiffre d'affaires considéré. »

Article D.262-25-4 : « *Pour apprécier la condition de durée d'exercice professionnel fixée par le premier alinéa de l'article D. 262-25-1, il est tenu compte des différentes activités exercées au cours de la période de référence mentionnée au second alinéa du même article. Le cas échéant, la durée des activités relevant des articles D. 262-25-2 ou D. 262-25-3 est prise en considération à due proportion de la durée d'immatriculation, de déclaration ou d'affiliation, sous réserve que la condition de niveau de chiffre d'affaires, proratisée, soit remplie. »*

1.3

Conditions applicables aux ressortissants étrangers

Pour l'étude du droit au RSA des ressortissants étrangers, la loi distingue les ressortissants de l'Espace Economique Européen (EEE) et de la Confédération Suisse, des ressortissants hors EEE. Ils ne sont pas soumis aux mêmes conditions d'éligibilité.

Liste des Etats membres de l'EEE en 2017 :

Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède.

Les ressortissants étrangers hors EEE et Suisse

Article L.262-4 du code de l'action sociale et des familles

Le bénéfice du revenu de solidarité active (RSA) pour les ressortissants étrangers hors EEE est subordonné à une condition de séjour régulier **d'une durée de cinq ans couverte par des titres de séjour autorisant à travailler.**

Les titres de séjour autorisant à travailler (sont exclus notamment les titres de séjour portant la mention visiteur, retraité...) peuvent être comptabilisés dans la période des 5 ans.

Vigilance concernant les titres de séjour portant la mention « Etudiant-Elève »

Le titre de séjour « Etudiant Elève » autorise son titulaire à travailler à titre accessoire, il peut donc être comptabilisé dans la période des 5 ans.

Néanmoins, au moment de sa demande, si la personne est titulaire d'un titre de séjour « Etudiant-Elève », il sera considéré comme étudiant et ne pourra pas bénéficier du RSA à ce titre.

[Cf. Partie 3.1 « Les personnes en formation »](#)

Particularité des ressortissants algériens

Les ressortissants algériens sont soumis à une réglementation spécifique en vertu de l'accord franco-algérien du 27 décembre 1968. La condition de résidence en France depuis au moins 5 ans ne leur est pas applicable. Ils doivent seulement justifier de la détention d'un titre de séjour en cours de validité et les autorisant à travailler (certificat de résidence de ressortissant algérien) et vivre en France de façon permanente.

Rappel : Une personne est réputée résider en permanence en France dès lors que sa durée de séjour hors frontière est inférieure à 3 mois au cours de l'année civile ou de date à date.

Particularité des réfugiés, apatrides et bénéficiaires de la protection subsidiaire

La condition de résidence régulière de 5 ans antérieure à la demande n'est pas applicable à cette catégorie de demandeurs.

Particularité des conjoints étrangers

La condition de résidence régulière de 5 ans antérieure à la demande (ou d'un titre de séjour en cours de validité pour le ressortissant algérien, réfugié ...) est aussi opposable au conjoint étranger. Si cette condition n'est pas remplie, le droit est ouvert uniquement pour l'allocataire principal.

Particularités des personnes bénéficiant de la majoration pour isolement (RSA majoré)

La condition de résidence régulière de 5 ans antérieure à la demande n'est pas applicable à cette catégorie de demandeurs. L'allocataire doit justifier de la détention d'un titre de séjour en cours de validité et l'autorisant à travailler.

Attention : la condition de résidence régulière de 5 ans devient applicable dès lors que les conditions d'accès à la majoration ne sont plus remplies (par exemple lorsque le plus jeune enfant atteint l'âge de 3 ans).

[Cf. Partie 1.6 « RSA, RSA majoré : définitions »](#)

Les ressortissants de l'Espace Economique Européen (EEE) et de la Confédération Suisse

Articles L.262-4 et L.262-6 du code de l'action sociale et des familles

Articles L.121-1, L.122-1, L.122-2, R.122-3 et R.121-6 à R.121-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA)

Pour les membres de l'EEE ou de la Confédération Suisse, le demandeur doit **remplir les conditions de droit au séjour** et **ne doit pas être entré en France pour chercher un emploi** et s'y maintenir à ce titre.

Pour remplir les critères d'éligibilité du RSA, les ressortissants communautaires ou suisses doivent :

1. Avoir résidé en France durant les trois mois précédant la demande

La condition de résidence est opposable individuellement à tous les membres du foyer, à l'exception :

- des demandeurs exerçant ou ayant exercé une activité déclarée et étant en incapacité temporaire de travailler pour raisons médicales ou suivant une formation professionnelle ou étant inscrits à Pôle Emploi,
- au conjoint(e) du ressortissant et descendants, si le ressortissant est actif ou a exercé une activité salarié.

2. Ne pas être entré en France pour y chercher un emploi et s'y maintenir à ce titre.

3. Remplir les conditions exigées pour bénéficier d'un droit au séjour

Le ressortissant communautaire ou suisse, allocataire principal, remplit les conditions du **droit au séjour** et peut prétendre au versement d'un droit RSA :

- s'il dispose d'un titre de séjour délivré par la préfecture, en cours de validité au moment de sa demande,
- ou s'il exerce une activité professionnelle considérée comme non accessoire et non marginale,
- ou s'il exerçait une activité professionnelle et qu'il est frappé d'une incapacité de travail ou se trouve en chômage involontaire ou entreprend une formation professionnelle en lien avec son activité antérieure,
- ou s'il dispose, pour lui et les membres de sa famille, de ressources suffisantes et d'une couverture maladie,
- ou encore, s'il justifie de 5 années de présence légale (c'est-à-dire couverte par un droit au séjour, se référer aux situations ci-dessus) et ininterrompue en France.

Conditions particulières des ressortissants communautaires ou suisses exerçant une activité de travailleur non-salarié :

Une évaluation précise du niveau d'activité sera réalisée afin de s'assurer du caractère non marginal et non accessoire de la dite activité : affiliation et cotisations au Régime Social des Indépendants, documents internes à l'entreprise (éléments comptables, commerciaux) permettant de conclure à l'effectivité de cette activité.

Conditions de maintien du droit au séjour :

Article R.121-6 du CESEDA

Dans certaines conditions, un ressortissant communautaire ou suisse peut conserver le droit au séjour précédemment acquis par l'exercice d'une activité professionnelle, même si cette activité est désormais terminée.

Un ressortissant communautaire ou suisse conserve son droit au séjour **sans limitation de durée s'il exerçait précédemment une activité professionnelle** et :

- qu'il a été frappé d'une incapacité de travail temporaire résultant d'une maladie ou d'un accident,
- ou qu'il se trouve en chômage involontaire dûment constaté après avoir été employé pendant plus d'un an et s'est fait enregistrer en qualité de demandeur d'emploi auprès du service de l'emploi compétent,

- ou qu'il entreprend une formation professionnelle, devant être en lien avec l'activité professionnelle antérieure (à moins d'avoir été mis involontairement au chômage).

Un ressortissant communautaire ou suisse conserve son droit au séjour **pendant 6 mois** s'il exerçait précédemment une activité professionnelle et :

- qu'il se trouve en chômage involontaire dûment constaté à la fin de son contrat de travail à durée déterminée inférieure à un an,
- qu'il est involontairement privé d'emploi dans les douze premiers mois qui suivent la signature de son contrat de travail et est enregistré en qualité de demandeur d'emploi auprès du service de l'emploi compétent.

La vérification des conditions de maintien du droit au séjour est effectuée par les services de la CAF à chaque changement de situation personnelle ou professionnelle, ou chaque année sans changement de situation connu.

Droit au séjour permanent :

Articles L.122-1, L.122-2 et R.122-3 du CESEDA

Un ressortissant communautaire qui a résidé de manière légale et ininterrompue en France pendant les cinq années précédentes acquiert un droit au séjour permanent sur l'ensemble du territoire français.

Le droit au séjour permanent est apprécié en lien avec les services de la CAF et de la Préfecture sur la base des justificatifs suivants couvrant 5 années depuis l'arrivée en France : justificatifs d'activité professionnelle et/ou formation, chômage, maladie, de ressources suffisantes et de couverture maladie.

A noter qu'une absence du territoire français pendant une période de plus de deux années consécutives fait perdre à son titulaire le bénéfice du droit au séjour permanent.

Conjoints et membres de famille :

Le ressortissant communautaire ou suisse, conjoint, enfant, ascendant direct à charge, qui accompagne ou rejoint un ressortissant communautaire ou suisse pouvant bénéficier ou bénéficiant du droit au séjour est inclus dans ce droit au séjour (sous réserve de la condition de résidence).

Notion d'accident de la vie :

Articles R.121-7 à R.121-9 du CESEDA, Circulaire DSS/2B n° 2009-146 du 3 juin 2009

Un maintien du droit au séjour acquis précédemment est possible en cas d'« accident de la vie » (événement imprévisible tel : séparation ou décès d'un conjoint, maladie grave ...).

La durée de ce maintien est appréciée en considérant les modalités d'acquisition du droit au séjour initial.

Procédure relative à l'instruction d'une demande de RSA

L'instructeur doit faire remplir la « fiche d'évaluation du droit au séjour des ressortissants EEE et suisses », fiche qu'il convient de transmettre à l'organisme payeur.

[Cf. Annexe « Evaluation du droit au séjour des ressortissants de l'Espace Economique Européen et de la Confédération suisse »](#)

Mémo : Appréciation du droit au séjour de l'allocataire principal et de son conjoint

| | | | | | |
|--|---|---|---|---|---|
| | allocataire français | allocataire EEE ou suisse | allocataire étranger hors EEE et Suisse | allocataire algérien | allocataire réfugié, apatride, bénéficiaire de la protection subsidiaire |
| conjoint français | OK | OK | OK | OK | OK |
| conjoint EEE ou suisse | OK + 3 mois de résidence antérieure à la demande | OK si l'allocataire remplit condition droit au séjour + 3 mois de résidence antérieure à la demande (sauf si conjoint actif ou ex-actif en condition de maintien droit au séjour) | le conjoint doit remplir les conditions de droit au séjour (titre de séjour, ou actif, ou ex actif ou 5 ans de présence légale) + 3 mois de résidence antérieure à la demande (sauf s'il est actif) | le conjoint doit remplir les conditions de droit au séjour (titre de séjour, ou actif, ou ex actif ou 5 ans de présence légale) + 3 mois de résidence antérieure à la demande (sauf s'il est actif) | le conjoint doit remplir les conditions de droit au séjour (titre de séjour, ou actif, ou ex actif ou 5 ans de présence légale) + 3 mois de résidence antérieure à la demande (sauf s'il est actif) |
| conjoint étranger hors EEE | le conjoint doit être titulaire d'un titre de séjour régulier depuis 5 ans ou d'une carte de résident | le conjoint doit être titulaire d'un titre de séjour régulier depuis 5 ans ou d'une carte de résident | le conjoint doit être titulaire d'un titre de séjour régulier depuis 5 ans ou d'une carte de résident | le conjoint doit être titulaire d'un titre de séjour régulier depuis 5 ans ou d'une carte de résident | le conjoint doit être titulaire d'un titre de séjour régulier depuis 5 ans ou d'une carte de résident |
| conjoint algérien | le conjoint doit être titulaire d'un titre de séjour régulier (certificat de résidence algérien) | le conjoint doit être titulaire d'un titre de séjour régulier (certificat de résidence algérien) | le conjoint doit être titulaire d'un titre de séjour régulier (certificat de résidence algérien) | le conjoint doit être titulaire d'un titre de séjour régulier (certificat de résidence algérien) | le conjoint doit être titulaire d'un titre de séjour régulier (certificat de résidence algérien) |
| conjoint réfugié, apatride, bénéficiaire de la protection subsidiaire | le conjoint doit être titulaire d'un titre de séjour régulier (au moins un TS) | le conjoint doit être titulaire d'un titre de séjour régulier (au moins un TS) | le conjoint doit être titulaire d'un titre de séjour régulier (au moins un TS) | le conjoint doit être titulaire d'un titre de séjour régulier (au moins un TS) | le conjoint doit être titulaire d'un titre de séjour régulier (au moins un TS) |

Rappel du cadre législatif

Code de l'action sociale et des familles

Article L.262-4 : « Le bénéfice du revenu de solidarité active est subordonné au respect, par le bénéficiaire, des conditions suivantes ;

(...) ; 2° Etre français ou titulaire, depuis au moins cinq ans, d'un titre de séjour autorisant à travailler. Cette condition n'est pas applicable :

a) Aux réfugiés, aux bénéficiaires de la protection subsidiaire, aux apatrides et aux étrangers titulaires de la carte de résident ou d'un titre de séjour prévu par les traités et accords internationaux et conférant des droits équivalents ;

b) Aux personnes ayant droit à la majoration prévue à l'article L. 262-9, qui doivent remplir les conditions de régularité du séjour mentionnées à l'[article L. 512-2 du code de la sécurité sociale](#) ;

(...). »

Article L.262-6 : « Par exception au 2° de l'article L. 262-4, le ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne, d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse doit remplir les conditions exigées pour bénéficier d'un droit de séjour et avoir résidé en France durant les trois mois précédant la demande.

Cependant, aucune condition de durée de résidence n'est opposable :

1° A la personne qui exerce une activité professionnelle déclarée conformément à la législation en vigueur ;

2° A la personne qui a exercé une telle activité en France et qui, soit est en incapacité temporaire de travailler pour raisons médicales, soit suit une formation professionnelle au sens des [articles L. 6313-1 et L. 6314-1 du code du travail](#), soit est inscrite sur la liste visée à l'article L. 5411-1 du même code. Le ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne, d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse, entré en France pour y chercher un emploi et qui s'y maintient à ce titre, n'a pas droit au revenu de solidarité active.

La condition de durée de résidence visée au premier alinéa n'est pas opposable aux ascendants, descendants ou conjoint d'une personne mentionnée aux 1° ou 2°.»

Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

Article L.121-1 : « Sauf si sa présence constitue une menace pour l'ordre public, tout citoyen de l'Union européenne, tout ressortissant d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse a le droit de séjourner en France pour une durée supérieure à trois mois s'il satisfait à l'une des conditions suivantes :

1° S'il exerce une activité professionnelle en France ;

2° S'il dispose pour lui et pour les membres de sa famille tels que visés au 4° de ressources suffisantes afin de ne pas devenir une charge pour le système d'assistance sociale, ainsi que d'une assurance maladie ;

3° S'il est inscrit dans un établissement fonctionnant conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur pour y suivre à titre principal des études ou, dans ce cadre, une formation professionnelle, et garantit disposer d'une assurance maladie ainsi que de ressources suffisantes pour lui et pour les membres de sa famille tels que visés au 5° afin de ne pas devenir une charge pour le système d'assistance sociale ;

4° S'il est un descendant direct âgé de moins de vingt et un ans ou à charge, ascendant direct à charge, conjoint, ascendant ou descendant direct à charge du conjoint, accompagnant ou rejoignant un ressortissant qui satisfait aux conditions énoncées aux 1° ou 2° ;

5° S'il est le conjoint ou un enfant à charge accompagnant ou rejoignant un ressortissant qui satisfait aux conditions énoncées au 3°. »

Article L.122-1 : «Sauf si sa présence constitue une menace pour l'ordre public, le ressortissant visé à l'article L. 121-1 qui a résidé de manière légale et ininterrompue en France pendant les cinq années précédentes acquiert un droit au séjour permanent sur l'ensemble du territoire français.

Sauf si sa présence constitue une menace pour l'ordre public, le membre de sa famille mentionné à l'article L. 121-3 acquiert également un droit au séjour permanent sur l'ensemble du territoire français à condition qu'il ait résidé en France de manière légale et ininterrompue avec le ressortissant visé à l'article L. 121-1 pendant les cinq années précédentes. Une carte de séjour d'une durée de validité de dix ans renouvelable de plein droit lui est délivrée. »

Article L122-2 : « Une absence du territoire français pendant une période de plus de deux années consécutives fait perdre à son titulaire le bénéfice du droit au séjour permanent. »

Article R.121-6 : « I.- Les ressortissants mentionnés au 1° de l'article L. 121-1 conservent leur droit au séjour en qualité de travailleur salarié ou de non-salarié :

1° S'ils ont été frappés d'une incapacité de travail temporaire résultant d'une maladie ou d'un accident;

2° S'ils se trouvent en chômage involontaire dûment constaté après avoir été employés pendant plus d'un an et se sont fait enregistrer en qualité de demandeur d'emploi auprès du service de l'emploi compétent ;

3° S'ils entreprennent une formation professionnelle, devant être en lien avec l'activité professionnelle antérieure à moins d'avoir été mis involontairement au chômage.

II.- Ils conservent au même titre leur droit de séjour pendant six mois :

1° S'ils se trouvent en chômage involontaire dûment constaté à la fin de leur contrat de travail à durée déterminée inférieure à un an ;

2° S'ils sont involontairement privés d'emploi dans les douze premiers mois qui suivent la conclusion de leur contrat de travail et sont enregistrés en qualité de demandeur d'emploi auprès du service de l'emploi compétent. »

Article R.121-7 : «Les ressortissants mentionnés aux 4° et 5° de l'article L. 121-1, admis au séjour en leur qualité de membre de famille, conservent leur droit au séjour :

1° En cas de décès du ressortissant accompagné ou rejoint ou si celui-ci quitte la France ;

2° En cas de divorce ou d'annulation du mariage avec le ressortissant accompagné ou rejoint.

Avant l'acquisition du droit de séjour permanent prévu au premier alinéa de l'article L. 122-1, ils doivent entrer à titre individuel dans l'une des catégories définies à l'article L. 121-1. »

Article R.121-8 : «Les ressortissants d'un Etat tiers mentionnés à l'article L. 121-3, admis au séjour en leur qualité de membre de famille, conservent leur droit au séjour : 1° En cas de décès du ressortissant accompagné ou rejoint et à condition d'avoir établi leur résidence en France en tant que membre de sa famille depuis plus d'un an avant ce décès ; 2° En cas de divorce ou d'annulation du mariage avec le ressortissant accompagné ou rejoint : a) Lorsque le mariage a duré au moins trois ans avant le début de la procédure judiciaire de divorce ou d'annulation, dont un an au moins en France ; b) Lorsque la garde des enfants du ressortissant accompagné ou rejoint leur est confiée en qualité de conjoint, par accord entre les conjoints ou par décision de justice ; c) Lorsque des situations particulièrement difficiles l'exigent, notamment lorsque la communauté de vie a été rompue à l'initiative du membre de famille en raison de violences conjugales qu'il a subies ; d) Lorsque le conjoint bénéficie, par accord entre les époux ou par décision de justice, d'un droit de visite à l'enfant mineur, à condition que ce droit s'exerce en France et pour la durée nécessaire à son exercice. Avant l'acquisition du droit de séjour permanent prévu au deuxième alinéa de l'article L. 122-1, ils doivent entrer à titre individuel dans l'une des catégories définies aux 1°, 2°, 4° ou 5° de l'article L. 121-1. »

Article R.121-9 : «En cas de décès du ressortissant accompagné ou rejoint ou si celui-ci quitte la France, les enfants et le membre de la famille qui en a la garde conservent ce droit de séjour jusqu'à ce que ces enfants achèvent leur scolarité dans un établissement français d'enseignement secondaire. »

Article R.122-3 : «La continuité de séjour nécessaire à l'acquisition et au maintien du droit au séjour permanent n'est pas affectée par :

1° Des absences temporaires ne dépassant pas six mois par an ;

2° Des absences d'une durée plus longue pour l'accomplissement des obligations militaires ;

3° Une absence de douze mois consécutifs au maximum pour une raison importante, telle qu'une grossesse, un accouchement, une maladie grave, des études, une formation professionnelle ou un détachement à l'étranger pour raisons professionnelles.

La continuité du séjour peut être attestée par tout moyen de preuve. Elle est interrompue par l'exécution d'une décision d'éloignement. »

1.4 L'instruction d'une demande de RSA

Quel organisme payeur ?

Article R.262-42 du code de l'action sociale et des familles

Le RSA est servi soit par la Caisse d'Allocation Familiales (CAF), soit par la Mutualité Sociale Agricole (MSA).

Situations pour lesquelles la MSA est organisme payeur du RSA :

- un des membres du couple est exploitant agricole (chef d'exploitation/ ou chef d'entreprise agricole affiliée MSA) ou aide familial,
- un des membres du couple est salarié agricole, l'autre sans activité,
- un des membres du couple est cotisant solidaire affilié au titre de la maladie auprès de la MSA, l'autre sans activité,
- l'allocataire isolé est cotisant solidaire, affilié au titre de la maladie auprès de la MSA

Situations pour lesquelles un droit d'option (CAF ou MSA) est laissé à l'allocataire :

- un des membres du couple est salarié agricole et l'autre relève du régime général,
- un des membres du couple est cotisant solidaire, l'autre exerce une activité au titre du régime général.

La CAF est organisme payeur pour l'ensemble des autres situations.

Lieux d'instruction et dépôt de la demande

Articles L.262-14, L.262-15, L.262-16, L.262-18, R. 262-25-5 et D.262-26 du code de l'action sociale et des familles

La demande de RSA est déposée au choix du bénéficiaire auprès de divers instructeurs :

- les services instructeurs du Département (services locaux de solidarité ou centre médico-social, maisons de territoires),
- la Caisse d'allocations familiales ou la Mutualité sociale agricole,
- le CCAS (centre communal d'action sociale) de la commune d'habitation à condition que le CCAS ait choisi d'instruire les demandes de RSA,
- une association spécialisée agréée par le Président du Conseil départemental à cette fin.

Un test d'éligibilité et un rappel des conditions administratives d'octroi du RSA sont effectués en début d'instruction.

La demande de RSA est effectuée sur les imprimés nationaux (document CERFA) :

- demande de RSA
- demande de RSA complémentaire pour les non-salariés
- demande de RSA complémentaire pour les jeunes de moins de 25 ans.

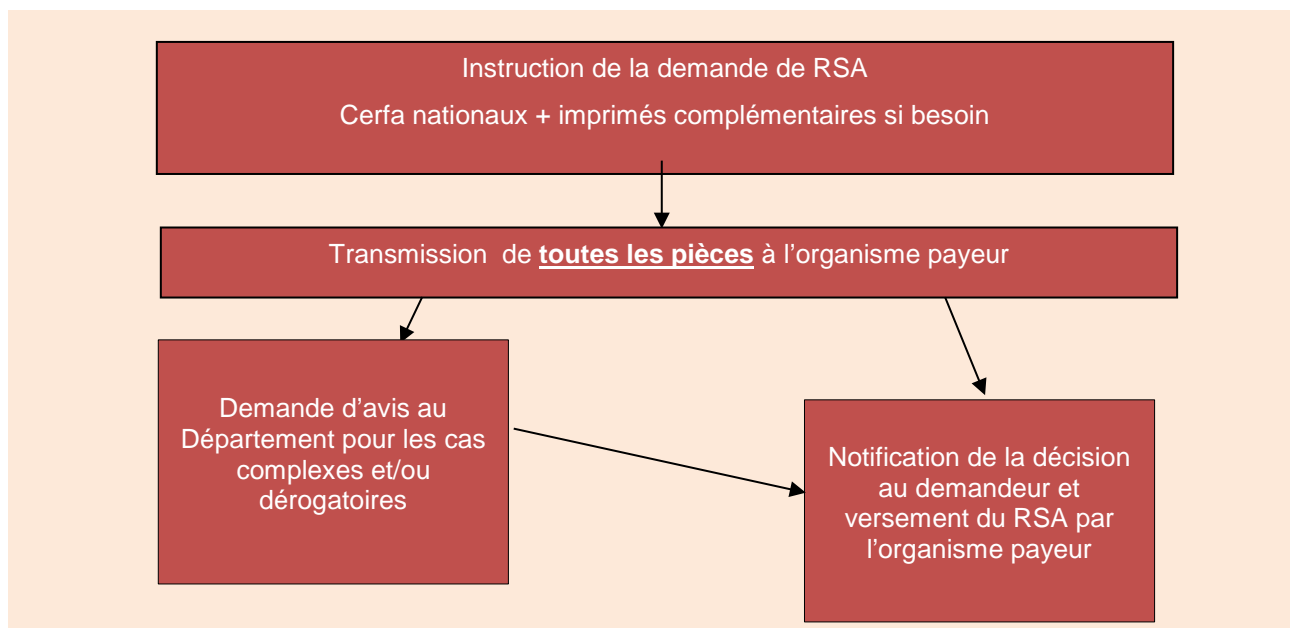
En plus des imprimés nationaux, le Département a mis en place des imprimés visant à étudier les diverses situations complexes et ou dérogatoires :

- demande de dérogation formation,
- évaluation du droit au séjour des ressortissants de l'espace économique européen et de la confédération suisse,
- formulaire complémentaire pour les travailleurs non-salariés (avec appel de pièces complémentaire),
- formulaire complémentaire pour les travailleurs non-salariés agricoles et les cotisants solidaires.

[Cf. formulaires en annexes](#)

La demande de RSA et ses imprimés complémentaires sont ensuite envoyés **aux organismes payeurs** avec les pièces justificatives.

Pour la majorité des situations, l'organisme payeur a délégation du Président du Conseil départemental pour prendre la décision finale d'ouverture du droit. Dans certains cas définis, l'organisme peut être amené à interroger le Département pour des décisions d'opportunités (cas complexes et/ou dérogatoires). Néanmoins, c'est toujours la CAF ou la MSA qui **calcule le droit et informe l'allocataire de la décision d'ouverture ou de rejet de l'allocation RSA.**



Un décret paru en février 2017, prévoit la possible instruction d'un droit RSA par voie dématérialisée. Le simulateur de droit et la demande en ligne par télé procédure seront disponibles sur les sites des organismes payeurs Caf.fr et Msa.fr.

La télé procédure s'adresse aux allocataires autonomes sur le plan numérique ou pouvant être accompagnés. Pour tous les autres bénéficiaires du RSA, l'instruction physique perdure dans l'ensemble des sites instructeurs (Caf, Département, CCAS, association spécialisée agréée).

Dans tous les cas, l'ouverture du droit RSA se fait à compter de la date du dépôt de la demande.

L'instruction, moment privilégié de transmission d'informations

Articles L.262-11 et L.262-17 du code de l'action sociale et des familles

Lors de l'instruction de son dossier de RSA, le demandeur est informé sur :

- le caractère subsidiaire de l'allocation RSA avec le cas échéant proposition d'un rendez-vous avec un travailleur social pour soutenir le demandeur dans ses démarches relatives aux obligations à faire valoir tous ses droits par ailleurs,
[Cf. Partie 1.7 « Les principes de subsidiarité et de subrogation »](#)
- les droits auxquels il peut prétendre (droits dérivés, droit à l'accompagnement et organisation du Département à cet effet),
[Cf. Partie 1.8 « Les droits associés au RSA »](#)
- les devoirs liés à la perception du RSA (obligation d'accompagnement et de contractualisation, obligation et modalités de déclaration des ressources, signalement des changements de situation).
[Cf. Partie 1.9 « Les devoirs liés au RSA »](#)

La télé procédure intègre aussi une information sur les droits et devoirs.

Les avances sur droits supposés

Article L.262-22 du code de l'action sociale et des familles

L'avance sur droits supposés est un paiement anticipé de l'allocation alors que l'ouverture de droit n'est pas assurée. C'est le cas lorsqu'un droit au RSA ne peut être ouvert car les documents nécessaires au traitement du dossier ne peuvent être fournis.

Il ne faut pas confondre l'avance sur droits supposés avec l'avance sur prestation qui **est un paiement anticipé de droits établis, c'est à dire avant le terme échu.** Aucune avance sur prestations n'est effectuée dans le cadre du RSA

Procédure d'avance sur droits supposés

L'avance sur droits supposés est demandée par l'instructeur au moment de l'instruction du dossier de RSA en remplissant l'imprimé de demande.

L'avance sera de 380 € maximum et viendra en déduction du 1^{er} paiement du droit RSA.

Conditions cumulatives de versement d'une avance sur droits supposés :

- au moment de l'instruction de la demande de RSA,
- à condition que le dossier soit déjà affilié à la CAF ou à la MSA (a minima pièces requises : demande de RSA, pièces état civil et RIB),
- situation d'impossibilité pour l'utilisateur de se procurer un document particulier (ex : en cas de séparation difficile où l'un des membres du couple a du mal à obtenir les documents nécessaires),
- retard supérieur à 10 jours dans le traitement des dossiers par l'organisme payeur,
- dossier avec mutation problématique (mais où un droit existait dans l'autre CAF ou MSA).

Aucune avance sur droits supposés ne sera effectuée dans les cas suivants :

- étudiants/personnes en formation non rémunérée dans l'attente de l'étude de la dérogation,
- ressortissants de l'Espace Economique Européen dans l'attente de l'étude du droit au séjour,
- ressortissants étrangers hors EEE sans justificatifs d'une présence en France depuis 5 ans,
- travailleurs indépendants sans justificatifs de l'activité indépendante (bilan, avis d'imposition) même en cas de dépôt de bilan,
- non renvoi de la déclaration trimestrielle de ressources,
- allocataire de moins de 25 ans dans l'attente de l'étude de la condition d'activité préalable ou sans justificatif de grossesse.

Rappel du cadre législatif

Code de l'action sociale et des familles

Article L.262-11 : « Les organismes chargés de l'instruction des demandes et du service du revenu de solidarité active, mentionnés aux articles L. 262-15 et L. 262-16, assistent le demandeur dans les démarches rendues nécessaires pour la réalisation des obligations mentionnées à l'article L. 262-10.

Une fois ces démarches engagées, l'organisme chargé du service sert, à titre d'avance, le revenu de solidarité active au bénéficiaire et, dans la limite des montants alloués, est subrogé, pour le compte du département, dans les droits du foyer vis-à-vis des organismes sociaux ou de ses débiteurs.»

Article L.262-14 : « La demande de revenu de solidarité active est déposée, au choix du demandeur, auprès d'organismes désignés par décret.»

Article L.262-15 : « L'instruction administrative de la demande est effectuée à titre gratuit, dans des conditions déterminées par décret, par les services du département ou l'organisme chargé du service du revenu de solidarité active. Peuvent également procéder à cette instruction le centre communal ou intercommunal d'action sociale du lieu de résidence du demandeur lorsqu'il a décidé d'exercer cette compétence ou, par délégation du président du conseil départemental dans des conditions définies par convention, des associations ou des organismes à but non lucratif.

Le décret mentionné au premier alinéa prévoit les modalités selon lesquelles l'institution mentionnée à l'article L. 5312-1 du code du travail peut concourir à cette instruction.»

Article L.262-16 : « Le service du revenu de solidarité active est assuré, dans chaque département, par les caisses d'allocations familiales et, pour leurs ressortissants, par les caisses de mutualité sociale agricole. »

Article L.262-17 : « Lors du dépôt de sa demande, l'intéressé reçoit, de la part de l'organisme auprès duquel il effectue le dépôt, une information sur les droits et devoirs des bénéficiaires du revenu de solidarité active définis à la section 3 du présent chapitre. Il est aussi informé des droits auxquels il peut prétendre au regard des revenus que les membres de son foyer tirent de leur activité professionnelle et de l'évolution prévisible de ses revenus en cas de retour à l'activité.»

Article L.262-18 : « Sous réserve du respect des conditions fixées à la présente section, le revenu de solidarité active est ouvert à compter de la date de dépôt de la demande ».

Article L.262-22 : « Le président du conseil départemental peut décider de faire procéder au versement d'avances sur droits supposés. »

Article R.262-25-5 : « Lorsqu'elle est déposée auprès des organismes mentionnés à l'article L. 262-16, la demande de revenu de solidarité active est réalisée soit par téléservice, soit par le dépôt d'un formulaire. L'utilisation du téléservice dispense, le cas échéant, l'usager de la fourniture de pièces justificatives dès lors que ces organismes disposent des informations nécessaires ou qu'elles peuvent être obtenues auprès des administrations, collectivités et organismes mentionnés à l'article L. 262-40. »

Article D.262-26 : « La demande de revenu de solidarité active peut être déposée :

- a) Auprès du centre communal ou intercommunal d'action sociale du lieu de domicile du demandeur, lorsque son conseil d'administration a décidé d'instruire les demandes de revenu de solidarité active en application de l'article L. 262-15 ;
- b) Auprès des services du département ;
- c) Auprès des associations ou organismes à but non lucratif auquel le président du conseil général a délégué l'instruction administrative ;
- d) Auprès des organismes chargés du service du revenu de solidarité active mentionnés à l'article L. 262-16 ;
- e) Auprès de Pôle emploi, dès lors que son conseil d'administration a décidé d'instruire les demandes de revenu de solidarité active, en application de l'article D. 262-27.»

Article R.262-42 : « Les caisses de mutualité sociale agricole assurent le service du revenu de solidarité active :

- 1° Lorsque le bénéficiaire, son conjoint, son partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou son concubin relève du régime des non-salariés agricoles ;
- 2° Lorsque le bénéficiaire, son conjoint, son partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou son concubin est salarié agricole, chef d'exploitation ou d'entreprise agricole ou artisan rural, sauf si des prestations familiales sont versées à l'un ou à l'autre par une caisse d'allocations familiales. »

1.5 Modalités concernant l'ouverture, la fin de droit et le versement du RSA

Ouverture de droit

Articles L.262-18, R.262-33 et R.262-36 du code de l'action sociale et des familles

Point de départ : mois du dépôt de la demande si les conditions d'ouverture du droit sont remplies au dernier jour du mois de la demande. Le mois de dépôt de la demande correspond à la date de première manifestation du demandeur, quelle que soit sa forme.

Une demande de RSA incomplète transmise aux organismes payeurs sera régularisée après envoi des pièces manquantes. A ce titre, l'allocataire dispose d'un délai de 4 mois pour transmettre les documents manquants. Passé ce délai, le dossier de RSA sera radié, l'allocataire devra présenter une nouvelle demande de RSA.

L'allocation RSA est versée mensuellement, à terme échu.

Fin de droit

Articles R.262-35 et R.262-40 du code de l'action sociale et des familles

Le droit est radié à compter du mois au cours duquel :

- l'une des conditions d'ouverture du droit n'est plus remplie,
- le délai pour faire valoir droits à créance d'aliments ou à pension alimentaire est échu,
- le premier jour du mois qui suit une période de quatre mois civils consécutifs d'interruption de versement de l'allocation, lorsque les ressources du foyer sont d'un montant supérieur à celui du montant forfaitaire.

Dans le cas d'un versement de Prime d'activité faisant suite à un droit RSA, le dossier RSA reste actif. Le droit RSA pouvant être repris sans nouvelle demande, si les conditions d'éligibilité et de ressources sont à nouveau réunies.

L'allocataire peut par ailleurs demander explicitement la clôture de son dossier RSA.

Seuil de versement d'un droit RSA

Article R.262-39 du code de l'action sociale et des familles

Un montant de RSA inférieur à 6 € n'est pas versé.

Révision du droit

Articles L.262-21 et R.262-37 du code de l'action sociale et des familles

L'allocataire est tenu d'informer l'organisme payeur de tout changement intervenant dans sa situation et sans attendre la prochaine déclaration trimestrielle de ressources (DTR). Cette information communiquée sans tarder permet dans certaines situation un recalcul du droit RSA (ex : cessation d'activité, séparation).

[Cf. Partie 2.3 « Modalités de calcul d'un droit RSA »](#)

L'organisme payeur adresse une notification à l'allocataire à chaque variation du montant du RSA (par courrier ou via le compte personnel allocataire « mon compte » sur le site caf.fr).

Rappel du cadre législatif

Code de l'action sociale et des familles

Article L.262-18 : « Sous réserve du respect des conditions fixées à la présente section, le revenu de solidarité active est ouvert à compter de la date de dépôt de la demande. »

Article L.262-21 : « Il est procédé au réexamen du montant de l'allocation mentionnée à l'article L. 262-2 selon une périodicité définie par décret. Les décisions qui en déterminent le montant sont révisées entre chaque réexamen dans les situations prévues par décret.(...) »

Article R.262-33 : « Sans préjudice des dispositions particulières prévues aux articles L.262-37 et L. 262-38, l'allocation est due à compter du premier jour du mois civil au cours duquel la demande a été déposée auprès d'un des organismes mentionnés à l'article D. 262-26. »

Article R.262-35 : « Le revenu de solidarité active cesse d'être dû à compter du premier jour du mois civil au cours duquel les conditions d'ouverture du droit cessent d'être réunies. Toutefois, en cas de décès du bénéficiaire, d'un enfant ou d'un autre membre du foyer, l'allocation ou la majoration d'allocation cesse d'être due au premier jour du mois civil qui suit celui du décès.»

Article R.262-36 : « L'allocation de revenu de solidarité active est versée mensuellement à terme échu. »

Article R.262-37 : « Le bénéficiaire de l'allocation de revenu de solidarité active est tenu de faire connaître à l'organisme chargé du service de la prestation toutes informations relatives à sa résidence, à sa situation de famille, aux activités, aux ressources et aux biens des membres du foyer ; il doit faire connaître à cet organisme tout changement intervenu dans l'un ou l'autre de ces éléments.»

Article R.262-39 : « Le montant au-dessous duquel l'allocation n'est pas versée est fixé à 6 €.»

Article R.262-40 : « Le président du conseil départemental met fin au droit au revenu de solidarité active et procède à la radiation de la liste des bénéficiaires du revenu de solidarité active, selon les cas :

1° Dans les délais fixés à l'article R. 262-35 lorsque les conditions d'ouverture du droit cessent d'être réunies ;

2° Le premier jour du mois qui suit une période de quatre mois civils consécutifs d'interruption de versement de l'allocation, lorsque les ressources du foyer sont d'un montant supérieur à celui du montant forfaitaire mentionné à l'article L. 262-2 ou lorsque l'interruption est prononcée en application de l'article L. 262-12, et d'interruption du versement de la prime d'activité mentionnée à l'article L. 841-1 du code de la sécurité sociale . Lorsque la prime d'activité est versée et que les ressources sont supérieures au montant forfaitaire, le bénéficiaire peut demander la radiation de la liste des bénéficiaires du revenu de solidarité active ;

3° Au terme de la durée de suspension du versement décidée en vertu du 2° de l'article R. 262-68 lorsque la radiation est prononcée en application de l'article L. 262-38.

Par dérogation au 2°, lorsque l'un des membres du foyer a conclu un des contrats mentionnés aux articles L. 262-35 et L. 262-36 ou un projet personnalisé d'accès à l'emploi mentionné à l'article L. 5411-6-1 du code du travail, la fin de droit au revenu de solidarité active est reportée à l'échéance du contrat ou du projet.»

1.6

RSA et RSA majoré : définitions

RSA

Articles L.262-2 et R.262-1 du code de l'action sociale et des familles

Montant forfaitaire fixé chaque année par décret qui dépend de la composition du foyer du demandeur. Le RSA est une allocation différentielle. Il garantit à chaque foyer, quelle que soit la situation professionnelle de ses membres (en activité ou non), ce montant forfaitaire. Le RSA est financé par le Département.

RSA majoré

Article L.262-9 du code de l'action sociale et des familles

Le montant du RSA versé est « majoré » pour les allocataires du RSA isolés ayant des « sujétions particulières » : la charge d'enfant(s) de moins de 3 ans ou une situation d'isolement récente avec enfant(s) à charge, quel que soit l'âge des enfants.

Le montant majoré est égal à 128, 412 % du montant forfaitaire (soit 700,46 euros en septembre 2017). S'y ajoute, pour chaque enfant à charge, un supplément égal à 42, 804 % du montant forfaitaire applicable à un foyer composé d'une seule personne (soit 233,49 euros en septembre 2017).

La majoration pour isolement

Articles L.262-9 et R.262-2 du code de l'action sociale et des familles

Peuvent ouvrir droit à la majoration pour isolement, les personnes qui sont dans l'une des situations suivantes :

- isolement et grossesse en cours (avec déclaration de grossesse et examens prénataux effectués),
- isolement et charge d'enfant(s).

La durée maximale de perception du RSA majoré est de 12 mois. Toutefois, pour bénéficier des 12 mensualités, l'allocataire doit avoir déposé sa demande de RSA dans les 6 mois qui suivent l'isolement. Au-delà de ce délai, la durée de la majoration est réduite à due proportion.

Cette durée est prolongée jusqu'au mois précédant le 3^{ème} anniversaire du plus jeune enfant.

Exemple

Séparation le 2 janvier 2017 (évènement isolement)

Demande de RSA en septembre 2017

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| 01 17 | 02 17 | 03 17 | 04 17 | 05 17 | 06 17 | 07 17 | 08 17 | 09 17 | 10 17 | 11 17 | 12 17 | 01 18 | 02 18 | 03 18 | 04 18 | 05 18 | 06 18 | 07 18 | 08 18 |
| Période d'analyse : 18 mois à compter de l'isolement | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Période théorique de droit RSA : 12 mois | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Période de droit RSA : 10 mois | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Ouverture de droit RSA majoré à compter de septembre 2017 (date de demande) **jusqu'à juin 2018** (soit, au terme des 18 mois après séparation).

Le droit RSA majoré pourrait éventuellement se poursuivre au-delà de juin 2018, en présence d'un enfant de moins 3 ans.

Situations d'isolement visées (considérant la charge d'enfants nés à naître) : célibataire (c'est-à-dire non marié, non pacsé, hors concubinage), veuf(ve), séparation de fait ou de droit, divorce, fin de vie commune.

La personne isolée peut vivre : dans un logement indépendant, dans sa famille, en foyer, en maison ou hôtel maternel, en centre d'hébergement, en établissement pénitentiaire avec son enfant, chez des tiers.

Situations exclues : le demandeur n'est pas considéré comme isolé lorsque son conjoint réside à l'étranger, est éloigné pour raisons professionnelles ou de santé, est extradé ou expulsé, est interdit de séjour, est incarcéré.

Remarque : La qualité de réfugié ne préjuge pas d'une situation d'isolement. Dans tous les cas, la preuve de l'isolement résulte d'une déclaration sur l'honneur de l'allocataire. Il appartient à l'organisme payeur d'apporter la preuve contraire pour mettre fin au droit.

Dès lors que l'allocataire ne remplit plus les conditions de la majoration pour isolement, il devient allocataire du RSA sans majoration sans avoir à déposer une nouvelle demande et à condition qu'il remplisse les autres conditions d'accès au droit (titre de séjour, situation professionnelle...).

Rappel du cadre législatif

Code de l'action sociale et des familles

Article L.262-2 : « Toute personne résidant en France de manière stable et effective, dont le foyer dispose de ressources inférieures à un montant forfaitaire, a droit au revenu de solidarité active dans les conditions définies au présent chapitre.

Le revenu de solidarité active est une allocation qui porte les ressources du foyer au niveau du montant forfaitaire. Il est complété, le cas échéant, par l'aide personnalisée de retour à l'emploi mentionnée à [l'article L. 5133-8](#) du code du travail. »

Article L.262-9 : « Le montant forfaitaire mentionné à l'article [L. 262-2](#) est majoré, pendant une période d'une durée déterminée, pour :

1° Une personne isolée assumant la charge d'un ou de plusieurs enfants ;

2° Une femme isolée en état de grossesse, ayant effectué la déclaration de grossesse et les examens prénataux.

La durée de la période de majoration est prolongée jusqu'à ce que le dernier enfant ait atteint un âge limite.

Est considérée comme isolée une personne veuve, divorcée, séparée ou célibataire, qui ne vit pas en couple de manière notoire et permanente et qui notamment ne met pas en commun avec un conjoint, concubin ou partenaire de pacte civil de solidarité ses ressources et ses charges. Lorsque l'un des membres du couple réside à l'étranger, n'est pas considéré comme isolé celui qui réside en France. »

Article R.262-1 : « Le montant forfaitaire mentionné à [l'article L. 262-2](#) applicable à un foyer composé d'une seule personne est majoré de 50 % lorsque le foyer comporte deux personnes. Ce montant est ensuite majoré de 30 % pour chaque personne supplémentaire présente au foyer et à la charge de l'intéressé. Toutefois, lorsque le foyer comporte plus de deux enfants ou personnes de moins de vingt-cinq ans à charge, à l'exception du conjoint, du partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou du concubin de l'intéressé, la majoration à laquelle ouvre droit chacun de ces enfants ou personnes est portée à 40 % à partir de la troisième personne.

Dans le cas des personnes isolées au sens de [l'article L. 262-9](#), le montant majoré est égal à 128,412 % du montant forfaitaire mentionné à l'article L. 262-2 applicable à un foyer composé d'une seule personne. S'y ajoute, pour chaque enfant à charge, un supplément égal à 42,804 % du montant forfaitaire applicable à un foyer composé d'une seule personne, mentionné à l'article L. 262-2. Le même supplément s'applique lorsque le foyer comporte d'autres personnes à charge que des enfants.»

Article R.262-2 : « La durée maximale pendant laquelle la majoration du montant forfaitaire mentionnée à l'article L. 262-9 est perçue est de douze mois. Pour bénéficier de cette durée maximale, la demande doit être présentée dans un délai de six mois soit à compter de la date à laquelle une personne isolée commence à assumer la charge effective et permanente d'un enfant ou, pour les femmes enceintes, à la date de la déclaration de grossesse, soit à compter de la date à laquelle une personne ayant un ou plusieurs enfants doit, du fait qu'elle devient isolée, en assumer désormais la charge effective et permanente. Au-delà de ce délai, la durée de service de l'allocation majorée est réduite à due proportion.

Toutefois, cette durée de douze mois est prolongée jusqu'à ce que le plus jeune enfant à charge ait atteint l'âge de trois ans. Cette disposition s'applique même si le parent isolé n'a assumé la charge de l'enfant qu'après la date à laquelle les conditions d'ouverture du droit à l'allocation ont été réunies ».

1.7

Les principes de subsidiarité et de subrogation

La subsidiarité

Articles L.262-10, L.262-11 et R.262-46 à R.262-49 du code de l'action sociale et des familles

S'agissant d'une allocation subsidiaire, le RSA n'est perçu qu'après épuisement des autres droits. L'intéressé doit faire valoir ses droits à toutes les prestations sociales, législatives, réglementaires, conventionnelles ou avantages auxquels il peut prétendre. Le RSA n'a pas vocation à se substituer à ces ressources, mais seulement à les compléter le cas échéant.

Cette obligation concerne tous les allocataires du RSA y compris les allocataires du RSA majoré.

Il appartient à l'instructeur et aux organismes payeurs d'informer le demandeur et/ou son conjoint, concubin, pacsé, de ses obligations. Le cas échéant, les organismes payeurs et le Département assistent le demandeur dans ses démarches.

Les principaux droits et prestations concernés sont :

- les allocations de chômage,
- les prestations familiales,
- les pensions de réversion, les avantages vieillesse et invalidité, les rentes accident du travail,
- les pensions vieillesse des régimes légalement obligatoires,
- les créances alimentaires.

Cette obligation existe à l'ouverture de droit mais aussi en cours de droit pour tout changement de situation générant un droit potentiel à prestation sociale ou autre droit (séparation, atteinte d'âge légal au droit à la retraite, maladie ou accident...).

Pour les prestations sociales, un délai de deux mois, à compter de l'ouverture de droit RSA, est laissé à l'allocataire pour faire valoir l'ensemble de ses droits à la prestation.

Pour l'obligation alimentaire, l'allocataire dispose d'un délai de 4 mois, à compter de son ouverture de droit RSA, pour faire valoir ses droits pour lui-même et/ou pour ses enfants.

[Cf. Partie 2.7 « Les pensions alimentaires »](#)

En l'absence de justificatif de démarches, le montant du RSA est réduit (obligation alimentaire entre ex-conjoint) ou suspendu (prestations sociales et obligation alimentaire pour allocataires de moins de 30 ans hébergés).

Précision sur l'obligation à faire valoir ses droits à pension vieillesse

S'agissant des personnes reconnues inaptes, celles-ci ont l'obligation de faire valoir leurs droits à pension vieillesse (retraite ou allocation de solidarité aux personnes âgées -aspa-) dès l'âge légal de départ à la retraite atteint (60, 61, 62 ans ... en fonction de leur date de naissance).

S'agissant des personnes non reconnues inaptes, celles-ci ont l'obligation de faire valoir leurs droits à pension vieillesse (retraite ou aspa) à compter de 65 ans. Toutefois ces personnes ont la possibilité de refuser la liquidation de leur pension vieillesse si le montant proposé est moins favorable que celui d'une retraite à taux plein. **Le justificatif de ce report** doit être transmis à l'organisme payeur CAF ou MSA.

L'allocataire aura obligation de faire valoir et prendre son droit à pension vieillesse et à l'aspa à compter de l'âge auquel il peut prétendre à une retraite à taux plein (de 65 à 67 ans en fonction de sa date de naissance).

Réforme des retraites de 2014 et incidence sur le RSA

Age légal de départ à la retraite : il passe de 60 à 62 ans de manière progressive.

Ainsi, l'âge légal de départ à la retraite est différent d'un allocataire à l'autre selon sa classe d'âge :

Nés avant le 30/06/1951 : 60 ans

Nés entre le 01/07/1951 et le 31/12/1951 : 60 ans et 4 mois
Nés en 1952 : 60 ans et 9 mois
Nés en 1953 : 61 ans et 2 mois
Nés en 1954 : 61 ans et 7 mois
Nés en 1955 et après : 62 ans

Age à compter duquel, l'allocataire peut prétendre à un versement de droit à la retraite à taux plein :

Age à compter duquel l'allocataire peut justifier d'une durée d'affiliation aux régimes retraite au moins égale aux trimestres requis (soit 163 à 172 trimestres en fonction de l'année de naissance) ou, à défaut, à l'âge légal de départ à la retraite+ 5 ans.

La subrogation

Article L.262-11 du code de l'action sociale et des familles

Sous réserve que l'allocataire ait fait les démarches nécessaires pour faire valoir ses droits aux prestations auxquelles il peut prétendre (AAH, pension retraite...), et dans l'attente de leur liquidation, la CAF ou la MSA continuent de verser le RSA.

Une fois la prestation attendue liquidée, l'organisme débiteur réserve le rappel de prestation et rembourse à l'organisme payeur du RSA, le montant de RSA qu'il a versé par avance pendant la période concernée. Ainsi, la subrogation conduit l'organisme débiteur de la prestation attendue à ne verser au bénéficiaire qu'un rappel de prestation diminué du trop-perçu du RSA constaté sur la période.

En revanche, s'il s'agit d'une avance sans subrogation (ex : allocations chômage), un indu peut être notifié suite au changement de la situation professionnelle.

Un rappel de droit chômage est pris en compte sur le trimestre de perception de ce droit (et non pas sur le trimestre d'affectation de ce droit).

Exemple

DTR des mois 01/02/03 : 0 ressource perçue -> le RSA est payé à taux plein pour les mois 04/05/06.
DTR des mois 04/05/06 : rappel de droit Pôle Emploi perçu en 06 (avec ouverture de droit rétroactive à compter de février) -> ce montant de ressources, perçu en 06 (figurant sur la DTR 04/05/06) ne sera pris en compte que pour le paiement du droit des mois 07/08/09 (et non pas pour le paiement du droit sur les mois 04/05/06 considérant l'ouverture de droit rétroactive dès février).

Rappel du cadre législatif

Code de l'action sociale et des familles

Article L.262-10 : « Le droit au revenu de solidarité active est subordonné à la condition que le foyer fasse valoir ses droits aux prestations sociales, législatives, réglementaires et conventionnelles, à l'exception des allocations mensuelles mentionnées à l'article L. 222-3 et, sauf pour les personnes reconnues inaptes au travail dont l'âge excède celui mentionné au [premier alinéa de l'article L. 351-1 du code de la sécurité sociale](#), des pensions de vieillesse des régimes légalement obligatoires.

En outre, il est subordonné à la condition que le foyer fasse valoir ses droits :

1° Aux créances d'aliments qui lui sont dues au titre des obligations instituées par les articles 203, 212, 214, 255, 342 et 371-2 du code civil ainsi qu'à la prestation compensatoire due au titre de l'article 270 du même code

2° Aux pensions alimentaires accordées par le tribunal au conjoint ayant obtenu le divorce, dont la requête initiale a été présentée avant l'entrée en vigueur de la loi n° 75-617 du 11 juillet 1975 portant réforme du divorce.»

Article L.262-11 : « Les organismes chargés de l'instruction des demandes et du service du revenu de solidarité active, mentionnés aux articles L. 262-15 et L. 262-16, assistent le demandeur dans les démarches rendues nécessaires pour la réalisation des obligations mentionnées à l'article L. 262-10.

Une fois ces démarches engagées, l'organisme chargé du service sert, à titre d'avance, le revenu de solidarité active au bénéficiaire et, dans la limite des montants alloués, est subrogé, pour le compte du département, dans les droits du foyer vis-à-vis des organismes sociaux ou de ses débiteurs.»

Article R.262-46 : « Conformément à l'article L. 262-10, le foyer dispose d'un délai de deux mois à compter du dépôt de sa demande pour faire valoir ses droits aux prestations sociales mentionnées au premier alinéa de cet article.

Toutefois, le droit à l'allocation de soutien familial est, en application de l'article R. 523-2 du code de la sécurité sociale, ouvert aux bénéficiaires de la majoration mentionnée à l'article L. 262-9 sans qu'ils aient à en faire la demande.

Lorsque le foyer ne remplit pas les conditions d'ouverture de droit à l'allocation de soutien familial, mais qu'il a acquis des droits à des créances d'aliments, il dispose d'un délai de quatre mois à compter de sa demande d'allocation de revenu de solidarité active pour faire valoir ses droits.»

Article R.262-47 : « Le foyer qui acquiert des droits aux prestations sociales ou aux créances d'aliments mentionnées à l'article L. 262-10 dont il ne disposait pas lors de l'ouverture du droit à l'allocation de revenu de solidarité active est tenu de faire valoir ces droits et d'informer le président du conseil départemental, ainsi que l'organisme chargé du service de l'allocation, du changement de sa situation. Le président du conseil départemental enjoint si nécessaire le bénéficiaire de procéder aux démarches correspondantes. Les délais mentionnés à [l'article R. 262-46](#) courent à compter de cette notification.»

Article R.262-48 : « La dispense de faire valoir ses droits à créance alimentaire peut être accordée au foyer lorsque le débiteur d'aliments, pour des raisons tenant notamment aux difficultés sociales qu'il rencontre, à sa situation de santé ou à sa situation familiale, est hors d'état de remplir les obligations mentionnées aux troisième et quatrième alinéas de l'article L. 262-10.

Il peut également en être dispensé s'il dispose d'un motif légitime de ne pas faire valoir ses droits.»

Article R.262-49 : « Si, à l'issue des délais mentionnés aux [articles R. 262-46 et R. 262-47](#), le foyer n'a pas fait valoir ses droits aux prestations ou aux créances d'aliments mentionnées à l'article L. 262-10 ou n'a pas demandé à être dispensé de cette obligation et que le président du conseil départemental a l'intention de mettre fin au versement de l'allocation ou de procéder à une réduction de l'allocation, ce dernier en informe par écrit le foyer, lui indique le cas échéant le montant de la réduction envisagée et lui fait connaître qu'il dispose d'un délai d'un mois pour présenter des observations écrites ou demander à être entendu, assisté, le cas échéant, de la personne de son choix.

Les dispositions de l'alinéa précédent sont également applicables lorsque le président du conseil départemental envisage de refuser la dispense demandée.

La réduction mentionnée à l'article L. 262-12 est au plus égale au montant de l'allocation de soutien familial mentionnée à [l'article L. 523-1](#) due à un parent ayant un seul enfant.

Les informations prévues aux alinéas précédents et la décision de réduction ou de fin de droit de l'allocation prise par le président du conseil départemental sont notifiées au foyer par lettre recommandée avec avis de réception. La réduction prend fin, par décision du président du conseil départemental, le premier jour du mois au cours duquel le foyer a fourni des éléments justifiant qu'il a fait valoir ses droits. »

1.8

Les droits associés au RSA

La situation de l'allocataire du RSA est examinée, par l'organisme concerné, au regard de chaque droit connexe considéré.

Droit à un accompagnement social et professionnel

Article L.262-27 du code de l'action sociale et des familles

Les allocataires du RSA ont droit à un accompagnement social et professionnel adapté à leur situation et leurs besoins :

- réalisé par un référent unique si l'allocataire est parallèlement soumis à un devoir d'insertion,
- ou s'il n'est pas soumis à un devoir d'insertion, en sollicitant s'il le souhaite un rendez-vous auprès des services de Pôle emploi ou des organismes compétents en matière d'insertion sociale.

[Cf. Partie 1.9 « Les devoirs liés au RSA »](#)

La protection universelle maladie (PUMA) et la couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C)

Les allocataires du RSA sont éligibles à la PUMA (s'ils sont affiliés à la sécurité sociale) et à la CMU-C à **condition d'en faire la demande**.

Lors de l'instruction d'une première demande de RSA, un droit provisoire (de 3 mois) à la CMUC est ouvert. Pour ce faire, le formulaire de demande de CMUC et l'attestation de dépôt d'une demande de RSA doivent être transmises à la CPAM. Le rôle de l'instructeur RSA est d'informer le demandeur de ses droits à la PUMA et la CMU-C et éventuellement de le soutenir dans ses démarches.

La prolongation du droit (9 mois) est générée automatiquement par la CPAM suite à la réception de l'information d'ouverture de droit RSA (échanges informatiques CAF/CPAM).

Précisions sur la protection sociale :

L'affiliation à la PUMA permet une prise en charge par l'assurance maladie (part obligatoire) des soins de santé (maladie, maternité).

La CMU complémentaire permet de couvrir en partie ou en totalité les soins de santé (part complémentaire). Le bénéficiaire est aussi dispensé de faire l'avance des frais.

Tarif de première nécessité (TPN) pour la fourniture d'électricité et tarif spécial de solidarité (TSS) pour la fourniture de gaz

Décret n°2004-325 du 08 avril 2004 et décret n°2008-778 du 13 août 2008

Il s'agit de réductions appliquées sur les factures d'électricité et de gaz applicables aux foyers bénéficiaires de la CMU-C ou dont les ressources annuelles sont inférieures ou égales au plafond permettant de bénéficier de la CMU-C.

Aucune démarche n'est à effectuer, les organismes d'assurance maladie ou l'administration fiscale transmettant aux fournisseurs d'énergies la liste des personnes répondant aux critères d'éligibilité.

Si l'allocataire remplit ces critères, il recevra de la part des fournisseurs d'énergie une attestation confirmant son droit aux TPN et TSS.

Le préavis logement

Confirmé par l'article 5 de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové

Le préavis logement est réduit à 1 mois pour tous les allocataires du RSA quittant leur logement.

La taxe d'habitation et la redevance audiovisuelle

Articles 1414 et suivants et 1605 et suivants du Code général des impôts

Les allocataires du RSA ne sont pas exonérés de fait de la taxe d'habitation et de la redevance audiovisuelle. Les ressources de l'année fiscale de référence sont prises en compte pour la détermination du montant de la taxe d'habitation et de la redevance audiovisuelle.

En pratique, les personnes dépourvues de ressources sur l'année de référence se voient octroyer une exonération totale. Le cas échéant, l'allocataire est invité à se rapprocher des services fiscaux.

La réduction sociale téléphonique

Article R.20-34 du code des postes et des communications électroniques

La réduction sociale s'applique à l'offre de service téléphonique de base dite *service universel* pour une [résidence principale](#) (téléphone fixe) et ne concerne pas les offres couplées de type téléphone/internet/télévision.

La réduction du montant de l'abonnement est accordée pour une durée de 1 an, renouvelable sur présentation d'une attestation remise par l'organisme payeur CAF ou MSA. Cette attestation est à transmettre à l'opérateur de téléphonie.

L'aide juridictionnelle

Article 4 de la loi n°91-674 du 10 juillet 1991 modifiée par la loi n°2015-1785 du 29 décembre 2015

Les allocataires du RSA socle peuvent bénéficier de l'aide juridictionnelle sans avoir à justifier de la faiblesse de leurs ressources.

Les aides au logement et les prestations familiales soumises à condition de ressources

Le montant des aides au logement et des prestations familiales soumises à condition de ressources est calculé sur la base des ressources annuelles N-2.

Le fait d'être allocataire du RSA ouvre droit à une neutralisation de ces ressources annuelles de référence.

Les ressources annuelles N-2 ne sont donc pas prises en compte pour le calcul mensuel des aides au logement et des prestations familiales soumises à condition de ressources si l'allocataire percevait du RSA le mois précédent le versement de ces allocations.

L'insaisissabilité du RSA

Articles L.262-46 et L.262-48 du code de l'action sociale et des familles

Le RSA est insaisissable.

Lorsqu'un compte fait l'objet d'une saisie, la banque laisse à la disposition du débiteur, sans qu'aucune demande ne soit nécessaire, une somme à caractère alimentaire d'un montant égal au montant forfaitaire du RSA pour une personne seule.

NB : cette disposition s'applique à tous les titulaires de comptes bancaires, qu'ils soient allocataires du RSA ou non (*Décret n°2009-1694 du 30 décembre 2009 relatif à la mise à disposition automatique d'une somme à caractère alimentaire sur un compte saisi*).

Pour autant, et en cas de trop perçu de prestation notifié par la CAF ou la MSA, ce trop perçu est récupéré par retenues sur les prestations à venir (**principe de fongibilité**, art. L.262-46 du Casf) dont les prestations RSA. Dans ce contexte, le foyer percevra un montant de RSA mensuel inférieur à celui auquel il pouvait prétendre.

Les droits locaux (transports, cantine, loisirs...)

Les allocataires RSA peuvent bénéficier de tarifs réduits ou de la gratuité de certains services publics. Pour cela, ils doivent contacter directement le service concerné (mairie, département, région...) selon le type de droit. Ces réductions sont de moins en moins liées strictement au fait de percevoir un droit RSA mais plus souvent soumises à des conditions de ressources, l'allocataire du RSA pouvant y prétendre à ce titre.

Rappel du cadre législatif :

Code de l'action sociale et des familles

Article L.262-27 : « Le bénéficiaire du revenu de solidarité active a droit à un accompagnement social et professionnel adapté à ses besoins et organisé par un référent unique. Pour l'application de la présente section, les mêmes droits et devoirs s'appliquent au bénéficiaire et à son conjoint, concubin ou partenaire lié par un pacte civil de solidarité, qui signent chacun le projet ou l'un des contrats mentionnés aux articles L. 262-34 à L. 262-36.

Le bénéficiaire, lorsqu'il n'est pas tenu aux obligations définies à l'article L. 262-28, peut solliciter chaque année un rendez-vous auprès des organismes mentionnés à l'article L. 262-29 pour évoquer les conditions permettant l'amélioration de sa situation professionnelle. »

Article L262-46 : « Tout paiement indu de revenu de solidarité active est récupéré par l'organisme chargé du service de celui-ci ainsi que, dans les conditions définies au présent article, par les collectivités débitrices du revenu de solidarité active.

Toute réclamation dirigée contre une décision de récupération de l'indu, le dépôt d'une demande de remise ou de réduction de créance ainsi que les recours administratifs et contentieux, y compris en appel, contre les décisions prises sur ces réclamations et demandes ont un caractère suspensif.

Sauf si le bénéficiaire opte pour le remboursement de l'indu en une seule fois, l'organisme mentionné au premier alinéa procède au recouvrement de tout paiement indu de revenu de solidarité active par retenues sur les montants à échoir.

A défaut, l'organisme mentionné au premier alinéa peut également, dans des conditions fixées par décret, procéder à la récupération de l'indu par retenues sur les échéances à venir dues au titre des prestations familiales, de l'allocation de logement et de la prime d'activité mentionnées, respectivement, aux articles L. 511-1, L. 831-1 et L. 841-1 du code de la sécurité sociale, au titre des prestations mentionnées au titre II du livre VIII du même code ainsi qu'au titre de l'aide personnalisée au logement mentionnée à l'article L. 351-1 du code de la construction et de l'habitation. (...) »

Article L.262-48 : « Le revenu de solidarité active est incessible et insaisissable. »

Loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové

Article 5 : « (...) c) Le deuxième alinéa du même I est remplacé par neuf alinéas ainsi rédigés :

Lorsqu'il émane du locataire, le délai de préavis applicable au congé est de trois mois.

Le délai de préavis est toutefois d'un mois : (...)

4° Pour les bénéficiaires du revenu de solidarité active ou de l'allocation adulte handicapé ; (...) »

Code des postes et communications électroniques

Article R.20-34 : « I.-Les personnes physiques qui ont droit au revenu de solidarité active et dont les ressources annuelles du foyer, prises en compte pour le calcul du revenu de solidarité active conformément à l'article L. 262-3 du code de l'action sociale et des familles, n'excèdent pas le montant forfaitaire mentionné à l'article L. 262-2 du même code ou qui perçoivent l'allocation de solidarité spécifique ou l'allocation aux adultes handicapés et qui ont souscrit un contrat pour la fourniture d'une des prestations décrites au I de l'article R. 20-30-1 auprès du ou des opérateurs autorisés à fournir la réduction tarifaire, bénéficient, sur leur demande, d'une réduction de leur facture téléphonique. A cette fin, l'organisme gestionnaire de la prestation au titre de laquelle le droit à réduction tarifaire est ouvert leur délivre chaque année une attestation. L'intéressé transmet ladite attestation accompagnée du nom de chacun des opérateurs qui le dessert.(...) »

Loi n°91-674 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique (modifiée par la loi n°2015-1785 du 29 décembre 2015)

Article 4 : « Le demandeur à l'aide juridictionnelle doit justifier, pour l'année 2016, que ses ressources mensuelles sont inférieures à 1 000 € pour l'aide juridictionnelle totale et à 1 500 € pour l'aide juridictionnelle partielle. (...)

Le demandeur bénéficiaire de l'allocation de solidarité aux personnes âgées ou du revenu de solidarité active est dispensé de justifier de l'insuffisance de ses ressources.(...)»

1.9

Les devoirs liés au RSA

La logique des droits et devoirs

Articles L.262-17, L.262-27, L.262-28, D.262-65 du code de l'action sociale et des familles

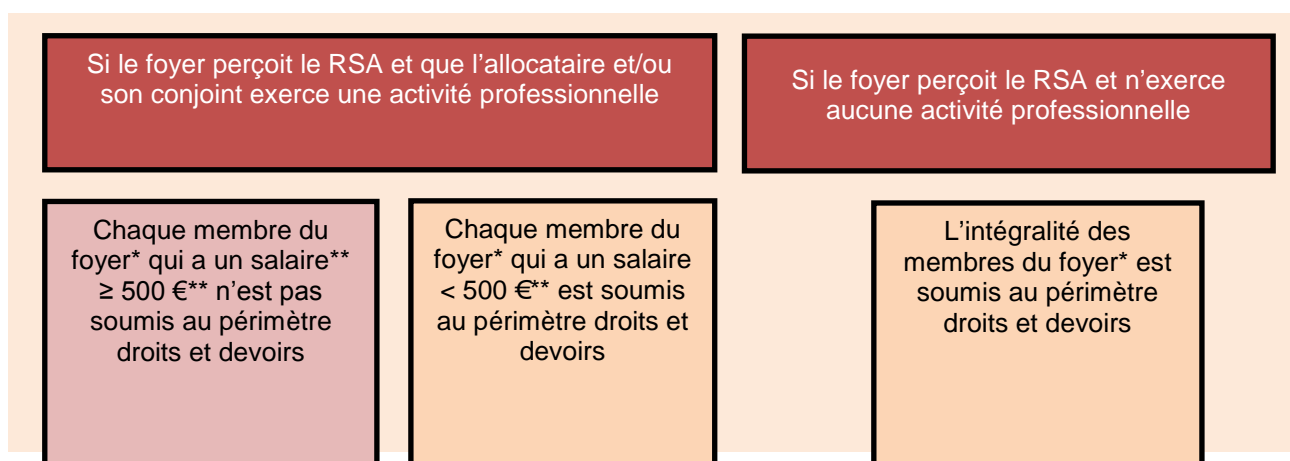
Le bénéficiaire du RSA a « droit » au versement de son allocation et à un accompagnement pour le soutenir dans ses démarches nécessaires à une meilleure insertion sociale et/ou professionnelle.

En contrepartie, il est soumis à des obligations (ou « devoirs »). L'allocataire est contraint, sous peine de perdre le bénéfice du RSA, à :

- rechercher un emploi,
- ou entreprendre les démarches nécessaires à la création de sa propre activité,
- ou entreprendre les actions nécessaires à une meilleure insertion sociale.

Sont soumis aux droits et devoirs, les allocataires et leurs conjoints (condition vérifiée pour chacun):

- qui sont sans emploi,
- ou qui exercent une activité professionnelle, dont la moyenne des revenus d'activité du trimestre de référence, est inférieure à 500 € par mois en moyenne.



* Les enfants et autres personnes à charge de - 25 ans ne sont pas concernés par les droits et devoirs.

** moyenne mensuelle des revenus d'activité perçus en trimestre de référence.

L'orientation vers le référent et les différents types de contrats

Articles L.262-29, L.262-34 à 36 et R.262-65-1 et 2 du code de l'action sociale et des familles

Les allocataires sont informés, par notification de la CAF ou la MSA, de leur éligibilité à l'allocation de revenu de solidarité active ainsi que des obligations qui en découlent.

Les organismes payeurs informent en parallèle le Département qui devra décider de l'orientation de ces allocataires dans un délai de deux mois.

Le Département met en œuvre des dispositifs d'orientation adaptés associant les structures référentes d'accompagnement. Ces modalités sont communiquées et consultables sur le site internet Isère.fr

En Isère, les allocataires qui sont soumis aux droits et devoirs sont ainsi orientés dans l'un des 4 parcours suivants :

- **Le parcours emploi dit de « droit commun »** destiné aux demandeurs d'emploi dont l'expérience, les compétences, les secteurs d'activités laissent penser que l'employabilité et l'autonomie sont suffisantes pour utiliser au mieux l'offre de service de Pôle emploi.

Référent : Pôle emploi.

Contractualisation des engagements : projet personnalisé d'accès à l'emploi (PPAE).

➔ Le PPAE doit être conclu avec Pôle emploi, **dans le mois suivant l'orientation** et dans les conditions du droit commun de tous les demandeurs d'emploi.

- **Le parcours « emploi renforcé »** vise les demandeurs d'emploi dont l'autonomie et le projet professionnel ne sont pas suffisamment confirmés pour accéder à l'offre de service de Pôle emploi.
Référents : animateurs locaux d'insertion (ALI), référents du Plan Local d'Insertion pour l'Emploi (PLIE), conseillers Pôle Emploi accompagnement global.
Contractualisation des engagements : contrat d'engagements réciproques (CER) avec volet professionnel ou projet personnalisé d'accès à l'emploi (PPAE) pour les allocataires orientés sur Pôle Emploi (accompagnement 4^{ème} modalité).
→ Ce contrat doit être élaboré **dans un délai d'un mois après l'orientation si le référent dépend d'une structure participant au Service Public de l'Emploi (SPE) ou dans le délai de deux mois dans les autres situations.** Il doit faire apparaître les engagements de chacun (allocataire, référent et Département) en matière d'insertion professionnelle.

- **Le parcours « accompagnement spécifique »** est proposé aux personnes exerçant une activité non salariée et qui rencontrent des difficultés dans le développement de leur activité. Les professionnels chargés de l'accompagnement mesurent le potentiel de viabilité de l'activité, formulent des préconisations à partir de la réalisation d'un diagnostic et accompagnent l'allocataire dans les démarches de développement ou de cessation de leur activité.
Référents : structures spécialisées, chambres consulaires, chambre d'agriculture.
Contractualisation des engagements : contrat d'engagements réciproques (CER) avec volet professionnel.
→ Ce contrat doit être élaboré **dans un délai de deux mois après l'orientation.** Il doit faire apparaître les engagements de chacun (allocataire, référent et Département) en matière d'insertion professionnelle.

- **Le parcours social-santé-insertion** est privilégié pour les personnes rencontrant des difficultés faisant obstacle, momentanément ou durablement, à une démarche directe de recherche d'emploi. Ces difficultés peuvent être d'ordre familial, social, médical, liées au logement...
Référents : assistants sociaux du Département, des CCAS, et des services sociaux spécialisés (MSA, Action Promotion en Milieu Voyageur APMV, Centre Hébergement et de Réinsertion Sociale CHRS,...)
Contractualisation des engagements : contrat d'engagements réciproques (CER)
→ Ce contrat doit être élaboré **dans un délai de deux mois après l'orientation.** Il doit faire apparaître les engagements de chacun (allocataire, référent et Département) en matière d'insertion professionnelle et/ou professionnelle.

L'allocataire du RSA élabore avec son référent un contrat permettant de définir un parcours d'insertion, comprenant un diagnostic assorti d'un plan d'action et des engagements de chacune des parties. Le contrat est ensuite validé par le chef du service insertion ou développement social qui agit par délégation du Président du Conseil départemental.

Le non-respect ou l'absence de signature d'un CER ou d'un PPAE est un motif de réduction puis radiation du droit RSA et ce pour l'ensemble du foyer.

[Cf. Partie 4.1 « La suspension »](#)

La Réorientation

Article L.262-30 du code de l'action sociale et des familles

Dans le cadre de son accompagnement, l'allocataire ou son référent peuvent demander une réorientation c'est-à-dire un changement de parcours pour un accompagnement au plus proche de la

situation : passage du parcours « social-santé-insertion » au parcours « emploi renforcé » par exemple.

Les réorientations sont examinées **en équipe pluridisciplinaire**.

Zoom : Les équipes pluridisciplinaires en Isère.

Arrêté n°2017/156

L'équipe pluridisciplinaire (EP) est une instance obligatoire créée par la loi du 1^{er} décembre 2008 (art. L.262-39 du code de l'action sociale et des familles). Elle émet un avis sur les mesures de réductions avant radiation du droit RSA (situation de non-respect ou de non signature d'un CER ou d'un PPAE) ainsi que sur toutes les décisions de réorientations.

L'allocataire est informé par courrier que son dossier sera étudié en équipe pluridisciplinaire et peut demander à être entendu, éventuellement accompagné de la personne de son choix.

Il existe 13 équipes pluridisciplinaires en Isère, correspondant au découpage territorial du Département. Elles sont présidées par les 13 présidents des conférences territoriales des solidarités (CTS), ou leurs élus suppléants. En cas d'absence de ces élus, délégation est donnée au chef de service insertion du territoire.

La composition-type des EP est la suivante :

- le Président de la CTS (ou son suppléant élu),
- 1 cadre du territoire,
- 1 cadre représentant de Pôle emploi,
- 1 cadre représentant les CCAS conventionnés avec le Département pour l'instruction et l'accompagnement des allocataires du RSA,
- 1 cadre représentant les structures employeurs des animateurs locaux d'insertion (ALI) ou référents du parcours emploi renforcé,
- 1 cadre représentant de l'organisme gestionnaire du Plan local pour l'insertion et l'emploi (PLIE) ou de la Maison de l'emploi Centre-Isère le cas échéant,
- 1 ou 2 représentants des allocataires du RSA désignés par leur Forum territorial.

Rappel du cadre législatif

Code de l'action sociale et des familles

Article L.262-17 : « Lors du dépôt de sa demande, l'intéressé reçoit, de la part de l'organisme auprès duquel il effectue le dépôt, une information sur les droits et devoirs des bénéficiaires du revenu de solidarité active définis à la section 3 du présent chapitre. Il est aussi informé des droits auxquels il peut prétendre au regard des revenus que les membres de son foyer tirent de leur activité professionnelle et de l'évolution prévisible de ses revenus en cas de retour à l'activité.»

Article L.262-27 : « Le bénéficiaire du revenu de solidarité active a droit à un accompagnement social et professionnel adapté à ses besoins et organisé par un référent unique. Pour l'application de la présente section, les mêmes droits et devoirs s'appliquent au bénéficiaire et à son conjoint, concubin ou partenaire lié par un pacte civil de solidarité, qui signent chacun le projet ou l'un des contrats mentionnés aux articles L. 262-34 à L. 262-36. Le bénéficiaire, lorsqu'il n'est pas tenu aux obligations définies à l'article L. 262-28, peut solliciter chaque année un rendez-vous auprès des organismes mentionnés à l'article L. 262-29 pour évoquer les conditions permettant l'amélioration de sa situation professionnelle.»

Article L.262-28 : « Le bénéficiaire du revenu de solidarité active est tenu, lorsqu'il est sans emploi ou ne tire de l'exercice d'une activité professionnelle que des revenus inférieurs à une limite fixée par décret, de rechercher un emploi, d'entreprendre les démarches nécessaires à la création de sa propre activité ou d'entreprendre les actions nécessaires à une meilleure insertion sociale ou professionnelle.

Pour les bénéficiaires du revenu de solidarité active titulaires d'un des revenus de remplacement prévus à l'article L. 5421-2 du code du travail, le respect des obligations mentionnées à l'article L. 5421-3 du même code vaut respect des règles prévues par la présente section.

Les obligations auxquelles est tenu, au titre du présent article, le bénéficiaire ayant droit à la majoration mentionnée à l'article L. 262-9 du présent code tiennent compte des sujétions particulières, notamment en matière de garde d'enfants, auxquelles celui-ci est astreint.»

Article L.262-29 : « Le président du conseil départemental oriente le bénéficiaire du revenu de solidarité active tenu aux obligations définies à l'article L. 262-28 :

1° De façon prioritaire, lorsqu'il est disponible pour occuper un emploi au sens des articles L. 5411-6 et L. 5411-7 du code du travail ou pour créer sa propre activité, soit vers l'institution mentionnée à l'article L. 5312-1 du même code, soit, si le département décide d'y recourir, vers l'un des organismes de placement mentionnés au 1° de l'article L. 5311-4 du code du travail, ou encore vers un des réseaux d'appui à la création et au développement des entreprises mentionnés à l'article 200 octies du code général des impôts, en vue d'un accompagnement professionnel et, le cas échéant, social ;

2° Lorsqu'il apparaît que des difficultés tenant notamment aux conditions de logement, à l'absence de logement ou à son état de santé font temporairement obstacle à son engagement dans une démarche de recherche d'emploi, vers les autorités ou organismes compétents en matière d'insertion sociale ;

3° Lorsque le bénéficiaire est âgé de moins de vingt-cinq ans et que sa situation le justifie, vers les missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes mentionnées à l'article L. 5314-1 du code du travail.»

Article L.262-30 : « L'organisme vers lequel le bénéficiaire du revenu de solidarité active est orienté désigne le référent prévu à l'article L. 262-27. Lorsque le bénéficiaire est orienté vers l'institution mentionnée à l'article L. 5312-1 du code du travail, le référent est désigné soit en son sein, soit au sein d'un organisme participant au service public de l'emploi. Si l'examen de la situation du bénéficiaire fait apparaître que, compte tenu de ses difficultés, un autre organisme serait mieux à même de conduire les actions d'accompagnement nécessaires, ou si le bénéficiaire a été radié de la liste mentionnée à l'article L. 5411-1 du code du travail pour une durée supérieure à un seuil fixé par décret, le référent propose au président du conseil départemental de procéder à une nouvelle orientation.

Le président du conseil départemental désigne un correspondant chargé de suivre les évolutions de la situation des bénéficiaires et d'appuyer les actions des référents.»

Article L.262-34 : « Le bénéficiaire du revenu de solidarité active orienté vers l'institution mentionnée à l'article L. 5312-1 du code du travail élabore conjointement avec le référent désigné au sein de cette institution ou d'un autre organisme participant au service public de l'emploi le projet personnalisé d'accès à l'emploi mentionné à l'article L. 5411-6-1 du même code.»

Article L.262-35 : « Le bénéficiaire du revenu de solidarité active orienté vers un organisme participant au service public de l'emploi autre que l'institution mentionnée à l'article L. 5312-1 du code du travail conclut avec le département, représenté par le président du conseil départemental, sous un délai d'un mois après cette orientation, un contrat librement débattu énumérant leurs engagements réciproques en matière d'insertion professionnelle

Ce contrat précise les actes positifs et répétés de recherche d'emploi que le bénéficiaire s'engage à accomplir. Il précise également, en tenant compte de la formation du bénéficiaire, de ses qualifications, de ses connaissances et compétences acquises au cours de ses expériences professionnelles, de sa situation personnelle et familiale ainsi que de la situation du marché du travail local, la nature et les caractéristiques de l'emploi ou des emplois recherchés, la zone géographique privilégiée et le niveau de salaire attendu. Le bénéficiaire ne peut refuser plus de deux offres raisonnables d'emploi ainsi définies. Le contrat retrace les actions que l'organisme vers lequel il a été orienté s'engage à mettre en œuvre dans le cadre du service public, notamment en matière d'accompagnement personnalisé et, le cas échéant, de formation et d'aide à la mobilité. Lorsque le bénéficiaire ne respecte pas une stipulation de ce contrat, l'organisme vers lequel il a été orienté le signale au président du conseil départemental.»

Article L.262-36 : « Le bénéficiaire du revenu de solidarité active ayant fait l'objet de l'orientation mentionnée au 2° de l'article L. 262-29 conclut avec le département, représenté par le président du conseil départemental, sous un délai de deux mois après cette orientation, un contrat librement débattu énumérant leurs engagements réciproques en matière d'insertion sociale ou professionnelle.

Le département peut, par convention, confier la conclusion du contrat prévu au présent article ainsi que les missions d'insertion qui en découlent à une autre collectivité territoriale, à un groupement de collectivités territoriales ou à l'un des organismes mentionnés à l'article L. 262-15.»

Article L.262-39 : « Le président du conseil départemental constitue des équipes pluridisciplinaires composées notamment de professionnels de l'insertion sociale et professionnelle, en particulier des agents de l'institution mentionnée à l'article L. 5312-1 du code du travail dans des conditions précisées par la convention mentionnée à l'article L. 262-32 du présent code, de représentants du département et des maisons de l'emploi ou, à défaut, des personnes morales gestionnaires des plans locaux pluriannuels pour l'insertion et l'emploi et de représentants des bénéficiaires du revenu de solidarité active.

Les équipes pluridisciplinaires sont consultées préalablement aux décisions de réorientation vers les organismes d'insertion sociale ou professionnelle et de réduction ou de suspension, prises au titre de l'article L. 262-37, du revenu de solidarité active qui affectent le bénéficiaire. »

Article D.262-65 : « *Le montant de revenus tirés de l'exercice d'une activité professionnelle en deçà duquel le bénéficiaire du revenu de solidarité active est tenu, en l'application de l'article L. 262-28, de rechercher un emploi, d'entreprendre les démarches nécessaires à la création de sa propre activité ou les actions nécessaires à une meilleure insertion sociale ou professionnelle, est égal, en moyenne mensuelle calculée sur le trimestre de référence, à 500 euros.*»

Article R.262-65-1 : « *Lorsque l'un des organismes mentionnés à l'article [L. 262-16](#) constate qu'un bénéficiaire satisfait les conditions prévues à l'article [L. 262-28](#), il informe l'intéressé des obligations auxquelles il est tenu en application des dispositions de cet article et notifie simultanément cette information au président du conseil départemental.*»

Article R.262-65-2 : « *Le président du conseil départemental décide de l'orientation du bénéficiaire prévue à l'article L. 262-29 dans un délai de deux mois à compter de la réception par ses services de la notification mentionnée à l'article R. 262-65-1.*»

Partie 2

Comment évaluer le montant du RSA versé ?

2.1 Les personnes composant le foyer RSA

Le montant du RSA varie en fonction de la composition du foyer et des charges de famille (isolé, couple, avec ou sans enfant).

Les personnes à charge du demandeur

Article R.262-1 et R.262-3 du code de l'action sociale et des familles

Est considéré(e) à charge de l'allocataire de RSA :

L'enfant ouvrant droit aux prestations familiales ou la personne âgé(e) de moins de 25 ans qui est à la charge effective et continue de l'allocataire (celui arrivé au foyer après son 17^{ème} anniversaire doit avoir avec ce dernier, son conjoint ou concubin, un lien de parenté jusqu'au 4^{ème} degré inclus).

et dont les revenus mensuels ne dépassent pas le montant de majoration de RSA à laquelle il ouvre droit (en fonction de son rang de charge), soit s'il s'agit :

- du 1^{er} enfant d'une personne isolée : 50% du montant du RSA de base**,
- du 1^{er} enfant d'un couple : 30% du montant du RSA de base,
- du 2^{ème} enfant d'une personne isolée ou d'un couple : 30 % du montant du RSA de base,
- du 3^{ème} enfant ou plus à charge d'une personne isolée ou d'un couple : 40% du RSA de base.

*** RSA de base = RSA maximum pour une personne isolée, sans enfant ni personne à charge*

Précision : si les revenus du 1^{er} enfant d'une personne isolée par exemple sont supérieurs à 50% du RSA de base, cet enfant ne peut être à charge au sens du RSA, le 2^{ème} enfant prend alors le rang 1. Ses revenus ne doivent pas dépasser 50% du RSA de base. Lorsqu'un enfant n'est pas considéré à charge, ses revenus ne sont pas pris en compte dans le calcul du RSA.

L'enfant qui perçoit un droit RSA propre (situation d'allocataire de moins de 25 ans avec enfant(s) à charge par exemple) n'est pas compté à charge du foyer RSA de ses parents.

Maintien de la part enfant versée en cas de décès d'un enfant mineur :

Article L.262-21 du code de l'action sociale et des familles

En cas de décès d'un enfant mineur à la charge du foyer, le Président du conseil départemental peut accorder, par dérogation, et sur demande dans le délai de six mois à compter du décès, **le maintien de la prise en compte de cet enfant au titre des droits du foyer**. Ce maintien est possible jusqu'au 4^{ème} réexamen périodique du droit à compter de la date du décès.

Le conjoint ou concubin du demandeur

Si le conjoint n'habite pas en France, il n'est pas pris en compte dans la base de calcul du droit à l'allocation mais ses ressources sont prises en compte dans le calcul du RSA.

Si le conjoint ne vit pas au foyer, parce qu'il est simplement séparé géographiquement, il est pris en compte dans la base de calcul.

Si le conjoint est présent au foyer mais ne remplit pas les conditions d'ouverture du droit au RSA, le demandeur verra son allocation calculée sur la base d'une personne seule. Par contre, les ressources prises en compte comprendront celles de ce conjoint.

Le fait de continuer à habiter chez ses parents pour l'un des époux ne l'empêche pas de constituer un foyer autonome, éligible au RSA.

La vie maritale et la communauté de ressources

Lorsque deux personnes partagent le même logement (hors colocation), les situations peuvent être les suivantes :

- hébergement de l'une par l'autre,
- vie maritale s'il y a communauté de ressources ou/et d'intérêts.

Le demandeur de RSA déclare une vie maritale : La CAF ou la MSA retient cette situation comme telle. Le RSA sera versé sur la base d'un couple (avec prise en compte des ressources des 2 membres du couple et en considérant les éventuels enfants à charge).

Le demandeur de RSA déclare être hébergé : La CAF ou la MSA ouvre le droit au RSA en retenant l'isolement : le RSA sera versé sur la base d'un allocataire isolé (avec enfant (s) à charge s'il y a lieu).

Procédure en cas de suspicion de vie maritale

Si des informations laissent supposer de l'existence d'une vie maritale (vie stable et continue) ou une communauté d'intérêt alors que l'allocataire est connu comme étant isolé et qu'il perçoit des prestations à ce titre, un contrôle sera déclenché à l'initiative du Département ou de l'organisme payeur (CAF/MSA).

En fonction des éléments de preuve recueillis suite à ce contrôle :

- La situation d'isolement n'est pas retenue : la CAF ou la MSA régularise le droit au RSA et notifie l'indu (ou le rappel).
- Les éléments recueillis ne permettent pas de statuer sur la réalité de la situation : la CAF ou la MSA s'en tient à la déclaration sur l'honneur de l'allocataire et maintient le RSA versé sur la base d'une personne isolée.

Cas particulier : Les personnes vivant en organisation communautaire

Article L265-1 du code de l'action sociale et des familles

Après une évaluation par les services en Directions territoriales, du parcours professionnel et personnel du demandeur, de sa volonté d'insertion en dehors de la communauté et de la compatibilité avec les objectifs du RSA, le droit est ouvert par le Président du Conseil départemental, sur la base d'un contrat précis et limité dans le temps.

A défaut, les ressources (avantages en nature du fait de la vie en communauté) sont évaluées forfaitairement à hauteur du montant du RSA (forfait logement déduit), l'organisme d'accueil se devant d'assurer des conditions de vie suffisantes.

Rappel du cadre législatif

Code de l'action sociale et des familles

Article L.265-1 : « Les organismes assurant l'accueil et l'hébergement de personnes en difficultés et qui ne relèvent pas de l'article L. 312-1 peuvent faire participer ces personnes à des activités d'économie solidaire afin de favoriser leur insertion sociale et professionnelle.

Si elles se soumettent aux règles de vie communautaire qui définissent un cadre d'accueil comprenant la participation à un travail destiné à leur insertion sociale, elles ont un statut qui est exclusif de tout lien de subordination.

Les organismes visés au premier alinéa garantissent aux personnes accueillies :

- un hébergement décent ;
- un soutien personnel et un accompagnement social adapté à leurs besoins ;
- un soutien financier leur assurant des conditions de vie dignes. (...) »

Art. L.262-21 : « Il est procédé au réexamen du montant de l'allocation mentionnée à l'article L. 262-2 selon une périodicité définie par décret. Les décisions qui en déterminent le montant sont révisées entre chaque réexamen dans les situations prévues par décret.

En cas de décès d'un enfant mineur à la charge du foyer, le président du conseil départemental accorde, par dérogation, le maintien de la prise en compte de cet enfant au titre des droits du foyer au revenu de solidarité active, à compter de la date du décès et, le cas échéant, jusqu'au quatrième réexamen périodique suivant.

Le bénéfice de cette disposition doit faire l'objet d'une demande formulée par le bénéficiaire au président du conseil départemental, dans un délai de six mois à compter de la date du décès. Le président du conseil départemental informe sans délai l'organisme chargé du service de la prestation de sa décision. Toute décision favorable s'applique à compter de la date du décès et donne lieu, le cas échéant, au versement d'un rappel de droit.

Lorsque la décision est favorable, elle s'applique, s'il y a lieu, au calcul de la prime d'activité mentionnée à l'article L. 841-1 du code de la sécurité sociale. »

Article R.262-1 : « Le montant forfaitaire mentionné à l'article L. 262-2 applicable à un foyer composé d'une seule personne est majoré de 50 % lorsque le foyer comporte deux personnes. Ce montant est ensuite majoré de 30 % pour chaque personne supplémentaire présente au foyer et à la charge de l'intéressé. Toutefois, lorsque le foyer comporte plus de deux enfants ou personnes de moins de vingt-cinq ans à charge, à l'exception du conjoint, du partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou du concubin de l'intéressé, la majoration à laquelle ouvre droit chacun de ces enfants ou personnes est portée à 40 % à partir de la troisième personne.

Dans le cas des personnes isolées au sens de l'article L. 262-9, le montant majoré est égal à 128,412 % du montant forfaitaire mentionné à l'article L. 262-2 applicable à un foyer composé d'une seule personne. S'y ajoute, pour chaque enfant à charge, un supplément égal à 42,804 % du montant forfaitaire applicable à un foyer composé d'une seule personne, mentionné à l'article L. 262-2. Le même supplément s'applique lorsque le foyer comporte d'autres personnes à charge que des enfants. »

Art. R.262-3 : « Pour le bénéfice du revenu de solidarité active, sont considérés comme à charge :

1° Les enfants ouvrant droit aux prestations familiales ;

2° Les autres enfants et personnes de moins de vingt-cinq ans qui sont à la charge effective et permanente du bénéficiaire à condition, lorsqu'ils sont arrivés au foyer après leur dix-septième anniversaire, d'avoir avec le bénéficiaire ou son conjoint, son concubin ou le partenaire lié par un pacte civil de solidarité un lien de parenté jusqu'au quatrième degré inclus.

Toutefois, ne sont considérées comme à charge ni les personnes bénéficiaires de l'allocation de revenu de solidarité active au titre de l'article L. 262-7-1, ni les personnes qui perçoivent des ressources égales ou supérieures à la majoration du revenu garanti à laquelle elles ouvrent droit. »

2.2 Caractéristiques des différents revenus

Depuis janvier 2016 (fin du RSA activité et mise en place de la Prime d'activité), les ressources perçues, quelle que soit leur nature, sont prises en compte en totalité pour le calcul du droit.

Par contre certaines règles de calcul (neutralisation, abattement) sont spécifiques à certaines natures de revenus (revenus d'activité ou assimilés / autres ressources).

Pour le calcul du RSA, les ressources sont prises en compte sur le trimestre de perception.

Exemple : salaire de juin payé le 5 juillet : prise en compte sur le mois de juillet.

REVENUS PROFESSIONNELS OU ASSIMILÉS

Article R.262-12 du code de l'action sociale et des familles

Revenus d'activité

- Revenus des non-salariés agricoles
- Revenus des non-salariés non agricoles
- Salaires (y compris contrats aidés)
- Traitements
- Supplément familial de traitement (perçu par la personne assumant la charge des enfants)
- Rémunération de stages de formation professionnelle
- Pécules ateliers d'adaptation à la vie active (AVA)
- Salaires des apprentis dans le cadre d'un contrat d'apprentissage
- Rémunérations sous forme de chèque emploi service universel (Cesu)
- Revenus des aides familiaux (exploitations agricoles)
- Allocations forfaitaires au titre de remboursement des frais engagés (indemnités représentatives de frais, indemnités de défraiement...).
- Rémunérations des contrôleurs du recensement
- Indemnités versées au titre des contrats de volontariat
- Indemnités de fonction versées mensuellement aux élus locaux
- Bourses de nature imposable (bourses d'étude, de recherche, celles attribuées sur critère d'excellence...)
- Revenus ou dédommagements perçus en tant qu'aidant familial en particulier
- Prestation de compensation handicap (PCH) reversée, comme salaire ou à titre de dédommagement, à un membre du foyer de la personne handicapée.

Revenus d'activité assimilés

- Indemnités journalières de sécurité sociale (IJSS) et conventionnelles maladie, accident du travail et maladie professionnelle (uniquement pour les 3 premiers mois suivant l'arrêt de travail)
- Indemnités journalières de maternité, de paternité et d'adoption
- Indemnités de chômage ou aide légale ou conventionnelle au titre du chômage partiel

AUTRES RESSOURCES Prises en compte dans le calcul du RSA

- Indemnités journalières de sécurité sociale et conventionnelles maladie, accident du travail et maladie professionnelle après les 3 premiers mois de perception suivant l'arrêt de travail
- Indemnités de chômage (hors chômage partiel)
- Pensions, retraites et rente
- Allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) et du fonds spécial d'invalidité (FSI) ou allocation de solidarité invalidité (ASI)
- Pensions alimentaires
- Allocation pour demandeurs d'asile (Ada)

- Aide à la recherche du premier emploi versée par l'Education nationale (Arpe)
- Prestation compensatoire (capital ou rente)
- Libéralités
- Capitaux (placés ou non placés),
- Revenus fonciers
- Logements, locaux non loués, terrains non loués (sauf résidence principale)
[Cf. Partie 2.6 « Les revenus particuliers »](#)
- Avantage en nature au titre du logement (prise en compte d'un forfait logement)
- Aide personnalisée au logement (prise en compte d'un forfait logement sauf si l'aide au logement est inférieure au forfait logement)
[Cf. Partie 2.5 « Le forfait logement »](#)
- Prestations familiales, allocation adulte handicapé et ses compléments

Certaines ressources ne sont pas prises en compte dans le calcul du RSA.

RESSOURCES A EXCLURE

Article R262-11 du code de l'action sociale et des familles

- Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH), ses compléments et sa majoration pour parent isolé
- Allocation journalière de présence parentale (AJPP) et le complément pour frais
- Allocation rentrée scolaire (ARS)
- Aides au logement
- Les primes de déménagement
- La prime de retour à l'emploi, y compris celle versée par Pôle Emploi
- Les majorations d'allocation familiale pour âge, l'allocation forfaitaire
- La prime à la naissance, l'allocation de base sur le mois de naissance (même si elle est versée au titre d'un précédent enfant de moins de 3 ans) pour l'ensemble des bénéficiaires et des 3 mois suivants pour les bénéficiaires du montant forfaitaire majoré
- Le complément libre choix mode de garde
- Les secours et les aides financières versées par un organisme, dont le montant ou la périodicité n'ont pas de caractère régulier, ainsi que ceux et celles affectés à des dépenses de 1ère nécessité (ex : pécule versé en CHRS...) ou concourant à l'insertion notamment dans les domaines du logement, des transports, de l'éducation, de la formation et de la culture (ex : allocation mensuelle d'aide à l'enfance...)
- L'indemnité d'entretien versée par l'aide sociale à l'enfance (ASE) aux tiers digne de confiance, les enfants étant à la charge de ces derniers

La prise en compte de revenus exceptionnels

Article R. 262-7 du code de l'action sociale et des familles

Sous certaines conditions (*), les revenus professionnels ou en tenant lieu (cf liste ci-dessus) et présentant un caractère exceptionnel sont intégralement pris en compte sur le mois de leur perception (et non pas lissés sur le trimestre de référence).

Exemple

Perception d'un revenu exceptionnel en mars. Déclaré sur la DTR 01.02.03.

Ce revenu exceptionnel ne sera pris en compte que pour le calcul du droit RSA intermédiaire de 03 (pour le paiement du droit RSA de 04/05/06).

Peuvent être considérés comme exceptionnels les revenus d'activité ou assimilés suivants :

- les rappels de salaire, y compris les rappels d'indemnités de chômage partiel et/ou les rappels d'indemnités journalières de sécurité sociale quelle que soit leur nature,

- les sommes perçues par le salarié à l'occasion de la cessation du contrat de travail (prime de licenciement, prime de précarité, prime de fin de contrat...)
- une prime ou un accessoire de salaire par année civile.

(*) Un décret à paraître en 2017 devrait préciser les conditions d'appréciation du caractère exceptionnel des revenus concernés.

Jusqu'ici, ces revenus étaient considérés comme des revenus « exceptionnels » si le montant déclaré chaque mois était supérieur à

- 50% du montant forfaitaire de base applicable pour une personne isolée (ex. 272 € en septembre 2017)
- et 75% de la moyenne mensuelle des revenus professionnels ou assimilés, perçus au cours du trimestre de référence avant application des règles de cumul, de neutralisation, déduction faite du revenu exceptionnel pris en considération.

Exemple

Revenus du trimestre de référence 07/08/09

900 euros de salaires perçus sur le trimestre de référence (soit 300 euros par mois) + 400 euros de rappel de salaire perçu en septembre.

La somme de 400 € est bien un revenu exceptionnel, car elle est supérieure à 272 euros (50 % du montant forfaitaire de base) et supérieure à 225 euros (75 % de la moyenne mensuelle des salaires perçus le trimestre précédent).

En conséquence, ces 400 euros seront pris en compte uniquement pour calculer le RSA intermédiaire du mois de septembre (pour le paiement du droit RSA de 10/11/12).

Rappel du cadre législatif

Code de l'action sociale et des familles

Article R.262-7 : « (...) 3° Le montant des ressources ayant le caractère de revenus professionnels ou en tenant lieu mentionnées à l'article R. 262-12 présentant un caractère exceptionnel. Celles-ci sont intégralement affectées au mois de perception.

Pour l'application du présent article, un arrêté conjoint des ministres chargés de l'action sociale et du budget fixe les règles de calcul et les modalités permettant d'apprécier le caractère exceptionnel de ces ressources. »

Article R.262-11 : « Pour l'application de l'article R. 262-6, il n'est pas tenu compte :

- 1° De la prime à la naissance ou à l'adoption mentionnée à l'article L. 531-2 du code de la sécurité sociale ;
- 2° De l'allocation de base mentionnée à l'article L. 531-3 du code de la sécurité sociale due pour le mois au cours duquel intervient la naissance ou, dans les situations visées à l'article L. 262-9 du présent code, jusqu'au dernier jour du mois civil au cours duquel l'enfant atteint l'âge de trois mois ;
- 3° De la majoration pour âge des allocations familiales mentionnée à l'article L. 521-3 du code de la sécurité sociale ainsi que de l'allocation forfaitaire instituée par le second alinéa de l'article L. 521-1 du même code ;
- 4° De l'allocation de rentrée scolaire mentionnée à l'article L. 543-1 du code de la sécurité sociale ;
- 5° Du complément de libre choix du mode de garde mentionné aux articles L. 531-5 à L. 531-9 du code de la sécurité sociale ;
- 6° De l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé et de ses compléments mentionnés à l'article L. 541-1 du code de la sécurité sociale, de la majoration spécifique pour personne isolée mentionnée à l'article L. 541-4 du même code ainsi que de la prestation de compensation du handicap lorsqu'elle est perçue en application de l'article 94 de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 ;
- 7° De l'allocation journalière de présence parentale mentionnée à l'article L. 544-1 du code de la sécurité sociale ;
- 8° Des primes de déménagement prévues par les articles L. 542-8 du code de la sécurité sociale et L. 351-5 du code de la construction et de l'habitation ;
- 9° De la prestation de compensation mentionnée à l'article L. 245-1 ou de l'allocation compensatrice prévue au chapitre V du titre IV du livre II du code de l'action sociale et des familles dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, lorsque l'une ou l'autre sert à rémunérer un tiers ne faisant pas partie du foyer du bénéficiaire du revenu de solidarité active ;
- 10° Des prestations en nature dues au titre des assurances maladie, maternité, accidents du travail et maladies professionnelles ou au titre de l'aide médicale de l'Etat ;
- 11° De l'allocation de remplacement pour maternité prévue par les articles L. 613-19-1 et L. 722-8-1 du code de la sécurité sociale et L. 732-10 du code rural et de la pêche maritime ;
- 12° De l'indemnité en capital attribuée à la victime d'un accident du travail prévue à l'article L. 434-1 du code de la sécurité sociale ;
- 13° De la prime de rééducation et du prêt d'honneur mentionnés à l'article R. 432-10 du code de la sécurité sociale ;
- 14° Des aides et secours financiers dont le montant ou la périodicité n'ont pas de caractère régulier ainsi que des aides et secours affectés à des dépenses concourant à l'insertion du bénéficiaire et de sa famille, notamment dans les domaines du logement, des transports, de l'éducation et de la formation ;
- 15° De la prime de retour à l'emploi et de l'aide personnalisée de retour à l'emploi mentionnées respectivement aux articles L. 5133-1 et L. 5133-8 du code du travail ainsi que de l'allocation mentionnée à l'article L. 5131-6 du même code ;
- 16° Des bourses d'études ainsi que de l'allocation pour la diversité dans la fonction publique ;
- 17° Des frais funéraires mentionnés à l'article L. 435-1 du code de la sécurité sociale ;
- 18° Du capital décès servi par un régime de sécurité sociale ;
- 19° De l'allocation du fonds de solidarité en faveur des anciens combattants d'Afrique du Nord prévue à l'article 125 de la loi n° 91-1322 de finances pour 1992 ;
- 20° De l'aide spécifique en faveur des conjoints survivants de nationalité française des membres des formations supplétives et assimilés, mentionnée aux premier et troisième alinéas de l'article 10 de la loi n° 94-488 du 11 juin 1994 relative aux rapatriés, anciens membres des formations supplétives et assimilés ou victimes de la captivité en Algérie ;
- 21° De l'allocation de reconnaissance instituée par l'article 47 de la loi n° 99-1173 de finances rectificative pour 1999 ;
- 22° Des mesures de réparation mentionnées à l'article 2 du décret n° 2000-657 du 13 juillet 2000 instituant une mesure de réparation pour les orphelins dont les parents ont été victimes de persécutions antisémites ;
- 23° Des mesures de réparation mentionnées à l'article 2 du décret n° 2004-751 du 27 juillet 2004 instituant une aide financière en reconnaissance des souffrances endurées par les orphelins dont les parents ont été victimes d'actes de barbarie durant la Deuxième Guerre mondiale ;

24° Du revenu de solidarité prévu à l'article L. 522-14 du code de l'action sociale et des familles ;
25° De la prime d'activité prévue à l'article L. 841-1 du code de la sécurité sociale. »

Article R.262-12 : « Ont le caractère de revenus professionnels ou en tiennent lieu en application du 5° de l'article L. 262-3 :

1° L'ensemble des revenus tirés d'une activité salariée ou non salariée ;

2° Les revenus tirés de stages de formation professionnelle ;

3° Les revenus tirés de stages réalisés en application de l'article 9 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances ;

4° L'aide légale ou conventionnelle aux salariés en chômage partiel ;

5° Les indemnités perçues à l'occasion des congés légaux de maternité, de paternité ou d'adoption ;

6° Les indemnités journalières de sécurité sociale, de base et complémentaires, perçues en cas d'incapacité physique médicalement constatée de continuer ou de reprendre le travail, d'accident du travail ou de maladie professionnelle pendant une durée qui ne peut excéder trois mois à compter de l'arrêt de travail.»

2.3 Modalités de calcul d'un droit RSA

Le montant forfaitaire et la composition du foyer

Article R.262-1 du code de l'action sociale et des familles

Le montant forfaitaire est fixé par décret, il varie en fonction de la composition du foyer et du nombre d'enfants ou autres personnes de moins de 25 ans à charge. Il est majoré pour les parents isolés.

Son montant dépend de la composition du foyer du demandeur :

- bénéficiaire : 100 % (montant forfaitaire de base).
- conjoint, concubin ou 1ère personne à charge : + 50 % du montant forfaitaire de base
- personne à charge supplémentaire : + 30 % du montant forfaitaire de base.
- personne à charge supplémentaire à partir de la 3ème (hors conjoint) : + 40 % du montant forfaitaire de base.

Le montant forfaitaire majoré pour isolement est obtenu en prenant :

- 128,412 % du montant forfaitaire de base, pour la personne isolée,
- et en ajoutant 42,804 % du montant forfaitaire de base, par enfant à charge au sens du RSA.

Détermination de la période de référence et de la période de droit

Article R.262-4 du code de l'action sociale et des familles

Période de référence : Le droit RSA s'apprécie sur la base d'une déclaration trimestrielle de ressources (DTR) indiquant les ressources perçues au cours des 3 mois précédents (période de référence).

Période de droit : La DTR permet de calculer le RSA pour un trimestre de droit déterminé à partir de la date de la demande ou de la révision trimestrielle (période de droit).

Détermination des périodes de référence et de droit :

- 1ère période de référence : 3 mois précédant le mois de demande
- 1ère période de droit : mois de la demande + les 2 mois qui suivent.

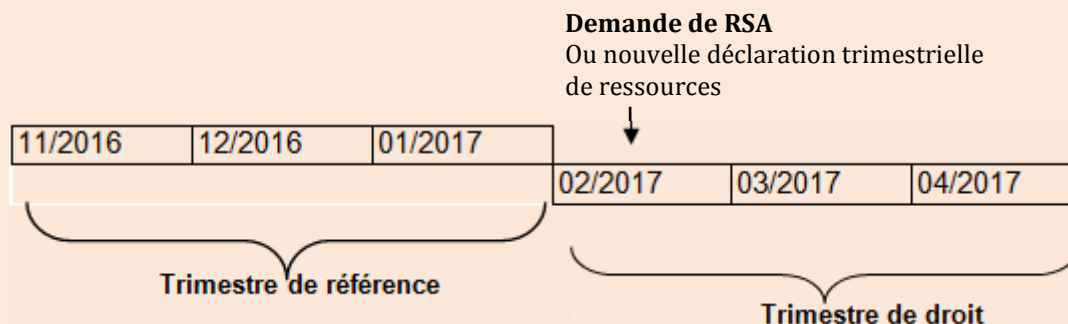
Les trimestres (de référence et de droit) sont donc déterminés en fonction du mois de la demande et donc du mois de l'ouverture du droit.

Le RSA est versé mensuellement, à terme échu, aux alentours du 5 du mois suivant. Il est calculé en fonction des revenus perçus au cours du trimestre précédent (trimestre de référence) pour les trois mois suivants (trimestre de droit).

Exemple : demande de RSA formulée en 02/2017

Le 1^{er} trimestre de droit sera : 02/03/04 2017.

Le droit au RSA pour chacun des mois de 02/03/04 2017 sera calculé en fonction des ressources perçues dans le trimestre de référence 11/12 2016 et 01/2017



Pour le calcul du droit au RSA, l'allocataire est tenu de renseigner ses déclarations trimestrielles de ressources (DTR) sur formulaire papier ou par voie dématérialisée via « Mon Compte » (site caf.fr). Il n'y a pas de versement du RSA, même partiel, si l'allocataire ne retourne pas sa DTR à l'organisme payeur.

Calcul du RSA

Article R.262-7 du code de l'action sociale et des familles

Le montant du RSA est équivalent au montant forfaitaire correspondant à la composition du foyer, duquel est déduit l'ensemble des revenus et prestations perçus par le foyer. Le RSA est une allocation différentielle :

$$\text{RSA versé} = \text{Montant forfaitaire} - \text{toutes les ressources perçues par le foyer}$$

Un montant intermédiaire est évalué sur chacun des **mois du trimestre de référence** en tenant compte pour chaque mois de la composition familiale du foyer et de l'ensemble des ressources perçues.

Ce montant intermédiaire est calculé considérant :

- le **montant** mensuel des prestations versées,
- et la **moyenne** mensuelle de toutes les autres ressources perçues.

La moyenne mensuelle de ces 3 montants intermédiaires est le montant qui sera dû sur chacun des 3 mois du trimestre de droit. L'effet figé consiste à payer **un montant identique** (soit la moyenne des 3 montants intermédiaires calculés) **sur les 3 mois du trimestre de droit**.

Exemple 1

| MOIS | Trimestre de référence | | | Trimestre de droit | | |
|-------------------------------------|------------------------|-----------------------|-----------------------|--------------------|------------|------------|
| | Avril 2017 | Mai 2017 | Juin 2017 | Juillet 2017 | Août 2017 | Sept 2017 |
| situation familiale | Isolé maj + 1 enfant | Isolé maj + 2 enfants | Isolé maj + 2 enfants | | | |
| montant forfaitaire | 919 | 1148 | 1148 | | | |
| ressources salaires | 0 | 500 | 500 | | | |
| soit moyenne ressources/mois | 333 | | | | | |
| PF | 0 | 0* | 130 | | | |
| forfait logement | 129 | 159 | 159 | | | |
| RSA intermédiaire | 457 | 656 | 526 | | | |
| Soit moyenne des RSA intermédiaires | 546 | | | | | |
| RSA dû | | | | 546 | 546 | 546 |

* rappel : pas de PF versées le mois de naissance

Montants de prise en compte des compositions familiales

Article R.262-4 du code de l'action sociale et des familles

Le montant forfaitaire est déterminé **en fonction de la situation familiale** (couple, isolé) :

- au jour de la demande
- ou du 1er jour du trimestre de droit (excepté en cas de séparation, voir plus bas).

Le montant forfaitaire est déterminé **en fonction des enfants à charge** au dernier jour de chaque mois du trimestre de référence.

Exemple 2

Situation de couple au 1er juillet 2017 (soit 1er jour du trimestre de droit).

Le droit RSA figé pour 07/08/09 est calculé en prenant en compte cette situation familiale (couple) sur le trimestre de référence. Le montant forfaitaire est déterminé en fonction de la charge d'enfant au dernier jour de chaque mois du trimestre de référence (soit 1 en avril et 2 enfants ensuite).

| MOIS | Trimestre de référence | | | Trimestre de droit | | |
|-------------------------------------|------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|------------|------------|
| | Avril 2017 | Mai 2017 | Juin 2017 | Juillet 2017 | Août 2017 | Sept 2017 |
| situation familiale | couple + 1 enfant | couple + 2 enfants | couple + 2 enfants | | | |
| montant forfaitaire | 966 | 1127 | 1127 | | | |
| ressources salaires | 0 | 500 | 500 | | | |
| soit moyenne ressources/mois | 333 | | | | | |
| PF | 0 | 0 * | 130 | | | |
| forfait logement | 159 | 159 | 159 | | | |
| RSA intermédiaire | 474 | 635 | 505 | | | |
| Soit moyenne des RSA intermédiaires | 538 | | | | | |
| RSA dû | | | | 538 | 538 | 538 |

* rappel : pas de PF versées le mois de naissance

Situation de couple au 1er août 2017 (soit au-delà du 1er jour du trimestre de droit).

Le droit RSA figé 07/08/09 reste identique, le changement de situation ne sera pris en compte qu'en octobre 2017

| MOIS | Trimestre de référence | | | Trimestre de droit | | |
|-------------------------------------|------------------------|-----------------------|-----------------------|--------------------|------------|------------|
| | Avril 2017 | Mai 2017 | Juin 2017 | Juillet 2017 | Août 2017 | Sept 2017 |
| situation familiale | isolé maj + 1 enfant | isolé maj + 2 enfants | isolé maj + 2 enfants | | | |
| montant forfaitaire | 919 | 1148 | 1148 | | | |
| ressources salaires | 0 | 500 | 500 | | | |
| soit moyenne ressources/mois | 333 | | | | | |
| PF | 0 | 0 * | 130 | | | |
| forfait logement | 129 | 159 | 159 | | | |
| RSA intermédiaire | 457 | 656 | 526 | | | |
| Soit moyenne des RSA intermédiaires | 546 | | | | | |
| RSA dû | | | | 546 | 546 | 546 |

* rappel : pas de PF versées le mois de naissance

Modalités de révision du droit figé ainsi calculé

Articles R.262-4-1 et R.262-4-2 du code de l'action sociale et des familles

Le montant du droit RSA versé peut être révisé sur le trimestre de droit dans les situations suivantes :

1. Les conditions d'éligibilité au droit de l'allocataire ou de son conjoint ne sont plus remplies.

Ces conditions sont examinées au dernier jour de chaque mois du trimestre de droit. Si les conditions ne sont plus remplies, il est mis fin au droit (isolé) ou le droit est recalculé (couple) considérant la nouvelle composition de famille, au titre du RSA, affectée sur les mois du trimestre de référence.

Exemple 4

Situation de couple + 2 enfants. En août 2017, Monsieur ne possède plus de titre de séjour.

Le droit RSA figé est payé jusqu'à juillet 2017 sur la base de la composition familiale connue au 1^{er} jour du trimestre de droit (juillet 2017) et considérant la condition d'éligibilité (titre de séjour) remplie au dernier jour du mois de droit (juillet 2017).

Le droit RSA figé est recalculé à compter d'août, en prenant en compte cette nouvelle composition de famille au titre du RSA (soit isolé + 2 enfants) considérant la condition d'éligibilité (titre de séjour) non remplie au dernier jour du mois de droit (soit août 2017).

Droit payé jusqu'à juillet :

| MOIS | Trimestre de référence | | | Trimestre de droit | | |
|-------------------------------------|------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-----------|-----------|
| | Avril 2017 | Mai 2017 | Juin 2017 | Juillet 2017 | Août 2017 | Sept 2017 |
| situation familiale | couple + 2 enfants | couple + 2 enfants | couple + 2 enfants | | | |
| montant forfaitaire | 1127 | 1127 | 1127 | | | |
| ressources salaires | 0 | 500 | 500 | | | |
| soit moyenne ressources/mois | 333 | | | | | |
| PF | 130 | 130 | 130 | | | |
| forfait logement | 159 | 159 | 159 | | | |
| RSA intermédiaire | 505 | 505 | 505 | | | |
| Soit moyenne des RSA intermédiaires | 505 | | | | | |
| RSA dû | | | | 505 | | |

Droit payé à compter d'août :

| MOIS | Trimestre de référence | | | Trimestre de droit | | |
|-------------------------------------|------------------------|-------------------|-------------------|--------------------|-----------|-----------|
| | Avril 2017 | Mai 2017 | Juin 2017 | Juillet 2017 | Août 2017 | Sept 2017 |
| situation familiale | isolé + 2 enfants | isolé + 2 enfants | isolé + 2 enfants | | | |
| montant forfaitaire | 966 | 966 | 966 | | | |
| ressources salaires | 0 | 500 | 500 | | | |
| soit moyenne ressources/mois | 333 | | | | | |
| PF | 130 | 130 | 130 | | | |
| forfait logement | 159 | 159 | 159 | | | |
| RSA intermédiaire | 344 | 344 | 344 | | | |
| Soit moyenne des RSA intermédiaires | 344 | | | | | |
| RSA dû | | | | | 344 | 344 |

2. En cas de **séparation du couple** ou lorsque l'allocataire se trouve en **situation d'isolement RSA majoré**.

Le droit est recalculé à compter du mois de séparation en prenant en compte cette nouvelle situation familiale affectée sur les mois du trimestre de référence.

Exemple 5

Situation de couple, séparation sur février.

Le droit RSA payé en janvier est basé sur la situation familiale (couple) connue au 1^{er} jour du trimestre de droit (janvier).

Le droit RSA payé à compter de février est recalculé sur la base d'un isolement (en considérant cette situation d'isolement sur chacun des mois du trimestre de référence pour le calcul du RSA dû).

| MOIS | Trimestre de référence | | | Trimestre de droit | | |
|---|------------------------|----------|----------|--------------------|---------|-------|
| | OCTOBRE | NOVEMBRE | DECEMBRE | JANVIER | FEVRIER | MARS |
| Situation familiale | COUPLE | COUPLE | COUPLE | COUPLE | ISOLE | ISOLE |
| Montant forfaitaire pour calculer le Rsa de janvier | COUPLE | COUPLE | COUPLE | X | | |
| Montant forfaitaire pour calculer le Rsa de février et mars | ISOLE | ISOLE | ISOLE | | X | X |

3. Lorsque la **perception de certaines ressources est interrompue** (application de la mesure de neutralisation ou d'abattement).

A compter du mois de fin de perception de ces ressources non compensées par un revenu de substitution, le droit RSA est recalculé sans prendre en compte le montant de ces ressources sur le trimestre de référence.

[Cf. Partie 2.4 « Les mesures de neutralisation et d'abattement des ressources »](#)

RSA et prime d'activité

Articles R.262-40 du code de l'action sociale et des familles

Si l'allocataire, son conjoint ou un membre du foyer reprend une activité professionnelle, le RSA garantit au foyer un complément de ces revenus d'activité, tant que tous les revenus perçus ne dépassent pas le montant forfaitaire.

Par ailleurs, en fonction de la nature et du montant des revenus perçus, un droit à la Prime d'Activité peut être valorisé. Une demande de RSA ou un droit RSA en cours « vaut » demande de Prime d'activité. Ce droit à la Prime d'Activité sera calculé automatiquement par la CAF ou la MSA sur la base de la Déclaration Trimestrielle de Ressources (DTR) complétée.

Le dossier RSA reste actif pendant le versement d'un droit Prime d'activité. Le cas échéant, si le droit à Prime d'activité se termine et si les ressources du foyer permettent à nouveau, et sans délai, un versement de RSA, le droit RSA reprend sur la base de la dernière DTR transmise et ce, sans qu'il soit nécessaire que l'allocataire redépose une demande de RSA.

Précision : sans demande de RSA précédemment déposée et en cours, une demande de Prime d'activité ne « vaut » pas demande de RSA.

Rappel du cadre législatif

Code de l'action sociale et des familles

Article R.262-1 : « Le montant forfaitaire mentionné à l'article L. 262-2 applicable à un foyer composé d'une seule personne est majoré de 50 % lorsque le foyer comporte deux personnes. Ce montant est ensuite majoré de 30 % pour chaque personne supplémentaire présente au foyer et à la charge de l'intéressé. Toutefois, lorsque le foyer comporte plus de deux enfants ou personnes de moins de vingt-cinq ans à charge, à l'exception du conjoint, du partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou du concubin de l'intéressé, la majoration à laquelle ouvre droit chacun de ces enfants ou personnes est portée à 40 % à partir de la troisième personne.

Dans le cas des personnes isolées au sens de l'article L. 262-9, le montant majoré est égal à 128,412 % du montant forfaitaire mentionné à l'article L. 262-2 applicable à un foyer composé d'une seule personne. S'y ajoute, pour chaque enfant à charge, un supplément égal à 42,804 % du montant forfaitaire applicable à un foyer composé d'une seule personne, mentionné à l'article L. 262-2. Le même supplément s'applique lorsque le foyer comporte d'autres personnes à charge que des enfants. »

Article R.262-4 : La périodicité mentionnée à l'article L. 262-21 pour le réexamen du montant de l'allocation de revenu de solidarité active est trimestrielle.

L'allocation est liquidée pour des périodes successives de trois mois à partir des ressources calculées conformément à l'article R. 262-7.

Ce montant n'est pas modifié entre deux réexamens périodiques, sauf dans les cas mentionnés à l'article R. 262-4-1. Pour chacun des trois mois, la composition du foyer et la situation d'isolement mentionnée à l'article L. 262-9 retenues pour la détermination du montant forfaitaire sont celles du foyer au dernier jour du mois considéré, sous réserve des dispositions des 1° et 2° ci-dessous :

1° Il n'est pas tenu compte pour le calcul du revenu de solidarité active, de l'ancien conjoint, concubin, ou partenaire lié par un pacte civil de solidarité du bénéficiaire, ni de ses ressources, lorsque celui-ci n'appartient plus au foyer lors du dépôt de la demande ou lors du réexamen périodique mentionné à l'article L. 262-21 ;

2° Le conjoint, concubin ou partenaire lié par un pacte civil de solidarité du bénéficiaire lors du dépôt de la demande ou lors du réexamen périodique est réputé avoir appartenu au foyer tout au long des trois mois précédents. »

Article R.262-4-1 : « Par dérogation à l'article R. 262-4, le montant de l'allocation est révisé entre deux réexamens périodiques, lorsque se produisent les changements de situation suivants :

1° Lorsque la perception de certaines ressources est interrompue dans les conditions mentionnées à l'article R. 262-13 ; 2° Lorsque le bénéficiaire et son conjoint, son partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou son concubin interrompent la vie commune ; 3° Lorsque le bénéficiaire se trouve dans la situation d'isolement mentionnée à l'article L. 262-9. La modification des droits prend effet à compter du premier jour du mois civil au cours duquel s'est produit l'événement modifiant la situation de l'intéressé. »

Article R.262-4-2 : « Les conditions mentionnées aux articles L. 262-2 et L. 262-4 doivent être remplies par le bénéficiaire et son conjoint, concubin ou partenaire lié par un pacte civil de solidarité le mois du droit. »

Article R.262-7 : « I.-Le montant dû au foyer bénéficiaire du revenu de solidarité active est égal à la moyenne des montants intermédiaires calculés pour chacun des trois mois précédant l'examen ou le réexamen périodique du droit.

II.-Pour le calcul de l'allocation, les ressources du trimestre de référence prises en compte sont les suivantes :

1° La moyenne mensuelle des ressources perçues au cours des trois mois précédant la demande ou la révision, à l'exception de celles prévues aux 2° et 3° ;

2° Le montant mensuel des prestations versées par l'organisme chargé du service du revenu de solidarité active, sous réserve des dispositions des articles R. 262-10 et R. 262-11. Ces prestations sont intégralement affectées au mois de perception ;

3° Le montant des ressources ayant le caractère de revenus professionnels ou en tenant lieu mentionnées à l'article R. 262-12 présentant un caractère exceptionnel. Celles-ci sont intégralement affectées au mois de perception.

Pour l'application du présent article, un arrêté conjoint des ministres chargés de l'action sociale et du budget fixe les règles de calcul et les modalités permettant d'apprécier le caractère exceptionnel de ces ressources. »

Article R.262-40 : « Le président du conseil départemental met fin au droit au revenu de solidarité active et procède à la radiation de la liste des bénéficiaires du revenu de solidarité active, selon les cas :

(...) 2° Le premier jour du mois qui suit une période de quatre mois civils consécutifs d'interruption de versement de l'allocation, lorsque les ressources du foyer sont d'un montant supérieur à celui du montant forfaitaire mentionné à l'article L. 262-2 ou lorsque l'interruption est prononcée en application de l'article L. 262-12, et d'interruption du versement de la prime d'activité mentionnée à l'article L. 841-1 du code de la sécurité sociale. Lorsque la prime d'activité est versée et que les ressources sont supérieures au montant forfaitaire, le bénéficiaire peut demander la radiation de la liste des bénéficiaires du revenu de solidarité active ; (...) »

2.4

Les mesures de neutralisation et d'abattement des ressources

La neutralisation

Articles R.262-12 et 13 du code de l'action sociale et des familles

Principe :

Non prise en compte dans le calcul du RSA **de revenus professionnels ou assimilés** et des indemnités de chômage, perçus au cours du trimestre de référence, ayant cessé d'être perçus, et dont la fin de perception, appréciée sur le mois d'examen du droit, n'est pas compensée par un revenu de substitution.

Cette mesure est **applicable individuellement à chaque membre du foyer**.

Cette neutralisation a pour objectif d'éviter des diminutions importantes et brutales de revenus.

Revenus concernés (revenus professionnels ou en tenant lieu et indemnités chômage) :

- salaires,
- revenus de travailleur non salarié,
- revenus d'apprenti,
- rémunérations de stage,
- indemnités journalières de sécurité sociale (pendant les 3 premiers mois de perception),
- indemnités de chômage,
- allocation formation reclassement.

Dates d'effet :

La mesure de neutralisation est **applicable à compter du mois de cessation d'activité** ou de fin de perception d'un revenu non compensé par un revenu de substitution.

En cas de cessation d'activité ou de fin de perception d'un revenu le dernier jour du mois : la mesure de neutralisation s'applique à compter du 1^{er} jour du mois suivant la cessation d'activité ou la fin de perception du revenu, sous réserve de l'absence de revenu de substitution ou de reprise d'activité sur ce mois.

En cas de perception simultanée de revenus d'activité ou d'indemnités chômage, suivi d'une fin de perception d'un seul de ces revenus, la mesure de neutralisation s'applique uniquement sur le revenu interrompu (sans perception d'un revenu de substitution), les autres revenus perçus se poursuivant.

La mesure de neutralisation **cesse à compter du mois de reexamen trimestriel de l'allocation** suivant le mois de reprise d'activité ou de perception d'un revenu de substitution.

Exemple

DTR 01/02/03 puis 04/05/06 puis 07/08/09

Fin d'activité (sans revenu de substitution) en février : la neutralisation est appliquée dès février.

Reprise d'activité en mai : la neutralisation cesse à compter de juillet (nouveau réexamen périodique du droit).

L'allocataire est tenu d'informer l'organisme payeur de tout changement de situation sans attendre la prochaine déclaration trimestrielle de ressources.

Exemples

Exemple 1 : Madame X est allocataire du RSA et son CDD prend fin le 15 avril. N'ayant pas suffisamment travaillé pour avoir droit aux indemnités pôle emploi, elle se retrouve sans revenus à compter de cette date.

Périodes DTR : 12/01/02 et 03/04/05

Sans perception d'un revenu de substitution, ses revenus d'activité perçus sur le trimestre de référence (12/01/02) ne seront pas pris en compte pour calculer son droit RSA de 04 et 05. Ses revenus d'activité perçus sur les mois de référence 03/04 ne seront pas pris en compte pour le calcul du droit RSA de 06/07/08.

Exemple 2 : Monsieur Y est allocataire du RSA. Il est salarié à mi-temps au sein d'une PME depuis mars et perçoit, en complément, des indemnités de chômage depuis janvier. En avril, Monsieur a épuisé ses droits à l'allocation chômage. Le dernier versement de pôle emploi date du 25 avril.

Périodes DTR : 12/01/02 et 03/04/05

A compter du mois d'avril, le droit RSA de monsieur X sera calculé sur la base de ses seuls salaires perçus sur le trimestre de référence 12/01/02. Il ne sera pas tenu compte de ses indemnités pôle emploi désormais terminées.

Exemple 3 : Monsieur Z est allocataire du RSA. Il est salarié en CDD au sein d'une PME du 1er janvier au 31 mars. Le 15 mai, il ouvre un droit au pôle emploi et perçoit des indemnités chômage.

Périodes DTR : 01/02/03 puis 04/05/06 puis 07/08/09.

Monsieur Z bénéficie d'une mesure de neutralisation pour les mois d'avril (et non pas mars, ayant cessé son activité le dernier jour du mois de mars) mai et juin. Néanmoins, cette mesure ne s'applique plus à compter du mois de droit de juillet (1^{er} mois de révision périodique trimestrielle) car il bénéficie désormais d'un revenu de substitution (depuis mai).

L'abattement

Article R.262-13 du code de l'action sociale et des familles

Principe :

Non prise en compte **d'une partie** des revenus du trimestre de référence, autres que ceux de nature à donner lieu à une neutralisation, et dont la fin de perception n'est pas compensée par un revenu de substitution

Cette non prise en compte s'applique dans la limite mensuelle d'**une fois le montant forfaitaire de base** non majoré prévu pour une personne isolée (soit 545,48 € en septembre 2017), et cela quelle que soit la composition familiale du foyer.

L'abattement est effectué à compter du mois de fin de perception du revenu concerné et il est **applicable individuellement à chaque membre du foyer**.

Revenus concernés :

Les revenus **autres que les revenus professionnels ou assimilés** (ces revenus donnant lieu à une mesure de neutralisation). Par exemple : une rente, une pension, une allocation ou une prestation sociale servie régulièrement.

Dates d'effet :

La mesure d'abattement est **applicable à compter du mois de fin de perception**.

En cas de fin de perception d'un revenu le dernier jour du mois, la mesure d'abattement s'applique à compter du 1^{er} jour du mois suivant la fin de perception sous réserve de l'absence de revenu de substitution sur ce mois.

La mesure d'abattement **cesse à compter du mois de reexamen trimestriel de l'allocation** suivant le mois de perception d'un revenu de substitution.

Exemple

Madame X est allocataire du RSA et perçoit une rente de 600 euros. Elle est en couple. Le versement de cette rente prend fin le 15 novembre. Pas de revenu de substitution.

Périodes DTR : 07/08/09 puis 10/11/12

Pour le droit RSA payé à compter de novembre, la rente perçue sur les mois 07/08/09 ne sera prise en compte qu'à hauteur de 54,52 euros par mois (soit 600 euros pension mensuelle - 545,48 euros montant forfaitaire de base).

L'allocataire est tenu d'informer l'organisme payeur de tout changement de situation sans attendre la prochaine déclaration trimestrielle de ressources.

Rappel du cadre législatif

Code de l'action sociale et des familles

Article R.262-12 : «*Ont le caractère de revenus professionnels ou en tiennent lieu en application du 5° de l'article L. 262-3 :*

1° L'ensemble des revenus tirés d'une activité salariée ou non salariée ;

2° Les revenus tirés de stages de formation professionnelle ;

3° Les revenus tirés de stages réalisés en application de l'article 9 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances ;

4° L'aide légale ou conventionnelle aux salariés en chômage partiel ;

5° Les indemnités perçues à l'occasion des congés légaux de maternité, de paternité ou d'adoption ;

6° Les indemnités journalières de sécurité sociale, de base et complémentaires, perçues en cas d'incapacité physique médicalement constatée de continuer ou de reprendre le travail, d'accident du travail ou de maladie professionnelle pendant une durée qui ne peut excéder trois mois à compter de l'arrêt de travail. »

Article R.262-13 : «*Il n'est tenu compte ni des ressources ayant le caractère de revenus professionnels ou en tenant lieu mentionnées à l'article R. 262-12, ni des allocations aux travailleurs involontairement privés d'emploi mentionnées par les articles L. 5422-1, L. 5423-1 du code du travail, lorsqu'il est justifié que la perception de ces revenus est interrompue de manière certaine et que l'intéressé ne peut prétendre à un revenu de substitution.*

Les autres ressources ne sont pas prises en compte, dans la limite mensuelle du montant forfaitaire mentionné à l'article L. 262-2 fixé pour un foyer composé d'une seule personne, lorsqu'il est justifié que leur perception est interrompue de manière certaine et que l'intéressé ne peut prétendre à un revenu de substitution.

Lorsque la perception des ressources mentionnées aux deux alinéas précédents est rétablie, celles-ci sont prises en compte pour le calcul du revenu de solidarité active à compter du réexamen périodique mentionné à l'article L. 262-21 suivant la reprise de perception desdites ressources. (...) »

Qu'est-ce que le forfait logement ?

Articles R.262-9 et R.262-10 du code de l'action sociale et des familles

Dans certaines situations, considérant la nécessaire prise en compte d'un avantage en nature au titre du logement, le montant du RSA versé au foyer est minoré d'un montant forfaitaire dit « forfait logement ».

Le forfait logement est appliqué dans les situations suivantes :

- lorsque l'allocataire ou le foyer est hébergé gratuitement,
- lorsque l'allocataire est propriétaire de son logement et qu'il ne supporte plus de charge de remboursement d'emprunt,
- lorsque l'allocataire supporte une charge de logement et qu'il bénéficie d'une aide personnelle au logement (APL, AL).

Le montant du forfait logement est défini par décret, il varie en fonction de la composition familiale (ex. en septembre 2017, il est d'un montant de 65,46 euros pour une personne seule, de 130,92 euros pour un foyer composé de 2 personnes et de 162,01 pour un foyer de 3 personnes et plus).

Compléments

Le forfait logement est considéré comme une ressource de la même manière que les prestations familiales. Il est pris en compte sur chaque mois du trimestre de référence pour le calcul du droit RSA à verser pour le trimestre de droit à venir.

Si le montant de l'AL ou de l'APL versé est inférieur au montant du forfait logement, c'est le montant réel de l'aide au logement qui est retenu pour le calcul du RSA.

Tout hébergement à titre onéreux sans droit à l'allocation de logement ou à l'aide personnalisée au logement entraîne la non-application du forfait logement.

Lorsque le local occupé par l'allocataire de RSA n'est pas un local destiné à l'habitation (cave, garage, squat...), le forfait logement n'est pas appliqué.

Rappel du cadre législatif

Code de l'action sociale et des familles

Article R.262-9 : « Les avantages en nature procurés par un logement occupé soit par son propriétaire ne bénéficiant pas d'aide personnelle au logement, soit, à titre gratuit, par les membres du foyer, sont évalués mensuellement et de manière forfaitaire :

1° A 12 % du montant forfaitaire mentionné à l'article L. 262-2 applicable à un foyer composé d'une seule personne ;

2° A 16 % du montant forfaitaire calculé pour deux personnes lorsque le foyer se compose de deux personnes ;

3° A 16,5 % du montant forfaitaire calculé pour trois personnes lorsque le foyer se compose de trois personnes ou plus.

Les avantages en nature procurés par un jardin exploité à usage privatif ne sont pas pris en compte. »

Article R.262-10 – « Les aides personnelles au logement prévues aux articles L. 542-1 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale et à l'article L. 351-1 du code de la construction et de l'habitation sont incluses dans les ressources dans la limite d'un forfait calculé selon les modalités fixées aux 1°, 2° et 3° de l'article R. 262-9.

Cependant, lorsque les personnes autres que le bénéficiaire mentionnées aux 2° et 3° de l'article R. 262-9 ne sont pas prises en compte pour l'attribution des aides personnelles au logement, elles sont exclues du calcul de ce forfait. »

| Type de logement | Pour information, éventuel droit AL ou APL | Forfait logement à appliquer ? |
|---|--|--------------------------------|
| Hébergement collectif à titre gratuit | NON | OUI |
| Hébergement collectif à titre onéreux (foyers – résidences sociales) | OUI | OUI si APL ou AL versée |
| | NON | NON sans versement d'APL et AL |
| CHRS – CEFR : centres d'hébergement ou hôtels maternels (tels qu'Ozanam, Oiseau Bleu ...) Absence de paiement de loyer mais participation financière | OUI | OUI |
| Hébergement à titre gratuit chez des particuliers | NON | OUI |
| Locataire – sous locataire – colocataire (secteur individuel) | OUI | OUI si APL ou AL versée |
| | NON | NON sans versement d'APL et AL |
| Hôtel | OUI | OUI si APL ou AL versée |
| | NON | NON sans versement d'APL et AL |
| Propriétaire <u>avec</u> charges de remboursement | OUI | OUI si APL ou AL versée |
| | NON | NON sans versement d'APL et AL |
| Propriétaire <u>sans</u> charge de remboursement | NON | OUI |
| AUTRES sans abri, local non destiné à l'habitation | NON | NON |
| Caravanes, mobil home sans paiement de loyer ni d'emplacement, ni prêt pour achat de la caravane | NON | OUI |
| Hébergement par des particuliers avec participation financière pouvant être justifiée | NON | NON |
| Caravanes, avec paiement de loyer ou de l'emplacement ou charges d'emprunt pour achat de cette caravane, ne répondant pas aux conditions de droit à l'AL* | NON | NON |
| Caravanes, mobil home loués ou en accession à la propriété et répondant aux conditions de droit à l'AL* | OUI | OUI si APL ou AL versée |
| | NON | NON sans versement d'APL et AL |

* Les mobil-homes ou les caravanes posées sur des soubassements et privées de tous moyens de mobilité peuvent ouvrir droit à l'AL si ils sont assujettis au permis de construire (superficie habitable > 35 m²) ou si ils sont situés sur un terrain de camping ou un terrain spécialement aménagé (point d'eau, électricité, etc.), lorsque la superficie de l'habitat est inférieure à 35 m².

2.6

Les revenus particuliers (rentes, loyers, capitaux)

Les revenus immobiliers

Articles R.132-1 et R.262-6 du code de l'action sociale et des familles

S'il s'agit de biens immobiliers non loués (à l'exception de la résidence principale, d'une exploitation ou d'une partie de terrain) : l'allocataire est tenu de déclarer ce bien ainsi que de transmettre la déclaration de la taxe d'habitation et/ou foncière à l'organisme payeur.

Un revenu annuel fictif sera pris en compte, égal à :

- 50 % de leur valeur locative pour les maisons (12,5 % par trimestre) ;
- 80 % de leur valeur locative pour les terrains non bâtis (20 % par trimestre).

La valeur locative est celle qui sert de base d'imposition pour la taxe d'habitation ou, à défaut, pour la taxe foncière.

S'il s'agit de biens immobiliers loués (maisons ou terrains, possédés en France ou à l'étranger), il est tenu compte des loyers perçus pendant le trimestre de référence, déduction faite des charges ne concourant pas à la conservation ou l'augmentation du patrimoine (taxe foncière, assurances, frais de gérance).

Cas particulier

Lorsque le bien a été acquis au moyen d'une société civile immobilière (SCI), il convient de retenir les bénéfices distribués à chaque porteur de parts, individuellement, sous la forme de dividendes (SCI soumise à l'impôt sur les sociétés) ou les loyers perçus au prorata de la quote part détenue (SCI soumise à l'impôt sur le revenu).

Les capitaux et les biens mobiliers

Article R.132-1 et R.262-6 du code de l'action sociale et des familles

L'ensemble des ressources du foyer doit être pris en compte pour le calcul du RSA. Il convient donc de considérer des revenus particuliers procurés par des capitaux ou des biens mobiliers détenus et ce, quel que soit le membre du foyer détenteur de ce bien (sauf éventuel compte bloqué détenu par un mineur).

Les capitaux ou les biens mobiliers non productifs de revenus (actions, obligations, assurance-vie, épargne retraite, capitalisation, placements financiers non rémunérés ou ne produisant pas d'intérêts...) sont pris en compte à hauteur de 3 % par an (soit 0,75 % par trimestre). L'allocataire concerné doit mentionner le montant total de ces capitaux détenus sur ses déclarations trimestrielles de ressources (DTR, rubrique « argent placé »).

Les capitaux placés et rémunérés sont pris en compte à hauteur des intérêts réellement perçus (considérant un montant constaté et déclaré par l'allocataire). L'allocataire concerné doit mentionner des intérêts perçus sur ses déclarations trimestrielles de ressources (DTR, rubrique « autres ressources »).

Les ressources exceptionnelles (vente d'une maison, héritage, gain au jeu ...) sont prises en compte comme des capitaux si ces sommes sont conservées.

Si ces sommes sont immédiatement réutilisées, elles doivent toutefois être déclarées sur la Déclaration Trimestrielle de Ressources (DTR) correspondant au trimestre de leur perception et auront un impact sur le trimestre de paiement suivant.

Les libéralités

Article R.262-6 du code de l'action sociale et des familles

Les libéralités s'entendent comme l'ensemble des versements effectués par des personnes privées de façon spontanée (en l'absence de décision de justice) pour des montants qu'elles déterminent elles-mêmes et auxquelles elles peuvent mettre de fin de façon unilatérale.

Une somme perçue par un allocataire et présentant un caractère régulier est prise en compte dans le calcul du droit au RSA. La prise en compte des libéralités trouve sa justification dans le caractère subsidiaire du RSA.

Rappel du cadre législatif

Code de l'action sociale et des familles

Article R.132-1 : « Pour l'appréciation des ressources des postulants prévue à l'article L. 132-1, les biens non productifs de revenu, à l'exclusion de ceux constituant l'habitation principale du demandeur, sont considérés comme procurant un revenu annuel égal à 50 % de leur valeur locative s'il s'agit d'immeubles bâtis, à 80 % de cette valeur s'il s'agit de terrains non bâtis et à 3 % du montant des capitaux ».

Article R.262-6 : « Les ressources prises en compte pour la détermination du montant du revenu de solidarité active comprennent, sous les réserves et selon les modalités figurant au présent chapitre, l'ensemble des ressources, de quelque nature qu'elles soient, de toutes les personnes composant le foyer, et notamment les avantages en nature ainsi que les revenus procurés par des biens mobiliers et immobiliers et par des capitaux.
Les dispositions de l'article R. 132-1 sont applicables au revenu de solidarité active ».

Le principe

Le caractère subsidiaire du RSA implique que l'allocataire fasse valoir ses droits à créance d'aliments ou à pension alimentaire.

Ces obligations concernent, par exemple :

- les pensions prévues dans le cadre d'un divorce ou par l'ordonnance de non-conciliation,
- les pensions dues par les ascendants et les descendants.

Les pensions et créances alimentaires perçues viennent en déduction du droit RSA versé.

L'obligation à faire valoir ses droits à une pension alimentaire pour les personnes seules ayant des enfants à charge

Articles L.262-10, R.262-46 à 48 du code de l'action sociale et des familles

Les personnes seules ayant des enfants à charge ont l'obligation de faire les démarches nécessaires pour obtenir une pension de l'autre parent ayant reconnu le ou les enfants.

Les organismes chargés de l'instruction des demandes et du service du RSA assistent l'allocataire dans ses démarches.

Les modalités

L'allocataire dispose de 4 mois, à compter de son ouverture de droit RSA, **pour faire valoir ses droits à une créance alimentaire**. Dans ce délai, il doit :

- engager une procédure en fixation ou en recouvrement de créance alimentaire,
- ou déposer une demande d'allocation de soutien familial (ASF) s'il répond aux conditions précisées ci-dessous,
- ou demander une dispense à faire valoir ses droits à la créance alimentaire, auprès de l'organisme payeur.

Distinction entre ASF non recouvrable et ASF recouvrable

L'ASF dite non recouvrable peut être versée dans les situations suivantes : l'un des parents est décédé, n'a pas reconnu l'enfant, est présumé ou déclaré absent, conteste la filiation ou est considéré comme insolvable. Dans ces situations, l'attribution de l'ASF dite non recouvrable n'est pas subordonnée à l'engagement de démarches en vue de fixation de pension alimentaire.

L'ASF non recouvrable est versée automatiquement pendant les 4 premiers mois pour permettre à l'allocataire d'engager ses démarches.

Au-delà de ces 4 premiers mois de versement, l'ASF non recouvrable se poursuit sur présentation de justificatifs (de situation –se référer aux conditions de l'ASF non recouvrable - ou d'engagement de procédure de fixation ou recouvrement de créance alimentaire).

L'ASF dite recouvrable est versée lorsqu'un jugement fixant une pension alimentaire a été rendu et que le parent concerné se soustrait totalement ou partiellement au versement de la pension alimentaire. Cette ASF est versée à titre d'avance sur la pension à recouvrer.

Les demandes de dispense auprès de l'organisme payeur

Les demandes de dispense doivent être formalisées par un courrier accompagné de toutes les pièces justifiant de cette demande.

Aucune dispense ne pourra être accordée pour les motifs suivants : refus d'engagement de procédure pour convenance personnelle, résidence alternée, résidence de l'ex-conjoint à l'étranger.

Sanction

Articles L. 262-12 et R. 262-49 du code de l'action sociale et des familles

A défaut d'engagement de procédure ou en cas de refus de dispense, le montant du RSA versé est réduit d'un montant égal au montant de l'allocation de soutien familial (91,76 euros en avril 2017).

L'obligation à faire valoir ses droits à une pension alimentaire pour les demandeurs de moins de trente ans

Articles 371-2 du code civil et L.262-10 du code de l'action sociale et des familles

L'obligation à faire valoir ses droits à pension alimentaire est limitée en Isère aux demandeurs de RSA qui cumulent les conditions suivantes : âgé de moins de 30 ans, isolé, sans enfant et hébergé.

Dans cette situation, l'allocataire doit faire valoir ses droits à pension alimentaire auprès de ses parents.

Les modalités

Deux hypothèses sont envisageables :

- 1er cas : Le demandeur accepte d'intenter une action civile aux fins de fixation d'une pension alimentaire, auquel cas l'allocation de RSA est versée sous réserve de production d'un justificatif. Un suivi du dossier sera effectué pour s'assurer de la suite donnée à cette action,
- 2ème cas : L'intéressé peut demander à être dispensé de ces démarches : cette demande de dispense sera étudiée en considérant les revenus imposables de ses parents.

Sanction

Articles L.262-12 et R.262-49 du code de l'action sociale et des familles

A défaut d'engagement de procédure ou en cas de refus de dispense, il sera mis fin au versement du droit RSA.

Modalités de prise en compte des pensions alimentaires

Articles L.262-3 et R262-6 du code de l'action sociale et des familles

Considérant le caractère subsidiaire du RSA, l'intégralité des pensions perçues (avantage en nature ou libéralités, ...) est prise en compte pour le calcul du RSA. Le cas échéant, la valeur retenue pour la prise en compte des ressources de l'allocataire est celle déclarée auprès de l'administration fiscale.

Rappel du cadre législatif

Code de l'action sociale et des familles

Article L.262-3 : « Le montant forfaitaire mentionné à l'article L. 262-2 est fixé par décret. Il est revalorisé le 1er avril de chaque année par application du coefficient mentionné à l'article L. 161-25 du code de la sécurité sociale. L'ensemble des ressources du foyer, y compris celles qui sont mentionnées à l'article L. 132-1, est pris en compte pour le calcul du revenu de solidarité active, dans des conditions fixées par un décret en Conseil d'Etat qui détermine notamment :

1° Les ressources ayant le caractère de revenus professionnels ou qui en tiennent lieu ;

2° Les modalités d'évaluation des ressources, y compris les avantages en nature. L'avantage en nature lié à la disposition d'un logement à titre gratuit est déterminé de manière forfaitaire ;

3° Les prestations et aides sociales qui sont évaluées de manière forfaitaire, notamment celles affectées au logement mentionnées aux articles L. 542-1 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale ainsi qu'à l'article L. 351-1 du code de la construction et de l'habitation ;

4° Les prestations et aides sociales qui ne sont pas incluses dans le calcul des ressources à raison de leur finalité sociale particulière ; »

Article L.262-10 : « Le droit au revenu de solidarité active est subordonné à la condition que le foyer fasse valoir ses droits aux prestations sociales, législatives, réglementaires et conventionnelles, à l'exception des allocations mensuelles mentionnées à l'article L. 222-3 et, sauf pour les personnes reconnues inaptes au travail dont l'âge excède celui mentionné au premier alinéa de l'article L. 351-1 du code de la sécurité sociale, des pensions de vieillesse des régimes légalement obligatoires.

En outre, il est subordonné à la condition que le foyer fasse valoir ses droits :

1° Aux créances d'aliments qui lui sont dues au titre des obligations instituées par les articles 203, 212, 214, 255, 342 et 371-2 du code civil ainsi qu'à la prestation compensatoire due au titre de l'article 270 du même code ;

2° Aux pensions alimentaires accordées par le tribunal au conjoint ayant obtenu le divorce, dont la requête initiale a été présentée avant l'entrée en vigueur de la loi n° 75-617 du 11 juillet 1975 portant réforme du divorce. »

Article L.262-12 : « Le foyer peut demander à être dispensé de satisfaire aux obligations mentionnées aux deuxième à dernier alinéas de l'article L. 262-10. Le président du conseil départemental statue sur cette demande compte tenu de la situation du débiteur défaillant et après que le demandeur, assisté le cas échéant de la personne de son choix, a été mis en mesure de faire connaître ses observations. Il peut mettre fin au versement du revenu de solidarité active ou le réduire d'un montant au plus égal à celui de la créance alimentaire, lorsqu'elle est fixée, ou à celui de l'allocation de soutien familial. »

Article R.262-6 : « Les ressources prises en compte pour la détermination du montant du revenu de solidarité active comprennent, sous les réserves et selon les modalités figurant au présent chapitre, l'ensemble des ressources, de quelque nature qu'elles soient, de toutes les personnes composant le foyer, et notamment les avantages en nature ainsi que les revenus procurés par des biens mobiliers et immobiliers et par des capitaux.

Les dispositions de l'article R. 132-1 sont applicables au revenu de solidarité active. »

Article R.262-46 : « Conformément à l'article L. 262-10, le foyer dispose d'un délai de deux mois à compter du dépôt de sa demande pour faire valoir ses droits aux prestations sociales mentionnées au premier alinéa de cet article.

Toutefois, le droit à l'allocation de soutien familial est, en application de l'article R. 523-2 du code de la sécurité sociale, ouvert aux bénéficiaires de la majoration mentionnée à l'article L. 262-9 sans qu'ils aient à en faire la demande.

Lorsque le foyer ne remplit pas les conditions d'ouverture de droit à l'allocation de soutien familial, mais qu'il a acquis des droits à des créances d'aliments, il dispose d'un délai de quatre mois à compter de sa demande d'allocation de revenu de solidarité active pour faire valoir ses droits.

Article R.262-47 : « Le foyer qui acquiert des droits aux prestations sociales ou aux créances d'aliments mentionnées à l'article L. 262-10 dont il ne disposait pas lors de l'ouverture du droit à l'allocation de revenu de solidarité active est tenu de faire valoir ces droits et d'informer le président du conseil départemental, ainsi que l'organisme chargé du service de l'allocation, du changement de sa situation. Le président du conseil départemental enjoint si nécessaire le bénéficiaire de procéder aux démarches correspondantes. Les délais mentionnés à l'article R. 262-46 courent à compter de cette notification. »

Article R.262-48 : « La dispense de faire valoir ses droits à créance alimentaire peut être accordée au foyer lorsque le débiteur d'aliments, pour des raisons tenant notamment aux difficultés sociales qu'il rencontre, à sa situation de santé ou à sa situation familiale, est hors d'état de remplir les obligations mentionnées aux troisième et quatrième alinéas de l'article L. 262-10.

Il peut également en être dispensé s'il dispose d'un motif légitime de ne pas faire valoir ses droits.»

Article R.262-49 : « Si, à l'issue des délais mentionnés aux articles R. 262-46 et R. 262-47, le foyer n'a pas fait valoir ses droits aux prestations ou aux créances d'aliments mentionnées à l'article L. 262-10 ou n'a pas demandé à être dispensé de cette obligation et que le président du conseil départemental a l'intention de mettre fin au versement de l'allocation ou de procéder à une réduction de l'allocation, ce dernier en informe par écrit le foyer, lui indique le cas échéant le montant de la réduction envisagée et lui fait connaître qu'il dispose d'un délai d'un mois pour présenter des observations écrites ou demander à être entendu, assisté, le cas échéant, de la personne de son choix.

Les dispositions de l'alinéa précédent sont également applicables lorsque le président du conseil départemental envisage de refuser la dispense demandée.

La réduction mentionnée à l'article L. 262-12 est au plus égale au montant de l'allocation de soutien familial mentionnée à l'article L. 523-1 due à un parent ayant un seul enfant.

Les informations prévues aux alinéas précédents et la décision de réduction ou de fin de droit de l'allocation prise par le président du conseil départemental sont notifiées au foyer par lettre recommandée avec avis de réception. La réduction prend fin, par décision du président du conseil départemental, le premier jour du mois au cours duquel le foyer a fourni des éléments justifiant qu'il a fait valoir ses droits. »

Code civil

Article 371-2 : *« Chacun des parents contribue à l'entretien et à l'éducation des enfants à proportion de ses ressources, de celles de l'autre parent, ainsi que des besoins de l'enfant. Cette obligation ne cesse pas de plein droit lorsque l'enfant est majeur. »*

2.8 Evaluation des éléments du train de vie

Lorsqu'il existe des doutes sur les revenus d'un allocataire du RSA, le Président du Conseil départemental peut décider de demander à l'allocataire des éléments permettant d'apprécier son « train de vie » et de réévaluer sur cette base le montant du RSA versé.

La procédure d'évaluation des éléments du train de vie en Isère

Articles L.262-41, R.262-78 à R.262-80 du code de l'action sociale et des familles

La procédure visant à évaluer les éléments du train de vie d'un allocataire du RSA peut être effectuée à l'occasion de l'instruction d'une demande ou en cours de droit, suite ou dans le cadre d'un contrôle.

Si une disproportion marquée est constatée entre le train de vie du foyer et les ressources déclarées par l'allocataire, la procédure visant à évaluer le train de vie de l'allocataire est déclenchée.

Un courrier est envoyé à l'allocataire en lettre recommandée avec accusé de réception ayant pour objet :

- de l'informer de l'objet de la procédure, de son déroulement et de ses conséquences, de la possibilité d'être entendu,
- de lui transmettre un questionnaire qui doit être complété par ses soins et renvoyé dans un délai de 30 jours, accompagné des pièces justificatives demandées.

La disproportion est ainsi constatée lorsque le montant du train de vie (évalué forfaitairement), est supérieur ou égal, au double de la somme :

- du montant forfaitaire du RSA applicable au foyer (exemple 545,48 € en septembre 2017 pour une personne seule),
- des prestations et aides personnelles au logement dans la limite des forfaits applicables,
- des revenus professionnels et assimilés pris en compte dans le calcul du RSA.

Conséquences de l'évaluation :

- aucune, si la disproportion n'est pas constatée
- l'évaluation est prise en compte pour la détermination du RSA, cette évaluation pouvant faire obstacle au versement du RSA si les revenus sont supérieurs au plafond du RSA.

Les résultats de la procédure sont notifiés à l'allocataire avec les voies de recours.

Barème applicable

Articles R.262-74 à R.262-77 du code de l'action sociale et des familles

| Eléments de train de vie / évaluation | Base | Date | Prise en compte (en %) |
|---|---|--|------------------------|
| Eléments du patrimoine | | | |
| Propriétés bâties ou non bâties détenues ou occupées par le demandeur ou l'allocataire | Valeur locative cadastrale annuelle (Avis d'imposition- taxe d'habitation- taxe foncière) | Période de référence ou dernière valeur connue | 25 |
| Propriétés bâties ou non bâties détenues par le demandeur ou le bénéficiaire situées sur un territoire dans lequel aucune valeur locative n'est applicable ou ne peut être connue | Valeur locative cadastrale annuelle du logement occupé par l'allocataire (Avis d'imposition- taxe d'habitation- taxe foncière) | Période de référence ou dernière valeur connue | 25 |

| | | | |
|--|--|---|------|
| Capitaux | Valeur du montant des capitaux (déclaration fiscale ou attestation de l'établissement financier) | Dernier jour de la période de référence | 2,5 |
| Auto/moto/bateau | Valeur vénale de chaque bien si > 10.000€ (La valeur vénale des biens est la valeur réelle à la date de la procédure, justifiée par le montant garanti par le contrat d'assurance, l'estimation réalisée par un professionnel, la référence issue d'une publication professionnelle faisant autorité. | Date du contrôle | 6,25 |
| Objets d'art ou de collection, bijoux, métaux précieux | Valeur vénale de chaque bien | Date du contrôle | 0,75 |
| Dépenses relatives à l'achat de biens et services | | | |
| Travaux, charges et frais d'entretien des immeubles | Montant des dépenses engagées (Factures, relevés bancaires) | Période de référence | 80 |
| Personnels et services domestiques | Montant des dépenses engagées (Appel de cotisations URSSAF, CESU) | Période de référence | |
| Appareils électroménager, équipements /Hi-Fi/son/vidéo/informatique | Montant des dépenses engagées si > 1 000 € (Factures d'achat, catalogue fournisseurs) | Période de référence | |
| Voyages/séjours en hôtels et locations saisonnières/restaurants/réception/biens et services culturels, éducatifs, de communication, de loisirs | montant des dépenses engagées (Factures d'achat, abonnements billets d'avion...) | Période de référence | |
| Clubs de sport et de loisirs, droits de chasse | Montant des dépenses engagées (Adhésion, licence) | Période de référence | |

Rappel du cadre législatif

Code de l'action sociale et des familles

Article L.262-41 : « Lorsqu'il est constaté par le président du conseil départemental ou les organismes chargés de l'instruction des demandes ou du versement du revenu de solidarité active, à l'occasion de l'instruction d'une demande ou lors d'un contrôle, une disproportion marquée entre, d'une part, le train de vie du foyer et, d'autre part, les ressources qu'il déclare, une évaluation forfaitaire des éléments de train de vie, hors patrimoine professionnel dans la limite d'un plafond fixé par décret, est effectuée. Cette évaluation forfaitaire est prise en compte pour la détermination du droit au revenu de solidarité active.

Les éléments de train de vie à prendre en compte, qui comprennent notamment le patrimoine mobilier ou immobilier, hors patrimoine professionnel dans la limite d'un plafond fixé par décret, sont ceux dont le foyer a disposé au cours de la période correspondant à la déclaration de ses ressources, en quelque lieu que ce soit, en France ou à l'étranger, et à quelque titre que ce soit. »

Article R.262-74 : « L'évaluation forfaitaire du train de vie prévue à l'article L. 262-41 prend en compte les éléments et barèmes suivants :

1° Propriétés bâties détenues ou occupées par le demandeur ou le bénéficiaire : un quart de la valeur locative annuelle définie aux articles 1494 à 1508 et 1516 à 1518 B du code général des impôts.

Pour les propriétés situées sur un territoire dans lequel aucune valeur locative n'est applicable ou ne peut être connue, la valeur locative est celle du logement occupé par le demandeur ou le bénéficiaire ;

2° Propriétés non bâties détenues ou occupées par le demandeur ou le bénéficiaire : un quart de la valeur locative annuelle définie aux articles 1509 à 1518 A du code général des impôts. Pour les propriétés situées sur un territoire dans lequel aucune valeur locative n'est applicable ou ne peut être connue, la valeur locative est celle du logement occupé par le demandeur ou le bénéficiaire ;

3° Travaux, charges et frais d'entretien des immeubles : 80 % du montant des dépenses ;

- 4° Personnels et services domestiques : 80 % du montant des dépenses ;
5° Automobiles, bateaux de plaisance, motocyclettes : 6, 25 % de la valeur vénale de chaque bien lorsque celle-ci est supérieure à 10 000 € ;
6° Appareils électroménagers, équipements son-hifi-vidéo, matériels informatiques : 80 % du montant des dépenses lorsque celles-ci sont supérieures à 1 000 € ;
7° Objets d'art ou de collection, articles de joaillerie et métaux précieux : 0, 75 % de leur valeur vénale
8° Voyages, séjours en hôtels et locations saisonnières, restaurants, frais de réception, biens et services culturels, éducatifs, de communication ou de loisirs : 80 % du montant des dépenses ;
9° Clubs de sports et de loisirs, droits de chasse : 80 % du montant des dépenses ;
10° Capitaux : 2, 5 % du montant à la fin de la période de référence. »

Article R.262-75 : « Pour l'application de l'article R. 262-74 :

- 1° Les dépenses sont celles réglées au bénéfice du foyer du demandeur ou du bénéficiaire pendant la période de référence ;
2° La valeur vénale des biens est la valeur réelle à la date de la disposition. Sont retenus notamment à fin d'évaluation, lorsqu'ils existent :
a) Le montant garanti par le contrat d'assurance ;
b) L'estimation particulière effectuée par un professionnel ;
c) La référence issue d'une publication professionnelle faisant autorité. »

Article R.262-76 : « La période de référence est celle mentionnée à l'article D. 262-34. »

Article D.262-77 : « Le plafond mentionné à l'article L. 262-41 en deçà duquel le patrimoine professionnel du foyer n'est pas pris en compte pour l'application des dispositions dudit article est égal au plafond mensuel mentionné au premier alinéa de l'article L. 241-3 du code de la sécurité sociale. »

Article R.262-78 : « Lorsqu'il est envisagé de faire usage de la procédure prévue à l'article L. 262-41, le président du conseil départemental, sur demande ou après consultation de l'organisme chargé du service de l'allocation, en informe le demandeur ou le bénéficiaire de la prestation, par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette lettre a pour objet : 1° De l'informer de l'objet de la procédure engagée, de son déroulement, de ses conséquences éventuelles, de sa possibilité de demander à être entendu et à être assisté, lors de cet entretien, de la personne de son choix, des sanctions applicables en cas de déclarations fausses ou incomplètes et de ce que le résultat de cette évaluation sera transmis aux autres organismes de sécurité sociale qui lui attribuent, le cas échéant, des prestations sous conditions de ressources ; 2° De l'inviter à renvoyer, dans un délai de trente jours, le questionnaire adressé par l'organisme visant à évaluer les différents éléments de son train de vie accompagné de toutes les pièces justificatives, en précisant qu'à défaut de réponse complète dans ce délai les dispositions du troisième alinéa de l'article L. 161-1-4 du code de la sécurité sociale seront appliquées. »

Article R.262-79 : « La disproportion marquée entre le train de vie et les ressources déclarées est constatée lorsque le montant du train de vie évalué forfaitairement en application de l'article R. 262-74 est supérieur ou égal à un montant résultant, pour la période de référence, du double de la somme : 1° Du montant forfaitaire applicable au foyer ; 2° Des prestations et aides mentionnées aux articles R. 262-10 ; 3° Des revenus professionnels et assimilés mentionnés à l'article R. 262-12. Dans ce cas, l'évaluation forfaitaire des éléments du train de vie est prise en compte pour la détermination du droit au revenu de solidarité active. »

Article R.262-80 : « Lorsque les ressources prises en compte selon l'évaluation forfaitaire du train de vie ne donnent pas droit au revenu de solidarité active, l'allocation peut être accordée par le président du conseil départemental en cas de circonstances exceptionnelles liées notamment à la situation économique et sociale du foyer, ou s'il est établi que la disproportion marquée a cessé. En cas de refus, la décision est notifiée au demandeur ou au bénéficiaire, par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle est motivée et indique les voies de recours dont dispose l'intéressé. »

Partie 3

Les statuts particuliers

3.1

Les personnes en formation

Condition d'attribution du RSA

Article. L.262-4 et L.262-8 du code de l'action sociale et des familles

Pour bénéficier du RSA, **l'allocataire ne doit pas être élève, étudiant ou stagiaire.**

Le RSA n'a pas vocation à financer des études, ni à se substituer aux revenus prévus pour les personnes qui suivent une formation, notamment les financements accordés aux stagiaires de la formation professionnelle (le RSA ne doit pas remplacer les mécanismes de droit commun en matière de formation continue) ou aux étudiants (bourses d'études).

Cette condition ne concerne pas :

- le conjoint de l'allocataire,
- les personnes relevant du RSA majoré,
- les contrats d'apprentissage et les contrats de professionnalisation qui sont des contrats de travail et qui ne relèvent donc pas de ces dispositions relatives aux étudiants/élèves.

L'ouverture ou le maintien du droit au RSA pour les personnes étudiant(e), élève et stagiaire revêt un caractère exceptionnel. **L'ouverture ou la poursuite du droit au RSA a un caractère dérogatoire et une demande de dérogation doit être soumise au Président du Conseil départemental** pour toute prise ou reprise de formation d'une durée supérieure à 6 mois.

Cette demande de dérogation s'impose même aux étudiants salariés par ailleurs. La demande de dérogation permet la vérification des conditions d'éligibilité au RSA (statuts étudiants ou élèves) mais aussi la validation, par les services insertion ou développement social, du projet de formation envisagé dans le cadre des démarches d'insertion (formations hors statuts étudiants ou élèves).

La demande de dérogation doit être motivée (situation professionnelle, familiale et sociale) et fera l'objet d'une étude pour évaluer le caractère d'insertion de la formation ainsi que le caractère particulier de la situation sociale du demandeur.

[Cf annexe Fiche d'étude de dérogation pour les personnes en formation \(instruction\)](#)

[Cf annexe Fiche d'étude de dérogation pour les personnes en formation \(en cours de droit\)](#)

Conditions d'attribution d'une dérogation

Le cursus de formation envisagé ne peut excéder 12 mois. Les études doivent donc être courtes. Aucune dérogation ne sera accordée pour des parcours de formation supérieurs à 12 mois. Sont automatiquement exclues, les personnes étant en début d'un cursus d'études de plusieurs années.

Le caractère d'insertion professionnelle de la formation ou du stage doit être indiscutable au regard du parcours de l'allocataire.

Et, en ouverture de droit, le caractère particulier de la situation sociale du demandeur sera apprécié (charge d'enfants).

Etude et validation des demandes de dérogation

Les demandes de dérogation peuvent être effectuées **en ouverture de droit RSA** (la personne demande le RSA au moment où elle entame des études ou après les avoir reprises) **ou en cours de droit** (la personne est déjà allocataire du RSA au moment où elle projette une reprise d'études, de formation ou un stage).

Demande de dérogation lors de l'instruction d'une demande RSA : la décision revient au service Insertion vers l'emploi de la Direction des solidarités du Département :

En ouverture de droit, aucune dérogation n'est accordée si la personne est étudiante ou élève. Un accord très exceptionnel et motivé pourra éventuellement être accordé compte tenu de la situation sociale particulière de la personne. L'ensemble des droits (dispositifs droits communs et solidarités familiales) devront être étudiés et sollicités au préalable.

Demande de dérogation en cours de droit RSA : la décision revient au service insertion de la Direction territoriale concernée :

La formation envisagée doit être prévue dans le cadre du contrat d'engagement réciproque ou du PPAE et doit répondre aux conditions d'attribution d'une dérogation précisées ci-dessus.

Les dérogations doivent être demandées avant l'entrée en formation au risque d'une notification d'indu en cas de refus de dérogation.

Cas particuliers

Information tardive d'une reprise d'études ou de formation :

Dans le respect des conditions d'attribution des dérogations, les services insertion pourront accorder une dérogation rétroactive. Considérant cette première dérogation accordée, aucune nouvelle dérogation ne pourra être envisagée pour une année supplémentaire d'études ou de formation.

Les cours du soir, les cours par correspondance ou les formations effectuées à temps très partiel :

La recherche d'une activité, même partielle, rémunérée, en parallèle à la poursuite d'études est un engagement obligatoire pour obtenir une dérogation.

Une activité professionnelle est indispensable pour envisager un renouvellement de dérogation sur ce type de formation.

Fin d'études :

Les étudiants ayant achevé normalement leurs études conservent leur statut jusqu'au 31 août. Le principe général est donc de ne pas ouvrir le droit au RSA avant le 1^{er} septembre afin de s'assurer que la personne ne reprend pas ses études.

Les étudiants qui interrompent leur cursus en cours d'année doivent s'engager à ne pas reprendre d'études l'année suivante et s'inscrire auprès de Pôle emploi en tant que demandeur d'emploi (l'attestation d'inscription est obligatoire). Le demandeur a l'obligation de signer rapidement un contrat dans lequel il inscrit ses engagements en matière d'insertion sociale et professionnelle.

Rappel du cadre législatif

Code de l'action sociale et des familles

Article. L.262-4 : « Le bénéfice du revenu de solidarité active est subordonné au respect, par le bénéficiaire, des conditions suivantes :

1° Etre âgé de plus de vingt-cinq ans ou assumer la charge d'un ou plusieurs enfants nés ou à naître;

2° Etre français ou titulaire, depuis au moins cinq ans, d'un titre de séjour autorisant à travailler. Cette condition n'est pas applicable :

a) Aux réfugiés, aux bénéficiaires de la protection subsidiaire, aux apatrides et aux étrangers titulaires de la carte de résident ou d'un titre de séjour prévu par les traités et accords internationaux et conférant des droits équivalents ;

b) Aux personnes ayant droit à la majoration prévue à l'article L. 262-9, qui doivent remplir les conditions de régularité du séjour mentionnées à l'article L. 512-2 du code de la sécurité sociale ;

3° Ne pas être élève, étudiant ou stagiaire au sens de l'article L. 124-1 du code de l'éducation. Cette condition n'est pas applicable aux personnes ayant droit à la majoration mentionnée à l'article L. 262-9 du présent code ;

4° Ne pas être en congé parental, sabbatique, sans solde ou en disponibilité. Cette condition n'est pas applicable aux personnes ayant droit à la majoration mentionnée à l'article L. 262-9. »

Article. L.262-8 : « Lorsque le demandeur est âgé de plus de vingt-cinq ans ou assume la charge d'un ou plusieurs enfants nés ou à naître et que sa situation exceptionnelle au regard de son insertion sociale et professionnelle le justifie, le président du conseil départemental peut déroger, par une décision individuelle, à l'application des conditions fixées dans la première phrase du 3° de l'article L. 262-4. »

3.2 Les travailleurs non-salariés relevant du régime social des indépendants ou du régime général

Le RSA n'est pas une aide à la création d'entreprise. L'allocataire qui crée une activité devra pouvoir justifier de la viabilité de son projet pour que cette démarche d'insertion professionnelle soit prise en compte comme objectif d'insertion prévu dans le contrat d'engagement réciproque.

[Cf. Partie 1.9 « Les devoirs liés au RSA »](#)

Le travailleur non salarié peut dépendre du régime social des indépendants –RSI- (travailleurs indépendants : artisans, commerçants, industriels, professions libérales, micro-entrepreneurs, gérants associés majoritaires de société).

Il peut aussi dépendre du régime général (gérants associés égalitaires ou minoritaires, présidents ou dirigeants associés de sociétés anonymes ou sociétés par actions simplifiées).

Instruction de la demande

Lors de l'instruction de la demande de RSA, tous les travailleurs non-salariés doivent compléter la « demande complémentaire pour les non-salariés » (formulaire national Cerfa) afin de fournir des précisions sur leur activité. De plus, ils doivent remplir un document complémentaire mis en place en Isère et joindre l'ensemble des pièces demandées pour faciliter une étude rapide du droit. L'ensemble des pièces doit être transmis directement à la CAF.

S'il se déclare travailleur non salarié en cours de droit, l'allocataire du RSA doit également compléter cette fiche afin de fournir des précisions sur son activité.

[Cf annexe Renseignements complémentaires travailleurs non-salariés](#)

Les modalités de prise en compte des ressources des travailleurs non-salariés varient en fonction du régime d'affiliation et de l'ancienneté de création de l'entreprise.

On distingue ainsi 4 situations :

- modalités de déclaration des ressources des micro-entrepreneurs (ou auto-entrepreneurs),
- modalités de déclaration de ressources pour les travailleurs indépendants (affiliés RSI) dont l'activité existe depuis moins d'un an,
- modalités d'évaluation annuelle pour les travailleurs indépendants (affiliés RSI) dont l'activité existe depuis plus d'un an,
- modalités de déclarations de ressources pour les travailleurs non-salariés affiliés au régime général.

Depuis 2011, l'évaluation des ressources des travailleurs non-salariés est effectuée :

- par le Département pour les gérants/présidents/dirigeant de sociétés,
- par la CAF pour les entreprises individuelles (par délégation du Département).

Modalités de déclaration des ressources des micro-entrepreneurs

Article R.262-19 du code de l'action sociale et des familles

Les ressources des micro-entrepreneurs prises en compte pour le calcul du droit RSA sont égales au chiffre d'affaires (CA) réalisé au cours des trois mois précédant la demande d'allocation ou la révision, déduction faite des taux d'abattement forfaitaires liés à l'activité exercée, soit :

- CA x 29 % pour les activités de vente (abattement forfaitaire de 71 %),
- CA x 50 % pour les activités de service (abattement forfaitaire de 50 %),
- CA x 66 % pour les activités de type profession libérale (abattement forfaitaire de 34 %).

Ces montants de ressources sont à déclarer pour chaque mois concerné sur la déclaration trimestrielle de ressources (DTR).

Modalités de déclaration des ressources des travailleurs indépendants (entreprises individuelles, gérants associés majoritaires de société, professions libérales) dont l'activité existe depuis moins d'un an

Article L.262-7 et R.262-23 du code de l'action sociale et des familles

Lorsque l'activité a moins d'un an, les documents comptables et fiscaux nécessaires à l'évaluation des revenus ne peuvent pas être fournis.

Jusqu'à la transmission des premiers éléments comptables et fiscaux (clôture du premier exercice comptable ou bilan intermédiaire), les ressources du travailleur indépendant sont évaluées sur la base du chiffre d'affaires réalisé déduction faite du taux d'abattement lié au type d'activité exercé, soit :

- CA x 29 % pour les activités de vente (abattement forfaitaire de 71 %),
- CA x 50 % pour les activités de service (abattement forfaitaire de 50 %),
- CA x 66 % pour les activités de type profession libérale (abattement forfaitaire de 34 %).

Ces montants de ressources sont à déclarer pour chaque mois concerné sur la déclaration trimestrielle de ressources (DTR).

La difficulté à obtenir des justificatifs dans certaines situations particulières peut conduire à maintenir ce mode de calcul basé sur le chiffre d'affaires pour une courte période au-delà de la première année d'activité.

Modalités d'évaluation annuelle des ressources des travailleurs indépendants (entreprises individuelles, gérants associés majoritaires de société, professions libérales) dont l'activité existe depuis plus d'un an

Articles L.262-7 et R.262-19 à 24 du code de l'action sociale et des familles

L'évaluation des revenus du Travailleur indépendant est effectuée sur la base des documents comptables et fiscaux fournis au moment de l'instruction du dossier ou à échéance, à chaque fin d'exercice.

En général, l'évaluation a lieu une fois par an. Elle est conditionnée par la date de dépôt des déclarations fiscales annuelles et par les éléments spécifiques du dossier. Un appel de pièces est adressé à l'allocataire par les services de la CAF ou du Département.

Si les documents demandés ne sont pas retournés, le droit au RSA ne pourra pas être étudié, et le versement de l'allocation sera suspendu.

La détermination du revenu du Travailleur indépendant est le résultat d'un calcul basé sur **le résultat fiscal**, figurant sur la déclaration fiscale 2033 pour le réel simplifié et sur la déclaration 2035 pour la déclaration contrôlée, auquel s'ajoutent :

- les dotations aux amortissements,
- les plus-values professionnelles
- les rémunérations du personnel (considérant le caractère subsidiaire du droit RSA),

Le résultat obtenu est divisé par le nombre de mois concernés par l'exercice comptable. Le montant mensuel est ensuite affecté comme ressource d'activité pour chacun des mois de l'année à venir.

Cas particulier des gérants associés de sociétés :

La situation de gérance minoritaire/égalitaire/majoritaire est appréciée en fonction du pourcentage de parts détenu par le gérant associé, d'autres co-gérants associés, et les membres du foyer de l'allocataire (conjoint marié ou pacsé et enfants mineurs).

L'évaluation des ressources réalisée est proratisée en fonction du pourcentage de parts détenu par le foyer dans la société.

Evolution réglementaire 2017 :

Afin d'améliorer la prise en compte de la situation réelle des travailleurs indépendants inscrits au régime social des indépendants, ceux-ci disposent désormais, sous certaines conditions(*) et sous réserve de l'accord du

Président du Conseil départemental, de la faculté de demander le calcul de leur droit RSA sur **la base du dernier chiffre d'affaires trimestriel réalisé** (déclaration identique à celle des micro-entrepreneurs, voir-ci dessus). Cette demande peut être faite à tout moment et est valable pour les trimestres de l'année civile en cours. Elle est tacitement reconduite sauf demande contraire du bénéficiaire.

(*) Cette faculté est permise dès lors que le chiffre d'affaires des douze derniers mois n'excède pas, selon la nature de l'activité exercée, les montants fixés aux articles 50-0 et 102 ter du code général des impôts.

Modalités de déclaration des ressources des travailleurs non-salariés affiliés au régime général (gérants associés égalitaires ou minoritaires, présidents ou dirigeants associés de Sociétés Anonymes ou Sociétés par Actions Simplifiées)

Ces travailleurs non-salariés ne sont pas concernés par les dispositions d'évaluation décrites ci-dessus. Des salaires ou rémunérations sont donc attendus en contre partie du travail de gérance ou technique réalisé au sein de la société.

Le montant des salaires ou rémunérations déclarées trimestriellement (traitement assimilé à des ressources salariées) sert au calcul du RSA.

Du fait du caractère subsidiaire du RSA, les dossiers des gérants associés minoritaires ou égalitaires et des présidents/dirigeants de SA ou de SAS font l'objet d'une étude toute particulière par les services du Département afin de vérifier la cohérence de l'activité de leur société avec les ressources déclarées.

Sans ressources déclarées, un diagnostic est réalisé afin de s'assurer que cette activité peut être considérée comme une démarche d'insertion professionnelle. Dans le cas contraire, un accompagnement ciblé sur une recherche d'emploi salarié sera privilégiée.

La cessation d'activité

Articles R.262-13 du code de l'action sociale et des familles

On considère qu'il y a cessation d'activité lorsque l'allocataire fournit l'attestation de radiation de son activité à l'organisme payeur :

- soit, le justificatif de la radiation du registre du commerce et des sociétés ou du registre des métiers ou de l'Urssaf,
- ou le jugement du tribunal prononçant l'ouverture de la liquidation judiciaire.

Si la cessation d'activité intervient en cours de droit RSA, les ressources du travailleur non salarié (évaluation annuelle ou chiffre d'affaires déclaré après abattement) sont prises en compte jusqu'au mois de la cessation d'activité.

Si la cessation intervient dans les trois mois précédant la demande, les ressources du travailleur non salarié sont évaluées sur la base des derniers éléments comptables annuels ou considérant le chiffre d'affaires déclaré jusqu'au mois de la cessation.

En l'absence de revenu de substitution, ces ressources pourront être neutralisées.

[Cf. Partie 2.4 « Les mesures de neutralisation et d'abattement des ressources »](#)

Exemple

Monsieur (isolé), dépose une demande de RSA en août 2017, TNS depuis septembre 2016, il fournit un justificatif de cessation d'activité à compter du 15 juillet 2017.

Pour la prise en compte de ses revenus du trimestre de référence (05/06/07), il doit déclarer ses ressources (chiffre d'affaires – abattement fiscal) pour les mois de mai, juin et juillet.

Sans revenu de substitution perçu, ces ressources seront neutralisées.

Dans ces situations de cessation d'activité une attention particulière est portée sur les conditions de cessation.

Dans le cas d'une vente du fonds de commerce ou des locaux : lorsque le montant de la vente ne sert pas à rembourser les dettes de l'entreprise, il est à considérer comme un revenu de substitution. Ainsi, les revenus perçus au titre de l'activité dans les derniers mois précédents la cessation ne pourront donc pas être neutralisés par l'organisme payeur à compter de la fin d'activité puisque la cessation d'activité est suivie de la perception d'un revenu.

Si ce capital est placé, il sera pris en compte.

[Cf. Partie 2.6 « Les revenus particuliers »](#)

La cessation temporaire d'activité (entreprise individuelle) ou la mise en sommeil (sociétés) :

Il arrive que certains travailleurs non-salariés cessent temporairement leur activité. Cette situation doit être notifiée sur l'acte de la chambre consulaire concernée (chambre des métiers, chambre de commerce) ou de l'Urssaf.

A compter de la date de cessation temporaire ou de mise en sommeil, les revenus évalués ou déclarés seront neutralisés jusqu'à reprise de l'activité. L'allocataire doit informer la CAF de toute modification de sa situation professionnelle (reprise d'activité ou cessation définitive d'activité).

Rappel du cadre législatif

Code de l'action sociale et des familles

Article L.262-7 : « Un décret en Conseil d'Etat définit les règles de calcul du revenu de solidarité active applicables aux travailleurs mentionnés à l'article L. 611-1 du code de la sécurité sociale et aux articles L. 722-1 et L. 781-9 du code rural et de la pêche maritime, ainsi qu'aux salariés employés dans les industries et établissements mentionnés à l'article L. 3132-7 du code du travail ou exerçant leur activité de manière intermittente. »

Article R.262-13 : « Il n'est tenu compte ni des ressources ayant le caractère de revenus professionnels ou en tenant lieu mentionnées à l'article R. 262-12, ni des allocations aux travailleurs involontairement privés d'emploi mentionnées par les articles L. 5422-1 et L. 5423-1 du code du travail, lorsqu'il est justifié que la perception de ces revenus est interrompue de manière certaine et que l'intéressé ne peut prétendre à un revenu de substitution (...) ».

Article R.262-19 : « Les bénéficiaires industriels et commerciaux et les bénéficiaires non commerciaux s'entendent des résultats ou bénéficiaires déterminés en fonction des régimes d'imposition applicables au titre de la pénultième année, ou ceux de la dernière année s'ils sont connus, pourvu qu'ils correspondent à une année complète d'activité. S'y ajoutent les amortissements et les plus-values professionnels.

Par dérogation à l'alinéa précédent, pour les travailleurs indépendants ayant opté pour le régime prévu à l'article L. 133-6-8 du code de la sécurité sociale et pour les travailleurs indépendants mentionnés à l'article L. 382-1 du même code bénéficiant du régime prévu à l'article 102 ter du code général des impôts, le calcul prévu à l'article R. 262-7 du présent code prend en compte le chiffre d'affaires réalisé au cours des trois mois précédant la demande d'allocation ou la révision en lui appliquant, selon les activités exercées, les taux d'abattement forfaitaires prévus aux articles 50-0 et 102 ter du code général des impôts.

Le calcul prévu à l'alinéa précédent est également applicable aux travailleurs indépendants qui en font la demande, dès lors que le chiffre d'affaires des douze derniers mois n'excède pas, selon la nature de l'activité exercée, les montants fixés aux articles 50-0 et 102 ter du code général des impôts, et sous réserve d'un accord du président du conseil départemental.

Cette demande peut être faite à tout moment et est valable pour les trimestres de l'année civile en cours dont le chiffre d'affaires trimestriel déclaré n'excède pas, selon la nature de l'activité exercée, le quart des montants fixés aux mêmes articles. Elle est tacitement reconduite sauf demande contraire du bénéficiaire.

Si le travailleur indépendant demande également le bénéfice de la prime d'activité, mentionnée à l'article L. 841-1 du code de la sécurité sociale, cette demande porte sur le même mode de calcul pour la détermination et le calcul du droit à la prime d'activité. »

Article R.262-20 : « Pour les personnes mentionnées à l'article 62 du code général des impôts, les revenus perçus s'entendent des rémunérations avant déduction pour frais professionnels »

Article R.262-21 : « Pour l'appréciation des revenus professionnels définis aux articles R. 262-18 et R. 262-19 autres que ceux mentionnés au dernier alinéa de l'article R. 262-19, il est fait abstraction des déficits catégoriels et des moins-values subis au cours de l'année de référence ainsi que des déficits constatés au cours des années antérieures. Ces revenus professionnels sont revalorisés en fonction du taux d'évolution en moyenne annuelle de l'indice général des prix à la consommation hors tabac entre l'année à laquelle ces revenus professionnels se rapportent et celle à laquelle est présentée la demande, tel que ce taux d'évolution figure dans le rapport économique et financier annexé au projet de loi de finances. »

Article R.262-22 : « Les revenus professionnels des non-salariés pris en compte sont égaux à 25 % des revenus annuels fixés en application de l'article R. 262-23. »

Article R.262-23 : « Selon les modalités prévues aux articles R. 262-18 à R. 262-22, le président du conseil départemental arrête l'évaluation des revenus professionnels non salariés nécessaires au calcul du revenu de solidarité active. A cet effet, il tient compte, soit à son initiative, soit à la demande de l'intéressé, des éléments de toute nature relatifs aux revenus professionnels de l'intéressé. »

Article R.262-24. : « En l'absence de déclaration ou d'imposition d'une ou plusieurs activités non salariées, le président du conseil départemental évalue le revenu au vu de l'ensemble des éléments d'appréciation fournis par le demandeur. »

3.3 Les travailleurs non-salariés relevant du régime agricole

Les travailleurs non-salariés agricoles

Les personnes concernées :

Il s'agit notamment :

- des exploitants agricoles,
- des personnes ou entreprises affiliées à la MSA exerçant des activités BIC,
- des aides familiaux,
- des cotisants de solidarité.

La gestion des dossiers :

La Mutualité Sociale Agricole (MSA) des Alpes du Nord a compétence pour gérer les dossiers des travailleurs non-salariés agricoles. Dès lors qu'une personne démarre une activité d'exploitant agricole, le dossier RSA de cette personne ne peut être géré que par la MSA. Si l'allocataire était pris en charge par la CAF jusqu'alors, le dossier est muté (sauf situation de cotisant de solidarité).

Cas particulier des aides familiaux

Les aides familiaux sont les ascendants, descendants, frères, sœurs et alliés au même degré du chef d'exploitation ou de son conjoint. Ils doivent être âgés de plus de 16 ans, vivre sur l'exploitation, participer à sa mise en valeur et ne pas être salariés du chef d'exploitation.

Cas particulier des cotisants de solidarité

Les cotisants de solidarité exercent leur activité de manière réduite (surface de production ou cheptel limités ou activité agricole réduite en nombre d'heures).

Ce statut est privilégié dans le cadre d'une installation progressive.

Les allocataires cotisants de solidarité sont généralement affiliés à la CAF.

Modalités d'étude des droits pour les non-salariés agricoles

L'étude du droit et l'évaluation des ressources :

Les ressources de tous les exploitants agricoles sont évaluées avant l'ouverture des droits, sans distinction de régime fiscal (forfait ou réel).

Les dossiers des travailleurs non-salariés agricoles doivent connaître un traitement similaire aux dossiers des travailleurs indépendants non agricoles.

En conséquence, il est demandé aux agriculteurs de fournir comme pièces justificatives :

- le dernier carnet de résultats comptables disponible y compris le tableau d'amortissement des emprunts (associés inclus) s'ils sont adhérents à un centre de comptabilité,
 - ou remplir l'imprimé « descriptif de l'exploitation et compte de résultat » en l'absence de comptabilité,
- [Cf annexe Fiche d'étude des droits au RSA pour les non-salariés agricoles](#)
- le dernier avis d'imposition,
 - le demandeur doit compléter et signer l'autorisation de communication des données politique agricole commune,
 - les statuts composant la société agricole ainsi que la répartition des parts sociales entre associés.

Le rôle de la commission technique :

Le Département de l'Isère a mis en place une commission technique appelée Commission Non-Salariés Agricoles/RSA composée de représentants de la Direction départementale des territoires (DDT), de la MSA, de la Chambre d'agriculture de l'Isère et du Département (service insertion vers l'emploi).

Cette commission a pour mission :

- d'étudier les ressources agricoles pour l'ouverture et la poursuite des droits au RSA des exploitants agricoles quel que soit le mode d'imposition fiscal (forfait ou réel),
- d'évaluer les ressources des aides familiaux (considérant que l'aide familial apporte sur l'exploitation une force de travail, ses revenus seront évalués par la commission dans les conditions identiques aux non-salariés agricoles),
- d'orienter ou réorienter l'allocataire et son conjoint sur le parcours d'accompagnement adapté et de désigner son référent unique (pour les allocataires entrant dans le périmètre des droits et devoirs) et de transmettre ces informations au service insertion de la direction territoriale dans laquelle réside l'exploitant agricole concerné,
- de nommer le référent unique pour les cotisants de solidarité.

La MSA notifie ou non le droit au RSA découlant de la décision de la commission technique au regard de l'ensemble des ressources.

Le mode de calcul du bénéfice agricole :

Articles L.262-7, R.262-18 et R.262-23 du code de l'action sociale et des familles

Le résultat agricole est évalué (quel que soit le régime d'imposition) sur la base des derniers éléments comptables connus afin d'être le plus proche possible de la réalité de la situation de l'exploitant :

Bénéfice agricole = Excédent Brut d'Exploitation (EBE) – Annuités d'emprunts – Frais financiers à court terme + Produits financiers

Si l'allocataire est membre d'une société agricole (Earl, Gaec) le résultat est proratisé en fonction du pourcentage des parts détenues par son foyer dans la société. Les annuités professionnelles restant à la charge d'un associé sont déduites de sa part de revenu de la société.

Si l'allocataire dispose de revenus complémentaires BIC ou BNC :

- si le régime d'imposition est le bénéfice réel et que le chiffre d'affaires des activités BIC ou BNC est inférieur à 30 % des recettes des activités agricoles et inférieur à 50 000 euros, le chiffre d'affaires des activités BIC et BNC est intégré dans le calcul du bénéfice agricole,
- dans le cas contraire, une évaluation distincte est réalisée : prise en compte des revenus BIC et BNC (avis d'imposition) et du bénéfice agricole.

Les charges de fermages qui figurent dans l'avis d'imposition de l'allocataire sont prises en compte dans le calcul du RSA considérant un revenu foncier.

Cas particulier concernant la première année d'activité :

En l'absence d'éléments comptables liés à la première année d'activité, la commission évalue les revenus sur la base d'un résultat prévisionnel (prévisionnel Dotation aux Jeunes Agriculteurs DJA ou reconstitué).

La prise en compte des aides et subventions diverses :

Dotation aux jeunes agriculteurs (DJA), aides Bio, indemnités compensatoires de handicaps naturels (ICHN).

Les DJA sont versées aux jeunes agriculteurs qui créent une activité, il s'agit d'une aide à l'investissement pour la première installation (article D. 343-3 du code rural).

Partant du constat que cette aide à l'investissement peut devenir un moyen de subsistance, il convient de retenir cette dotation, à compter du mois de versement, en la considérant mensuellement pour l'année à venir (montant du 1^{er} versement DJA / 48 mois).

Cette aide n'est pas considérée comme un revenu d'activité. Notons qu'un exploitant agricole ayant perçu une DJA se verra retenir à la fois des ressources d'activités (évaluées de manière réelle ou au forfait) et cette quote-part.

Les autres aides perçues (aides Bio, ICHN ...) sont prises en compte pour le calcul du droit RSA.

Evolution réglementaire 2017 :

Afin d'améliorer la prise en compte de la situation réelle des exploitants agricoles, ceux-ci disposent désormais, sous certaines conditions et sous réserve de l'accord du Président du Conseil départemental, de la faculté de demander le calcul de leur droit RSA sur **la base des recettes trimestrielles réalisées** en leur appliquant le taux d'abattement forfaitaire prévu au deuxième alinéa de l'article 64 bis du code général des impôts (soit 87 %).

Cette demande peut être faite à tout moment et est valable pour les trimestres de l'année civile en cours. Le calcul du droit RSA sera dès lors basé sur les déclarations trimestrielles de ressources (recettes – abattement forfaitaire) et non plus sur la base de l'évaluation annuelle effectuée jusque-là.

Cette modalité de déclaration est tacitement reconduite sauf demande contraire du bénéficiaire.

Cette faculté est permise dès lors que le total des recettes des douze derniers mois n'excède pas le montant fixé au I de l'article 69 du code général des impôts.

Rappel du cadre législatif

Code de l'action sociale et des familles

Article L.262-7 : «Un décret en Conseil d'Etat définit les règles de calcul du revenu de solidarité active applicables aux travailleurs mentionnés à l'article L. 611-1 du code de la sécurité sociale et aux articles L. 722-1 et L. 781-9 du code rural et de la pêche maritime, ainsi qu'aux salariés employés dans les industries et établissements mentionnés à l'article L. 3132-7 du code du travail ou exerçant leur activité de manière intermittente. »

Article R.262-18 : « Les revenus professionnels relevant de l'impôt sur le revenu dans la catégorie des bénéficiaires agricoles s'entendent des bénéficiaires de l'avant-dernière année précédant celle au cours de laquelle le droit à l'allocation est examiné ou révisé, ou ceux de la dernière année s'ils sont connus, pourvu qu'ils correspondent à une année complète d'activité.

Pour les travailleurs indépendants qui en font la demande, le calcul prévu à l'article R. 262-7 prend en compte le total des recettes du trimestre précédant l'examen ou la révision du droit, en lui appliquant le taux d'abattement forfaitaire prévu au deuxième alinéa de l'article 64 bis du code général des impôts dès lors que le total des recettes des douze derniers mois n'excède pas le montant fixé au I de l'article 69 du code général des impôts et sous réserve d'un accord du président du conseil départemental.

Cette demande peut être faite à tout moment et est valable pour les trimestres de l'année civile en cours dont le total des recettes trimestrielles déclarées n'excède pas le quart du montant fixé au même article. Elle est tacitement reconduite sauf demande contraire du bénéficiaire.

Si le travailleur indépendant demande également le bénéfice de la prime d'activité, mentionnée à l'article L. 841-1 du code de la sécurité sociale, cette demande porte sur le même mode de calcul pour la détermination et le calcul du droit à la prime d'activité.

Toute aide, subvention et indemnité non retenue pour la fixation du bénéfice forfaitaire ainsi que pour le bénéfice mentionné à l'article 76 du code général des impôts est ajoutée aux revenus définis aux alinéas précédents. Un arrêté préfectoral recense celles qui ont été prises en considération pour la fixation du forfait. Le président du conseil départemental reçoit communication de cet arrêté. »

Article R.262-23 : « Selon les modalités prévues aux articles R. 262-18 à R. 262-22, le président du conseil départemental arrête l'évaluation des revenus professionnels non-salariés nécessaires au calcul du revenu de solidarité active. A cet effet, il tient compte, soit à son initiative, soit à la demande de l'intéressé, des éléments de toute nature relatifs aux revenus professionnels de l'intéressé. »

3.4

Les travailleurs saisonniers et intermittents

Définition du travail saisonnier

Le travail saisonnier se caractérise par des activités normalement appelées à se répéter chaque année, à des dates à peu près fixes, en fonction du rythme des saisons (ex : récolte, cueillette...) ou des modes de vie collectifs (tourisme, vacances scolaires...). Cette variation d'activité doit être indépendante de la volonté de l'employeur. Sont notamment concernés par le travail saisonnier le secteur agricole, les industries agroalimentaires et le tourisme.

Le statut de travailleur saisonnier (salarié ou non salarié) peut aussi s'apprécier en fonction des règles d'indemnisation du chômage par Pôle Emploi : salarié qui au cours des 3 dernières années a connu des périodes d'inactivité chaque année à la même époque.

Pour effectuer un travail saisonnier, un salarié peut être recruté sous différents contrats :

- un contrat à durée déterminée (CDD),
- un contrat de travail temporaire (CTT),
- un contrat de travail saisonnier.

Les conditions d'accès au RSA des travailleurs saisonniers

Articles R.262-25 du code de l'action sociale et des familles et R.532-3 du code de sécurité sociale

Le travailleur saisonnier doit justifier pour l'année civile de référence précédant l'ouverture du droit, **d'un revenu inférieur à 12 fois le montant forfaitaire mensuel applicable au foyer** (le cas échéant majoré), fixé au 1^{er} janvier précédant l'ouverture du droit ou le début de l'activité saisonnière.

L'année civile de référence est l'avant-dernière année précédant la période de paiement (soit 2015 pour une demande en 2017).

Si les ressources de la dernière année civile sont connues et justifiées, cette base de ressources sera alors prise en compte afin d'être au plus proche de la réalité de la situation du demandeur (demande initiale ou réévaluation de la situation de saisonnier).

Exemple :

M. X est employé dans le cadre d'un CDD saisonnier du 1^{er} juin au 30 septembre 2017. Il était déjà saisonnier l'an passé. Il formule une demande de RSA en octobre 2017 (année N)

Pour l'étude de sa demande de RSA, il fournit sa déclaration de revenus 2016 sur laquelle apparaissent 12 156 € de revenus en 2015 (année N-2).

M. X est célibataire, sans enfants à charge. Le montant forfaitaire mensuel correspondant à sa situation était au 1^{er} janvier 2017 de 535,17 €. ($535,17 \text{ €} \times 12 = 6\,422 \text{ €}$).

Le montant des revenus perçus en 2015 (12 156 €) étant supérieur à 12 fois le montant forfaitaire lui étant applicable au 1^{er} janvier 2017, il ne peut donc pas prétendre à l'ouverture d'un droit en octobre 2017.

L'allocataire doit signaler l'information selon laquelle il est ou devient saisonnier à l'ouverture de droit ou en cours de droit.

A noter que la situation de travailleur saisonnier est examinée pour chaque membre du foyer entrant dans cette catégorie (allocataire, conjoint, personne à charge au sens du RSA).

La condition administrative de travailleur saisonnier ne s'oppose pas dans les 2 situations suivantes :

- nouveau saisonnier (pas de revenus saisonniers N-1 et N-2),
- travailleur saisonnier qui justifie d'une modification effective de sa situation professionnelle au cours de l'année en cours. (ex : non reprise de son travail à la période au

cours de laquelle il accomplissait traditionnellement son activité saisonnière pour des raisons indépendantes de sa volonté). Dans cette condition, il n'est plus être considéré comme travailleur saisonnier.

Le droit au RSA pour les travailleurs non-salariés exerçant un travail saisonnier doit aussi être apprécié en fonction des conditions d'accès au droit applicables aux saisonniers (revenu annuel inférieur à 12 fois le montant forfaitaire).

Les conséquences en cas de conditions d'accès non remplies

Sauf dérogation du Président du Conseil départemental, lorsque les ressources du travailleur saisonnier (allocataire principal ou conjoint) sont supérieures au plafond d'accès, l'ensemble des membres du foyer est exclu du champ du RSA.

Si un des enfants ne remplit pas les conditions relatives aux travailleurs saisonniers, il est exclu du calcul du droit RSA du foyer.

Les conditions d'accès applicables aux travailleurs intermittents

Les travailleurs intermittents alternent périodes travaillées et non travaillées. Ils sont salariés et sont engagés par une succession de contrats à durée déterminée. Ils bénéficient d'un régime d'assurance chômage spécifique.

Entrent notamment dans cette catégorie les pigistes, les musiciens, etc.

Pour cette catégorie, **aucune condition particulière** ne figure dans la législation relative au RSA. Les éventuels droits à indemnisation chômage doivent être priorités.

[Cf. Partie 1.7 « Les principes de subsidiarité et de subrogation »](#)

Rappel du cadre législatif

Code de l'action sociale et des familles

Article R.262-25 : « Si le bénéficiaire, son conjoint, le partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou le concubin ou l'une des personnes à charge définies à l'article R. 262-3 exerce une activité à caractère saisonnier, salariée ou non salariée et si le montant de ses ressources, telles que définies à l'article R. 532-3 du code de la sécurité sociale pour la dernière année civile, est supérieur à douze fois le montant forfaitaire mensuel applicable au foyer au 1er janvier de cette année, l'intéressé ne peut bénéficier du revenu de solidarité active ou cesse d'y avoir droit, sauf s'il justifie d'une modification effective de sa situation professionnelle. »

Code de sécurité sociale

Article R.532-3 : « Les ressources retenues sont celles perçues pendant l'année civile de référence. L'année civile de référence est l'avant-dernière année précédant la période de paiement. (...) ».

3.5

Les différents arrêts de travail

La démission

Articles L.262-10 et R.262-13 et du code de l'action sociale et des familles

En cas de démission, la neutralisation des ressources n'est pas effectuée considérant une fin de contrat volontaire. Le cas échéant, cette décision est revue sur la base d'éléments de justification motivés.

Par ailleurs, **quatre mois après sa démission**, l'allocataire doit faire une demande auprès de Pôle emploi pour que son dossier soit réexaminé quant à un droit éventuel aux allocations chômage. Cette démarche est à effectuer considérant le caractère subsidiaire de l'allocation RSA et la nécessité de faire valoir prioritairement tout droit à prestation.

[Cf. Partie 1.7 « Les principes de subsidiarité et de subrogation »](#)

Le différé d'indemnisation de pôle emploi

Lors d'un licenciement ou suite à une fin de contrat, Pôle Emploi ne verse des indemnités qu'après un délai de carence. Ce délai prend en compte un délai de base (dit délai d'attente, 7 jours), les jours de congés payés et le montant des indemnités supra légales perçues (dit différé d'indemnisation).

Ces deux situations (délai d'attente et différé d'indemnisation) ne permettent pas la neutralisation des ressources d'activité perçues précédemment considérant la possibilité d'un revenu de substitution (même si celui-ci est différé).

[Cf. Partie 2.4 « Les mesures de neutralisation et d'abattement des ressources »](#)

La dernière situation (différé d'indemnisation) ne permet pas la valorisation d'un droit RSA, les indemnités de chômage, prestation de droit commun, étant différées du fait de la nature et du montant de ces indemnités perçues.

Le congé parental, le congé sabbatique, le congé sans solde ou la disponibilité

Article L.262-4 du code de l'action sociale et des familles

Ces différentes situations supposent un contrat de travail en cours avec un employeur ; la personne faisant le choix de suspendre son activité.

A ne pas confondre avec le fait de percevoir une allocation complément libre choix d'activité (CLCA) ou de prestation partagée d'éducation de l'enfant (PreParE) en dehors de tout contrat en cours avec un employeur.

Ce n'est pas le fait de bénéficier de ce type d'allocation qui exclut du droit au RSA mais uniquement le fait d'avoir suspendu **son activité en cours** dans le cadre d'un des congés cités ci-dessus.

Précision : Les personnes en congé de soutien familial, de solidarité familiale, de présence parentale ou en congé parental partiel peuvent ouvrir droit au RSA.

Personne isolée ne relevant pas du RSA majoré :

Le demandeur de RSA en congé parental, congé sans solde, congé sabbatique ou en disponibilité ne peut prétendre au RSA, sauf s'il a demandé à réintégrer son emploi avant le terme du congé et que cette réintégration lui a été refusée.

En effet, il s'est mis dans la situation de se priver d'une ressource dont il aurait pu bénéficier.

Les personnes relevant du RSA majoré ne sont pas soumises à cette condition :

Le demandeur qui relève du RSA majoré peut ouvrir droit à cette allocation tout en étant en congé parental, congé sans solde, congé sabbatique ou en disponibilité.

Attention, en fin de majoration, l'allocataire devra remplir les conditions générales opposables pour prétendre à la poursuite d'un droit RSA.

Couple :

Le membre du couple bénéficiant d'un des congés cités ci-dessus est exclu du foyer RSA. Toutefois, ses ressources éventuelles (ex. complément de libre choix d'activité ou prestation partagée d'éducation de l'enfant) sont prises en compte pour la détermination du droit au RSA du reste de la famille.

Si son conjoint ou concubin remplit les conditions de droit au RSA, le RSA sera seulement attribué à ce dernier en prenant en compte les enfants à charge.

Si son conjoint ou concubin ne remplit pas les conditions de droit au RSA, le RSA ne sera pas attribué.

La mise à pied

Une personne «mise à pied» (conservatoire ou disciplinaire) est toujours liée par son contrat de travail, mais elle est privée de revenus.

La personne reste insérée professionnellement, dans le sens où son contrat de travail est suspendu et parce qu'elle peut exercer une autre activité parallèlement, en attendant de reprendre son emploi.

Dans ces conditions une ouverture de droit RSA n'est pas envisageable.

Cependant, si le demandeur se trouve dans l'incapacité de travailler pendant sa mise à pied (contrat de travail lui interdisant l'exercice d'autres fonctions ou situation personnelle invalidante) ou en cas de situation personnelle particulière, l'ouverture du droit RSA pourra être envisagée sous forme d'une **dérogation** attribuée par le Président du Conseil départemental. L'ouverture du droit sera alors accordée pour le temps de la mise à pied uniquement.

Rappel du cadre législatif

Code de l'action sociale et des familles

Article L.262-4 : « *Le bénéfice du revenu de solidarité active est subordonné au respect, par le bénéficiaire, des conditions suivantes :*

1° Etre âgé de plus de vingt-cinq ans ou assumer la charge d'un ou plusieurs enfants nés ou à naître ;

2° Etre français ou titulaire, depuis au moins cinq ans, d'un titre de séjour autorisant à travailler. Cette condition n'est pas applicable :

a) Aux réfugiés, aux bénéficiaires de la protection subsidiaire, aux apatrides et aux étrangers titulaires de la carte de résident ou d'un titre de séjour prévu par les traités et accords internationaux et conférant des droits équivalents ;

b) Aux personnes ayant droit à la majoration prévue à l'article L. 262-9, qui doivent remplir les conditions de régularité du séjour mentionnées à l'article L. 512-2 du code de la sécurité sociale ;

3° Ne pas être élève, étudiant ou stagiaire au sens de l'article L. 124-1 du code de l'éducation. Cette condition n'est pas applicable aux personnes ayant droit à la majoration mentionnée à l'article L. 262-9 du présent code ;

4° Ne pas être en congé parental, sabbatique, sans solde ou en disponibilité. Cette condition n'est pas applicable aux personnes ayant droit à la majoration mentionnée à l'article L. 262-9. »

Article L.262-10 : « *Le droit au revenu de solidarité active est subordonné à la condition que le foyer fasse valoir ses droits aux prestations sociales, législatives, réglementaires et conventionnelles, à l'exception des allocations mensuelles mentionnées à l'article L. 222-3 et, sauf pour les personnes reconnues inaptes au travail dont l'âge excède celui mentionné au premier alinéa de l'article L. 351-1 du code de la sécurité sociale, des pensions de vieillesse des régimes légalement obligatoires.*

En outre, il est subordonné à la condition que le foyer fasse valoir ses droits :

1° Aux créances d'aliments qui lui sont dues au titre des obligations instituées par les articles 203,212,214,255, 342 et 371-2 du code civil ainsi qu'à la prestation compensatoire due au titre de l'article 270 du même code ;

2° Aux pensions alimentaires accordées par le tribunal au conjoint ayant obtenu le divorce, dont la requête initiale a été présentée avant l'entrée en vigueur de la loi n° 75-617 du 11 juillet 1975 portant réforme du divorce. »

Article R.262-13. - « *Il n'est tenu compte ni des ressources ayant le caractère de revenus professionnels ou en tenant lieu mentionnées à l'article R. 262-12, ni des allocations aux travailleurs involontairement privés d'emploi mentionnées par les articles L. 5422-1, L. 5423-1 du code du travail, lorsqu'il est justifié que la perception de ces revenus est interrompue de manière certaine et que l'intéressé ne peut prétendre à un revenu de substitution.*

Les autres ressources ne sont pas prises en compte, dans la limite mensuelle du montant forfaitaire mentionné à l'article L. 262-2 fixé pour un foyer composé d'une seule personne, lorsqu'il est justifié que leur perception est interrompue de manière certaine et que l'intéressé ne peut prétendre à un revenu de substitution.

Lorsque la perception des ressources mentionnées aux deux alinéas précédents est rétablie, celles-ci sont prises en compte pour le calcul du revenu de solidarité active à compter du réexamen périodique mentionné à l'article L. 262-21 suivant la reprise de perception desdites ressources.

Sur décision individuelle du président du conseil départemental au vu de la situation exceptionnelle du demandeur au regard de son insertion sociale et professionnelle, il n'est pas fait application des dispositions du premier alinéa lorsque l'interruption de la perception de ressources résulte d'une démission. »

Partie 4

La fin de droit au RSA

Situations de suspension du droit RSA à l'initiative des organismes payeurs

Articles L.262-4, L.262-10, R.262-5, R.262-37, R.262-45 du code de l'action sociale et des familles

Le droit au RSA est automatiquement suspendu par la CAF ou la MSA dans les cas suivants :

- ressources trimestrielles devenant supérieures au montant du RSA familiarisé (montant forfaitaire RSA tenant compte de la composition familiale),
- déclaration trimestrielle de ressources non fournie,
- non-production du renouvellement du titre de séjour de l'allocataire. En situation de couple, le droit est maintenu pour le reste de la famille si l'autre membre du couple remplit les conditions d'accès au droit RSA. La personne elle-même, sans titre de séjour, est exclue du foyer RSA (pour autant ses ressources sont considérées pour le calcul du droit),
- l'allocataire du RSA commence une formation ou un stage non rémunéré. Le versement du RSA est interrompu dans l'attente d'une décision du Président du Conseil départemental. S'il vit en couple et si son conjoint ou concubin remplit les conditions de droit au RSA, ce dernier devient allocataire principal, le RSA continue donc d'être versé pour le couple (la personne en formation non rémunérée ouvre droit au RSA en tant que conjoint ou concubin),
[Cf. Partie 3.1 « Les personnes en formation »](#)
- l'allocataire, ou son conjoint, ne respecte pas l'obligation de faire valoir ses droits aux prestations sociales (exemple : retraite, chômage) au-delà du délai de deux mois octroyé,
[Cf. Partie 1.7 « Les principes de subsidiarité et de subrogation »](#)
- l'allocataire du RSA prend un congé sabbatique, sans solde, parental, de présence parentale, disponibilité (sauf situation de RSA majoré). S'il vit en couple, le droit est maintenu pour le reste de la famille si son conjoint ou concubin remplit les conditions d'accès au droit RSA. Lui-même est exclu du foyer RSA mais ses ressources sont prises en compte,
[Cf. Partie 3.5 « Les différents arrêts de travail »](#)
- l'allocataire du RSA de moins de 25 ans percevant un droit RSA au titre de sa grossesse ou de sa charge d'enfant et qui subit une interruption de grossesse ou qui cesse d'assumer la charge d'enfant(s). S'il vit en couple et si son conjoint ou concubin remplit les conditions de droit au RSA, ce dernier devient le bénéficiaire, le RSA continue donc d'être versé pour le couple (la personne de moins de 25 ans ouvre droit au RSA en tant que conjoint ou concubin),
[Cf. Partie 1.2 « Critères d'éligibilité »](#)
- l'allocataire s'absente du territoire pour une durée supérieure à trois mois ou pour une durée inconnue, sauf si ce départ est prévu et contractualisé dans le cadre de son projet insertion,
[Cf. Partie 1.2 « Critères d'éligibilité »](#)
- l'allocataire est incarcéré depuis 60 jours. Le versement du RSA est interrompu à compter de la deuxième révision trimestrielle suivant le début de son incarcération.
 - S'il vit en couple, le droit est maintenu pour le reste de la famille si son conjoint ou concubin remplit les conditions d'accès au droit au RSA. Mais lui-même est exclu du foyer RSA.
 - La situation d'incarcération ne permet pas à l'autre conjoint de bénéficier d'un droit RSA majoré.

Cas particulier de diminution et non de suspension

Articles L.262-10, L.262-12, R.262-43 et 44 du code de l'action sociale et des familles

- L'ex-conjoint de l'allocataire isolé ou l'autre parent des enfants dont il assume la charge ne vit pas à son foyer et ne lui verse aucune contribution ou pension alimentaire. Le délai de 4 mois qui est donné à l'allocataire de RSA pour faire valoir son droit à une pension alimentaire ou demander à être dispensé de faire valoir ce droit est écoulé et il n'a effectué aucune démarche. Le versement du RSA est réduit du montant d'une allocation de soutien familial (ASF) à l'issue de ces 4 mois,

[Cf. Partie 2.7. « Les pensions alimentaires »](#)

- l'allocataire est hospitalisé depuis 60 jours.
Pour un allocataire isolé, le versement du RSA est diminué de 50% à compter de la deuxième révision trimestrielle suivant le début de son hospitalisation.
S'il vit en couple ou s'il est en charge d'enfant(s) ou en état de grossesse, le droit est maintenu pour l'ensemble de la famille (allocataire hospitalisé compris).

Autres suspensions à l'initiative des organismes payeurs

Article R.262-83 du code de l'action sociale et des familles

- Un courrier adressé à l'allocataire revient avec l'information «Pli non distribué »,
- l'allocataire informe la CAF ou la MSA d'un changement de situation familiale (isolé qui informe d'une vie maritale avec un conjoint percevant des ressources). L'organisme payeur suspend le droit RSA dans l'attente des pièces justificatives nécessaires à la révision du droit.
- l'allocataire ne donne pas suite à un contrôle (appel de pièces ou contrôle sur place) diligenté par l'organisme payeur ou par les services du Département.

La réduction de droit RSA à l'initiative du Département (services insertion ou développement social des territoires)

Articles L.262-37, R.262-68, R.262-69 du code de l'action sociale et des familles

La réduction du droit sur initiative du Département concerne le contrat d'engagements réciproques (CER) ou le projet personnalisé d'accès à l'emploi (PPAE) pour les allocataires et leurs conjoints soumis aux droits et devoirs.

[Cf. Partie 1.9 « Les devoirs liés au RSA »](#)

Différents motifs de réduction :

- Le service insertion ou développement social du territoire **n'a pas pu valider un CER dans le délai imparti** pour des raisons imputables à l'allocataire du RSA ou son conjoint,
- **le contrat signé n'est pas respecté** (non-respect des engagements formalisés).
- l'allocataire ou son conjoint **n'est pas, ou plus, inscrit ou radié de la liste des demandeurs d'emploi** (pour les individus orientés sur pôle emploi droit commun),
- l'allocataire du RSA **refuse de se soumettre aux contrôles** prévus dans le cadre du RSA.

Avertissement puis réduction :

Avant toute réduction de son droit, l'allocataire ou le conjoint concerné reçoit **un courrier d'avertissement qui l'informe du délai d'un mois** pour se manifester afin de régulariser sa situation.

Sans manifestation, **un second courrier** est envoyé rappelant le manquement constaté, informant de l'examen du dossier en équipe pluridisciplinaire et du risque de sanction encouru. Le courrier indique la possibilité d'être présent en équipe pluridisciplinaire et/ou de faire part de remarques par courrier au service insertion ou développement social du territoire.

Sans manifestation, le dossier est présenté **en équipe pluridisciplinaire qui émet un avis** quant à l'application d'une sanction.

[Cf. Partie 1.9 « Les devoirs liés au RSA »](#)

Modalités de sanction

- Si, dans les 5 dernières années, la personne concernée (allocataire ou son conjoint) n'a pas fait l'objet d'une précédente décision de réduction, le montant du RSA du foyer est réduit pour une durée de 2 mois de 80 % (isolé) ou 25 % (autres situations).
A l'issue de ces 2 mois, si l'allocataire ou son conjoint ne s'est pas conformé à ses obligations, un second niveau de réduction est appliqué et le montant du RSA est réduit de 100 % (isolé) ou 50% (autres situations) pour une durée de 2 mois
A l'issue de ces 2 mois, si l'allocataire ou son conjoint ne s'est pas manifesté et ne s'est pas conformé à ses obligations, le foyer est radié de la liste des bénéficiaires du RSA.
- Si au cours des 5 dernières années, l'allocataire ou son conjoint a déjà fait l'objet d'une précédente décision de réduction, le montant du RSA du foyer est réduit de 100 % (isolé) ou 50% (autres situations) pour une durée de 2 mois.
A l'issue de ces 2 mois, si l'allocataire ou son conjoint ne s'est pas manifesté et ne s'est pas conformé à ses obligations, le foyer est radié de la liste des bénéficiaires du RSA.

La décision de sanction est adressée à l'allocataire avec précision des différents niveaux de réduction de son allocation appliqués et de la date de radiation de son dossier sans manifestation.

Les voies de recours sont précisées sur ce courrier.

Date d'effet de la suspension ou de la réduction de droit

La suspension prend effet à compter du mois où est constaté le motif lui donnant lieu (sauf motifs liés à l'incarcération ou l'hospitalisation).

Une notification de la décision de suspension (hors situations de réduction/sanction) est adressée à l'allocataire par l'organisme payeur pour l'informer du motif de l'interruption du versement de son allocation RSA.

La levée de la suspension ou de la réduction

Pendant la période de la suspension (hors situations de réduction/sanction) l'allocataire a la possibilité de contribuer à lever cette dernière en effectuant les démarches nécessaires pour justifier de sa situation auprès de l'organisme payeur.

Pendant la période de réduction de son allocation (situations de réduction/sanction), l'allocataire doit rencontrer le service insertion ou développement social à l'initiative de la réduction pour confirmer ses engagements et signer dans les plus brefs délais un CER ou établir un PPAE

Rappel du cadre législatif

Code de l'action sociale et des familles

Article L.262-4 : « *Le bénéfice du revenu de solidarité active est subordonné au respect, par le bénéficiaire, des conditions suivantes :*

1° Etre âgé de plus de vingt-cinq ans ou assumer la charge d'un ou plusieurs enfants nés ou à naître ;

2° Etre français ou titulaire, depuis au moins cinq ans, d'un titre de séjour autorisant à travailler. Cette condition n'est pas applicable :

a) Aux réfugiés, aux bénéficiaires de la protection subsidiaire, aux apatrides et aux étrangers titulaires de la carte de résident ou d'un titre de séjour prévu par les traités et accords internationaux et conférant des droits équivalents ;
b) Aux personnes ayant droit à la majoration prévue à l'article L. 262-9, qui doivent remplir les conditions de régularité du séjour mentionnées à l'article L. 512-2 du code de la sécurité sociale ;
3° Ne pas être élève, étudiant ou stagiaire au sens de l'article L. 124-1 du code de l'éducation. Cette condition n'est pas applicable aux personnes ayant droit à la majoration mentionnée à l'article L. 262-9 du présent code ;
4° Ne pas être en congé parental, sabbatique, sans solde ou en disponibilité. Cette condition n'est pas applicable aux personnes ayant droit à la majoration mentionnée à l'article L. 262-9. »

Article L.262-10 : « Le droit au revenu de solidarité active est subordonné à la condition que le foyer fasse valoir ses droits aux prestations sociales, législatives, réglementaires et conventionnelles, à l'exception des allocations mensuelles mentionnées à l'article L. 222-3 et, sauf pour les personnes reconnues inaptes au travail dont l'âge excède celui mentionné au premier alinéa de l'article L. 351-1 du code de la sécurité sociale, des pensions de vieillesse des régimes légalement obligatoires.

En outre, il est subordonné à la condition que le foyer fasse valoir ses droits :

1° Aux créances d'aliments qui lui sont dues au titre des obligations instituées par les articles 203,212,214,255, 342 et 371-2 du code civil ainsi qu'à la prestation compensatoire due au titre de l'article 270 du même code ;
2° Aux pensions alimentaires accordées par le tribunal au conjoint ayant obtenu le divorce, dont la requête initiale a été présentée avant l'entrée en vigueur de la loi n° 75-617 du 11 juillet 1975 portant réforme du divorce. »

Article L.262-12 : « Le foyer peut demander à être dispensé de satisfaire aux obligations mentionnées aux deuxième à dernier alinéas de l'article L. 262-10. Le président du conseil départemental statue sur cette demande compte tenu de la situation du débiteur défaillant et après que le demandeur, assisté le cas échéant de la personne de son choix, a été mis en mesure de faire connaître ses observations. Il peut mettre fin au versement du revenu de solidarité active ou le réduire d'un montant au plus égal à celui de la créance alimentaire, lorsqu'elle est fixée, ou à celui de l'allocation de soutien familial. »

Article L.262-37 : « Sauf décision prise au regard de la situation particulière du bénéficiaire, le versement du revenu de solidarité active est suspendu, en tout ou partie, par le président du conseil départemental :

1° Lorsque, du fait du bénéficiaire et sans motif légitime, le projet personnalisé d'accès à l'emploi ou l'un des contrats mentionnés aux articles L. 262-35 et L. 262-36 ne sont pas établis dans les délais prévus ou ne sont pas renouvelés ;

2° Lorsque, sans motif légitime, les dispositions du projet personnalisé d'accès à l'emploi ou les stipulations de l'un des contrats mentionnés aux articles L. 262-35 et L. 262-36 ne sont pas respectées par le bénéficiaire ;

3° Lorsque le bénéficiaire du revenu de solidarité active, accompagné par l'institution mentionnée à l'article L. 5312-1 du code du travail, a été radié de la liste mentionnée à l'article L. 5411-1 du même code ;

4° Ou lorsque le bénéficiaire refuse de se soumettre aux contrôles prévus par le présent chapitre.

Cette suspension ne peut intervenir sans que le bénéficiaire, assisté à sa demande par une personne de son choix, ait été mis en mesure de faire connaître ses observations aux équipes pluridisciplinaires mentionnées à l'article L. 262-39 dans un délai qui ne peut excéder un mois.

Lorsque, à la suite d'une suspension de l'allocation, l'organisme payeur procède à une reprise de son versement et, le cas échéant, à des régularisations relatives à la période de suspension, il en informe le président du conseil départemental en précisant le nom de l'allocataire concerné et en explicitant le motif de la reprise du versement de l'allocation.

Lorsqu'il y a eu suspension de l'allocation au titre du présent article, son versement est repris par l'organisme payeur sur décision du président du conseil départemental à compter de la date de conclusion de l'un des contrats mentionnés aux articles L. 262-35 et L. 262-36 ou du projet personnalisé d'accès à l'emploi. »

Article R.262-5 : « Pour l'application de l'article L. 262-2, est considérée comme résidant en France la personne qui y réside de façon permanente ou qui accomplit hors de France un ou plusieurs séjours dont la durée de date à date ou la durée totale par année civile n'excède pas trois mois. Les séjours hors de France qui résultent des contrats mentionnés aux articles L. 262-34 ou L. 262-35 ou du projet personnalisé d'accès à l'emploi mentionné à l'article L. 5411-6-1 du code du travail ne sont pas pris en compte dans le calcul de cette durée.

En cas de séjour hors de France de plus de trois mois, l'allocation n'est versée que pour les seuls mois civils complets de présence sur le territoire. »

Article R.262-37 : « Le bénéficiaire de l'allocation de revenu de solidarité active est tenu de faire connaître à l'organisme chargé du service de la prestation toutes informations relatives à sa résidence, à sa situation de famille, aux activités, aux ressources et aux biens des membres du foyer ; il doit faire connaître à cet organisme tout changement intervenu dans l'un ou l'autre de ces éléments. »

Article R.262-43 : « Si un bénéficiaire qui n'a ni conjoint, ni partenaire lié par un pacte civil de solidarité, ni concubin, ni personne à charge est hospitalisé dans un établissement de santé pendant plus de soixante jours, en

bénéficiaire d'une prise en charge par l'assurance maladie, le montant de son allocation est réduit de 50 %. Cette disposition n'est pas applicable aux personnes en état de grossesse.

La réduction de l'allocation n'est opérée que pendant les périodes durant lesquelles le bénéficiaire est effectivement accueilli dans un établissement de santé, à l'exclusion des périodes de suspension de la prise en charge par l'assurance maladie. »

Article R.262-44 : « La réduction de l'allocation faite en application de l'article R. 262-43 est opérée à compter de la deuxième révision périodique suivant le début de l'hospitalisation.

Le service de l'allocation est repris au taux normal, sans nouvelle demande, à compter du premier jour du mois au cours duquel l'intéressé n'est plus hospitalisé dans un établissement de santé. »

Article R.262-45 : « Si un bénéficiaire qui n'a ni conjoint, ni partenaire lié par un pacte civil de solidarité, ni concubin, ni personne à charge est détenu dans un établissement relevant de l'administration pénitentiaire pour une durée supérieure à soixante jours, son allocation est suspendue à compter de la deuxième révision trimestrielle suivant le début de son incarcération.

Si le bénéficiaire a un conjoint, un partenaire lié par un pacte civil de solidarité, un concubin ou une personne à charge définie à l'article R. 262-3, il est procédé au terme du délai mentionné au premier alinéa à un examen des droits dont bénéficient ces autres personnes, le bénéficiaire n'étant plus alors compté au nombre des membres du foyer.

Le service de l'allocation est repris à compter du premier jour du mois au cours duquel prend fin l'incarcération.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux personnes qui, conservant un enfant à charge, ont droit à la majoration mentionnée à l'article L. 262-9. »

Article R.262-68 : « La suspension du revenu de solidarité active mentionnée à l'article L. 262-37 peut être prononcée, en tout ou partie, dans les conditions suivantes :

1° Lorsque le bénéficiaire n'a jamais fait l'objet d'une décision de suspension, en tout ou partie, le président du conseil départemental peut décider de réduire l'allocation d'un montant qui ne peut dépasser 80 % du montant dû au bénéficiaire au titre du dernier mois du trimestre de référence pour une durée qui peut aller de un à trois mois ;

2° Lorsque le bénéficiaire a déjà fait l'objet d'une telle décision, le président du conseil départemental peut réduire l'allocation pour un montant qu'il détermine pour une durée qui peut aller de un à quatre mois ;

3° Toutefois, lorsque le foyer est composé de plus d'une personne, la suspension prévue aux 1° et 2° ne peut excéder 50 % du montant dû au bénéficiaire au titre du dernier mois du trimestre de référence.

Lorsque la décision a été fondée sur un motif erroné, il est procédé à une régularisation des sommes non versées. »

Article R.262-69 : « Lorsque le président du conseil départemental envisage de réduire ou suspendre en tout ou partie le revenu de solidarité active en application de l'article L. 262-37, il en informe l'intéressé par courrier en lui indiquant les motifs pour lesquels il engage cette procédure et les conséquences qu'elle peut avoir pour lui.

L'intéressé est invité à présenter ses observations à l'équipe pluridisciplinaire compétente dans un délai maximum d'un mois à compter de la date de notification de ce courrier. Il est informé de la possibilité d'être entendu par l'équipe pluridisciplinaire et, à l'occasion de cette audition, d'être assisté de la personne de son choix. »

Article R.262-83 : « Le bénéficiaire du revenu de solidarité active ainsi que les membres du foyer sont tenus de produire, à la demande de l'organisme chargé du service de la prestation et au moins une fois par an, toute pièce justificative nécessaire au contrôle des conditions d'ouverture de droit, en particulier au contrôle des ressources, notamment les bulletins de salaire. En cas de non-présentation des pièces demandées, il est fait application des dispositions de l'article L. 161-1-4 du code de la sécurité sociale.

Les organismes peuvent se dispenser de la demande mentionnée au premier alinéa lorsqu'ils sont en mesure d'effectuer des contrôles par d'autres moyens mis à leur disposition et en particulier lorsqu'ils peuvent obtenir auprès des personnes morales compétentes les informations en cause par transmission électronique de données. »

A quel moment intervient-elle ?

Art L.262-38 et R.262-40 du code de l'action sociale et des familles

En cas d'application d'une réduction/sanction (suite à avis de l'équipe pluridisciplinaire), la radiation prend effet à compter du 1^{er} jour du 5^{ème} mois ou du 3^{ème} mois (situation de récidive) suivant la notification de la décision de réduction.

En dehors de ce cas précis, la radiation prend effet après 4 mois de suspension du droit (sauf situation de bascule RSA/prime d'activité), soit le 1^{er} jour du cinquième mois de non versement du RSA.

Une notification de radiation est adressée à l'allocataire par l'organisme payeur pour l'informer du motif de sa fin de droit à l'allocation RSA.

La réouverture du droit après une radiation

Après 4 mois d'interruption ou de suspension, le dossier de RSA est radié, **l'allocataire doit alors formuler une nouvelle demande.**

Il peut éventuellement exercer un recours gracieux motivé auprès du Président du Conseil départemental pour contester la décision de radiation notifiée (cf voies de recours précisées sur la notification).

Cas particulier :

Dans les 12 mois qui suivent une décision de réduction/sanction qui a abouti à une radiation du dossier RSA, l'avis du Département est sollicité pour toute nouvelle demande d'ouverture de droit RSA.

Rappel du cadre législatif

Code de l'action sociale et des familles

Article L.262-38.- « Le président du conseil départemental procède à la radiation de la liste des bénéficiaires du revenu de solidarité active au terme d'une période, définie par décret, sans versement du revenu de solidarité active et de la prime d'activité mentionnée à l'article L. 841-1 du code de la sécurité sociale.

Après une radiation de la liste des bénéficiaires du revenu de solidarité active à la suite d'une décision de suspension prise au titre de l'article L. 262-37, le bénéfice du revenu de solidarité active dans l'année qui suit la décision de suspension est subordonné à la signature préalable du projet personnalisé d'accès à l'emploi mentionné à l'article L. 5411-6-1 du code du travail ou de l'un des contrats prévus par les articles L. 262-35 et L. 262-36 du présent code. »

Article R.262-40 : « Le président du conseil départemental met fin au droit au revenu de solidarité active et procède à la radiation de la liste des bénéficiaires du revenu de solidarité active, selon les cas :

1° Dans les délais fixés à l'article R. 262-35 lorsque les conditions d'ouverture du droit cessent d'être réunies ;

2° Le premier jour du mois qui suit une période de quatre mois civils consécutifs d'interruption de versement de l'allocation, lorsque les ressources du foyer sont d'un montant supérieur à celui du montant forfaitaire mentionné à l'article L. 262-2 ou lorsque l'interruption est prononcée en application de l'article L. 262-12, et d'interruption du versement de la prime d'activité mentionnée à l'article L.841-1 du code de la sécurité sociale . Lorsque la prime d'activité est versée et que les ressources sont supérieures au montant forfaitaire, le bénéficiaire peut demander la radiation de la liste des bénéficiaires du revenu de solidarité active ;

3° Au terme de la durée de suspension du versement décidée en vertu du 2° de l'article R. 262-68 lorsque la radiation est prononcée en application de l'article L. 262-38.

Par dérogation au 2°, lorsque l'un des membres du foyer a conclu un des contrats mentionnés aux articles L. 262-35 et L. 262-36 ou un projet personnalisé d'accès à l'emploi mentionné à l'article L. 5411-6-1 du code du travail, la fin de droit au revenu de solidarité active est reportée à l'échéance du contrat ou du projet. »

Partie 5

Indus RSA, contrôle et lutte contre la fraude, contentieux

5.1.

Les indus de RSA

Gestion des indus de RSA

Articles L.262-45 et R.262-92 du code de l'action sociale et des familles

L'organisme payeur détermine le montant de l'indu (ou créance) et le notifie à l'allocataire.

L'action en vue de paiement du RSA se prescrit par deux ans. Cette prescription biennale est également applicable à l'action intentée par un organisme payeur en recouvrement des sommes indûment payées (sauf en cas de fraude ou de fausse déclaration).

Seuil de recouvrement par les organismes payeurs :

Les indus d'un montant initial inférieur à 77 € ne sont pas récupérés sauf s'il subsiste un droit au RSA ou un droit à une autre prestation. Tant que subsiste un droit à prestation, les indus de RSA sont recouverts jusqu'à extinction totale de la dette.

Modalités de récupération par les organismes payeurs

Article L.262-46 du code de l'action sociale et des familles et articles L.553-2 et D.553-1 du code de sécurité sociale

L'indu de RSA est récupéré sur les mensualités de RSA à échoir, ou à défaut, sur les mensualités des autres prestations à échoir (prestations familiales, aides au logement...) selon un barème et des modalités définis par le code de la sécurité sociale.

Lorsqu'un indu est détecté, un plan de remboursement personnalisé est appliqué. Ce plan dépend des capacités de remboursement de l'allocataire, notamment au regard de ses ressources, de la composition de son foyer et de ses charges de logement.

Pour information, le montant **minimal** de recouvrement de la CNAF est de 48 euros en 2017.

En cas d'indus multiples, une seule retenue mensuelle est opérée sur les prestations. Cette retenue contribue au remboursement du montant de chaque indu, par ordre d'ancienneté, jusqu'à l'extinction de chacune des créances. En cas d'indus constatés à la même date, l'indu dont le montant est le plus faible est recouvert en priorité.

La demande de remise de dette

Lorsqu'un indu est réclamé à un allocataire du RSA, il a la possibilité de demander une remise de dette, en cas de bonne foi ou de précarité de sa situation, auprès de la commission de remise de dette de l'organisme payeur qui lui réclame le remboursement du trop-perçu.

Cette demande doit être adressée directement à l'organisme payeur.

Précision : Si l'allocataire conteste le « bien-fondé de l'indu », il doit présenter un recours administratif devant le Président du Conseil départemental.

[Cf. Partie 5.4 « Les recours »](#)

Le recours, qu'il s'agisse d'une demande de remise de dette ou d'une contestation de l'indu, présente un caractère suspensif.

Pour l'étude de sa demande de remise de dette, et en l'absence d'éléments connus par ailleurs, un questionnaire est envoyé à l'allocataire pour évaluer ses ressources et ses charges. La situation financière de l'allocataire est prise en compte. Les remises sont étudiées sur la base d'une grille d'aide à la décision (voir page suivante).

Aucune remise de dette n'est accordée en cas de créance qualifiée de frauduleuse.

La commission de remise de dette au sein des organismes payeurs

Le Département délègue aux organismes payeurs (CAF et MSA) l'étude des demandes de remise de dette.

Les demandes de remises de dettes sont appréciées en considérant **la situation sociale de l'allocataire et le motif de l'indu**. A ce titre, **un traitement individualisé est privilégié**.

Les décisions sont notifiées à l'allocataire par l'organisme payeur et sont susceptibles de recours devant la juridiction administrative.

Pour étudier les demandes de remises de dette, la commission dispose d'une grille d'aide à la décision.

Grille d'aide à la décision (Barème indicatif) :

| Cas généraux | Responsabilité allocataire | | | Responsabilité Caf ou tiers ou anomalie système | Créance liée au décès d'un enfant | Fraudes |
|-----------------|------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|---|-----------------------------------|---------|
| | Déclaration tardive < 3 mois | Déclaration tardive >= 3 et < 6 mois | Déclaration tardive >= 6 mois | | | |
| QF < 450 | 100 % | 100 % | 75 % | 100 % | 100 % | 0% |
| 450 < QF <= 550 | 100 % | 75 % | 50 % | 100 % | 100 % | 0% |
| 551 < QF <= 650 | 75 % | 50 % | 25 % | 100 % | 100 % | 0% |
| 651 < QF <= 750 | 50 % | 25 % | 0 % | 75 % | 100 % | 0% |
| QF > 751 | 25 % | 0 % | 0 % | 50 % | 100 % | 0% |

Lorsqu'il ne s'agit pas d'une erreur de l'administration, la commission de remise de dette a **pour mission d'étudier le caractère intentionnel de l'indu**. Le pourcentage de remise pourra ainsi être modulé (majoration ou réduction du taux de remise) en considérant, par exemple (liste non exhaustive) :

- le motif de l'indu,
- les modalités de détection de l'indu (déclaration de l'allocataire ou contrôle),
- la durée de l'indu appréciée en nombre de DTR,
- la récurrence des situations d'indu (ex. : des indus ont-ils déjà été détectés pour le même motif ?),
- les éléments complémentaires connus au dossier sur la situation de l'allocataire.

Le pourcentage de remise de dette pourra aussi être modulé **en fonction du montant des sommes déjà remboursées** (remboursements directs ou par retenues sur prestations)

NB : sauf changement de la situation personnelle et/ou professionnelle, une seule demande de remise de dette par indu sera traitée par la commission.

Le recouvrement de l'indu lorsque le débiteur n'est plus allocataire au sein des organismes payeurs

Sans prestation versée par l'organisme payeur pendant 4 mois, la gestion de la dette RSA est transférée de l'organisme payeur vers le Département.

Les indus inférieurs à 77 € ne sont pas transférés.

Le Président du Conseil départemental informe l'allocataire du transfert de sa créance et l'informe du remboursement de cette somme à venir.

Les éventuelles demandes de remise de dette sollicitées sont examinées par le Président du Conseil départemental au vu des éléments d'information dont il dispose et en fonction de critères identiques à la commission de remise de dette des organismes payeurs. Si la commission de remise de dette de l'organisme payeur s'est déjà prononcée sur la demande de l'allocataire et sans changement dans la situation personnelle et/ou professionnelle de l'allocataire, l'indu sera maintenu.

Un titre de recette est émis. La Paierie Départementale procède au recouvrement.

A compter de cette date, plus aucune demande de remise de dette ne pourra être étudiée.

Les voies de contestation (requête à déposer auprès du Tribunal Administratif) figurent sur le titre émis.

Rappel du cadre législatif

Code de l'action sociale et des familles

Article L262-45 : « L'action en vue du paiement du revenu de solidarité active se prescrit par deux ans. Cette prescription est également applicable, sauf en cas de fraude ou de fausse déclaration, à l'action intentée par l'organisme chargé du service du revenu de solidarité active ou le département en recouvrement des sommes indûment payées.

La prescription est interrompue par une des causes prévues par le code civil. L'interruption de la prescription peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, quels qu'en aient été les modes de délivrance.

La prescription est interrompue tant que l'organisme débiteur des prestations familiales se trouve dans l'impossibilité de recouvrer l'indu concerné en raison de la mise en œuvre d'une procédure de recouvrement d'indus relevant des articles L. 553-2, L. 821-5-1, L. 835-3 ou L. 845-3 du code de la sécurité sociale, L. 262-46 du code de l'action sociale et des familles ou L. 351-11 du code de la construction et de l'habitation. »

Article L262-46 : « Tout paiement indu de revenu de solidarité active est récupéré par l'organisme chargé du service de celui-ci ainsi que, dans les conditions définies au présent article, par les collectivités débitrices du revenu de solidarité active. Toute réclamation dirigée contre une décision de récupération de l'indu, le dépôt d'une demande de remise ou de réduction de créance ainsi que les recours administratifs et contentieux, y compris en appel, contre les décisions prises sur ces réclamations et demandes ont un caractère suspensif. Sauf si le bénéficiaire opte pour le remboursement de l'indu en une seule fois, l'organisme mentionné au premier alinéa procède au recouvrement de tout paiement indu de revenu de solidarité active par retenues sur les montants à échoir.

A défaut, l'organisme mentionné au premier alinéa peut également, dans des conditions fixées par décret, procéder à la récupération de l'indu par retenues sur les échéances à venir dues au titre des prestations familiales et de l'allocation de logement et de la prime d'activité mentionnées respectivement aux articles L. 511-1, L. 831-1 et L. 841-1 du code de la sécurité sociale, au titre des prestations mentionnées au titre II du livre VIII du même code ainsi qu'au titre de l'aide personnalisée au logement mentionnée à l'article L. 351-1 du code de la construction et de l'habitation.

Par dérogation aux dispositions précédentes, lorsqu'un indu a été constitué sur une prestation versée en tiers payant, l'organisme peut, si d'autres prestations sont versées directement à l'allocataire, recouvrer l'indu sur ces prestations selon des modalités et des conditions précisées par décret.

Les retenues mentionnées aux troisième et quatrième alinéas du présent article sont déterminées en application des règles prévues au troisième alinéa de l'article L. 553-2 du code de la sécurité sociale. L'article L. 161-1-5 du même code est applicable pour le recouvrement des sommes indûment versées au titre du revenu de solidarité active.

Après la mise en œuvre de la procédure de recouvrement sur prestations à échoir, l'organisme chargé du service du revenu de solidarité active transmet, dans des conditions définies par la convention mentionnée au I de l'article L. 262-25 du présent code, les créances du département au président du conseil départemental. La liste des indus fait apparaître le nom de l'allocataire, l'objet de la prestation, le montant initial de l'indu, le solde restant à recouvrer, ainsi que le motif du caractère indu du paiement. Le président du conseil départemental constate la créance du département et transmet au payeur départemental le titre de recettes correspondant pour le recouvrement.

La créance peut être remise ou réduite par le président du conseil départemental ou l'organisme chargé du service du revenu de solidarité active pour le compte de l'Etat, en cas de bonne foi ou de précarité de la situation du débiteur, sauf si cette créance résulte d'une manœuvre frauduleuse ou d'une fausse déclaration.

Un décret en Conseil d'Etat détermine le montant au-dessous duquel le revenu de solidarité active indûment versé ne donne pas lieu à répétition.

La créance détenue par un département à l'encontre d'un bénéficiaire du revenu de solidarité active dont le lieu de résidence est transféré dans un autre département ou qui élit domicile dans un autre département est transférée en principal, frais et accessoires au département d'accueil. »

Article R262-92 : « Le montant mentionné à l'article L. 262-46, au-dessous duquel l'allocation indûment versée ne donne pas lieu à récupération, est fixé à 77 €. »

Code de sécurité sociale

Article L.553-2. : « Tout paiement indu de prestations familiales est récupéré, sous réserve que l'allocataire n'en conteste pas le caractère indu, par retenues sur les prestations à venir ou par remboursement intégral de la dette en un seul versement si l'allocataire opte pour cette solution. A défaut, l'organisme payeur peut, dans des conditions fixées par décret, procéder à la récupération de l'indu par retenues sur les échéances à venir dues soit au titre de

l'allocation de logement mentionnée à l'article L. 831-1, soit au titre de l'aide personnalisée au logement mentionnée à l'article L. 351-1 du code de la construction et de l'habitation, soit au titre des prestations mentionnées aux titres II et IV du livre VIII du présent code, soit au titre du revenu de solidarité active mentionné à l'article L. 262-1 du code de l'action sociale et des familles.

Par dérogation aux dispositions précédentes, lorsqu'un indu a été constitué sur une prestation versée en tiers payant, l'organisme peut, si d'autres prestations sont versées directement à l'allocataire, recouvrer l'indu sur ces prestations selon des modalités et des conditions précisées par décret.

Dans des conditions définies par décret, les retenues mentionnées au premier alinéa, ainsi que celles mentionnées aux articles L. 835-3 et L. 845-3 du présent code et L. 351-11 du code de la construction et de l'habitation, L. 821-5-1 du présent code et L. 262-46 du code de l'action sociale et des familles, sont déterminées en fonction de la composition de la famille, de ses ressources, des charges de logement, des prestations servies par les organismes débiteurs de prestations familiales, à l'exception de celles précisées par décret.

Les mêmes règles sont applicables en cas de non-remboursement d'un prêt subventionné ou consenti à quelque titre que ce soit par un organisme de prestations familiales, la caisse nationale des allocations familiales ou les caisses centrales de mutualité sociale agricole.

Toutefois, par dérogation aux dispositions des alinéas précédents, la créance de l'organisme peut être réduite ou remise en cas de précarité de la situation du débiteur, sauf en cas de manoeuvre frauduleuse ou de fausses déclarations. »

Article D.553-1 : *« Pour la mise en œuvre du troisième alinéa de l'article L. 553-2, les retenues mensuelles sont effectuées comme suit :*

I.-Il est tenu compte :

a) De l'ensemble des catégories de ressources de l'allocataire, de son conjoint ou concubin mentionnées à l'article R. 532-3 et prises en compte :

-durant le trimestre de référence, dans le cas d'une prestation calculée trimestriellement et tant qu'un droit à une telle prestation est ouvert ;

-durant l'année civile de référence retenue pour la période de paiement au cours de laquelle est effectué le recouvrement de l'indu, dans les autres cas.

Ces revenus s'entendent avant tout abattement fiscal et déduction hormis la déduction des créances alimentaires mentionnées au a de l'article R. 532-3.

Il est fait application des dispositions des articles R. 532-4 à R. 532-8 à l'exception de la référence qui est faite dans ces articles à l'article R. 532-3 et sous réserve de l'application de l'alinéa précédent. Pour les ressources trimestrielles, il est également fait application des dispositions du cinquième alinéa de l'article R. 262-4, de l'article R. 262-13 et des articles R. 262-18, R. 262-19, R. 262-21 à R. 262-24 du code de l'action sociale et des familles ainsi que des dispositions de l'article R. 821-4-1 du présent code.

Les revenus ainsi déterminés sont divisés, selon le cas, par trois ou par douze ;

b) Des prestations servies par les organismes débiteurs de prestations familiales, à l'exception de l'allocation de rentrée scolaire, des compléments et de la majoration de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé liés aux périodes de retour au foyer, lorsqu'ils ne sont pas payés mensuellement, de la prime à la naissance ou à l'adoption et du complément de libre choix du mode de garde de la prestation d'accueil du jeune enfant ; sont également exclus les versements d'allocation aux adultes handicapés et de son complément ainsi que ceux du revenu de solidarité active, lorsqu'ils sont liés aux périodes congés ou de suspension de prise en charge mentionnées respectivement à l'article R. 821-8 et à l'article L. 262-19 du code de l'action sociale et des familles.

Les prestations mentionnées au b ci-dessus sont constituées des prestations dues au titre de la première mensualité sur laquelle porte la récupération ;

c) Des charges de logement acquittées mensuellement au titre de la résidence principale et composées soit du montant du loyer principal, soit du montant de la mensualité de remboursement d'emprunt, attestées par la pièce justificative fournie.

Lorsque les informations relatives aux charges de logement ainsi définies ne sont pas en possession de l'organisme débiteur de prestations familiales, celles-ci sont réputées être égales à 25 % du montant des revenus et des prestations mentionnées aux a et b du I. Dans ce cas, l'organisme débiteur de prestations familiales en informe l'allocataire. Le recouvrement est poursuivi sur ces bases, à défaut de réception de la justification du montant des charges de logement telles que définies à l'alinéa précédent.

II.-Le revenu mensuel (R) pris en considération pour le calcul des retenues mensuelles à effectuer correspond au montant des revenus mentionnés au a du I, majoré des prestations mentionnées au b, diminué des charges de logement mentionnées au c du même I.

R

Ce revenu est pondéré selon la formule :

N

dans laquelle N représente la composition de la famille appréciée comme suit :

-personne seule : 1,5 part ;

-ménage : 2 parts ;

-par enfant à charge : 0,5 part.

III.-Le montant mensuel du prélèvement effectué sur les prestations à échoir est calculé sur le revenu mensuel pondéré résultant du II, dans les conditions suivantes :

25 % sur la tranche de revenus comprise entre 231 euros et 345 euros ;

35 % sur la tranche de revenus comprise entre 346 euros et 516 euros ;

45 % sur la tranche de revenus comprise entre 517 euros et 690 euros ;

60 % sur la tranche de revenus supérieure à 691 euros.

Il est opéré une retenue forfaitaire de 45 euros sur la tranche de revenus inférieure à 231 euros.

Lorsque les informations relatives aux revenus de l'allocataire et de son conjoint ou concubin ne sont pas en possession de l'organisme débiteur de prestations familiales, le revenu mensuel pondéré est réputé être égal à 1 096 euros. Lorsqu'un droit à une prestation calculée sur des ressources trimestrielles est ouvert et que les informations relatives à ces ressources ne sont pas en possession de l'organisme débiteur des prestations familiales, le revenu mensuel pondéré est calculé pendant quatre mois en fonction des dernières ressources trimestrielles connues, puis est réputé égal à 1 096 euros. Dans ces deux cas, l'organisme débiteur de prestations familiales en informe l'allocataire. Le recouvrement est poursuivi sur ces bases à défaut de réception de la déclaration du montant de ces revenus.

Les tranches de revenus sur lesquelles sont effectuées les retenues et la retenue forfaitaire ainsi que le revenu estimé mentionné à l'article précédent sont revalorisés au 1er janvier de chaque année conformément à l'évolution en moyenne annuelle des prix à la consommation hors tabac de l'année civile de référence, par arrêté conjoint des ministres chargés de la sécurité sociale, du budget et de l'agriculture »

5.2

La politique de contrôle du RSA

La politique de contrôle des organismes payeurs CAF et MSA

Articles L.262-40, R.262-82 et R.262-83 du code de l'action sociale et des familles et L.161-1-4 du code de sécurité sociale

La politique de maîtrise des risques dans laquelle s'inscrit la politique de contrôle RSA des organismes payeurs est pilotée au plan national pour l'ensemble de la branche famille du régime général de sécurité sociale. Les contrôles prennent différentes formes : contrôles sur place, échanges de données entre administrations, appels de pièces.

Dans ce cadre, les allocataires **sont tenus de produire**, à la demande de la CAF ou de la MSA, et au moins une fois par an, toutes pièces justificatives nécessaires au contrôle des conditions d'ouverture de droit, en particulier au contrôle des ressources.

La non présentation des pièces demandées entraîne la suspension, selon le cas, soit du délai d'instruction de la demande pendant une durée maximale de 2 mois, soit du versement de la prestation jusqu'à la production des pièces demandées.

Le plan de contrôle départemental RSA

Articles L.133-2, L.262-37, L.262-40 et R.262-82 du code de l'action sociale et des familles

Les objectifs de la politique de contrôle départementale du RSA ont été définis par l'assemblée départementale (*délibération n°2016 SO 1 A 02 03 du 25 mars 2016*) :

- garantir le juste droit à chacun,
- garantir l'égalité de traitement des allocataires sur le territoire départemental,
- garantir la bonne gestion des fonds publics.

Le Département de l'Isère met en œuvre sa propre politique de contrôle RSA, en articulation avec les plans de contrôle de la CAF et de la MSA.

Le plan départemental de contrôle repose sur 3 axes :

- contrôle d'éligibilité (le droit versé est-il justifié ?),
- contrôle d'effectivité (l'allocataire est-il accompagné et conduit-il les démarches d'insertion auxquelles il s'est engagé ?),
- volet communication : communication régulière en direction des professionnels et des allocataires pour prévenir les situations d'indus.

Le contrôle d'éligibilité vise à s'assurer de la régularité du droit versé au regard des règles de versement. Il s'opère à partir de croisements d'informations avec des institutions partenaires et par des appels de pièce directs auprès des allocataires :

- sur des situations individuelles suite à un signalement ou à une incohérence constatée lors du traitement d'un dossier,
- par échantillon (cibles collectives) en définissant des cibles de contrôle complémentaires aux cibles de contrôle déjà exploitées par la CAF et la MSA.

Des rendez-vous physiques sont réalisés par les contrôleurs RSA départementaux dans les Directions territoriales (Maisons du Département) pour faire suite à un appel de pièces initial et/ou pour les situations plus complexes (situations des travailleurs non-salariés par exemple).

Le contrôle d'effectivité est réalisé par les services insertion et développement social des Directions territoriales du Département. Il consiste à s'assurer, que chaque allocataire (et/ou son conjoint) inclus dans le périmètre droits et devoirs est engagé dans un parcours d'insertion sociale et/ou professionnelle.

[Cf Partie 1.9 « Les devoirs liés au RSA »](#)

[Cf Partie 4.1 « La suspension »](#)

Suite à ces contrôles effectués, les demandes de régularisation de droit, de suspension ou de réduction/sanction sont transmises aux organismes payeurs pour traitement.

Rappel du cadre législatif

Code de l'action sociale et des familles

Article L.133-2 : « Les agents départementaux habilités par le président du conseil départemental ont compétence pour contrôler le respect, par les bénéficiaires et les institutions intéressées, des règles applicables aux formes d'aide sociale relevant de la compétence du département.

Sans préjudice des dispositions figurant à la section 4 du chapitre III du titre Ier du livre III et aux articles L. 322-6, L. 322-8, L. 331-1, L. 331-3 à L. 331-6, L. 331-8 et L. 331-9, ces mêmes agents exercent un pouvoir de contrôle technique sur les institutions qui relèvent d'une autorisation de création délivrée par le président du conseil départemental.

Le règlement départemental arrête les modalités de ce contrôle. »

Article L.262-37 : « Sauf décision prise au regard de la situation particulière du bénéficiaire, le versement du revenu de solidarité active est suspendu, en tout ou partie, par le président du conseil départemental :

1° Lorsque, du fait du bénéficiaire et sans motif légitime, le projet personnalisé d'accès à l'emploi ou l'un des contrats mentionnés aux articles L. 262-35 et L. 262-36 ne sont pas établis dans les délais prévus ou ne sont pas renouvelés ;

2° Lorsque, sans motif légitime, les dispositions du projet personnalisé d'accès à l'emploi ou les stipulations de l'un des contrats mentionnés aux articles L. 262-35 et L. 262-36 ne sont pas respectées par le bénéficiaire ;

3° Lorsque le bénéficiaire du revenu de solidarité active, accompagné par l'institution mentionnée à l'article L. 5312-1 du code du travail, a été radié de la liste mentionnée à l'article L. 5411-1 du même code ;

4° Ou lorsque le bénéficiaire refuse de se soumettre aux contrôles prévus par le présent chapitre.

Cette suspension ne peut intervenir sans que le bénéficiaire, assisté à sa demande par une personne de son choix, ait été mis en mesure de faire connaître ses observations aux équipes pluridisciplinaires mentionnées à l'article L. 262-39 dans un délai qui ne peut excéder un mois. (...) ».

Article L.262-40 : « Pour l'exercice de leurs compétences, le président du conseil départemental et les organismes chargés de l'instruction et du service du revenu de solidarité active demandent toutes les informations nécessaires à l'identification de la situation du foyer :

1° Aux administrations publiques, et notamment aux administrations financières ;

2° Aux collectivités territoriales ;

3° Aux organismes de sécurité sociale, de retraite complémentaire et d'indemnisation du chômage ainsi qu'aux organismes publics ou privés concourant aux dispositifs d'insertion ou versant des rémunérations au titre de l'aide à l'emploi.

Les informations demandées, que ces administrations, collectivités et organismes sont tenus de communiquer, doivent être limitées aux données nécessaires à l'instruction du droit au revenu de solidarité active, à sa liquidation et à son contrôle ainsi qu'à la conduite des actions d'insertion.

Les informations recueillies peuvent être échangées, pour l'exercice de leurs compétences, entre le président du conseil départemental et les organismes chargés de l'instruction et du service du revenu de solidarité active et communiquées aux membres de l'équipe pluridisciplinaire mentionnée à l'article L. 262-39.

Les personnels des organismes cités à l'alinéa précédent ne peuvent communiquer les informations recueillies dans l'exercice de leur mission de contrôle qu'au président du conseil départemental et, le cas échéant, par son intermédiaire, aux membres de l'équipe pluridisciplinaire.

Les organismes chargés de son versement réalisent les contrôles relatifs au revenu de solidarité active selon les règles, procédures et moyens d'investigation applicables aux prestations de sécurité sociale.

Les organismes payeurs mentionnés à l'article L. 262-16 procèdent chaque mois à la confrontation de leurs données avec celles dont disposent les organismes d'indemnisation du chômage, à partir des déclarations mensuelles d'emploi et des rémunérations transmises à ces derniers par les employeurs. Ils transmettent chaque mois au président du conseil départemental la liste nominative des allocataires dont la situation a été modifiée à la suite de ces échanges de données.

Les organismes chargés du service du revenu de solidarité active transmettent chaque mois au président du conseil départemental la liste de l'ensemble des allocataires ayant fait l'objet d'un contrôle, en détaillant la nature du contrôle et son issue. »

Article R.262-82 : « Tout formulaire relatif au revenu de solidarité active fait mention de la possibilité pour le président du conseil départemental, les organismes chargés de l'instruction et du service de l'allocation d'effectuer les vérifications des déclarations des bénéficiaires. »

Article R.262-83 : « Le bénéficiaire du revenu de solidarité active ainsi que les membres du foyer sont tenus de produire, à la demande de l'organisme chargé du service de la prestation et au moins une fois par an, toute pièce

justificative nécessaire au contrôle des conditions d'ouverture de droit, en particulier au contrôle des ressources, notamment les bulletins de salaire. En cas de non-présentation des pièces demandées, il est fait application des dispositions de l'article L. 161-1-4 du code de la sécurité sociale.

Les organismes peuvent se dispenser de la demande mentionnée au premier alinéa lorsqu'ils sont en mesure d'effectuer des contrôles par d'autres moyens mis à leur disposition et en particulier lorsqu'ils peuvent obtenir auprès des personnes morales compétentes les informations en cause par transmission électronique de données. »

Code de sécurité sociale

Article L.161-1-4 : « *Les organismes de sécurité sociale demandent, pour le service d'une prestation ou le contrôle de sa régularité, toutes pièces justificatives utiles pour vérifier l'identité du demandeur ou du bénéficiaire d'une prestation ainsi que pour apprécier les conditions du droit à la prestation, notamment la production d'avis d'imposition ou de déclarations déposées auprès des administrations fiscales compétentes. Les organismes peuvent se dispenser de ces demandes lorsqu'ils sont en mesure d'effectuer des contrôles par d'autres moyens mis à leur disposition.*

Les organismes de sécurité sociale peuvent notamment se dispenser de solliciter la production de pièces justificatives par le demandeur ou le bénéficiaire d'une prestation lorsqu'ils peuvent obtenir directement les informations ou pièces justificatives nécessaires auprès des personnes morales de droit public ou des personnes morales de droit privé gérant un service public compétentes, notamment par transmission électronique de données. Les traitements automatisés de données qui se limitent à l'organisation de ces transmissions, notamment en vue de garantir l'authenticité et la fiabilité des données échangées, sont soumis aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, dès lors que les informations et pièces justificatives échangées au titre d'une prestation sont celles définies par les dispositions législatives et réglementaires relatives au service de la prestation concernée.

Sauf cas de force majeure, la non-présentation par le demandeur de pièces justificatives, la présentation de faux documents ou de fausses informations ou l'absence réitérée de réponse aux convocations d'un organisme de sécurité sociale entraînent la suspension, selon le cas, soit du délai d'instruction de la demande pendant une durée maximale fixée par décret, soit du versement de la prestation jusqu'à la production des pièces demandées ou la réponse à la convocation adressée.

Pour le service des prestations sous condition de ressources, l'appréciation des ressources prend en compte les prestations et ressources d'origine française, étrangère ou versées par une organisation internationale. Afin de permettre l'appréciation de ressources d'origine étrangère, le demandeur doit produire tout renseignement ou pièce justificative utile à l'identification de sa situation fiscale et sociale dans le pays dans lequel il a résidé à l'étranger au cours des douze mois précédant sa demande ou dans lequel il continue à percevoir des ressources. Un décret en Conseil d'Etat prévoit les conditions dans lesquelles la vérification de l'exactitude des déclarations relatives aux revenus de source étrangère peut être confiée à un ou plusieurs organismes du régime général de sécurité sociale agissant pour le compte de l'ensemble des régimes. Les dispositions de l'article L. 114-11 sont applicables à cette vérification.(...) ».

5.3

La lutte contre la fraude

Articles L.262-45 du code de l'action sociale et des familles et L.114-17 et L.553-4 du code de sécurité sociale

Le Département de l'Isère affirme sa volonté de lutter contre la fraude et de mieux la prévenir. Le Département est membre du comité opérationnel départemental anti-fraude (CODAF).

La CAF et la MSA examinent les dossiers suspectés frauduleux dans le cadre d'une commission spécifique dite « commission des fraudes » (CDF).

Cette commission apprécie le caractère intentionnel de la fausse déclaration ou de l'omission pour décider d'une qualification de fraude.

Le Département ne prononce pas d'amendes administratives prévues à l'article L.262-52 du code de l'action sociale et des familles **mais convient avec les organismes payeurs de l'application de pénalités sur les créances RSA qualifiées de frauduleuses.**

Le montant de la pénalité est basé sur le montant total des indus (prestations familiales et/ou RSA) sur la base du barème national CNAF et CMSA.

Une prescription allant jusqu'à cinq ans (prescription de droit commun) est applicable à compter de la détection de l'anomalie, en cas de fraude ou de fausses déclarations, pour recouvrer les sommes indûment payées.

Le dépôt de plainte auprès du Procureur de la République est systématique en cas d'escroquerie, de faux et d'usage de faux. Il est questionné pour toutes les créances supérieures à 8 fois le plafond mensuel de la sécurité sociale (soit 26 152 euros en 2017)

Rappel du cadre législatif

Code de l'action sociale et des familles

Article L.262-45 : « L'action en vue du paiement du revenu de solidarité active se prescrit par deux ans. Cette prescription est également applicable, sauf en cas de fraude ou de fausse déclaration, à l'action intentée par l'organisme chargé du service du revenu de solidarité active ou le département en recouvrement des sommes indûment payées (...). »

Code de sécurité sociale

Article L.114-17 « I.- Peuvent faire l'objet d'une pénalité prononcée par le directeur de l'organisme chargé de la gestion des prestations familiales ou des prestations d'assurance vieillesse, au titre de toute prestation servie par l'organisme concerné :

1° L'inexactitude ou le caractère incomplet des déclarations faites pour le service des prestations ;

2° L'absence de déclaration d'un changement dans la situation justifiant le service des prestations ;

3° L'exercice d'un travail dissimulé, constaté dans les conditions prévues à l'article L. 114-15, par le bénéficiaire de prestations versées sous conditions de ressources ou de cessation d'activité ;

4° Les agissements visant à obtenir ou à tenter de faire obtenir le versement indu de prestations servies par un organisme mentionné au premier alinéa, même sans en être le bénéficiaire ;

5° Les actions ou omissions ayant pour objet de faire obstacle ou de se soustraire aux opérations de contrôle exercées, en application de l'article L. 114-10 du présent code et de l'article L. 724-7 du code rural et de la pêche maritime, par les agents mentionnés au présent article, visant à refuser l'accès à une information formellement sollicitée, à ne pas répondre ou à apporter une réponse fautive, incomplète ou abusivement tardive à toute demande de pièce justificative, d'information, d'accès à une information, ou à une convocation, émanant des organismes chargés de la gestion des prestations familiales et des prestations d'assurance vieillesse, dès lors que la demande est nécessaire à l'exercice du contrôle ou de l'enquête.

Le montant de la pénalité est fixé en fonction de la gravité des faits, dans la limite de deux fois le plafond mensuel de la sécurité sociale. Tout fait ayant donné lieu à une sanction devenue définitive en application du présent article peut constituer le premier terme de récidive d'un nouveau manquement sanctionné par le présent article. Cette limite est doublée en cas de récidive dans un délai fixé par voie réglementaire. Le directeur de l'organisme concerné notifie le montant envisagé de la pénalité et les faits reprochés à la personne en cause, afin qu'elle puisse présenter ses observations écrites ou orales dans un délai d'un mois. A l'issue de ce délai, le directeur de l'organisme prononce,

le cas échéant, la pénalité et la notifie à l'intéressé en lui indiquant le délai dans lequel il doit s'en acquitter ou les modalités selon lesquelles elle sera récupérée sur les prestations à venir.

La personne concernée peut former, dans un délai fixé par voie réglementaire, un recours gracieux contre cette décision auprès du directeur. Ce dernier statue après avis d'une commission composée et constituée au sein du conseil d'administration de l'organisme. Cette commission apprécie la responsabilité de la personne concernée dans la réalisation des faits reprochés. Si elle l'estime établie, elle propose le prononcé d'une pénalité dont elle évalue le montant. L'avis de la commission est adressé simultanément au directeur de l'organisme et à l'intéressé.

La mesure prononcée est motivée et peut être contestée devant le tribunal des affaires de sécurité sociale. La pénalité ne peut pas être prononcée s'il a été fait application, pour les mêmes faits, des articles L. 262-52 ou L. 262-53 du code de l'action sociale et des familles.

En l'absence de paiement dans le délai prévu par la notification de la pénalité, le directeur de l'organisme envoie une mise en demeure à l'intéressé de payer dans le délai d'un mois. Le directeur de l'organisme, lorsque la mise en demeure est restée sans effet, peut délivrer une contrainte qui, à défaut d'opposition du débiteur devant le tribunal des affaires de sécurité sociale, comporte tous les effets d'un jugement et confère notamment le bénéfice de l'hypothèque judiciaire. Une majoration de 10 % est applicable aux pénalités qui n'ont pas été réglées aux dates d'exigibilité mentionnées sur la mise en demeure.

La pénalité peut être recouvrée par retenues sur les prestations à venir. Il est fait application, pour les retenues sur les prestations versées par les organismes débiteurs de prestations familiales, des articles L. 553-2, L. 835-3 et L. 845-3 du présent code, de l'article L. 262-46 du code de l'action sociale et des familles et de l'article L. 351-11 du code de la construction et de l'habitation et, pour les retenues sur les prestations versées par les organismes d'assurance vieillesse, des articles L. 355-2 et L. 815-10 du présent code.

Les faits pouvant donner lieu au prononcé d'une pénalité se prescrivent selon les règles définies à l'article 2224 du code civil. L'action en recouvrement de la pénalité se prescrit par deux ans à compter de la date d'envoi de la notification de la pénalité par le directeur de l'organisme concerné.

Les modalités d'application du présent I sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

II.-Lorsque l'intention de frauder est établie, le montant de la pénalité ne peut être inférieur à un trentième du plafond mensuel de la sécurité sociale. En outre, la limite du montant de la pénalité prévue au I du présent article est portée à quatre fois le plafond mensuel de la sécurité sociale. Dans le cas d'une fraude commise en bande organisée au sens de l'article 132-71 du code pénal, cette limite est portée à huit fois le plafond mensuel de la sécurité sociale. »

Art. L.553-4 : «I.-Les prestations familiales sont incessibles et insaisissables sauf pour le recouvrement des prestations indûment versées à la suite d'une manœuvre frauduleuse ou d'une fausse déclaration de l'allocataire.(...) »

Les décisions prises en matière de RSA (décision de refus d'ouverture de droit, notification de montant de droit, notification de créance, décision de réduction de droit, notification de fin de droit ...) sont notifiées à l'allocataire par l'organisme payeur ou le Département et mentionnent les voies de recours possibles pour en permettre la contestation.

Toute contestation relative au RSA fait l'objet, préalablement à l'exercice d'un recours contentieux, d'un recours administratif exercé auprès du Président du Conseil départemental.

Le recours administratif préalable obligatoire

Articles L.262-46, L.262-47, R.262-88 et R.262-91 du code de l'action sociale et des familles

Le recours administratif préalable obligatoire est exercé dans le délai de deux mois suivant sa notification.

Remarque : Le recours peut être exercé au nom de l'allocataire par une association : le recours est recevable à la condition qu'il soit accompagné du mandat écrit de l'allocataire.

Le recours gracieux a un caractère suspensif.

Les trois types de recours administratifs :

- Lorsque le recours concerne un indu sans remise en cause du bien-fondé de l'indu, **la demande de remise de dette** est à adresser à la commission de remise de dette de l'organisme payeur,
- lorsque le recours administratif **concerne une décision de réduction pour non-signature ou non-respect de contrat ou de PPAE**, le recours administratif doit être adressé au service insertion ou développement social du territoire dont dépend l'allocataire.
- dans tous les autres cas de figure, le recours administratif à l'attention du Président du Conseil départemental doit être adressé au service insertion vers l'emploi :

*Service Insertion vers l'emploi / allocation RSA
Département de l'Isère
7 rue Fantin Latour BP 1096
38022 Grenoble cedex 1*

Après étude du recours, la décision sera notifiée par courrier à l'allocataire. En cas de rejet de sa demande, les voies et délais de recours contentieux lui seront indiquées.

Les notifications précisent systématiquement la mention suivante :

« Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de 2 mois à compter de la réception de la présente notification à l'adresse suivante : Tribunal administratif, 2 place de Verdun, 38022 Grenoble. »

Le recours contentieux

Articles L.262-46 et 47 du code de l'action sociale et des familles, décret n° 2018-101 du 16 février 2018 portant expérimentation d'une procédure de médiation préalable obligatoire en matière de litiges de la fonction publique et de litiges sociaux, arrêté du 6 mars 2018 relatif à l'expérimentation d'une procédure de médiation préalable obligatoire en matière de litiges sociaux.

En cas de rejet de son recours administratif, l'allocataire peut formuler un recours contentieux devant le tribunal administratif.

La loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle prévoit qu'à titre expérimental les requêtes relatives aux prestations, allocations ou droits attribués au titre de l'aide ou de l'action

sociale peuvent faire l'objet d'une médiation préalable obligatoire, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

Le Département de l'Isère fait partie de cette expérimentation prévoyant **le recours à un médiateur avant la saisine du tribunal administratif**.

Ainsi, l'allocataire qui souhaite contester une décision (réponse à son recours administratif préalable ou décision de la commission de remise de dette) **doit donc obligatoirement**, dans un délai de deux mois à compter de la réception de la décision contesté, et avant de saisir le tribunal administratif, **saisir le Défenseur des droits** soit par courrier postal sans affranchissement (Défenseur des droits/MPO - Libre réponse 71120 - 75342 Paris Cedex 07) soit par message électronique (MPO@defenseurdesdroits.fr) pour qu'il engage une médiation.

La saisine du Défenseur des droits n'a pas de caractère suspensif. En cas de dette, son recouvrement sera poursuivi.

Si la médiation n'a pas permis d'aboutir à un accord, l'allocataire a ensuite deux mois pour saisir le tribunal administratif. Il doit adresser un courrier motivé accompagné de la notification de refus à :

*Tribunal administratif
2 place de Verdun
BP 1135
38000 Grenoble*

Le recours contentieux au Tribunal administratif contre une décision prise en matière de RSA à un caractère suspensif.

Le contentieux relève, en appel, du Conseil d'Etat.

Rappel du cadre législatif

Code de l'action sociale et des familles

Article L.262-46 : « *Tout paiement indu de revenu de solidarité active est récupéré par l'organisme chargé du service de celui-ci ainsi que, dans les conditions définies au présent article, par les collectivités débitrices du revenu de solidarité active.*

Toute réclamation dirigée contre une décision de récupération de l'indu, le dépôt d'une demande de remise ou de réduction de créance ainsi que les recours administratifs et contentieux, y compris en appel, contre les décisions prises sur ces réclamations et demandes ont un caractère suspensif. (...)»

Article L.262-47 : « *Toute réclamation dirigée contre une décision relative au revenu de solidarité active fait l'objet, préalablement à l'exercice d'un recours contentieux, d'un recours administratif auprès du président du conseil départemental. Ce recours est, dans les conditions et limites prévues par la convention mentionnée à l'article L. 262-25, soumis pour avis à la commission de recours amiable qui connaît des réclamations relevant de l'article L. 142-1 du code de la sécurité sociale. Les modalités d'examen du recours sont définies par décret en Conseil d'Etat.*

Ce décret détermine également les conditions dans lesquelles les associations régulièrement constituées depuis cinq ans au moins pour œuvrer dans les domaines de l'insertion et de la lutte contre l'exclusion et la pauvreté peuvent exercer les recours prévus au premier alinéa du présent article en faveur du foyer, sous réserve de l'accord écrit du bénéficiaire.»

Article R.262-88 : « *Le recours administratif préalable mentionné à l'article L. 262-47 est adressé par le bénéficiaire au président du conseil départemental dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée. Il motive sa réclamation.*

Le recours présenté par une association en application de l'article L. 262-47 n'est recevable que s'il est accompagné d'une lettre de l'intéressé donnant mandat à l'association d'agir en son nom. »

Article R.262-91 : « *Les décisions relatives au revenu de solidarité active mentionnent les voies de recours ouvertes aux bénéficiaires et précisent les modalités du recours administratif préalable institué par l'article L. 262-47. »*

Annexes

Date de l'instruction de la demande de RSA :/...../.....

NOM / Prénom du demandeur :

NOM / Prénom de son conjoint :

Adresse :

Date de naissance demandeur :/...../..... **conjoint :**/...../.....

Nationalité demandeur : **conjoint :**

Dates respectives d'entrée sur le territoire français :
demandeur : .../...../..... conjoint :/...../..... Enfants :

Situation familiale : marié(e) / vie maritale / divorcé(e) / séparé(e) / célibataire / veuf(ve) / pacsé(e)

Nombre d'enfants ou de personnes de – de 25 ans à charge :

Quelle est votre situation actuelle (travail, recherche d'emploi, formation, maladie...)?

Madame : Monsieur :

Si emploi salarié en cours, préciser la durée de votre contrat (et joindre une copie du contrat de travail) :

Durée de contrat Madame :Durée de contrat Monsieur :

Sans emploi en cours, avez-vous travaillé depuis votre arrivée en France (si oui, joindre justificatifs) ?

Madame : oui non

Monsieur : oui non

Motif de la fin d'emploi :

Madame :
.....

Monsieur :
.....

Autres situations depuis votre arrivée en France (justifier toutes les périodes)

| Périodes (mois, années) | Situation (chômage, maladie, formation, activité non salariée ...) | Demandeur | Conjoint |
|--------------------------------|---|--------------------------|--------------------------|
| | | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

| | | | |
|--|--|--------------------------|--------------------------|
| | | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
|--|--|--------------------------|--------------------------|

Joindre attestations d'indemnisation, de formation, justificatifs Pôle Emploi

Le cas échéant, annexe complémentaire jointe (page 3)

Vous et votre famille disposez-vous d'une couverture maladie (joindre attestation) ?

Merci d'expliquer les raisons de votre venue en France :

Madame :

Monsieur :

Etes-vous entré sur le territoire français dans le but de chercher un emploi ?

De quelles ressources disposiez-vous à votre arrivée sur le territoire ?

Votre situation a-t-elle changé depuis ?

→ Produire les pièces justificatives suivantes permettant d'apprécier le droit au séjour : contrat(s) de travail, attestation d'assurance maladie, justificatifs des revenus perçus depuis le pays d'origine, toute pièce justifiant d'une rupture de vie professionnelle, familiale depuis l'entrée sur le territoire français.

Je certifie sur l'honneur l'exactitude de cette déclaration. Je m'engage à signaler immédiatement tout changement modifiant cette déclaration.

Date :

NOM – Prénom de l'instructeur :

Coordonnées :

Observation(s) / remarques :

**Document à transmettre à la Caisse d'allocations familiales ou à la
Mutualité Sociale Agricole avec les pièces justificatives au moment de
l'instruction**

La loi punit quiconque se rend coupable de fraudes ou de fausses déclarations (Article L.262-50 à L.262-53 du Code de l'action sociale et des familles - Article 441-1 du code pénal). L'exactitude des déclarations peut être vérifiée, notamment par un agent de contrôle assermenté de la Caf ou de la MSA. La loi n° 78-17 du 06/01/1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites sur ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectifications pour les données vous concernant auprès de l'organisme qui a traité votre demande.

**FICHE DE LIAISON DEROGATION –
INSTRUCTION RSA**
Pour les personnes en **FORMATION**
(Etudiants, stagiaires, ou toutes autres formations)

L'article L.262-4 du code de l'action sociale et des familles prévoit que « *Le bénéfice du revenu de solidarité active est subordonné au respect, par le bénéficiaire, des conditions suivantes : (...).3° Ne pas être élève, étudiant ou stagiaire au sens de l'article 612-8 du code de l'éducation. Cette condition n'est pas applicable aux personnes ayant droit à la majoration mentionnée à l'article L. 262-9 du présent code ; (...)* »

La pratique du Conseil général de l'Isère, détaillée dans le règlement technique de l'allocation RSA en Isère, précise que : « *l'ensemble des personnes qui souhaitent percevoir le RSA tout en suivant une formation, un stage ou des études non rémunérées doivent faire **une demande de dérogation*** ».

| SITUATION DU DEMANDEUR |
|--|
| Numéro d'allocataire CAF : <small>(ou date de la demande en l'absence de numéro d'allocataire)</small> |
| <input type="checkbox"/> Mr / <input type="checkbox"/> Mme |
| Date de naissance :/...../..... Téléphone |
| Demeurant : |
| Logement autonome : <input type="checkbox"/> Non / <input type="checkbox"/> Oui (montant du loyer :€) |
| Qui assure le paiement du loyer ? |
| Situation familiale : marié(e) <input type="checkbox"/> / vie maritale <input type="checkbox"/> / divorcé(e) <input type="checkbox"/> / séparé(e) <input type="checkbox"/> / célibataire <input type="checkbox"/> / veuf(ve) <input type="checkbox"/> / pacsé(e) <input type="checkbox"/> |
| Nombre d'enfants ou de personnes de – de 25 ans à charge : |
| Situation professionnelle des parents (à renseigner pour allocataires < 30 ans et joindre justificatifs): |
| Ressources des parents (à renseigner pour allocataires < 30 ans et joindre avis d'imposition) : |
| PROJET PROFESSIONNEL |
| Intitulé de la formation (joindre certificat de scolarité ou attestation de formation) : |
| Projet professionnel et objectifs : |
| Date de début de la formation/stage ?/...../..... Date de fin ?/...../..... |
| Durée totale de la formation stage : |
| Durée restante à ce jour avant d'être diplômé : |

La formation donne-t-elle accès directement au marché de l'emploi ?

.....
.....

Formations précédentes :

Financements envisagés pour les études : bourse, prêt d'honneur, prêt bancaire, travail à temps partiel.....

.....
.....
.....

Je certifie sur l'honneur l'exactitude de cette déclaration. Je m'engage à signaler immédiatement tout changement modifiant cette déclaration.

SERVICE INSTRUCTEUR

Nom de l'instructeur :

.....

Coordonnées (tel, adresse) du service instructeur :

.....

Observations :

.....
.....
.....
.....
.....
.....

Document à transmettre à la Caisse d'allocations familiales ou à la Mutualité sociale agricole avec les pièces justificatives au moment de l'instruction

La loi punit quiconque se rend coupable de fraudes ou de fausses déclarations (Article L.262-50 à L.262-53 du Code de l'action sociale et des familles - Article 441-1 du code pénal). L'exactitude des déclarations peut être vérifiée, notamment par un agent de contrôle assermenté de la Caf ou de la MSA. La loi n° 78-17 du 06/01/1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites sur ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectifications pour les données vous concernant auprès de l'organisme qui a traité votre demande.



FICHE DE LIAISON DEROGATION
Pour les personnes en FORMATION
(Etudiants, stagiaires, ou toutes autres formations)
Demande de dérogation EN COURS DE DROIT
RSA
à transmettre au service insertion

L'article L.262-4 du code de l'action sociale et des familles prévoit que « *Le bénéfice du revenu de solidarité active est subordonné au respect, par le bénéficiaire, des conditions suivantes : (...)*3° **Ne pas être élève, étudiant ou stagiaire** au sens de l'article 612-8 du code de l'éducation. Cette condition n'est pas applicable aux personnes ayant droit à la majoration mentionnée à l'article L. 262-9 du présent code ; (...)

La pratique du Conseil général de l'Isère, détaillée dans le règlement technique de l'allocation RSA en Isère, précise que : « *l'ensemble des personnes qui souhaitent percevoir le RSA tout en suivant une formation, un stage ou des études non rémunérées doivent faire **une demande de dérogation*** ».

| SITUATION DU DEMANDEUR | |
|--|--|
| Numéro d'allocataire CAF : | |
| <input type="checkbox"/> Mr / <input type="checkbox"/> Mme | |
| Date de naissance :/...../..... Téléphone | |
| Demeurant : | |
| Logement autonome : <input type="checkbox"/> Non / <input type="checkbox"/> Oui (montant du loyer :€) | |
| Qui assure le paiement du loyer ? | |
| Situation familiale : marié(e) <input type="checkbox"/> / vie maritale <input type="checkbox"/> / divorcé(e) <input type="checkbox"/> / séparé(e) <input type="checkbox"/> / célibataire <input type="checkbox"/> / veuf(ve) <input type="checkbox"/> / pacsé(e) <input type="checkbox"/> | |
| Nombre d'enfants ou de personnes de – de 25 ans à charge : | |
| Situation professionnelle des parents (à renseigner pour allocataires < 30 ans et joindre justificatifs): | |
| Ressources des parents (à renseigner pour allocataires < 30 ans et joindre avis d'imposition) : | |
| PROJET PROFESSIONNEL | |
| Intitulé de la formation (joindre certificat de scolarité ou attestation de formation) : | |
| Projet professionnel et objectifs : | |
| | |
| | |
| | |

.....
Date de début de la formation/stage ?/...../..... Date de fin ?/...../.....

Durée totale de la formation stage :

Délai à ce jour avant d'être diplômé :

La formation donne-t-elle accès directement au marché de l'emploi ?

.....

Formations précédentes :

Financements envisagés pour les études : bourse, prêt d'honneur, prêt bancaire, travail à temps partiel.....

.....

.....

.....

Je certifie sur l'honneur l'exactitude de cette déclaration. Je m'engage à signaler immédiatement tout changement modifiant cette déclaration.

La loi punit quiconque se rend coupable de fraudes ou de fausses déclarations (Article L.262-50 à L.262-53 du Code de l'action sociale et des familles - Article 441-1 du code pénal). L'exactitude des déclarations peut être vérifiée, notamment par un agent de contrôle assermenté de la Caf ou de la MSA. La loi n° 78-17 du 06/01/1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites sur ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectifications pour les données vous concernant auprès de l'organisme qui a traité votre demande.

AVIS COMPLEMENTAIRE DU REFERENT DE PARCOURS

(ci-dessous ou sur feuille jointe)

Nom :

Structure :

Coordonnées :

Avis :

.....

.....

.....

Date :/...../.....

SIGNATURE :

DECISION DU PRESIDENT DU DEPARTEMENT

Dérogation accordée : Oui Non

Si oui : Date de début/...../..... Date de fin ?/...../.....

Si non, motifs de refus :

.....

.....
Date :/...../.....
délégation

Pour le Président du Département et par
Le chef de service (signature et cachet)

Cette décision peut être contestée dans un délai de 2 mois après réception de ce document auprès du
Président du Département, Hôtel du Département - BP 1096 - 38022 Grenoble cedex

**RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES
TRAVAILLEUR NON SALARIE (hors exploitants
agricoles)**

**Document complémentaire pour l'étude de l'ouverture ou du
maintien des droits RSA**

N° allocataire :

Nom et prénom du travailleur non salarié :

Allocataire Conjoint

Nom et prénom de l'allocataire CAF (si différent) :

Téléphone :

Informations complémentaires à l'imprimé CERFA CAF

Statut de l'entreprise Entreprise individuelle Société

Régime social : Régime social des indépendants (RSI)
 Régime général (CPAM)

Je certifie sur l'honneur l'exactitude de cette déclaration. Je m'engage à signaler immédiatement tout changement modifiant cette déclaration.

Fait à

Pièces à fournir pour les travailleurs indépendants (hors société)

- Extrait du Registre de Commerce ou du répertoire des métiers ou de l'URSSAF ou déclaration d'activité pour les auto entrepreneurs datant de moins de 3 mois
- Justificatif de l'affiliation au Régime social des indépendants
- Récépissé de déclaration d'immatriculation au Centre des Formalités des Entreprises
- Dernier avis d'imposition (ou déclaration de revenu si cette dernière est plus récente)
- Dernier bilan de l'activité.

→ *Si imposé au réel simplifié* : Déclarations fiscales n° 2031 et n° 2033 (liasse fiscale) avec toutes les annexes (de A à E), *si imposé au BNC déclaration contrôlée* : Déclaration fiscale n° 2035 avec toutes les annexes

Pièces à fournir pour les gérants de SARL/EURL

- Extrait du Registre de Commerce ou du répertoire des métiers
- Justificatif de l'inscription au Régime social (général ou RSI)
- Récépissé de déclaration d'immatriculation au Centre des Formalités des Entreprises
- Dernier bilan (bilan + compte de résultat) de la SARL
- Déclaration fiscale n°2065 si la SARL est soumise à l'impôt sur les sociétés
- Les statuts de la société enregistrés au centre des impôts
- La délibération de l'assemblée générale fixant la rémunération du gérant
- Fiches de paies du gérant+ contrat de travail

Pièces à fournir pour les personnes en cours de cessation d'activité ou ayant cessé leur activité

→ *Il s'agit d'une cessation volontaire (non imposée par un tribunal) :*

- Justificatif de radiation du registre du commerce ou du répertoire des métiers ou de l'URSSAF ou déclaration de cessation d'activité pour les auto-entrepreneurs
- Lettre explicative sur les raisons de la cessation *précisant le montant issu de la vente du fond de commerce ou du local (s'il y a lieu) et l'utilisation de cette somme*
- Bilan de clôture

→ *Il s'agit d'une cessation forcée (dépôt de bilan, liquidation judiciaire) :*

- Jugement du Tribunal

La loi punit quiconque se rend coupable de fraudes ou de fausses déclarations (Article L.262-50 à L.262-53 du Code de l'action sociale et des familles - Article 441-1 du code pénal). L'exactitude des déclarations peut être vérifiée, notamment par un agent de contrôle du Département ou un agent de contrôle assermenté de la Caf. La loi n° 78-17 du 06/01/1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites sur ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectifications pour les données vous concernant auprès de l'organisme qui a traité votre demande.

REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE (RSA) PIECES COMPLEMENTAIRES POUR LES EXPLOITANTS AGRICOLES

Dans le cadre de l'ouverture des droits, le Département de l'Isère examine les ressources des exploitants agricoles avant l'ouverture des droits, sans distinction du régime fiscal (forfait ou réel).

En conséquence, pour l'étude des ressources, il est demandé aux agriculteurs, en application de la réglementation départementale de l'Isère (règlement technique de l'allocation RSA disponible sur le site internet isere.fr), de fournir les pièces justificatives suivantes :

- Si adhérent à un cabinet comptable, le dernier carnet de résultats comptables disponible, et **le tableau d'amortissement des prêts professionnels détenus à titre personnel.**
- En l'absence de comptabilité, remplir le document « Compte de résultats » (joint) pour l'année N-1 (dès réception). *
- L'avis d'imposition N-1 (dès réception), à défaut l'avis d'imposition N-2.
- Pour les nouveaux installés, indiquer si accord d'une Dotation au Jeune Agriculteur. Si oui, la date et le montant de versement de cette DJA.
- S'il y a une activité BIC et/ou BNC, fournir les résultats comptables N-1, ou les éléments comptables permettant le calcul du revenu (chiffre d'affaire, comptabilité...)
- Pour les sociétés, tout document officiel précisant le montant et la répartition du capital social : statuts de la société, attestation du centre de comptabilité.
- De signer l'autorisation jointe.

Les dossiers seront examinés par une commission technique RSA pour les non-salariés agricoles, composée de techniciens :

- Département de l'Isère (services Economie et Agriculture et Insertion)
- Direction Départementale des territoires
- Chambre d'Agriculture de l'Isère
- Mutualité Sociale Agricole des Alpes du Nord

Missions de cette commission :

- Etudier les ressources pour l'ouverture des droits au RSA quel que soit le mode d'imposition (forfait ou réel) et les cas dérogatoires, en application du règlement technique du Département de l'Isère (le revenu agricole retenu correspond au revenu disponible = EBE – annuités de l'exploitation). Les revenus BIC et /ou BNC sont pris en compte en tenant compte des éléments fiscaux (régime micro ou réel).
- Emettre un avis sur les revenus agricoles à prendre en compte pour le calcul du RSA.
- Transmettre cet avis au Président du Département l'Isère pour décision.

(*)En cas de difficulté, pour remplir le document « compte de résultats », les agriculteurs peuvent s'adresser au service des conseillers d'entreprise de la Chambre d'agriculture au **04 76 20 67 05**.

Le service social de la MSA Alpes du Nord reste à disposition des personnes pour toute information générale sur le RSA, au **09 69 36 87 00**. Vous pouvez également obtenir les coordonnées de l'assistant(e) social(e) de votre commune.



DEMANDE DE RSA – EXPLOITANTS
AGRICOLES
ESCRITIF DE L'EXPLOITATION
ET COMPTE DE RESULTAT



Nom,prénom

Adresse

DESCRIPTIF DE L'EXPLOITATION

EXPLOITATION OU ENTREPRISE AGRICOLE

- Statut de l'exploitation : Individuel Société

- **Nombre unités travail homme non salarié*** :

* Nombre en équivalent temps plein de personnes travaillant sur l'exploitation –
Exemple : exploitant + conjoint à mi-temps = 1,5

- Société, dénomination sociale :

- Nombre d'associés :

- Surface exploitée : ha

- Type de cultures :

- Composition du cheptel :
.....
.....

- Droits à produire (référence laitière, PMTVA, PBC) :

- Difficultés rencontrées :
.....
.....

DOTATION JEUNES AGRICULTEURS

oui

ACTIVITE COMPLEMENTAIRE

- Exercez vous une activité complémentaire? : oui

- Type d'activité :

- Etes vous affilié au RSI pour cette activité : oui

- Nombre de salariés

- Dernier Chiffre d'affaires connu : €

La loi punit quiconque se rend coupable de fraudes ou de fausses déclarations (Article L.262-50 à L262-53 du Code l'action sociale et des familles- Article 441-1 du code pénal). L'exactitude des déclarations peut être vérifiée, notamment par un agent de contrôle assermenté de la MSA. La loi n°78-17 du 06/01/1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites sur ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectifications pour les données vous concernant auprès de l'organisme qui a traité votre demande.

COMPTE DE RESULTAT

(Année N-1 : 20

| CHARGES | | PRODUITS | |
|---|----------|------------------------------|----------|
| Engrais | € | Vente de céréales | € |
| Semences | € | Vente d'animaux | € |
| Produits phytosanitaires | € | Vente de lait | € |
| Travaux par tiers | € | Autres ventes | € |
| Aliments du bétail | € | Aides PAC, DPU. | € |
| Frais d'élevage (Véto, GDS, Insémination, contrôle laitier) | € | Autres subventions | € |
| Achats d'animaux | € | Variation de stocks animaux | € |
| Fournitures diverses | € | Variation de stocks végétaux | € |
| Taxes parafiscales | € | Autres produits | € |
| Frais d'irrigation | € | Remboursement forfaitaire | € |
| Combustibles | € | | |
| Carburants et lubrifiants | € | | |
| E.D.F. – Eau – Tel. | € | | |
| Fermage et location | € | | |
| Entretien et réparations | € | | |
| Primes d'assurance | € | | |
| Autres frais (compta, honoraires), impôts et taxes | € | | |
| Salaires et charges | € | | |
| M.S.A. cotisation exploitant | € | | |
| TOTAL | € | TOTAL | € |

TOTAL PRODUITS - TOTAL CHARGES = E.B.E. =

ANNUITES =

E.B.E - ANNUITES = REVENU DISPONIBLE =

REVENU DISPONIBLE PAR MOIS ET PAR ASSOCIE =

Signature de l'intéressé,

La loi punit quiconque se rend coupable de fraudes ou de fausses déclarations (Article L.262-50 à L262-53 du Code l'action sociale et des familles- Article 441-1 du code pénal). L'exactitude des déclarations peut être vérifiée, notamment par un agent de contrôle assermenté de la MSA. La loi n°78-17 du 06/01/1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites sur ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectifications pour les données vous concernant auprès de l'organisme qui a traité votre demande.

Index

| Information recherchée | Fiche | Information recherchée | Fiche |
|--|---------------------|--|---------------------|
| Abattement (principe et modalités) | 2.4 | Instruction (modalités) | 1.4 |
| Age (condition d') | 1.2 | Intermittents | 3.4 |
| Aides logement et RSA | 1.8 | Libéralités | 2.6 |
| Aide juridictionnelle | 1.8 | Majoration pour isolement | 1.6 |
| | 2.6 | Médiation préalable obligatoire | 5.4 |
| Arrêts de travail | 3.5 | Mise à pied | 3.5 |
| Avances sur droits supposés | 1.4 | Montant forfaitaire | 2.3 |
| Biens mobiliers | 2.6 | Nationalité (condition de nationalité) | 1.2 |
| Calcul du RSA | 2.3 | Neutralisation (principe et modalités) | 2.4 |
| Capitaux | 2.6 | Obligation (droits à pension vieillesse) | 1.7 |
| Carence à indemnisation Pôle Emploi | 3.5 | Obligation à faire valoir tout droit | 1.7 |
| Cessation d'activité (TNS) | 3.2 | Orientation (modalités d'orientation) | 1.9 |
| Cmuc-C | 1.8 | Ouverture de droit | 1.5 |
| Communauté (personnes vivant en) | 2.1 | Objectifs (du RSA) | 1.1 |
| Commission non-salariés agricoles,MSA | 3.3 | Parcours d'accompagnement | 1.9 |
| Congé parental, sabbatique, sans solde | 3.5 | Pénalités sur créances frauduleuses | 5.3 |
| Conjoints | 2.1 | Pensions alimentaires | 2.7 |
| Conjoints (droit au séjour) | 1.3 | Période de droit | 2.3 |
| Contrôle d'éligibilité | 5.2 | Période de référence | 2.3 |
| Contrôle d'effectivité, accompagnement | 5.2 | Personnes à charge (définition) | 2.1 |
| Cotisants de solidarité | 3.3 | Personnes à charge (calcul du droit) | 2.3 |
| Décès enfant mineur | 2.1 | Politique de contrôle RSA | 5.2 |
| Demande de remise de dette | 5.1 | Préavis logement réduit | 1.8 |
| Démission | 3.5 | Prime d'activité (fin du RSA activité) | 1.1 |
| Disponibilité | 3.5 | Prime d'activité (et dossier actif RSA) | 2.3 |
| Droits associés au RSA | 1.8 | PUMA (protection universelle maladie) | 1.8 |
| Droits et devoirs (présentation) | 1.9 | Radiation | 4.2 |
| Droit figé | 2.3 | Rappel de droit chômage | 1.7 |
| Enfants (charge d') | 2.1 | Recours administratif | 5.4 |
| Enfants (modalités de calcul du droit) | 2.3 | Recours contentieux | 5.4 |
| Equipes pluridisciplinaires | 1.9 | Redevance audiovisuelle | 1.8 |
| Etrangers (Etats tiers) | 1.3 | Réduction sociale téléphonique | 1.8 |
| Etrangers (Européens et suisse) | 1.3 | Réduction/sanction (motifs / modalités) | 4.1 |
| Etudiants | 3.1 | Remboursement d'une créance | 5.1 |
| Fin de droit (cas général) | 1.5 | Réorientation (motifs et modalités) | 1.9 |
| Fin de droit (suspension) | 4.1 | Résidence (condition de résidence) | 1.2 |
| Fin de droit (radiation) | 4.2 | Ressources (à exclure) | 2.2 |
| Forfait logement | 2.5 | Ressources (à prendre en compte) | 2.2 |
| Formations et dérogations | 3.1 | Revenus d'activité ou assimilés | 2.2 |
| Fraude (lutte contre la) | 5.3 | Revenus exceptionnels | 2.2 |
| Hospitalisation | 4.1 | Revenus immobiliers | 2.6 |
| Incarcération | 4.1 | Révision du droit (principe) | 1.5 |
| Indus (demande de remise de dette) | 5.1 | Révision du droit (calcul du droit) | 2.3 |
| Indus (modalités de récupération) | 5.1 | RSA définition | 1.6 |

| | | | |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|
| Insaisissabilité du RSA | 1.8 | RSA jeunes | 1.2 |
| Insertion (condition) | 1.2 | RSA majoré | 1.6 |
| Insertion (devoirs) | 1.9 | Saisonniers | 3.4 |
| Instruction (lieux) | 1.4 | Séjour à l'étranger | 1.2 |
| Information recherchée | Fiche | | |
| Seuil de versement d'un droit RSA | 1.5 | | |
| Subrogation | 1.7 | | |
| Subsidiarité | 1.7 | | |
| Suspension (différents motifs) | 4.1 | | |
| Suspension (date d'effet, levée) | 4.1 | | |
| Suspension remboursement de créance | 5.4 | | |
| Tarif de solidarité (gaz) | 1.8 | | |
| Taxe d'habitation | 1.8 | | |
| Train de vie (évaluation) | 2.8 | | |
| Travailleurs non-salariés (rég. agricole) | 3.3 | | |
| Travailleurs non-salariés (rég. général) | 3.2 | | |
| Travailleurs non-salariés (RSI) | 3.2 | | |
| Trimestre de droit | 2.3 | | |
| Trimestre de référence | 2.3 | | |
| Vie maritale | 2.1 | | |

**

Hôtel du Département de l'Isère - CS 41096 - 38022 GRENOBLE CEDEX –
Tél : 04.76.00.38.38

Directeur de la publication : Vincent Roberti
Rédaction et abonnement : service relations usagers